

19.10.73.

Σ 1202A



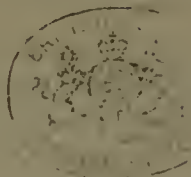
BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

S. 1202. A.

TOME VIII.



GENÈVE,

CHEZ KESSMANN, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS,
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE.

1858

TO THE

LIBRARY OF THE

EXTRAIT

DU

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

« ART. 33. L'Institut publie un *Bulletin* et des *Mémoires*.

» ART. 34. Le *Bulletin* paraît à des époques indéterminées, qui n'excèdent cependant pas trois mois ; les *Mémoires* forment chaque année un volume.

» ART. 35. Ces publications sont signées par le Secrétaire général.

» ART. 36. Le *Bulletin* renferme le sommaire des travaux intérieurs des cinq Sections. La publication en est confiée au Secrétaire général, qui le rédige avec la coopération des Secrétaires de chaque Section.

» ART. 37. Les *Mémoires in-extenso*, destinés au Recueil annuel, sont fournis par les Sections.

» ART. 38. Les *Mémoires* des trois catégories de membres de l'Institut (effectifs, honoraires, correspondants), sont admis dans le Recueil.

» ART. 39. A ce Recueil pourront être joints les gravures, lithographies, morceaux de musique, etc., dont la publication aura été approuvée par la Section des Beaux-Arts.

» ART. 40. Le Recueil des *Mémoires* sera classé en séries correspondantes aux cinq Sections de l'Institut, de manière à pouvoir être détachées, et au besoin acquises séparément.

» ART. 41. La publication du Recueil des *Mémoires* est confiée au Comité de gestion. »

Le Secrétaire général de l'Institut national genevois,

!!
✱

E.-H. GAULLIEUR. Professeur.

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT, M. Charles VOGT, professeur à l'Académie de Genève.

VICE-PRÉSIDENT, M. Marc VIRIDET, Chancelier.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, M. E.-H. GAULLIEUR, professeur d'histoire à l'Académie de Genève.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Ch. VOGT. — Vice-président, M. Elie RITTER, docteur ès-sciences. — Secrétaire, M. J. MOULINIÉ.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. James FAZY. — Vice-Président, M. MASSÉ, président du Tribunal criminel. — Secrétaire, M. GAULLIEUR, professeur. — Vice-Secrétaire, M. GRIVEL, archiviste.

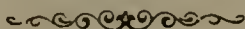
Section de Littérature : Président, M. Jules VUY, avocat. — Vice-Président, M. CHERBULIEZ-BOURRIT, professeur. — Secrétaire, M. Henri-BLANVALET. — Secrétaire-Adjoint, M. John BRAILLARD.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Franç. DIDAY. — Secrétaire, M. Franç. GAST.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. Marc VIRIDET. — Secrétaire, M. OLIVET fils, docteur en médecine. — Secrétaire-Adjoint, M. BOUFFIER aîné. — Trésorier, M. Hugues DARIER.

Comité de gestion et de publication.

MM. le Président et le Secrétaire général de l'Institut, — A. CHERBULIEZ, professeur, — LONGCHAMP, professeur, — James FAZY, — M. VIRIDET, — F. DIDAY.



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

CONSIDÉRATIONS

SUR

LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU MOYEN-ÂGE

EN PARTICULIER

SUR LES ORIGINES DU SYSTÈME REPRÉSENTATIF.

Présenté à la Section des Sciences morales et politiques de l'Institut genevois,
par M. le Professeur Edouard Secretan, membre correspondant.

II^e PARTIE ¹.

La dernière période organique que présente l'histoire de la civilisation est le moyen-âge ; le caractère distinctif d'une époque organique, est d'avoir une certaine unité de principes, unité idéale qui se traduit aussi en fait dans les institutions.

Recherchons quels furent les principes positifs et généraux

¹ La première partie se trouve dans le Bulletin de l'Institut genevois, tome V, page 168.

qui donnèrent à la société du moyen-âge une unité qui n'excluait point, dans les détails, la plus riche, la plus surabondante variété.

Le principe moral, qui domine la civilisation européenne au moyen-âge, c'est celui de l'autorité dans la foi; ce principe se reproduira, jusqu'à un certain point, dans la sphère des institutions politiques, mais en se combinant avec d'autres principes, qui sont inhérents aux races dont se compose la société européenne.

La société, au moyen-âge, repose sur une double base : l'Eglise et la Féodalité. L'Europe peut être considérée comme un grand État qui reconnaît pour chefs suprêmes le Pape et l'Empereur, le principe de division, l'opposition des races, tendant à s'effacer sous la double influence de l'unité religieuse du catholicisme et de l'unité politique de la féodalité.

L'Eglise comprend, en idée, toute la chrétienté, et, en fait, toutes les nations occidentales. La partie des nations chrétiennes qui ne reconnut pas la suprématie de Rome, l'Eglise grecque, resta, pendant le moyen-âge, en dehors du mouvement de la civilisation européenne : elle ne s'y rattache qu'accidentellement.

L'Eglise a sa hiérarchie propre, à la tête de laquelle est le Pape.

La féodalité, institution de sa nature juridique, combine ensemble les rapports de droit privé et les rapports de droit public, les rapports de possession et de souveraineté, et devient la base d'une hiérarchie politique en s'associant à l'Eglise. Cette hiérarchie s'étend aussi idéalement sur tout le monde chrétien : l'Eglise avait dans le Pape un représentant; l'Etat, qui n'est autre chose que la féodalité elle-même, avait pareillement son représentant dans l'Empereur.

Comme le Pape, dans l'ordre spirituel, l'Empereur, dans

l'ordre temporel, est la source de toute autorité ; tous les rois , tous les princes , tous les vassaux , toutes les corporations civiles, tout ce qui exerce une fonction sociale sur la terre chrétienne, relève de lui ; il est le premier anneau de la grande chaîne qui descend du trône jusqu'à la glèbe, sur laquelle le serf est assis. « *De fulgore Throni Cæsaris velut ex sole radii, sic ceteræ procedunt dignitates* », disaient les jurisconsultes.

La féodalité, divisée dès le principe , et qui tendait à se fractionner toujours plus, a donc trouvé son unité dans l'Église; l'empire d'Occident, le saint empire romain, fut, à son début, une conception de l'Église réalisée par la puissance de Charlemagne; il resta jusqu'à la fin une conception religieuse et politique tout à la fois.

L'Église et l'Etat : voilà la grande synthèse du moyen-âge ! L'humanité, organisée dans ses deux modes d'existence morale et matérielle, la religion et le droit ! le rapport de ces deux manifestations de l'humanité peut être comparé à celui de l'âme et du corps. Il peut y avoir lutte entre elles, mais l'une sans l'autre est incomplète ; et libres toutes deux lorsqu'elles restent dans leur sphère, elles cessent de l'être l'une et l'autre du moment qu'une d'elle en sort et tend à empiéter sur les attributions de l'autre.

L'autorité du Pape et celle de l'Empereur procèdent également de Dieu : elles sont également la conséquence des principes par lesquels la société était constituée. Le moyen-âge envisageait le droit divin d'un point de vue bien plus haut qu'on ne l'a envisagé de nos jours ; il était attribué aux fonctions et non à la personne ou à la race.

Le spirituel étant de son essence au-dessus du temporel , on peut, à juste titre , considérer le moyen-âge comme une époque théocratique ; pourtant il ne fut pas théocratique dans

le sens des théocraties antiques, de celles de l'Orient, par exemple, où l'élément religieux absorbe et étouffe l'élément juridique. On ne saurait même soutenir qu'au moyen-âge l'Église ait dominé légalement l'État; elle tenta, à la vérité, de transformer sa primauté morale en droit formel, mais cette tentative n'était nullement autorisée par une saine intelligence des principes sur lesquels elle se fondait. Selon ces principes, l'Église devait dominer seulement dans le sens et de la manière en laquelle l'élément religieux domine l'élément juridique, c'est-à-dire par l'influence morale qu'il exerce sur lui. Ce que la théorie demande et cherche n'est pas la domination de l'Église sur l'État, mais l'harmonie des deux. Ce but suprême pouvait-il être atteint? Il est permis d'en douter. Dans les époques de foi, le principe religieux a une trop forte action sur l'homme pour ne pas le dominer complètement, même dans sa condition temporelle; dans les époques où la foi diminue, l'inverse arrive, et la puissance des rapports extérieurs prévaut sur le besoin de restauration intérieure, dont le principe religieux tire sa force intime.

En fait, l'Église exerça sur l'État, pendant assez longtemps, une autorité jusqu'alors inouïe, qui justifie, à certains égards, le nom de théocratie donné à cette période de l'histoire de l'humanité. Une telle influence ne se rencontrerait pas même dans la théocratie antique, car dans la théocratie antique il n'y a pas un État et une Église : l'État, c'est l'Église, et l'Église, c'est l'État. Au moyen-âge, l'Église est distincte de l'État par son but, par sa constitution, par son organisation; mais tandis que l'unité de l'Église est réelle, celle de l'État n'est guère que nominale; de plus, l'Église s'est assurée un droit et une juridiction particulière dont elle a su tirer un immense parti, non seulement dans l'intérêt de son influence, mais dans celui de sa domination; rien ne lui est

étranger ou indifférent ; d'un bout de l'Europe à l'autre , sa surveillance infatigable ne laisse rien échapper ; elle appelle à son for toute question dont la solution l'intéresse par quelque côté ; prompte à prendre le parti de l'opprimé contre l'oppresser , quelles que soient leurs positions respectives : la cause d'une veuve , d'un orphelin, d'un simple serf, l'intéresse comme la sienne propre ; elle n'épargne personne, même les plus puissants, si elle les juge dans leur tort ; mais aussi ils sont dans leur tort , à ses yeux , s'ils font obstacle à ses desseins. Maintes et maintes fois, les plus puissants et les plus fiers monarques durent finir par courber leur front devant ses arrêts redoutés.

Selon la théorie du moyen-âge , l'Église et l'État forment deux corps distincts, mais non pas séparés ; entre eux, sinon la suprématie, du moins la primauté morale, appartient à l'Église. Tous les fiefs , dont l'ensemble constitue le monde temporel , sont censés aboutir à l'Empereur ; mais l'Empereur, suzerain du monde , est vassal de l'Église. Le monde est fief de Dieu et du Pape , son premier mandataire.

Comme la souveraineté spirituelle est au-dessus de la temporelle, de même la qualité de sujet de l'Église va avant celle de membre de l'État : on est chrétien catholique avant d'être citoyen ou vassal. Tout d'ailleurs s'était réuni pour favoriser la prépondérance de l'Église. Sa langue était devenue l'intermédiaire naturel et obligé entre les diverses nations ; les sciences et les arts étaient cultivés essentiellement par elle , ou sous son inspiration , et dans son intérêt.

L'influence de l'Église fut telle, que les rapports politiques de l'Europe, au moyen-âge, paraissent constituer un véritable droit public catholique plutôt qu'un droit international.

Comme l'Église , la féodalité étend son réseau sur toute l'Europe catholique ; comme l'Église , elle est souveraine

dans la sphère qui lui est propre ; comme l'Église, elle a son organisation, sa hiérarchie, son unité ; tout cela, cependant, il faut bien l'avouer d'une manière moins complète.

Mais, si la hiérarchie féodale, en tant que puissance politique, est restée imparfaite, en tant qu'organisme social commun à toutes les nations catholiques, elle donne à leurs institutions un caractère d'analogie très-marqué.

Produit des éléments constitutifs de l'époque barbare, née, pour ainsi dire, spontanément, au milieu des ruines de l'empire Carlovingien, la féodalité est devenue, depuis le 9^{me} siècle, le fait général, la loi universelle ; malgré des variétés notables dans les détails elle est le fond commun pour toutes les constitutions politiques de l'Europe.

Le lien féodal, qui était primitivement un rapport d'homme à homme, un rapport de fidélité dont le point de départ est l'indépendance individuelle, s'est transformé, peu à peu. Dans le système proprement féodal qui régit maintenant la société, la possession est le fait dominant. Le suzerain est essentiellement propriétaire de la terre ; le vassal en détient une parcelle à titre de concession du suzerain ; le serf, à son tour, a pour condition politique de servir en cultivant la terre du vassal.

Par suite de ce changement, le servage de la glèbe a remplacé entièrement l'esclavage personnel ; les compagnons du *Gasindi* ont vu se transformer tour à tour leur bénéfice temporaire, qui n'était autre chose que l'équivalent de leur solde et de leur entretien, en bénéfice à vie, puis en fief héréditaire ; le roi, qui n'était que le chef politique et militaire des hommes libres de la nation, est devenu le seigneur de toutes les terres de ses vassaux ; l'ensemble de ces terres constitue le royaume. Le pouvoir politique est con-

fondu avec la possession féodale, le droit public avec le droit privé ; suzerain et souverain signifient une même chose, et le vassal est à la fois seigneur, c'est-à-dire le maître (*dominus*) et le dépositaire des pouvoirs publics dans l'étendue de son fief.

Le système bénéficiaire devait nécessairement, ou bien se transformer en système féodal, ou bien disparaître tout-à-fait, comme cela est arrivé en Pologne et en Hongrie, où il ne put pas s'implanter dans le sol. Cette transformation se prend difficilement sur le fait, car les exemples, où les descendants du bénéficiaire sont évincés du bénéfice, sont difficiles à trouver. Lorsque les bénéfices, grands et petits, furent devenus héréditaires et se furent ainsi consolidés dans le sol, lorsque la hiérarchie fonctionnelle fut devenue une hiérarchie territoriale, ce furent moins les personnes que les terres, qui parurent dépendre les unes des autres. Les seigneurs féodaux vivent sur le sol devenu leur propriété ; chacun d'eux arrange son fief sur le type de la couronne et s'y crée, à son tour, un système d'inféodations, qui dépendent de lui.

C'est ici le moment où disparaissent les hommes libres, la liberté étant devenue le droit de vivre d'une terre, dans la règle dépendante : les alleux deviennent fiefs par recommandation, les recommandés deviennent souvent, à leur tour, de petits seigneurs, et ont aussi leurs recommandés.

Quelquefois, dans une sphère inférieure, un petit propriétaire recommanda sa possession à charge de travailler à certains jours la terre du seigneur, ou bien le seigneur donna à des hommes libres dénués de biens une portion de terre contre l'obligation de servir des corvées.

Ce serait pourtant une grande erreur de croire que le servage du moyen-âge ait été semblable à la servitude antique.

Le serf est le dernier degré dans la hiérarchie ; mais il fait partie de la société. On peut envisager la glèbe comme le fief du serf, et les plus vastes territoires pourraient être considérés, en revanche, comme la glèbe du seigneur. Tous deux, seigneur et serf, sont également attachés au sol. Le roi vend sa terre avec ses seigneurs, comme le seigneur vend la sienne avec ses serfs. Le mot service est un terme militaire, honorable dans le monde germanique et dans le monde féodal qui lui a succédé, et l'on voit les rois eux-mêmes prendre ce mot : *Je sers* pour la devise de leur écu.

On a vu les barbares prendre peu à peu racine dans le sol et se confondre avec les vaincus ; l'individualisme barbare se manifeste cependant encore dans le système féodal, par la prétention de chaque terre à une certaine indépendance ; mais la terre retient chacun, bon gré, malgré, qu'il en aie. La nation mobile a disparu, nous n'avons plus en présence les Francs, les Anglo-Saxons, les Germains, nous avons la France, l'Angleterre, l'Allemagne ; ce n'est plus la race qui constitue l'État, c'est la terre ; et comme les mots suivent toujours les faits, on ne dira plus, par exemple, le *roi des Francs*, mais bien le *roi de France*. De là, ce caractère territorial qu'a assumé l'état moderne. La société barbare avait été la plus ouverte de toutes les sociétés, la société féodale en deviendra la plus fermée.

Le caractère de droit privé, de droit de propriété particulière, qu'a pris le droit public au moyen-âge, est un phénomène unique dans l'histoire de la civilisation. Sous ce rapport, le droit féodal est l'opposé du droit antique, qui donnait même au droit privé le caractère de droit public, dans lequel tous les rapports de la vie individuelle étaient constamment pénétrés et dominés par l'idée de l'état. Il

n'est pas de contraste plus complet que celui de l'État féodal et de l'État platonicien.

L'un ne pense jamais à l'individu, à son intérêt, à son vœu, à son droit; l'harmonie dans l'État est le but auquel tout est sacrifié; l'autre n'a pas même l'air de penser à l'État, il ne prend en considération que ce qui est individuel, propriété, contrat; le droit privé constitue un droit absolu que l'intérêt de l'État ne saurait même modifier; l'autorité politique, militaire, même la juridiction, apparaissent sous la forme du tien et du mien; la souveraineté s'est identifiée avec la possession ainsi que tous ses attributs: droits d'impôts, de monnaie, de justice, droit de guerre et de paix sont devenus des fruits de la terre, car dans la terre et dans sa possession féodale, réside la souveraineté.

Rome, mère du droit privé, Rome, qui liait si intimement l'exercice des droits civils à celui de la souveraineté, ne donna jamais à son droit la subjectivité qu'il eut au moyen-âge.

Dans le droit féodal, toutes les institutions du droit public ont le cachet du droit privé; elles sont, dirions-nous, dans l'enveloppe du droit privé; il n'en faudrait pourtant pas conclure que le droit féodal ne soit qu'un droit privé, ni que le personnalisme, l'esprit de propriété particulière fut la tendance dominante dans les temps féodaux. Conclure ainsi, serait confondre le fond avec la forme. Au contraire, au moyen-âge, les rapports personnels et les relations naissant de la propriété sont dirigées au fond vers un but social et moral. Aux droits que la possession confère sont toujours attachés des devoirs. Le droit est subjectif, mais la religion objective le domine et le détermine, et les vertus du moyen-âge seront justement le dévouement, la fidélité, la libéralité: tout ce qui porte l'individu à sortir de soi, de la consi-

dération de son bien particulier, tout ce qui porte à se consacrer au bien général. Le côté fort du moyen-âge est le cœur, l'imagination, plutôt que la froide raison ; son génie est la synthèse et non pas l'analyse.

Au commencement de l'époque féodale, les nouvelles royautes, qui s'étaient fondées en France, en Allemagne, en Italie, avec les débris du grand empire franc, ne furent guère que nominales ; chaque seigneur avait tiré à soi quelque lambeau de l'empire : chaque duc, comte ou marquis s'était attribué la propriété et la souveraineté du ressort qu'il administrait, et s'estimait roi dans son fief.

Dans le morcellement et l'enchevêtrement incroyable de seigneuries que présente la carte de l'Europe à ce moment, on distingue bien des groupes principaux qui se forment autour des seigneurs, les plus puissants ou les plus habiles, mais il est difficile de considérer ces groupes-là comme de véritables nations. L'idée de la patrie antique a disparu.

La patrie, c'est le suzerain pour les grands vassaux, c'est le seigneur pour les vassaux de second ordre ou pour les serfs. Le territoire d'une nation n'étant plus que le patrimoine d'une famille, c'est par des mariages, des héritages, des ventes et des achats, que les états s'accroissent ou diminuent.

Quelquefois, le chef d'une famille réunit sur sa tête plusieurs couronnes, plusieurs seigneuries ; souvent aussi un état important se partage et se divise comme une succession privée aujourd'hui. Dans ces opérations, qui font passer des peuples de mains en mains, personne ne songerait à consulter ceux-ci. Que le seigneur donne une partie de ses terres à un autre, les sujets donnés n'ont rien à dire, pourvu que le nouveau seigneur n'exige d'eux que les services accoutumés. Les transactions internationales ont cessé d'être

des traités de nation à nation pour devenir des conventions de famille à famille ; la guerre, aussi, a changé de physionomie, les guerres nationales, les guerres d'alliance ont disparu, la guerre est une manière de procédure par laquelle on tranche les questions que la loi des fiefs n'est pas parvenue à résoudre d'une manière pacifique. L'absence de nationalités bien déterminées, ainsi que la fragilité des liens qui fondent les États, empêchent pour longtemps toute individualisation politique puissante de se constituer. La notion même d'État se confondrait entièrement avec celle de fief et de propriété privée si, au milieu de la confusion que ce système a créée, l'idée de l'Empire chrétien n'était resté debout, glorieux, impérissable souvenir ! Autour de cette idée associée à celle de l'Église qui en est le corrélatif, la société occidentale se rallia et se maintint. Puis, aussi tout naturellement, cette uniformité d'un droit politique et privé, tout à la fois, qui règne également sur les diverses parties de l'Europe, contribua à faire, de plus en plus, de celle-ci, en quelque manière et jusqu'à un certain point, un seul et même État.

La reconstitution de l'Empire d'Occident n'avait pas seulement contribué à conserver la notion d'État, elle avait aussi été très-favorable à l'accroissement de l'autorité de l'Église.

Depuis la conquête jusqu'à Charlemagne, l'Église avait eu un grand pouvoir, une grande influence sur le monde temporel en tant que puissance religieuse, mais non comme pouvoir de droit. Par l'institution de l'Empire, l'Église acquit une haute position juridique. C'était elle qui plaçait la couronne et versait l'huile sainte sur la tête du chef des croyants. Ce seul fait nous laisse déjà pressentir quelle sera l'influence de l'Église sur tout le développement de la civilisation du moyen-âge.

Par son organisation extérieure, l'Église a pris pied sur le terrain du droit, elle s'est faite, d'une certaine façon, temporelle ; elle se rattache donc aussi à la féodalité, forme universelle du droit à cette époque.

Les bénéfices de l'Église font aussi partie du domaine féodal sous ce point de vue ; ils sont soumis à la suzeraineté du pouvoir temporel ; toutefois, il existe entre les bénéfices ecclésiastiques et les fiefs des différences fondamentales.

L'Église étant une personne morale, qui ne meurt jamais, il n'arrive jamais que le suzerain temporel soit appelé à rentrer de fait dans ses droits de propriétaire, ainsi qu'il arrivait même depuis que la loi d'hérédité avait été admise, lorsque s'éteignait la descendance du possesseur d'un fief laïque.

Dans l'Église, le fonctionnaire-usufruitier du bénéfice est célibataire, et meurt sans laisser d'héritier naturel auquel il puisse transmettre son fief, comme le ferait un feudataire laïque.

Par cette raison, l'Église conserve toujours beaucoup plus de pouvoir sur ses membres, puisque l'occasion de disposer des bénéfices revient pour elle plus fréquemment. Sous ce rapport on peut dire que dans l'Église le bénéfice a conservé son caractère primitif.

A ces différences près, les bénéfices ecclésiastiques rentraient dans le système féodal, tellement que la plupart d'entre eux et surtout les plus considérables devaient le service militaire au suzerain laïque duquel ils dépendaient. Les empereurs de la maison de Saxe, entre autres, pour ne pas laisser toute la force militaire entre les mains des seigneurs laïques, donnèrent de grands fiefs aux évêques et aux prélats ; ce fut ainsi que presque toutes les villes de

quelque importance de l'Italie et d'Allemagne furent soumises au gouvernement ecclésiastique. Les bénéfices de l'Église de Rome furent eux-mêmes possédés par le Pape sous l'obligation du service militaire impérial.

Par l'institution des bénéfices ecclésiastiques les hauts fonctionnaires de l'Église se trouvèrent exercer une partie du pouvoir temporel, mais il ne faut pas perdre de vue qu'alors même que le représentant de l'État et celui de l'Église se confondent quelquefois dans une même personne, il y a en principe deux personnes distinctes. C'est ce qui donna lieu à la grande querelle des investitures, dans laquelle on vit souvent des princes ecclésiastiques du côté de l'Empereur et des princes laïques du côté du Pape, sans que, de part ni d'autre, il y eût proprement infidélité.

Il fut même de règle, pendant tout le moyen-âge, que la juridiction exercée par un prince ecclésiastique, en raison de ses bénéfices et sur les sujets qui en faisaient partie, n'était point considérée comme juridiction ecclésiastique, mais comme juridiction laïque; par ce motif, les princes ecclésiastiques étaient obligés de faire exercer cette juridiction par un délégué laïque, auquel ils confiaient aussi ordinairement le commandement de leurs milices féodales.

Les bénéfices ecclésiastiques furent pour l'Église la source de grandes richesses, car elle savait mieux que les seigneurs laïques rendre productives ses vastes possessions. Les couvents, peuplés dans les premiers siècles du moyen-âge de moines travailleurs, perfectionnaient l'agriculture; en outre, la douceur proverbiale du gouvernement ecclésiastique et la sécurité relative qu'il procurait, attiraient les cultivateurs sur les terres de l'Église. Obligés de se chercher un protecteur pendant cette longue époque d'anarchie et de violence

qui précède l'établissement définitif du système féodal, nombre de petits propriétaires libres se recommandèrent à l'Église eux et leurs biens; en compensation, on leur octroyait quelques terres pour les faire valoir conjointement avec celles qu'ils avaient apportées. Durant les 10^{me} et 11^{me} siècles surtout, les seigneurs et les princes firent aussi, comme à l'envi, de riches concessions aux églises et aux monastères, pensant remplir par là un devoir religieux.

Les richesses immenses que l'Église avait acquises par tous ces moyens, contribuèrent naturellement à augmenter encore son pouvoir et son influence, mais elles furent pour elle une grande cause de corruption. L'Église a obtenu une haute position temporelle, mais cette position est justement ce qui l'expose à de nombreux périls.

La noblesse de race germanique, qui auparavant s'abstenait d'entrer dans les ordres, y est attirée par les riches prébendes et par les seigneuries dont l'Église peut disposer; l'hérédité des fiefs excluait les cadets des familles nobles, qui se tournent vers l'Église, et, peu à peu, l'envahissent. Les empereurs et les autres princes, à leur exemple, donnent les évéchés et les plus riches bénéfices ecclésiastiques à leurs favoris, personnages d'habitudes et de mœurs mondaines, le plus souvent fort peu dignes d'occuper de pareilles fonctions; ce n'est pas tout, une double plaie, la simonie et le concubinat du clergé viennent miner la forte constitution de l'Église catholique; les évêques achetaient leur siège à prix d'or, des princes généralement obérés vendaient à leur tour les fonctions ecclésiastiques à leur nomination. L'inobservation de la règle du célibat menaçait, d'autre part, l'Église de rendre ses bénéfices héréditaires comme les fiefs: les évêques et les prélats commençaient déjà à se faire remplacer par leurs fils, l'hérédité allait envahir toutes les

fonctions élevées de l'Église, jusqu'à la chaire apostolique, qui fut pendant quelque temps possédée par la famille des comtes de Tusculum, la criminelle descendance de Marozzia. Si cela eût continué, la puissance temporelle et la puissance spirituelle se fussent réunies en une seule; la féodalité eût absorbé l'Église qui, d'ouverte qu'elle était, serait devenue fermée; alors l'Occident aurait peut-être vu s'établir un régime de castes pareil à celui de l'Inde. Certes, jamais plus grand péril ne menaça la société chrétienne! L'œuvre de l'émancipation morale, les progrès de la liberté eussent été arrêtés pour toujours.

Nous nous trouvons ici en présence d'un de ces hommes qui, comme Charlemagne, donnent leur nom à une époque, et lui impriment le sceau de leur puissante individualité; nous nous trouvons en face de Grégoire VII. Cet homme a été fort diversement jugé par ses contemporains et par la postérité. L'histoire impartiale reconnaîtra que son génie pénétrant et sa volonté de fer étaient nécessaires pour garantir l'Europe de l'abîme qui s'entr'ouvrait devant elle. Pour comprendre son œuvre, il faut considérer le temps où il a vécu; alors, ce qui a semblé rétrograde en elle, paraît au contraire progressif. Pour réprimer le désordre immense auquel la société était livrée, il fallait tailler dans le vif. Toutes les Églises et toutes les Couronnes sentirent également la main puissante du grand Pape du XI^e siècle. La réforme qu'il avait voulu opérer prévalut dans l'Église et en partie dans l'État. La simonie fut extirpée pour un certain temps, le célibat du clergé remis en honneur, les bénéfices ecclésiastiques préservés de la transformation à laquelle ils marchaient. L'Église reconquit le gouvernement d'elle-même. Grégoire VII avait pour lui, dans son entreprise, la force d'une idée populaire et conforme aux besoins du moment;

puissamment secondé par l'esprit chrétien qui animait alors les masses, il brisa tous les obstacles, et triompha, par les seules armes de l'esprit, de la plus grande force matérielle qui exista dans ces temps ; car il avait contre lui tout à la fois l'Empereur, la féodalité et presque tout le haut clergé.

Accordons, au surplus, que Grégoire VII dépassa le but qu'il eût fallu atteindre ainsi que les limites rationnelles de son droit, et qu'en abaissant jusque dans la fange la couronne de Charlemagne, il porta la première et la plus terrible atteinte à ce système du moyen-âge, qu'il s'était pourtant proposé de sauver et de maintenir.

L'ascendant que l'Église romaine reprit sous Grégoire VII, et qu'elle conserva encore pendant une partie du moyen-âge, provenait sans doute, avant tout, de l'appui qu'elle trouvait dans la foi pieuse des populations, auprès desquelles la voix du chef de l'Église était vraiment la voix de Dieu ; mais cet ascendant s'explique encore par la supériorité manifeste de son organisation et par l'action bienfaisante qu'elle exerça sur la société, même à un point de vue purement politique.

Dans l'Église, les fonctions étaient dévolues généralement au moyen de l'élection, c'est-à-dire de bas en haut, tandis que dans l'État, elles l'étaient par nomination, c'est-à-dire par le choix du supérieur. Ainsi, l'évêque fut longtemps élu par le peuple et le clergé du diocèse ; plus tard encore, il l'était par le clergé, tout au moins, de même que le Pape. Par là, l'autorité ecclésiastique se retrempait continuellement dans l'élément populaire, tandis que celle de l'État était toujours retenue dans les régions supérieures, ce qui avait pour conséquence nécessaire son affaiblissement. L'État avait bien emprunté à l'Église certaines formes, mais la vie qui crée les formes et les anime, il ne l'avait pas.

Une seconde cause d'infériorité dans l'organisme de l'État,

c'est le principe féodal de l'hérédité des fonctions , auquel nous venons de voir que l'Église sut heureusement échapper. Le fonctionnaire ecclésiastique étant célibataire, ses intérêts s'identifiaient avec ceux de l'Église ; chez le fonctionnaire de l'État, au contraire, l'intérêt de sa famille disputait la première place à celui de l'État. Aussi, qu'est-il arrivé ? Du moment que les fonctions civiles furent devenues héréditaires , le principe d'autorité, qui réside dans le Souverain, se trouva affaibli et paralysé , et l'État perdit sa force motrice : elle se figea, en quelque façon, dans le principe héréditaire , qui renfermait forcément les fonctions dans le cercle infranchissable de la caste. En conservant, en revanche , ses fonctions ouvertes à tous, l'Église put appeler continuellement à elle les capacités, quelque part qu'elles se produisissent. Le dernier des hommes de la féodalité pouvait sortir de la place infime qu'il occupait, pour entrer dans l'Église et s'y élever aux fonctions les plus éminentes ; la tiare même n'était pas interdite à son ambition. Ainsi, tandis que l'Église attire à elle les intelligents et les forts, l'État les repousse ; car il y a chez les castes privilégiées une répulsion inouïe à l'égard de ceux qui n'en font pas partie , ou qui, même en y étant né, ne sont pas appelés par leur naissance à remplir la fonction qui fait la grandeur de la caste : de là , le droit d'aînesse.

Par l'institution du célibat, l'Église eut même la faculté de venir au secours de ceux que le système d'hérédité, admis dans l'État, forçait à descendre dans l'échelle sociale , par exemple aux cadets et aux filles nobles ; elle leur ouvrit son sein, aussi bien qu'à ceux qui voulaient monter à elle ; et comme elle ne pouvait multiplier les fonctions à l'infini, elle institua les ordres religieux , en leur donnant pour but , aux uns les armes, aux autres le travail.

Tandis que tout tombait autour d'elle sous le régime des

privilèges, l'Église, dès les premiers moments de la conquête, indifférente aux circonstances extérieures, avait su maintenir la balance égale entre ses anciens et ses nouveaux enfants; elle conserva intact, dès-lors, le principe de l'égale admissibilité de tous les hommes, quelles que soient leur race, leur origine ou leur condition, à tous les emplois qu'elle tenait à sa disposition; elle resta la seule sphère ouverte à la liberté, au mérite, à la concurrence : c'était un avantage incalculable. Ainsi, c'est par des services, c'est en complétant l'œuvre de l'État, que l'Église assurait sa prépondérance.

Avec Grégoire VII commence ce long combat de l'État et de l'Église, qui, depuis, a dominé toute l'histoire du moyen âge, cette grande rivalité du Pape et de l'Empereur, autour de laquelle ont gravité toutes les autres rivalités. Aucune époque n'offre assurément des éléments de lutte plus variés que celle à laquelle nous sommes arrivés; mais, comme que ces luttes se compliquent et se diversifient, la question des rapports du temporel et du spirituel ne cesse d'y entrer pour une part, si même elle n'y joue le rôle principal. Du 11^e siècle jusqu'à la fin du moyen-âge on peut dire qu'il n'y a pas eu un grand mouvement, ni une grande querelle qui ne soit issue de la théorie de l'État chrétien, ou qui n'aie réagi sur elle.

Dans la pensée du moyen-âge, les deux puissances, spirituelle et temporelle, ne sont que deux points de vue d'un même tout, lesquels se complètent et se nécessitent l'un l'autre. Cette pensée, nous la retrouverons dans les documents du temps de l'esprit le plus opposé, mais plus clairement que partout ailleurs dans la sublime épopée du Dante, image idéalisée du moyen-âge, considéré sous toutes ses faces et dans toutes ses directions.

Cette théorie, si l'on en vient au fait et au prendre, ne se réalisa jamais complètement.

Le Pape eut pendant longtemps la supériorité. Que de fois cependant ne dut-il pas céder devant l'orage soulevé par ses prétentions ! Que de fois ne dut-il pas fermer les yeux sur des violations manifestes des droits de l'Église, faute de pouvoir les faire respecter, ou même autoriser formellement ce qu'il avait le plus ardemment combattu. Dans ses incessants débats avec le pouvoir temporel les jours de victoire et les jours de revers se suivirent de près. Le triomphateur de Cannossa, malgré ses prodigieux succès, mourut dans l'exil en une demi-captivité, et, au temps encore de leur plus grand pouvoir, on vit, dit-on, la joue d'un Pontife sillonnée impunément par le gantelet de fer d'un chevalier français !

L'Empereur, de son côté, ne fut reconnu, pour ce qu'en faisait la théorie, pour le chef de l'ordre temporel que dans l'Allemagne et les pays qui en dépendaient immédiatement ; là, seulement, les rois, les princes et les seigneurs se reconnaissaient effectivement pour vassaux du Saint-Empire. Les couronnes d'Occident, la France, l'Espagne et l'Angleterre refusèrent constamment de se soumettre à la suprématie impériale. Elles n'accordaient à l'Empereur qu'un droit de préséance honorifique. Même, sous le règne de Saint-Louis, la noblesse française entreprit de réclamer cette préséance pour son roi, par le motif qu'il était roi par naissance, tandis que l'Empereur était électif.

Au lieu de s'aider réciproquement, comme le voulait la théorie, le Pape et l'Empereur furent, l'un pour l'autre, le principal obstacle à surmonter pour arriver à cette domination suprême, objet de leur commune ambition et de leurs constants efforts. C'est le Pape qui encourageait la résistance des rois rivaux de l'Empereur, afin de trouver en eux un point d'appui contre la prépondérance matérielle de celui-ci. C'est le Pape qui suscitait les ligues des vassaux

rebelles, et légitimait leurs entreprises en les couvrant de son autorité. L'Empereur, en revanche, voulait s'immiscer dans la nomination des hautes fonctions ecclésiastiques, par le motif que, comme suzerain féodal, c'était à lui qu'il appartenait de donner l'investiture des bénéfices attachés à de telles fonctions.

Regretterons-nous que ce système si vaste, si ingénieux, si simple tout à la fois, que la pensée du moyen-âge avait conçu, n'ait point pu venir à réalisation? Nous plaindrons-nous de ce qu'il n'a pas été donné au monde de voir, au moins pour quelques jours, le jeu de cette harmonie de mouvements libres et variés, liés les uns aux autres par une des idées les plus hautes qui puissent être proposées aux spéculations et aux efforts humains?

Après mûre réflexion, on en vient à penser que ce système, admirable comme conception, n'était au fond qu'une utopie, dont, l'homme étant ce qu'il est, on ne devait pas attendre la réalisation.

Nous sommes loin d'avoir une foi implicite dans cette théorie moderne de l'équilibre des forces, qui réduit le droit constitutionnel à l'art d'opposer les unes aux autres des passions ou des intérêts; nous croyons que cette politique mécanique se fait de grandes illusions quand elle pense empêcher le mal à l'aide de ses combinaisons factices; nous croyons, avec les hommes du moyen-âge, que l'art de gouverner les hommes consiste, avant tout, à les rendre bons.

Toutefois, il faut bien le dire, la vérité à elle seule ne suffit pas pour maintenir ici-bas l'ordre, la justice et la paix; elle doit être accompagnée de la force: il faut des moyens d'obliger l'homme à l'observation du devoir social. Or, ces moyens, l'organisation du moyen-âge les fournissait peut-être à l'égard des subordonnés, mais elle en manquait totalement à

l'égard des supérieurs. On dut donc chercher dans l'insurrection et la guerre les ressources coercitives que l'ordre légal et régulier ne pouvait pas fournir.

A défaut d'États fermement constitués, la garantie de l'équilibre des forces politiques n'avait d'autre base que la dualité de l'Église et de l'État.

Mais l'Église et l'État, étant des institutions distinctes, sous des chefs différents, l'accord que la théorie demandait, cette harmonie, dont elle faisait dépendre la paix du monde, reposait, en définitive, sur les sentiments de deux hommes, également absolus dans leur sphère, et dont les intérêts, opposés en tous points, se touchaient aussi en tous points. Il n'y avait pas entre leurs attributions de frontière morale ou juridique clairement déterminée; il n'y avait pas non plus de tiers impartial et puissant, suffisamment fort, qui pût s'interposer. Chacune des parties avait donc la faculté d'étendre ses prétentions jusqu'où elle voulait, sans rencontrer d'autres limites que les prétentions opposées de l'autre.

Remarquons encore que les limites, purement idéales de la théorie, ne pouvaient guère être observées en fait. D'un côté, si l'Empereur admettait en plein le pouvoir que cette théorie accorde au Pape, il abdiquait son indépendance, et devenait un instrument dans les mains de celui-ci; de l'autre, le Pape, s'il n'usait pas de sa position élevée et de son immense influence morale pour se créer un certain pouvoir temporel et des moyens d'action matérielle, était exposé à tomber à la discrétion de l'Empereur, dès que celui-ci prendrait au sérieux son rôle de souverain.

La question même de la nomination des chefs des deux hiérarchies était en soi presque insoluble, car si le Pape nomme et révoque l'Empereur comme vicaire de Christ, qu'est-ce que l'Empereur? Si l'Empereur, en revanche, a le

droit de confirmer ou de casser l'élection du Pape, opérée par l'Église, qu'est-ce que le Pape ?

On voit quelle abondante source de contestations gisait dans une telle organisation ; quelles faibles chances y étaient laissées à la concorde ! Cet ordre de choses, pour ne pas produire les résultats qu'il a produits, eût exigé continuellement deux saints à la tête de la république chrétienne, et encore deux saints profonds politiques.

Ne soyons donc pas trop surpris si ceux auxquels la tâche a été dévolue ne s'en sont pas mieux tirés, et tenons pour fort heureux que, dans la lutte infailible que ce système organisait, aucune des parties contendantes n'ait été entièrement vaincue ; que l'équilibre de l'État et de l'Église, unique sauvegarde de la liberté et des progrès de l'avenir, n'ait pas été définitivement rompu.

Supposons un instant le triomphe de l'une des parties contendantes, supposons le succès complet des plans ambitieux des Pontifes romains, une théocratie absolue se serait constituée sur la base la plus inébranlable, l'union des deux classes dominantes, qui bientôt n'auraient plus formé qu'une seule caste, à la fois sacerdotale, guerrière et propriétaire du sol.

Supposons l'accomplissement du plan favori des Hohenstaufen, la réunion de la tiare et du diadème sur la tête de l'Empereur, l'Occident serait tombé, à l'instar de l'Orient, sous le régime d'un formidable Califat. Entre les deux hiérarchies, l'accord était impossible : or, un conflit, même permanent, valait mieux qu'un triomphe de l'une sur l'autre, qui eût confisqué la liberté du monde.

Trois choses exercent principalement leur influence sur la société du moyen-âge : l'Église, la Féodalité et l'opposition des races. Les deux premières ont été examinées, soit séparément, soit dans leur combinaison. Quant à la troisième,

son action s'était surtout faite sentir pendant la période barbare. Au temps de la conquête et de l'établissement elle est le principe qui domine tous les autres ; longtemps après elle se manifeste encore avec énergie. De votre nationalité dépendent tous vos droits, et, sur le même sol, on voit co-exister pendant des siècles les législations et les coutumes de chacun des peuples qui l'habitent.

Cependant, par suite de la vie commune, du mélange de la religion et d'une organisation politique identique, les profondes lignes de démarcation que l'origine avait d'abord établies, s'effacèrent peu à peu. Il semble qu'aux temps féodaux proprement dits le principe de division, né de la conquête ait entièrement disparu ; il n'est toutefois pas anéanti, une observation attentive le retrouve encore ; seulement, il a changé de forme, il s'est spiritualisé ; c'est dans la lutte de l'État et de l'Église qu'il faut aller le chercher.

La race latine, après avoir cédé à la supériorité des armes, a su vaincre, à son tour, par l'intelligence, par l'idée religieuse dont elle était dépositaire et au profit de laquelle, avec cette faculté organisatrice dont elle est éminemment douée, elle créa l'Église.

La race germanique a conservé le pouvoir temporel, les princes et les seigneurs en sont issus et n'ont pas tout-à-fait renoncé à la sauvage indépendance de leurs aïeux ; l'Empereur, représentant de la féodalité tout entière, est, en même temps, le roi électif des Allemands ; il est empereur par cela seul qu'il commande à la Germanie.

L'Église est le boulevard de la race vaincue dont elle tire son principal appui, dans laquelle elle recrute ses grands hommes, les Grégoire VII, les Innocent III.

Sous son influence, sont les États du Midi, où la race latine est restée de beaucoup la plus nombreuse ; mais son plus

beau titre de gloire comme son principal moyen de pouvoir, est d'être partout du parti de l'opprimé, du parti du peuple, contre les privilégiés. La Féodalité, en revanche, est le boulevard de la race conquérante, des princes, des nobles, des guerriers, des propriétaires du sol ; elle résiste jusqu'au bout aux envahissements de l'Église, que son chef tint longtemps sous un joug de fer. Sortie du Nord, elle y règne encore sans partage ; les pays germaniques sont ceux où le pouvoir de l'Église romaine a toujours eu le plus de peine à s'établir.

Ainsi, la différence des races n'a pas cessé de tenir une place dans la vie politique de l'Europe féodale ; seulement cette place a été, tantôt plus en évidence, tantôt moins, jusqu'au moment, encore éloigné, où des circonstances nouvelles viendront raviver encore cette opposition naturelle.

Pendant ce long temps, durant lequel l'État est resté sous l'aile de l'Église, il a vu se développer en lui des germes de liberté, d'unité et d'ordre, qui, sans cette protection, n'auraient jamais pris croissance. On en sera convaincu si l'on porte les yeux sur cette partie de la chrétienté, les pays Gréco-slaves, qui a échappé de bonne heure à l'influence de l'Église, si l'on compare sa civilisation avec la nôtre.

La société occidentale au 13^{me} siècle est bien différente de celle que nous avons vu se former du mélange romain et barbare. Quoique composée de tant de races différentes, elle ne forme plus qu'un seul corps ; les nouveaux peuples sortis de ces différentes races, des circonstances topographiques et de l'histoire, ne se regardent plus comme des ennemis à combattre, à soumettre ou à exterminer. La patrie nouvelle est comprise dans la patrie universelle. Il s'est formé une confédération de peuples ayant un but commun de civilisation,

et leur union ne gêne en aucune façon l'indépendance et la spontanéité de chacun pour ce qui concerne son développement particulier.

Une véritable fraternité s'est établie entre eux ; les grandes expéditions faites en commun sous les auspices de l'Église n'ont pas peu contribué à la faire naître.

Il est résulté de là l'adoucissement des lois de la guerre, des alliances contractées entre les princes et qui profitent à leurs sujets. Le mouvement économique et commercial va cimenter à son tour ces rapports.

L'État a un degré de consistance qu'il n'avait pas auparavant, et, malgré les inégalités qui naissent de l'hérédité de ses fonctions, le principe d'égalité proclamé par le christianisme se fait jour. Si l'égalité civile et politique, telle que nous la comprenons aujourd'hui, n'est pas l'apanage de tous, nous voyons du moins le privilège, qui est la liberté de cette époque, s'étendre successivement au plus grand nombre en passant des fonctions publiques aux fonctions industrielles, ce qui donne à la société le plus haut degré de liberté compatible avec l'état économique auquel elle est parvenue. Tout est, quoique à différents degrés, dans les voies de la liberté, du progrès ; l'autorité civile se relève en s'appuyant sur la partie la plus nombreuse et la plus active de la population, et en diminuant les privilèges des classes élevées, les races conquérantes et les races conquises se sont successivement fondues, les nouvelles langues, expression de nouvelles nations alors en formation, naissent de cette fusion. Le droit barbare et le droit romain, symboles et produits des deux sociétés amalgamées ensemble par la conquête, n'existent plus. L'Église tente de substituer à tous deux, pour ce qui concerne les actes principaux de la vie, un droit nouveau, tiré des principes qu'elle professe. La coutume, expression des natio-

nalités comme les langues, vient avec ses variétés infinies compléter les lacunes du droit commun qui est celui de l'Église, le droit de la famille, sur lequel la religion a toujours eu le plus d'influence, est sorti régénéré de la tutelle du principe religieux ; enfin touchant les formes protectrices du droit dans l'administration de la justice, les jurisconsultes s'accordent à reconnaître que l'on doit au droit canon leur perfectionnement.

Nous avons vu le christianisme, combiné avec l'élément germanique, fonder une société entièrement différente de celles qui l'ont précédée, en ce sens que, dans cette société, les droits ont leur critère et leur sanction morale dans la religion, tandis que la garantie de ces droits, leur sanction juridique, se trouve dans les traditions de la liberté germanique. Nous avons vu l'institution civile et l'institution ecclésiastique reliées par l'Empire, être dans un rapport de commune dépendance, et l'une et l'autre fixées dans le sol, ce qui produit les ordres du clergé et de la noblesse, par le concours desquels se gouverne l'État.

Nous avons vu la lutte des pouvoirs temporel et spirituel naître, pour ainsi dire, forcément, du rapport même qui les unit, puisque les bénéfices ecclésiastiques, devenus aussi des bénéfices militaires, sont assimilés aux fiefs laïques quant à l'investiture. Nous avons vu la nation civile fractionnée par l'effet du principe féodal, et par là le principe national affaibli singulièrement ; car il ne reste plus dans les couronnes indépendantes qu'un germe du droit national, et dans l'autorité de l'Empereur, l'idée plutôt que la réalité d'une souveraineté universelle dans l'ordre temporel.

C'est ce moment même, que le principe national, aujourd'hui complètement dominant, choisit pour surgir du sol auquel il a été lié, et pour commencer à se développer. Le

12^{me} siècle est l'époque où les nationalités modernes ont commencé à se former, le 13^{me} siècle les voit grandir et se fortifier, le 14^{me} siècle les verra se poser nettement en présence les unes des autres, sous la forme d'États politiques distincts.

Le principe de la nationalité, substitué à l'opposition des races co-existantes sur le même sol, donne à nos institutions modernes un caractère qui ne se remarque ni dans les institutions de l'antiquité, ni dans celles de l'époque barbare ; pas davantage dans celle du premier âge féodal. Considérons un instant, en lui-même, dans son essence, ce principe nouveau auquel appartient l'avenir.

L'idée de la nationalité se compose de deux éléments, la race et le sol ; mais le sentiment de la nationalité est généralement plus vif là où l'élément de la race prévaut sur l'autre. Le lien de la race constitue une sorte de solidarité morale, tandis que le lien qui unit le peuple à un territoire déterminé est un lien purement matériel.

Le territoire devient sacré par les traditions morales qui s'y rattachent, lorsque ces traditions sont celles de la race. On a dit, avec assez de vérité, à notre avis, que ce qui distingue la nation anglaise de la nation française, c'est que l'Anglais aime l'Angleterre parce qu'elle lui appartient, tandis que le Français aime la France parce qu'il lui appartient. Ces deux manières opposées d'aimer la patrie viennent sans doute de ce que, dans la nationalité anglaise, le principe de la race prévaut, tandis que c'est l'élément du sol qui domine dans la nationalité française. Dans l'Orient, le sol a absorbé la nation, la race a disparu ; en Grèce, où pour la première fois brilla la liberté, le sol est un accident, une condition de l'établissement, mais la race est envisagée comme indépendante du sol.

Qu'Athènes tombe sous les armes du grand roi, la nation se réfugiera sur ses vaisseaux, et sera encore là tout entière.

Les peuples de l'ancienne Italie sont plutôt dans les cités, c'est-à-dire dans la communauté civile, que dans le sol, et tant Rome que la Grèce perdirent leur force expansive lorsque le principe du sol y eut prévalu sur celui de la race.

Le Christianisme, qui ne voit que l'homme, expression de la plus haute liberté, la liberté morale, abaisse également les deux éléments de la nationalité. Les barbares n'avaient d'autre principe de leur nationalité que celui de la race, mais ce principe fut tempéré chez eux par le Christianisme. Ils le conservèrent toutefois longtemps, comme on l'a vu, gardant chacun leur propre droit alors qu'ils habitaient les uns à côté des autres, pêle-mêle avec les vaincus. L'Église, qui fut l'institutrice des barbares, chercha à briser ce principe puissant de la race et à fondre les diverses races des vainqueurs et des vaincus en une seule, afin de substituer au principe national le principe chrétien ; tel était le but de la plupart de ses institutions, entre autres des empêchements au mariage pour cause de parenté, lesquels avaient été étendus à un degré si excessif. Par l'établissement de la féodalité, les institutions de tous les peuples barbares prirent aussi, peu à peu, le caractère du lieu qu'ils habitaient ; le sol possède une attraction qui lui est propre.

L'Église, également, avait dû se fixer dans le sol, mais elle évita de perdre par là son unité, parce que le principe de cette unité étant spirituel, était au-dessus des conditions extérieures et matérielles ; les races barbares, au contraire, en se fixant dans le sol, avaient perdu leur unité et, avec elle, le sentiment de leur solidarité ; elles avaient perdu jus-

qu'à leur propre langue, ce symbole tout particulier de la nationalité. La difficulté des communications, la faiblesse du gouvernement, le relâchement des liens féodaux, avaient fait de chaque fief un État. le territoire s'était fractionné à l'infini. Dans les petits cercles de la seigneurie, l'unité de la race et celle du sol ont disparu également. Reste le droit, mais qu'est-ce que le droit, sans la sanction qui lui est nécessaire ?

La féodalité liait l'élément moral à l'élément matériel, l'homme y cède le pas au lieu ; la terre caractérise la personne. Tant vaut la terre, tant vaut l'individu. Les royaumes ne sont que de grands fiefs, d'autant plus faibles en fait qu'ils sont vastes et étendus en droit. Le service personnel, dans lequel se résume le lien de la société barbare, a passé de la personne à la terre ; les nations, tombées ainsi sous la servitude du sol, en sortiront cependant régénérées, plus fortement constituées, ayant repris une nouvelle vie.

A ce phénomène du réveil des nationalités, contribua, en premier lieu, l'Église. L'Église étant restée indépendante du bénéfice depuis la réforme opérée par Grégoire VII, avait conservé seule le caractère national.

L'Église, en raison de ses bénéfices, avait le roi pour protecteur. Ce rapport sauva la monarchie et contribua puissamment à former les nationalités. L'Église était en fait organisée nationalement ; là où il n'y avait eu d'abord qu'une Église nationale on vit surgir ensuite une puissante nation. Les Églises nationales furent ainsi le berceau où naquirent les nationalités.

La politique romaine, opposée à celle de l'Empire, favorisa, par ce motif, les nationalités qui étaient en voie de se former en dehors de lui, la France, l'Espagne, l'Angleterre.

C'est ici le lieu de parler d'un grand événement contemporain, auquel l'Église a présidé, et qui exerça aussi son influence sur la formation des nations modernes : les croisades.

Afin de discipliner l'esprit fier et belliqueux des races conquérantes, afin de donner un aliment à la vigueur barbare, tout en la faisant servir à ses desseins, l'Église a conçu l'idée des croisades; la discorde est partout et empêche partout l'ordre social de se constituer. L'Église dit aux Seigneurs féodaux : « Allez à la guerre sainte, allez délivrer le » tombeau du Christ ; poursuivez dans l'Orient, d'où ils sont » sortis, ces Musulmans, qui naguère ont attaqué l'Europe. » Cet appel, si conforme aux goûts aventureux de ceux à qui il était adressé, fut entendu d'un bout de l'Europe à l'autre.

La réaction des croisades sur l'ordre social de l'Occident, sur les institutions du moyen-âge, est le seul côté de cette entreprise que nous ayons à considérer ici : cette réaction fut immense.

Les seigneurs, obligés de faire de l'argent pour entretenir les troupes qui les accompagnaient, affranchirent une multitude de serfs, et le mouvement des classes inférieures dans le sens de la liberté fut par là sensiblement accéléré. L'Église, pendant l'absence des croisés, administrait leurs domaines, elle y faisait rendre la justice, et le seigneur, lorsqu'il revint, laissa les juges à leur place : de là, plus d'équité dans les rapports. Les croisades eurent encore cet effet de mettre en contact l'Europe et l'Orient; elles initièrent la sauvage noblesse de l'Occident au luxe oriental, et pour satisfaire à ce luxe en produisant des objets d'échange, on donna une nouvelle impulsion à l'industrie, on créa des relations commerciales permanentes et étendues. Les cités maritimes de l'Italie devinrent l'entrepôt de ce commerce, qui a fait

leur grandeur. La paix de Dieu, établie pendant que l'Europe était engagée dans ces expéditions au dehors, permit au travail de se développer au dedans. C'est en vue des croisades aussi, que furent constitués les ordres de chevalerie religieuse ; tous ces cadets de familles nobles, auxquels leur naissance interdisait le travail roturier et que la loi des fiefs condamnait à la pauvreté, tous ces aventuriers de l'aristocratie qu'on disciplinait dans un but commun, auraient perpétué le trouble dans l'État. Enfin, dans ces longs pèlerinages, auxquels le peuple aussi prenait une large part, le peuple et la noblesse apprirent à se connaître, les diverses classes eurent besoin les unes des autres, et ces relations, formées par elles à l'étranger, servirent à les rapprocher dans la mère patrie.

Toutes ces causes de développement, d'amélioration dans les conditions des classes populaires, de rapprochement entre elles et les seigneurs, ont exercé une influence indirecte sur la formation des nationalités ; mais les croisades y contribuèrent encore plus directement en ce qu'elles mettaient les nationalités en présence les unes des autres dans une entreprise commune, où, tout naturellement, chacune chercha, autant que possible, à faire corps ; les Français se réunirent aux Français ; les Allemands aux Allemands ; les Italiens aux Italiens, et les conquérants normands, eux-mêmes, à ces Anglo-Saxons, par eux si mal traités. Les rois gagnèrent beaucoup, de leur côté, à combattre de nouveau, entourés de leurs anciens fidèles, de ces seigneurs féodaux, qui, chez eux, dans leurs châteaux forts, repoussaient toute espèce de joug. Or, tout l'ascendant que gagna la royauté fut au profit de la nationalité dont elle était l'image ; les relations internationales se développèrent en même temps ; le système féodal fut généralisé et idéalisé, en quelque sorte, dans les

assises de Jérusalem. En un mot, dans les croisades, les nationalités acquirent la conscience d'elles-mêmes.

Nous avons indiqué deux causes extérieures de la formation des nations modernes, les Églises nationales qui la précèdent et l'annoncent, la participation des diverses populations de l'Europe à la croisade qui concourt à cette formation, qui la prépare, qui en fait naître l'occasion. Il est une troisième cause de ce grand fait, cause intérieure, directe, coëfficiente, qui s'identifie, en quelque manière, avec lui, c'est la naissance des communes.

Les communes, le tiers-état, sont le fonds même des nations modernes; c'est en passant par la phase toute populaire du mouvement communal, que la société du moyen-âge a produit les nouvelles nationalités.

La naissance des communes est une des questions les plus difficiles et les plus controversées de l'histoire du moyen-âge. Avant le moment où elles reçurent des chartes d'affranchissement des Empereurs, des rois et des princes, moment qui correspond généralement aux 12^{me} et 13^{me} siècles, les communes existaient déjà dans le midi de l'Europe; en Italie, en Espagne, dans la France méridionale surtout, la municipalité romaine n'avait jamais entièrement disparu; dans l'Europe centrale, dans la France au nord de la Loire, en Belgique, en Allemagne, les communes avaient commencé modestement, comme asile, sous la protection de l'Église et des corporations religieuses de travailleurs; là, elles furent primitivement des associations d'ouvriers: les bourgeoisies sont sorties des combourgeoisies.

Les communes avaient-elles une place dans le système de la féodalité, dans les institutions du moyen-âge primitif? Non; elles ne pouvaient se développer librement au moment où tout était encore retenu dans les doubles liens de l'Église

et du système féodal, car la propriété foncière leur était interdite. Or, pour exister indépendant, il faut exister quelque part. A l'inverse, là où les communes avaient persisté depuis le temps de l'antiquité, dans le midi, le système féodal, bien que dominant tout en apparence, ne put jamais s'emparer aussi absolument de la société qu'il le fit dans les contrées où la liberté municipale ne le limitait pas, ne lui faisait pas exception.

Les communes donc furent, dans le principe, soumises aux seigneurs laïques ou ecclésiastiques qui possédaient le sol. Ces seigneurs favorisèrent leur fondation, leur accroissement, car elles les enrichissaient et augmentaient le nombre de leurs sujets; mais, avec leur argent, dont les seigneurs étaient sans cesse à court, à l'aide de leurs murs de villes, que les seigneurs avaient laissé bâtir pour se défendre eux-mêmes, et de leurs milices bourgeoises, inférieures en rase campagne aux milices féodales, mais tout aussi braves quand l'avantage de la position compensait pour elles le désavantage des armes, les communes arrachèrent à leurs seigneurs ou rachetèrent d'eux, pas à pas, et pièces à pièces, leurs franchises et leur liberté.

Les débuts des communes sont restés dans l'obscurité, car ils consistaient en une multitude de transactions locales et de guerres particulières, perdues dans la tourmente des âges féodaux. Plus tard, le mouvement, en se généralisant, fixa davantage l'attention des puissants de l'époque, et l'histoire commença à y prendre garde.

Il était de principe général, au moyen-âge, que ce qui échappait au pouvoir seigneurial revenait au pouvoir royal, et ce qui dépendait seulement du Roi, ou de l'Empereur, était censé libre. Les Princes sentirent bientôt l'avantage qu'ils pouvaient tirer de ce principe à l'endroit des commu-

nes. Ils fondèrent donc, autant qu'ils purent, des villes libres, et favorisèrent l'émancipation des communes qui ne dépendaient pas d'eux immédiatement. En outre, s'attribuant sur le travail même une sorte de suzeraineté, ils en donnèrent le privilège, comme bénéfice, aux corporations industrielles, imprimant par ce moyen à la propriété mobilière, fruit de ce travail, le caractère féodal que toutes choses devaient revêtir alors pour prendre place dans l'ordre juridique, pour devenir un droit.

Comme la propriété foncière représente une fonction sociale attachée au sol, de même le travail industriel, érigé en privilège, est élevé par là au niveau de la propriété du sol.

Il était de règle aussi, au moyen-âge, que lorsque le Prince créait une fonction, cette fonction devenait, *ipso facto*, héréditaire, à moins qu'il n'eût été expressément statué différemment. C'est en vertu de ce principe, que les fiefs anciens et les offices mêmes étaient devenus héréditaires, de précaires ou viagers qu'ils étaient primordialement. Les droits des communes et ceux des corporations qui en faisaient partie, devinrent aussi héréditaires. Le père transmettait à son fils les privilèges appartenant à sa corporation. Seulement ici il n'y a pas lieu au droit de primogéniture, car ces privilèges étaient de nature à être exercés par plusieurs.

Cependant, comme il y aurait eu trouble dans la commune, si chacun avait voulu prendre pour lui la meilleure industrie, il fallut créer une organisation spéciale, qui garantît et limita les droits de tous; on créa les maîtrises, dans l'organisation desquelles ce n'est pas ici le lieu d'entrer. Le rôle des communes, dans le système féodal, est donc d'avoir pour tîef le privilège du travail. Ainsi qu'il a été observé tout à l'heure, les Princes favorisèrent les institutions communales, parce qu'ils trouvèrent en elles un puissant secours,

et les communes étaient devenues le nerf des nations modernes déjà longtemps avant d'être appelées à prendre part à leur gouvernement.

Les siècles que nous venons de parcourir, de Charlemagne à Grégoire VII, et de Grégoire VII jusqu'à la victoire définitive de l'Église et à la chute des Hohenstaufen, embrassent, selon nous, l'époque véritablement organique du moyen-âge, l'époque théocratico-féodale. C'est à cette époque que naquirent les langues, les littératures, les nationalités modernes; c'est l'époque où les Normands fondaient leur domination en Angleterre, où Philippe-Auguste et saint Louis recréent le royaume de France, où les chrétiens d'Espagne refoulent les Maures et font sur eux leurs principales conquêtes, où éclate, dans toute sa vivacité, la lutte entre le sacerdoce et le trône impérial, où les communes naissent et s'affranchissent, où les cités italiennes prennent leur plus bel essor. Toutes les nations, durant cette période, ont une vie puissante, déploient une activité particulière; elles sont jeunes; elles se constituent; celles qui ne purent se constituer, alors, pour la plupart ne le sont point encore, et plusieurs même d'entre ces dernières ont cessé aujourd'hui d'exister.

Dans le complet épanouissement de la vie, un œil attentif découvre le germe de la mort; au moment où une époque historique atteint son plus haut développement, on peut déjà discerner en elle les causes qui amèneront sa décadence.

La première cause à laquelle on peut attribuer la désorganisation et l'affaissement du système politique de l'Europe au moyen-âge fut, sans contredit, cette lutte acharnée du Pape et de l'Empereur, qui a été comme le pivot autour duquel roule toute l'histoire de cette époque.

Comme il arrive quand deux personnages haut placés

s'attaquent et se déchirent mutuellement à la face du peuple, le résultat final fut la déconsidération des deux.

En favorisant l'hostilité des monarchies indépendantes à l'égard de l'Empereur, en affranchissant l'Italie du lien impérial, en soulevant contre l'Empereur les villes et les grands vassaux, le Pape a bien atteint son but immédiat : il a humilié un rival, il lui a lié les bras, il l'a mis hors d'état de nuire ; mais les conséquences de cette politique ne s'arrêtent pas là, elles se retourneront contre ceux qui l'ont employée avec un succès qu'ils seront les premiers à déplorer plus tard. Au fond, c'est à son propre abaissement, c'est à sa chute, que le Pape a travaillé avec tant d'ardeur et de tenacité. Les couronnes d'Occident, qu'il a caressées, devenues fortes, lui résistent tout comme aurait pu faire l'Empereur, et le Pape est sans moyens coercitifs à leur égard. L'Empereur était le bras séculier de l'Église ; en l'abattant, l'Église n'a pas compris qu'elle se mutilait elle-même.

Mais, lorsqu'arriveront les moments difficiles, que lui restera-t-il ? de vaines paroles, auxquelles peuples et rois auront également désappris d'obéir !

Depuis que Rodolphe de Habsbourg a abandonné l'Italie, l'Empire chrétien, le Saint Empire, n'est plus qu'un nom. Le pouvoir de la papauté déchoit en même temps que celui de l'Empereur. Désormais le Pape, devenu un prince italien, entre comme un élément secondaire dans l'équilibre de l'Europe. Mais l'accroissement de son pouvoir matériel est à cent lieues de compenser la perte de cette immense autorité morale dont il avait joui au temps de sa grandeur. Il n'est plus, pour l'Europe entière, un chef toujours vénéré, toujours redouté, ordinairement écouté dans le domaine politique comme dans le domaine religieux ; sa voix ne commande plus aux fidèles d'un bout de la chrétienté à l'an-

tre. Ce ban de l'Église, qui renversait les Empereurs, pourra désormais être impunément méprisé, même par de petits souverains.

Les diverses institutions dont l'activité devait concourir à la prospérité générale, et y avaient réellement concouru, pendant longtemps, n'étaient au surplus restées, ni les unes ni les autres, entièrement fidèles à leur mission, au principe qui les avait fait naître.

L'Église, infidèle aux maximes qui ont fait sa puissance et sa gloire, cesse de se recruter parmi les petits, parmi les humbles, elle recherche l'acquisition des fils orgueilleux de l'aristocratie. Rebelle à la loi du travail qu'elle avait proclamée la première avec tant de succès, elle se livre aux habitudes de luxe et de plaisir, elle se complait dans l'hermine, l'or, les fêtes, la bonne chère; elle ne sait plus faire usage de son opulence, fruit de l'aumône pieuse des nations, dans un intérêt général; elle pèse sur ceux qu'elle avait affranchis, en diminuant par une consommation impie le surplus du travail du pauvre, surplus qui est sa liberté; elle a oublié les paroles avec lesquelles elle combattit autrefois l'oppression, et ne sait plus que prêcher la soumission aux oppresseurs. Le moment approche où la Providence brisera cette fonction détournée de son but.

Les nobles, aussi, ont oublié le titre glorieux de leur hommage et de leur dignité; ils ont oublié qu'ils ne possèdent leurs bénéfices qu'à la condition de combattre sans cesse et de se dévouer en toute occasion pour la défense commune; ils ont oublié le beau serment de la chevalerie, la protection de la veuve et de l'orphelin. Ils ne sont plus que les déprédateurs de la fortune publique, des frelons de la ruche qui pressurent les travailleurs, rançonnent le commerce et vivent de la sueur du peuple dans une vaine oisiveté.

Les communes, elles-mêmes, ne se rappellent pas qu'elles sortent à peine du servage; elles ferment aux paysans l'entrée de leurs corporations, elles prolongent l'apprentissage, exigent des sacrifices excessifs pour accorder la maîtrise, se carrent dans leurs privilèges et les font peser durement sur les campagnes qu'elles appauvrissent. Mais on ne s'enrichit pas par la misère du chaland. La fainéantise s'introduit dans le sanctuaire du travail. En attendant, les ouvriers des villes, devenus les barons de l'industrie, sont plus exclusifs encore que les véritables seigneurs, et les faubourgs commencent à s'établir autour des cités, dont un jour ils briseront les portes.

Le déclin de la vie morale, politique et économique du moyen-âge se révèle donc, à la fois, par l'abaissement simultané du Pape et de l'Empereur, et par l'abandon que les trois institutions principales de la société, l'Église, la Féodalité et les communes, font des principes qui leur servaient de base.

L'organisation intérieure de cette grande époque, qui, sous l'apparence d'un désordre continu, recelait cependant un système si vaste et si simple à la fois, n'avait pas été le résultat d'un système conçu *à priori*, comme l'ordre social antique, ou comme celui que nous, modernes, essayons de réaliser. L'ordre du moyen-âge reposait sur l'équilibre naturel des éléments dont il était composé, éléments qui étaient sortis spontanément des besoins du moment, de la combinaison des circonstances.

Cet équilibre est rompu maintenant; le moyen-âge s'en va, les rois, aidés par les communes, n'auront plus bientôt qu'à en balayer les restes; cependant, pour une telle œuvre, il ne suffira pas d'un nouveau pouvoir, il faudra aussi de nouvelles idées.

L'humanité arrive souvent à des résultats progressifs imprévus, en suivant un chemin qui semble rétrograde. C'est à une ancienne position abandonnée, c'est à l'héritage usurpé des ancêtres, que la colonne de feu du génie croit conduire les peuples : mais, comme on n'arrive à cette position que chargé des antécédents parcourus dans l'intervalle, ce retour prétendu constitue une position nouvelle : un nouveau pas a été fait.

Avec les foudres de l'excommunication, l'arme dont l'Église se servit le plus utilement pour augmenter et consolider son pouvoir, fut le droit canon ; mais l'État trouve un levier non moins puissant.

Le pouvoir temporel est devenu clerc, la science a franchi les murs des convents, elle ne sert plus l'Église exclusivement. La renaissance du droit romain est son œuvre ; dans le corps des lois de l'ancien empire romain elle a découvert la machine de guerre avec laquelle les souverains vont renverser la prépondérance du droit canon et les coutumes, avec laquelle l'Église et la féodalité seront battues en brèche jusqu'à ce que la supériorité du pouvoir civil soit entièrement rétablie.

Au temps de la conquête, le droit romain avait rendu de grands services à l'Église, qui l'avait adopté pour elle et s'en était fait un moyen de protection et de domination en même temps à l'égard des populations vaincues ; alors elle avait pu faire du droit romain à peu près ce qu'elle avait voulu ; mais, depuis la renaissance des études juridiques en Italie, les circonstances ont changé. Le clergé n'a plus le monopole du savoir ; des laïques, des nobles, des chevaliers accourent de toutes les parties de l'Europe, pour étudier dans les universités les textes mêmes de Justinien. Ces textes, rédigés sous l'inspiration du despotisme, devaient nécessairement

tourner au profit de l'autorité politique, au détriment de l'indépendance de l'Église et de toutes les libertés qui existaient encore cachées dans le sein des institutions féodales et ecclésiastiques.

Les jurisconsultes, frappés de la majesté du droit romain, de son unité, de la haute raison qui préside à ses décisions, prenaient en dégoût cet ensemble presque insaisissable de coutumes obscures, bizarres, variant sans cesse, qui constitue le droit féodal. Par intérêt de position et de classe, ils penchaient en faveur de l'Empereur et des Princes dans leurs contestations avec l'Église. L'Empereur favorisa le nouveau droit de tout son pouvoir et s'efforça de l'introduire partout dans les tribunaux placés sous sa surveillance. Il avait vu d'emblée ce que son pouvoir emprunterait de force à ce droit écrit, dans une époque où l'Église était encore sous la tutelle de l'État, où la majesté impériale ne connaissait pas de rivale, et où toute justice s'administrerait au nom du Prince.

L'Église, de son côté, à l'apparition de l'ancien droit, sentit bien le danger dont elle était menacée, et elle essaya d'y parer. A diverses reprises, les Papes s'efforcèrent de lutter contre le torrent en défendant l'étude du droit romain dans les universités; mais leur opposition fut vaine. On ne tue pas les idées en les proscrivant, surtout lorsque ces idées s'appuient sur des intérêts matériels.

Ce n'est pas seulement dans les pays dépendants de l'Empire, que l'introduction du droit romain porta un coup fatal à la puissance extérieure de l'Église et aux institutions traditionnelles de la féodalité.

Dans les États indépendants, en France, en Espagne, etc., où on le reçut, non comme droit impérial, ce qui aurait impliqué la reconnaissance des prétentions de l'Empereur, mais

seulement comme raison écrite, il exerça une influence tout-à-fait analogue. Là aussi il servit de fondement, d'abord à l'indépendance, ensuite au despotisme du pouvoir séculier. En politique, les jurisconsultes du XIII^{me} et du XIV^{me} siècle sont les devanciers des réformateurs.

Les principes du christianisme étaient trop enracinés dans la société, pour pouvoir être ébranlés par la restauration du droit romain, celui-ci ne pouvait s'établir qu'en devenant chrétien, comme les faits dont il visait à devenir l'expression. On a dit que le droit est athée ; c'est une erreur qui ne saurait trouver accès dans l'esprit de qui a étudié ses sources intimes et son développement. Un peuple religieux ne saurait avoir une loi en désaccord avec les principes moraux qui le gouvernent. Le droit romain et le droit barbare étaient tombés tous deux, précisément parce qu'ils n'étaient, ni l'un ni l'autre, en accord avec les faits dominants, notamment avec le principe religieux. Le droit canon qui était, pour le temps et comparé aux coutumes, une assez bonne législation sous le rapport moral, avait contre lui la méconnaissance qu'on pouvait lui reprocher de la juste autorité de l'État, et l'appui qu'il avait donné à toutes les usurpations de l'Église.

Le droit romain que l'État cherche maintenant à relever, se relève en effet, mais à la condition de se réformer complètement ; il le peut, car il n'a plus contre lui le fait et la force du droit barbare. Vis-à-vis de l'Église, il sera d'autant mieux forcé de rentrer dans ses limites légitimes que le droit de l'État reconnaîtra plus fidèlement tous les faits nouveaux qu'a enfantés le principe religieux. Il n'y a donc rien à craindre pour la religion elle-même, mais seulement pour le temporel de l'Église, dans le mouvement qui s'opère dans la sphère juridique.

La féodalité qui a immobilisé la propriété foncière, sera détruite un jour par le nouveau développement du droit civil, qui tend à ramener l'égalité, en donnant à la personnalité une expression plus spiritualiste. L'homme et la fonction qu'il exerce, seront dégagés de la terre à laquelle les enchaîna une loi économique, qui bientôt cessera d'avoir force ensuite des progrès industriels qui seront accomplis.

Le système féodal a fait disparaître les alleux, la loi romaine les fait renaître, *lex romana allodiorum parens*. S'agit-il des fiefs de la couronne ? elle en fait des emphythéoses ; s'agit-il des fiefs mouvants de la couronne ? elle en détache des terres qu'elle appelle alleux, afin de les rendre indépendantes.

Le nouveau droit civil, emprunté au droit romain, a pour tendance générale d'émanciper la propriété, de la dégager de toutes les entraves féodales pour en faire ce qu'elle était avant la conquête barbare : non plus une jouissance, prix d'un service public, mais une chose acquise définitivement.

Plusieurs intérêts s'unissent pour solliciter cette transformation ; l'épargne qui se fait dans les villes, seules en possession de l'industrie, exige son emploi, et l'on cherche dans la propriété du sol une garantie plus solide du placement que celles que l'industrie fournit. Les bourgeois enrichis aspirent, d'ailleurs, à devenir seigneurs et à participer par là au plus haut degré de liberté connu au moyen-âge. Les nobles, appauvris par leurs dépenses mal équilibrées avec leurs revenus, cherchent de leur côté à dégager les terres qu'ils possèdent en bénéfice, afin de pouvoir en faire de l'argent. La politique de l'État, enfin, favorise de toutes ses forces l'affranchissement de la propriété immobilière, parce que la noblesse et l'Église, dans le système du moyen-âge, ne payaient pas l'impôt qui était représenté par leurs

services, tandis que l'on établissait l'impôt sur les terres libres.

Ce passage de la phase aristocratique de la propriété à la phase démocratique, ce retour de la propriété féodale à la propriété libre, ne se fit pas tout d'un coup. Dans les derniers siècles de l'âge féodal, on observe une série de dégradations du fief, qui sont la transition de la féodalité pure au système de la propriété moderne, reproduction de celui qu'a développé pour la première fois le droit romain. Du nombre de ces dégradations transitoires, sont la distinction que l'on commença à faire entre les fiefs nobles et les fiefs roturiers, et celle que les seigneurs firent entre leurs biens féodaux et leurs biens allodiaux, c'est-à-dire nobles et soumis à l'impôt. Le fief non noble devenait aussi libre. Les droits que le suzerain retirait à chaque mutation de propriétaire engageaient celui-ci à favoriser cette mobilisation de la propriété.

C'est ainsi que la propriété immobilière rentra dans le commerce, d'où elle avait été retirée par le système féodal ; c'est ainsi que la richesse des communes commença à s'établir sur le sol, dont elle finit par envahir la plus grande partie.

C'est ainsi que l'État parvint à imposer les terres des nobles, et par l'augmentation de son revenu se procura les moyens de payer une armée permanente et de se passer de plus en plus du service de la noblesse, service qui gênait les allures du Prince, tout en donnant aux seigneurs une importance politique que l'on tient à diminuer.

Les conséquences naturelles de la restauration du droit romain furent donc d'ébranler les privilèges de l'Église et de la noblesse et d'arrêter le mouvement vers la liberté politique qui était si marqué vers le milieu du moyen-âge.

Au type du gouvernement germanique, le droit romain oppose celui du gouvernement impérial ; au roi, exerçant le pouvoir temporel avec le concours de la nation, il oppose l'empereur romain, exerçant la souveraineté en vertu de la *lex regia* ; il substitue le gouvernement absolu au gouvernement tempéré.

A des lois, manifestation spontanée des besoins des diverses parties de l'État, il préfère une loi conçue *à priori*, prétendue rationnelle, qui tend à détruire toute individualité nationale et à saper toutes les garanties qui se fondent sur cette individualité ; aux fonctions héréditaires, fondées sur le système féodal, il substitue des fonctions dépendant immédiatement du Prince et payées par lui.

En un mot, tout le système féodal est renversé par la loi romaine ; les bénéfices sont appelés *bona fisci*, jeu de mot qui autorise tout un système d'incorporation des biens féodaux et de confiscation des libertés féodales. Les communes libres qui sont, dans le moyen-âge, comme de petits États, ayant leurs propres lois, prennent le caractère de municipes romains et perdent aussi leurs libertés originelles.

Toutes les libertés ont été étouffées peu à peu par l'invasion des principes du droit public romain. Le pouvoir royal y gagne seul, il grandit en absorbant les franchises et les privilèges de tous. Les communes mêmes, auxquelles le droit romain semblait devoir être plus favorable, subissent le destin général. Les villes libres d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas, si puissantes, si riches, si fières de leurs droits, succomberont tour à tour. C'est que toutes les libertés sont solidaires dans le système social ; la liberté des communes en faisait partie intégrante comme toute autre, comme celle de l'Église, comme celle de l'aristocratie territoriale. Il y a eu sans doute, à cette grande recrudescence du

despotisme qui caractérise la fin du moyen-âge, d'autres causes encore que la restauration du droit romain : la réaction contre les prétentions de l'Église ; l'alliance des communes avec la royauté contre l'aristocratie féodale ; la ruine d'une grande partie de la noblesse dans les croisades et dans les longues guerres intérieures qui les suivirent. Une autre de ces causes, la principale peut-être, a déjà été indiquée, c'est l'abandon de la loi du travail par les classes qu'avait affranchi le travail. La liberté est le prix du travail. Le despotisme lève la tête, en dépit des meilleures institutions, lorsque dans la règle, et tout au moins approximativement, le surplus du travail n'est pas réparti en raison des services rendus à la société. Nous n'attribuons donc pas au droit romain exclusivement, l'invasion du despotisme qui accompagne la chute de la féodalité, ce serait accorder à ce droit une influence bien supérieure à celle qu'il exerça réellement ; mais nous pensons que le droit romain a fourni l'idée, la théorie politique, au nom de laquelle la confiscation des libertés politiques s'accomplit, avec l'aide des juristes, ses interprètes, et au profit de la royauté, dont le pouvoir, faible et débile dans l'origine, a fini par tout absorber.

Tout considéré, la loi du progrès était cependant observée dans cette révolution, fâcheuse à beaucoup d'égards.

Le caractère distinctif de la féodalité est l'identité de la propriété foncière et des droits de l'État ; où cette identité commence, commence la féodalité ; où elle finit, la féodalité cesse. Le général est devenu l'objet du droit de l'individu ; un tel rapport est en contradiction avec l'idée d'État. La féodalité devait disparaître dans un plus haut développement.

Le représentant de cette idée supérieure d'État, qui devait mettre fin à la féodalité, c'est la royauté. La royauté, qui précède la féodalité, lui survit également. Dans l'Orient, où

L'État absorbe l'individu, la royauté a un cachet sacerdotal : dans les républiques antiques, elle fait place à la démocratie ; dans le monde moderne, elle s'allie avec celle-ci, mais ce n'est pas toujours au profit de la liberté.

Durant l'époque barbare, le pouvoir suprême était exercé par le Roi, avec le concours de ses lendes et des évêques, représentants de fait des vaincus : ces formes de gouvernement ont passé dans le régime féodal : le Roi n'y est encore que le premier entre ses pairs. Partout on a conservé le souvenir des formes hautaines par lesquelles les fiers barons manifestèrent le sentiment de leur égalité. Alors, en un sens, toute la nation concourait avec le Roi au gouvernement d'elle-même.

Malgré ses imperfections, un tel mode de gouvernement pouvait encore assez convenablement se nommer un gouvernement parlementaire. La disparition successive de toute espèce de gouvernement libre sous le régime féodal eut pour effet de séparer, de plus en plus, la nation de son chef. Les grands seigneurs féodaux désertèrent les parlements royaux, qui, s'ils étaient une garantie pour leurs droits, étaient aussi un frein à leurs excès ; ils cherchèrent à se créer une demi-indépendance, et ne reconnurent plus l'autorité royale, qu'autant qu'elle servait à donner une apparence de légitimité à leurs usurpations. C'est à cette époque l'on voit se former en France, en Espagne, en Allemagne, en Italie, ces grandes maisons qui tâchaient à se rendre indépendantes en fait, sinon souveraines en droit. Le parlement dans lequel ne siègent plus les pairs du roi, mais seulement les dignitaires de sa cour et les vassaux de ses domaines, perd, peu à peu, son caractère national, caractère que conserve cependant la couronne. De là naît un antagonisme latent entre le roi et les grands feudataires restés en dehors

du parlement, et une inégalité marquée entre le pouvoir royal et le pouvoir parlementaire, lequel finit par être entièrement subordonné.

Le parlement féodal était à la fois cour de justice et conseil politique du prince. A mesure que la jurisprudence romaine a prévalu, les juges féodaux sont devenus plus incapables d'exercer la magistrature judiciaire, et les conseillers juristes qui sont derrière les seigneurs acquièrent plus de crédit.

Les juristes remplacent les seigneurs dans les cours seigneuriales et jusque dans les grandes cours du suzerain et du prince appelées parlements. Là, armés d'une loi qui n'est pas celle de la nation et appuyés sur l'autorité du roi, les docteurs donnent l'assaut à la féodalité qui les avait nourris, à l'Église qui les avait élevés, et aux communes dont ils étaient issus. Les cours royales remplacent les parlements féodaux, et les fondements de l'ordre représentatif sont par là renversés. L'indépendance que le juge féodal tenait de sa naissance et de son importance personnelle, comme propriétaire du sol, cesse d'exister dans des cours composées de juristes, qui ne sont que les hommes du roi et de la loi.

La première garantie des institutions germaniques était le jugement par les pairs : cette justice, qui était commune à toutes les classes de personnes et à tous les pays pendant le moyen-âge, devient impossible lorsque la loi à appliquer n'est plus une coutume locale, mais une loi savante. Ainsi, peu à peu, les juristes ont dépoillé la nation de la première des garanties de la liberté, la justice. Les communes italiennes, qui les premières mirent la justice entre les mains des juristes, par l'institution des podestats, ouvrirent la voie, par ce fait, à la perte de leur liberté, lorsqu'au juge nommé par le peuple, on substitua le juge nommé par le prince.

Le parlement féodal a cessé d'être une assemblée souveraine ; il est devenu un instrument entre les mains du roi ; instrument impuissant dans l'origine, mais qui ne deviendra que trop puissant dans la suite. L'ordre aurait pu être restauré en faisant revenir les pairs dans le parlement et en y introduisant cette force nouvelle qui se manifestait sous le nom de communes ; on aurait ainsi restitué au parlement son caractère national, mais les rois n'auraient su comment rappeler auprès d'eux leurs grands feudataires, et les communes étaient encore dans une position trop humble, pour qu'on pensât à les faire siéger au parlement du roi, lequel seul pouvait rétablir l'unité nationale perdue.

Dans ce moment on voit se produire à peu près partout en Europe une idée nouvelle, c'est celle d'une représentation générale de la nation dans ses divers ordres. Telle fut l'origine des États-généraux, institution qui a été et doit être diversement appréciée en raison du développement qu'elle a pris et des destinées qu'elle a subies dans les divers pays qui l'adoptèrent.

Par l'avènement des États-généraux, la féodalité fut vaincue, l'Église abaissée. Sous ce rapport, cette institution eut une influence toute pareille à celle qu'avait eue la restauration du droit romain. Ces deux grands faits, qui s'accomplissent à peu près dans le même temps, dès la fin du 13^{me} au milieu du 14^{me} siècle, concourent au même résultat. Bien que l'on ait soutenu longtemps le contraire, l'action des États-généraux fut de même que celle du droit romain, nuisible à la liberté. Ce n'est pas la liberté des peuples, c'est le pouvoir absolu des princes, qui sortit directement de cette institution.

Méditons sur les raisons qui ont déterminé une telle influence.

Dans les parlements féodaux, siégeaient seulement les grands seigneurs ; dans l'assemblée des nobles tous ceux qui ont un tief concourent à l'élection. Faut-il s'étonner si les représentants d'un élément au fond hostile à la grande féodalité firent bon marché à la couronne des droits des grands seigneurs ? En France, la haute noblesse, comme en Espagne la grandesse, comme aujourd'hui encore en Pologne et en Hongrie les magnats, était jalousée surtout par la petite noblesse. Passons au clergé : Dans les parlements, les députés du clergé étaient les évêques, siégeant en leur qualité de barons ; dans les États, les députés du clergé sont les représentants de tous les bénéficiers quelconques de l'Église. De là la ruine de la liberté de l'Église opérée par l'Église elle-même ! Les communes, d'abord, traitaient directement et individuellement avec le roi, mais dans l'assemblée du tiers-état siègent plutôt les représentants de la population non noble. La petite bourgeoisie l'emporte sur la grande ; de là la ruine des communes opérée par les fils des communes et l'abaissement des communes en général. Ce n'est pas tout ; ces trois assemblées distinctes et naturellement hostiles par l'antagonisme des intérêts qu'elles représentent, ne sont plus un parlement, elles n'ont plus cette unité que les anciens parlements tenaient du roi. Le roi n'est plus partie intégrante de l'Assemblée nationale ; le roi est en dehors des États, il traite tantôt avec l'un des ordres, tantôt avec l'autre séparément, et se fait des votes de l'un une arme contre les autres.

Pendant quelque temps l'ancien parlement dura encore, et fut même considéré comme une représentation permanente des États-généraux. C'est ce qu'on voit, par exemple, en Espagne, où les Cortès nommaient des commissaires pour siéger au Conseil du roi ; mais ce parlement n'est plus lui-

même qu'une commission royale instituée en permanence pour tenir la main menaçante du roi suspendue sur toutes les libertés publiques ; il est composé des hommes du roi, la nation a cessé d'y être représentée. Ainsi, ceux qui ont vu dans l'institution des États-généraux l'origine, l'aurore des libertés modernes, commettent une grande erreur ; cette institution inaugure plutôt l'avènement du despotisme. Souvent, sans doute, il arriva aux États de lutter contre le roi ; c'est ce qui fait illusion : mais ces tentatives furent sans suite. La résistance des États qui se rencontre surtout dans le tiers est passive et finit toujours par céder. L'institution des États-généraux sépare la nation de son chef et la divise en corps hostiles entre eux.

La nation, à l'époque des États, n'était ni assez forte, ni assez avancée, pour concevoir et réaliser le système représentatif. Aussi les rois commencèrent-ils à penser qu'ils régnaient non par la volonté nationale, mais par un droit abstrait résidant en eux-mêmes. Ce n'est plus comme dans l'ancien système germanique, « où la nation n'est pas, n'est pas le roi. »

Après avoir parlé des effets de la renaissance du droit romain sur les institutions du moyen-âge ; après avoir mis en regard la loi romaine et les coutumes féodales, la justice royale et la justice nationale ; après avoir vu comment les hases de la propriété du moyen-âge ont été sapées par les principes de nouveau prédominants de la propriété romaine ; après avoir vu comment les juristes, par de subtiles interprétations, sont parvenus à transformer l'ordre féodal et à supprimer les libertés inhérentes à cet état de choses ; après avoir vu les juristes chasser peu à peu des parlements les seigneurs et devenir les conseillers des rois ; après avoir vu les États, manquant à leur mission populaire, devenir eux-

mêmes un instrument entre les mains de la couronne, il nous reste à voir les suites de cette révolution.

Trois éléments principaux constituent la civilisation moderne, le romanisme, le germanisme et le christianisme : le moyen-âge est proprement le produit des deux derniers d'entre ces éléments. L'âge moderne dérive plus particulièrement du premier, de l'élément romain. Là où celui-ci put pénétrer, il a bientôt dominé. Une seule grande nation européenne s'en est préservée, la nation anglaise, et elle n'y parvint pas sans luttes. Déjà au 15^{me} siècle Bracton s'efforçait d'expliquer la *lex regia*, de manière à sauver l'autorité de la nation, preuve que les juges du roi employaient de son temps la loi romaine à combattre cette autorité. L'expulsion des Stuarts peut être envisagée comme la dernière phase de la lutte des Anglais contre le romanisme, en ce moment vainqueur sur tous les autres points.

La renaissance du droit romain, en portant le rationalisme dans les lois, a sapé toutes les institutions qui n'avaient pas pour elles la raison abstraite et donné aux gouvernements ce caractère doctrinaire qui prévaut généralement aujourd'hui, sauf en Angleterre. Les hommes d'État perdent, dès le 15^{me} siècle, l'intelligence des institutions publiques nées de la conquête germanique, et ne regardent plus la société qu'à travers les idées de l'antiquité.

La renaissance politique, résultat de la restauration du droit romain, fut puissamment aidée par la renaissance philosophique, artistique et littéraire. La pensée humaine ne pouvait pas toujours rester renfermée dans l'espèce de prison que lui avait faite la scholastique du moyen-âge. Jusqu'ici les nations chrétiennes n'avaient eu d'autre guide que la religion, maintenant le domaine intellectuel est partagé entre la religion et la science. Le peuple reçoit les paroles

des docteurs avec la même soumission qu'il avait jadis reçu celles qui lui venaient des ministres de la religion ; l'autorité d'Aristote, de Platon, de Papinien est égale, sinon supérieure à celles d'un père de l'Église. L'autorité commençait déjà sur la fin du moyen-âge à passer des pontifes aux princes ; mais ce qui, plus que tout le reste, contribua à précipiter le mouvement des esprits, ce fut l'action immense exercée par la culture nouvellement reprise des lettres et des arts antiques. La renaissance de la philosophie ancienne frappait les institutions du moyen-âge dans leur base, la foi religieuse ; la renaissance des lettres et des arts frappa les sentiments nés du christianisme et du germanisme, et arrêta le développement des littératures nationales. Les arts et les lettres sont le miroir de la civilisation qui les produit. Le clergé même fut envahi par les enchantements d'un paganisme sensuel. Le 15^{me} siècle est une époque de décadence véritable, non seulement pour toutes les institutions, mais pour toutes les branches du développement humain au moyen-âge. Tout ce que cet âge a eu de grand diminue ; tout ce qu'il a renfermé de mal, et il y en eut beaucoup, s'accroît.

La renaissance, son nom l'indique déjà, faisait divorce avec les idées de la civilisation christo-germanique et levait contre elles l'étendard de la civilisation antique. Aussi fut-elle surtout puissante et dominatrice chez ceux des peuples de l'Europe sur lesquels Rome ancienne avait laissé sa plus forte empreinte ; mais si elle a détruit la liberté barbare, elle n'a pas restauré la liberté antique. Le despotisme plane au-dessus des ruines qu'elle a faites.

Les idées qui se font jour partout à la fin du moyen-âge et brisent l'ancienne forme sociale, sont deux pensées de restauration, l'une de restauration païenne, l'autre de res-

tauration chrétienne. Opposées en apparence, en réalité ces deux restaurations marchent au même but. La réforme sera la renaissance populaire; la renaissance des sciences, des lettres et des arts ne pouvait pas atteindre les masses. Comme les philosophes et les lettrés sont remontés à l'antiquité grecque et romaine, les réformateurs remonteront à l'antiquité chrétienne; comme les juristes invoquaient le code romain, eux invoquent la Bible et voudraient ramener le christianisme primitif. La réforme et la renaissance sont donc le produit d'un double courant des esprits, courants qui sont certainement opposés dans leur essence intime, mais tendent l'un et l'autre à accomplir la révolution qui clôt le moyen-âge et inaugure les temps modernes. La grande lutte du 16^{me} siècle sera le résultat de ces deux mouvements.

Résumons-nous :

J'ai cherché à donner une idée des rapports qui constituaient le droit public européen durant le moyen-âge féodal. La réunion d'une foule de petits États ou fiefs formait alors l'état chrétien dans sa dualité, l'Église et l'Empire.

L'Église, dont le dogme est universellement reconnu, dont la hiérarchie enlace toutes les parties du territoire, boulevard de la race vaincue, refuge des peuples contre l'oppression des grands; l'Empire, d'origine germanique, un moment rival redoutable de l'Église et qui, bien que dompté, supporte toujours impatiemment le frein. Malgré une opposition plus ou moins tranchée, plus ou moins absolue, il y a unité au fond. L'Empereur, chef des princes, est avant tout l'épée et le bras de la chrétienté; par la nature des choses il est forcé de marcher, bon gré mal gré, dans les voies de l'Église. Le droit des nations européennes est le même, du moins quant aux points essentiels, quant aux traits principaux, et l'Empereur, comme chef des pouvoirs politiques, le

pape, comme chef de tous les pouvoirs religieux, sont les juges suprêmes des infractions dont ce droit commun peut avoir à souffrir.

Cependant l'édifice dans lequel la civilisation échappée à la barbarie se reposa si longtemps, se lézarde à la fin, menaçant ruine de toutes parts.

La royauté vers laquelle gravitent toutes les forces féodales, déserte la première la tradition germanique et, s'appuyant sur les juristes et les communes, livre une guerre à mort aux grands vassaux ; l'extinction d'un grand nombre de familles féodales vient augmenter considérablement le domaine des princes. Les croisades contre les infidèles et les hérétiques, la lutte acharnée de l'Espagne chrétienne contre les émirs maures, les longues et sanglantes guerres de la France et de l'Angleterre, celle des deux roses, celle de Bourgogne en dernier lieu, contribuent puissamment à la constitution des grandes monarchies. Les nationalités issues du moyen-âge prennent toute leur consistance. Si l'Allemagne et l'Italie ne parviennent pas à la même unité que la France, l'Espagne ou l'Angleterre, la raison en est que la force centralisatrice dans les deux premiers pays, a été constamment déplacée par le principe de l'élection, et que la lutte de l'Église avec l'État y paralysa l'action de celui-ci.

La formation de centres particuliers a naturellement pour effet la décentralisation politique de la communauté européenne.

Un principe puissant de cohésion restait encore : l'unité religieuse, l'autorité spirituelle de l'Église ; mais cette autorité aussi s'affaiblit graduellement, le monde a marché durant six siècles, l'esprit d'indépendance intellectuelle s'est fortifié. On a eu beau vouloir extirper les hérésies par le fer et par le

feu, elles renaissaient de toutes parts, toujours plus menaçantes. Et puis, il faut le dire, l'Église n'est plus ce qu'elle a été autrefois; elle a failli à sa mission dans le sens spirituel et dans le sens social; elle a oublié qu'elle fut un jour le foyer de la science et de la civilisation; alliée des rois, elle met au service de la force l'influence qu'elle employait auparavant à la défense des opprimés. Le moment approche où elle cessera d'être l'arbitre des nations, où l'on viendra à concevoir la possibilité d'un État chrétien indépendant de Rome.

Les chefs de l'Église paraissent avoir pressenti ce moment. Leurs efforts pour éteindre le schisme d'Orient nous l'attestent; mais tout tourne contre eux, tandis qu'autrefois tout leur servait. Non seulement ils échouent dans la tentative de réunir l'Église grecque, mais encore dans l'Occident même un autre schisme se déclare. On voit pendant quelque temps l'Europe, surprise et scandalisée, obéir à deux papes qui s'excommunient l'un l'autre. Les conciles, convoqués pour mettre fin aux divisions, réprimer l'hérésie et reconstituer l'Église, sont au fond révolutionnaires. La doctrine de la suprématie du concile sur le pape s'y fait jour et s'y trouve en majorité; elle prévaut auprès des peuples désireux de réformes que les abus les plus criants ont rendus nécessaires, ainsi qu'auprès des princes impatientes d'une tutelle qui leur pèse, convoiteux de richesses dont le bon emploi est déjà contesté.

La prise de Constantinople et la renaissance des lettres ont répandu, au moyen de l'imprimerie, une science dont les tendances enlèvent de plus en plus à l'Église le gouvernement des esprits. Les idées grecques et romaines l'emportent, et le pouvoir royal auquel ont profité tous ces faits, a soumis tout ce qui lui avait jusqu'alors résisté. Avec la féodalité, avec la centralisation européenne, a disparu la liberté.

Cette liberté, qui exista bien réellement au moyen-âge, quoique bien des gens la méconnaissent, ne la trouvant pas exactement semblable à celle d'aujourd'hui. La découverte du cap de Bonne-Espérance et celle de l'Amérique changent, dans le même temps, tous les rapports commerciaux, de nouvelles sources de richesses s'épandent sur l'Europe.

Lorsque les idées religieuses ont perdu leur influence, commence le règne des intérêts matériels ; la force remplace le droit ; car la puissance du droit est dans les principes moraux dont il découle.

Dans toutes les époques intermédiaires on observe un pareil moment. Pour notre civilisation européenne, ce temps de transition, où le droit ancien n'a plus vie, où le droit nouveau n'a pas encore surgi, où le caprice du plus fort est la loi suprême, c'est le 15^{me} siècle. Avec la foi, l'obéissance aux décisions de l'Église a disparu ; les pontifes font de la diplomatie à la manière des autres princes ; la politique infernale des Borgia, des Ferdinand V, des Louis XI, est la fidèle expression de cette époque. Cette politique, dont Machiavel a fait la théorie et à laquelle il a donné son nom, allie la ruse à la violence. Les traités solennellement jurés ne sont que des trêves qu'on se réserve de rompre au moment opportun ; les armées permanentes sont l'unique et bien onéreuse garantie contre l'ambition des voisins. Mais bientôt la sourde guerre qui se faisait à l'Église, restée seule en évidence, éclate comme la foudre. Du fond de l'Allemagne Luther a poussé un cri de réforme ; les peuples, les princes le répètent ; Rome, qui s'amusait à bâtir des palais, à peindre des toiles et à tailler des statues, se réveille en sursaut en se voyant attaquée dans la source même de son autorité. Avec la réforme une ère nouvelle commence pour l'hu-

manité, un nouvel âge critique, dans lequel elle se trouve encore aujourd'hui, succède à l'époque organique et semi-théocratique par laquelle elle vient de passer.

Nous avons examiné l'organisation sociale et politique du moyen-âge dans son ensemble, nous allons maintenant la considérer successivement dans les principaux États dont l'Europe était composée, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et l'Angleterre.

I. FRANCE.

En France, la royauté a eu, plus que partout ailleurs, ce caractère d'être l'instrument de l'anéantissement du système féodal, le représentant de l'idée d'État et des droits qui en découlent.

Les premiers Capétiens voulaient réaliser la royauté féodale en France, mais ils ne réussirent pas, et cela même fut la cause du triomphe définitif de la royauté. Les Empereurs d'Allemagne étaient revêtus à peu près des mêmes droits que les rois de France et en usèrent avec énergie; mais leur puissance de fait ne répondait pas à l'idée que l'on s'en faisait, et les princes d'empire, pour contenir leur adversaire impérial, employèrent le moyen le plus sûr: ils abolirent l'hérédité du trône, ils en firent une chose qu'ils se remettaient entre eux, aux conditions les plus avantageuses pour eux. En France, la royauté dut à sa faiblesse originelle, que pendant deux siècles le principe héréditaire prévalut sur le principe électif dans la succession de la couronne; au bout du 13^e siècle déjà le roi de France avait autant grandi que l'Empereur était déchu.

Malgré la faiblesse de la dynastie carlovingienne dans ses derniers temps, l'idée de la souveraineté royale résidait encore en elle, et l'on avait conservé l'idée que la dignité de tous les seigneurs (l'honneur), venait d'elle, et par conséquent pouvait être perdu pour cause de violation des devoirs imposés par elle.

On accordait donc, en principe, à la royauté une haute juridiction sur les princes et les seigneurs. De plus, chaque seigneur, à peu d'exceptions près, possédait d'anciens bénéfices royaux; à ce titre il était vassal du roi, et ne pouvait convertir son bénéfice en alleu afin de se rendre entièrement indépendant.

L'Isle-de-France n'était qu'une principauté féodale, avec l'organisation féodale ordinaire. La royauté carlovingienne n'ayant pas eu la force de dominer le système féodal et de s'identifier avec lui, le roi n'ayant pu devenir roi féodal, il ne restait qu'à faire un roi d'un prince féodal. C'est ce que tenta Hugues Capet; il voulut soumettre à sa suzeraineté tous les autres princes féodaux, héritiers des droits des Carlovingiens¹.

La tentative échoua, et jusqu'au commencement du 11^{me} siècle, les Capétiens n'essayèrent pas même de la renouveler.

Si peu d'importance réelle et actuelle qu'ait eu d'abord la tentative capétienne, elle a cependant une importance immense pour l'avenir; elle est le germe inaperçu de tout ce que deviendra plus tard la royauté. Le roi ne reconnaît

1. Que ce soit là le sens précis de l'entreprise de Hugues Capet, c'est ce dont on trouve la preuve dans les lettres de Gerbert son contemporain: « *Regium nomen, quod apud Francos penè mortuum est, magnis conciliis, magnis viribus rescuscitamus, sed propter impia tempora clamavimus quod palam non possumus.* »

pas les autres princes pour ses égaux, il se place au-dessus d'eux, il est seul de son espèce, le seul qui n'envisage pas son droit comme un droit féodal, le seul qui ne puisse être subordonné à aucun autre. Au milieu de la confusion générale, cette pensée est le principe des développements postérieurs, le principe d'une nouvelle idée de l'État et d'une nouvelle royauté.

Du 10^{me} au 12^{me} siècle, l'idée de la royauté est proclamée de temps en temps, mais jamais réalisée ; au 13^{me} elle commence à se réaliser, mais elle est encore confondue avec celle de la principauté féodale, qui seule a sa réalisation extérieure.

De ces deux côtés de la royauté du 13^{me} siècle encore non distingués, un seul a de l'avenir, c'est le premier, c'est celui qui ne se réalise pas encore ; car l'autre rencontre partout un droit égal au sien. Le combat qu'engage la royauté pour atteindre à ses aspirations se livre d'abord dans les limites de la principauté, et par conséquent de l'autorité féodale ; là elle rencontre bien moins d'obstacles ; là elle s'éclaire elle-même sur sa mission et les moyens de la remplir.

L'anarchie féodale fut à son apogée du règne de Hugues Capet à celui de Louis-le-Gros, c'est-à-dire durant tout le 11^{me} siècle. Tandis qu'en Allemagne et en Italie éclatait la lutte entre l'empire et la papauté ; tandis que Grégoire VII aspirait à donner à celle-ci la suprématie absolue ; tandis qu'un vassal de la France, Guillaume-le-bâtard, conquérait par les armes le royaume d'Angleterre, les rois capétiens étaient, malgré leur titre, moins puissants que ne l'avaient été au siècle précédent leurs ancêtres les ducs de France, et moins puissants aussi que nombre de leurs vassaux ; non-seulement les ducs de Normandie, mais encore les comtes d'Anjou, de Champagne, de Toulouse et plusieurs autres

princes qui reconnaissaient nominalemeut la suzeraineté du roi de Paris, le dépassaient en force, en richesse et en territoire. Le domaine royal était inférieur à plusieurs des grandes seigneuries de la Gaule, et le pouvoir réel des rois ne répondait pas même à l'étendue de leurs domaines, car les barons qui relevaient immédiatement du duché de France s'étaient rendus à peu près indépendants de leur suzerain. Le roi de France était incomparablement moins respecté dans ses terres que le duc de Normandie, par exemple.

Louis-le-Gros commença à agir comme roi, non pas uniquement en secondant le mouvement des communes dans son domaine, car, sous ce rapport, on a peut-être exagéré le rôle qu'on lui attribue. Le mouvement communal du 12^{me} siècle avait lieu dans les états de Louis, comme ailleurs, par l'effet de causes sociales étrangères à l'action de la royauté. Car Louis-le-Gros fut loin d'être toujours le protecteur des communes; souvent il prit le parti opposé, quelquefois même dans des circonstances qui ne font pas très-grand honneur à sa loyauté, ainsi dans les guerres de Laon avec son Evêque.

Louis-le-Gros agit en roi en secourant activement les populations des campagnes et les marchands qu'opprimaient les chevaliers brigands, c'est par là qu'il s'assura le concours des milices des communes et des domaines ecclésiastiques; « les curés accompagnèrent le roi avec leurs paroissiens, » dit *Orderic Vital*, écrivain contemporain; par où il faut entendre la population des domaines ecclésiastiques, assez nombreuse dans l'Isle-de-France. Ce fut là le secret de la force de Louis-le-Gros, ce fut aussi la première initiation du peuple des campagnes aux armes, et son premier pas vers la liberté.

Cette aide des populations, Louis la trouva non-seulement

contre les chevaliers brigands, mais aussi contre son puissant rival et vassal Henri I^{er} d'Angleterre et contre un adversaire plus puissant encore, mais dont les menaces ne se réalisèrent pas, l'Empereur Henri V.

Ainsi Louis ne fut point le fondateur et le propagateur systématique des communes, comme le racontent les traditions monarchiques, mais il fut le champion zélé et actif des idées d'ordre et de paix intérieure qui avaient inspiré la trêve de Dieu, le protecteur des classes laborieuses contre les déprédations et les cruautés de la farouche noblesse féodale.

Louis-le-Jeune, prince dévot et incapable, ne sut pas conserver à la couronne les avantages que lui assurait son mariage avec Éléonore, et laissa, par son divorce, les belles possessions de l'héritière d'Aquitaine passer à Henri II d'Angleterre. Toutefois, l'abbé Suger put continuer à marcher dans la voie ouverte par Louis-le-Gros en ce qui concerne l'administration intérieure.

Dans d'autres temps, un tel roi eût perdu la royauté; Louis VII ne fit qu'en retarder la grandeur; une force morale que les fautes des rois ne pouvaient balancer combattait pour le trône, savoir cette suzeraineté suprême qui était dans la pensée générale la clef de voûte de l'édifice féodal.

Cela se montre surtout sous le règne de Philippe-Auguste. Ce roi, profond politique, ambitieux et dissimulé; qu'un historien moderne appelle, on ne sait trop pourquoi, le roi de Dieu, par opposition à Richard-Cœur-de-Lion, qu'il appelle le roi du diable. Un parallèle entre ces deux grandes figures féodales serait ici une digression hors du sujet; je les comparerais plutôt, comme les contemporains, l'un au renard, l'autre au lion.

Le dur géolier de la malheureuse Ingeburge, celui qui ne

céda que par des craintes politiques à l'interdit pontifical, manque de l'excuse d'une foi aveugle pour se laver du crime d'avoir autorisé les horreurs de la croisade contre les Albigeois. Philippe-Auguste avait rêvé, dit-on, dès sa jeunesse, de relever splendidement la couronne portée un jour par Charlemagne; il consacra sa vie à cette œuvre et y travailla avec succès. Sa prudence dissimulée tint en échec la bouillante témérité de Richard: il profita habilement des fautes et des forfaits du lâche Jean-sans-Terre. La France doit de la reconnaissance au vainqueur de Bovines, au conquérant de la Normandie, car il lui a été utile; mais l'histoire impartiale, sans assimiler tout-à-fait ce prince à un Philippe-le-Bel ou à un Louis XI, dont la froide tyrannie fut utile aussi à la puissance de leur nation, ne saurait accorder à Philippe-Auguste une valeur morale égale à celle de son aïeul Louis-le-Gros.

Quoi qu'il en soit de l'homme, il est certain que sous Philippe-Auguste la royauté a fait de grands progrès, non seulement quant au territoire sur lequel elle s'exerçait, mais aussi quant à l'efficacité et à la régularité de son action.

Ce qui avait manqué jusqu'alors au gouvernement dans le régime féodal, c'était l'unité, la présence d'un pouvoir central. Philippe-Auguste ne chercha pas à opposer la royauté à la féodalité, comme ses successeurs le firent dans la suite, mais il essaya de réunir auprès de lui ses grands vassaux, de les constituer en assemblée féodale, en Parlement, et de se faire de leur autorité collective un moyen de gouvernement. C'était un pas vers l'unité; et après des commencements assez difficiles, la prépondérance de ce prince était devenue telle, que le moyen lui réussit parfaitement. Les assemblées féodales, nombreuses sous son règne, lui furent plus utiles que dangereuses; leurs ordonnances législatives étaient

regnes, sinon dans tout le royaume, du moins dans les domaines des barons qui avaient pris part à leur adoption.

En même temps qu'il se prévalait de sa suzeraineté pour rallier autour de lui les grands vassaux, Philippe-Auguste ne négligeait rien de ce qui pouvait distinguer et séparer la royauté des autres pouvoirs féodaux.

Nous l'avons déjà remarqué, il y avait dès le principe, dans la royauté capétienne, un caractère, un côté, un élément étranger au système féodal, distinct de la suzeraineté, sans rapport avec la propriété territoriale. Par ce côté, elle se distinguait des autres pouvoirs féodaux. Il y avait nombre de suzerains en France, mais il n'y avait qu'un seul roi : et non seulement la royauté était seule en France, mais elle avait droit sur toute la France ; ce droit était vague, très-peu efficace, très-peu actif dans la pratique, mais il n'était pas absolument vain ; il était ce qu'était l'unité nationale, comme le dit fort bien M. Guizot. Or, au-dessus de toutes ces nationalités, de tous ces territoires divers, planait encore le nom, le souvenir, l'idée d'une patrie et d'une nationalité commune.

Cette idée obscure, faible, presque étrangère aux réalités historiques, n'avait pourtant jamais complètement disparu. Philippe-Auguste s'appliqua donc à relever cette distinction entre la royauté et la suzeraineté qui faisait de celle-ci un pouvoir *sui generis*. C'est dans ce but qu'il posa comme règle que le roi ne pouvait et ne devait rendre hommage à personne pour les fiefs qu'il pouvait tenir de quelque autre.

Philippe-Auguste, enfin, inaugura et organisa la force qui a le plus puissamment contribué à décider la victoire de la royauté sur la féodalité, et à créer l'unité de la France, en instituant dans ses domaines, ou du moins en régularisant l'institution des employés royaux, les baillis et les prévôts.

L'histoire du domaine est, dans cette première phase l'histoire de la monarchie; la possession privée limite les droits de la souveraineté, elle en est la condition de fait. C'est dans le domaine que prend naissance ce système des employés qui, dans la suite, constituera la force exécutive de l'État rendu indépendant. Les baillis royaux ne sont encore que des baillis féodaux, mais avec le sentiment instinctif qu'ils vont devenir autre chose. La possession unie au système des employés, voilà ce qui caractérise cette époque et forme sa vie particulière.

Par ses employés, la royauté apparaît d'abord dans l'identité de possession et de droits souverains qui est l'essence de la féodalité; les baillages représentent les divisions locales, le Parlement représente les rapports de la royauté avec l'ensemble. Le roi n'a encore aucun droit découlant exclusivement de la qualité de roi, mais la royauté s'applique à se distinguer de la principauté féodale, sinon en fait, du moins en idée. Philippe-Auguste s'est posé le premier comme chef de la France entière; son père et son aïeul n'ont fait usage de leur pouvoir que contre leurs barons récalcitrants. Philippe-Auguste a tenté de soumettre à l'autorité de sa couronne les princes féodaux. Cela arriva, entre autres, dans la cour des pairs, tenue, en 1206, pour juger Jean-sans-Terre, accusé du meurtre de son neveu Arthur.

Dès ce moment, la principauté féodale n'est plus une souveraineté absolue. Le roi seul est au-dessus de tout tribunal et de tout jugement; le pouvoir royal se distingue par là de celui du prince féodal, qui peut être soumis à une cour des princes. Il y a donc dans le royaume une position en dehors du rapport proprement féodal, celle du roi; le roi a un droit qui ne dépend pas de la possession. Ce droit est d'abord de rendre la justice aux princes, ensuite celui d'exécuter le ju-

gement, et si le jugement entraîne la perte du fief, ce sera encore au roi que le fief confisqué reviendra. Ceci conduit naturellement à l'idée que les princes féodaux tiennent leur fief du roi, que le roi est le suzerain supérieur pour tout le royaume, que la souveraineté royale est au-dessus de la souveraineté féodale.

A cette manière de voir nouvelle, correspond le principe que le roi ne peut prêter à personne le serment féodal. Le roi pouvait être vassal d'un autre pour certaines possessions; mais, dans ce cas, il prêtait serment d'hommage par intermédiaire, car c'était seulement sa personne qui était censée nécessairement en dehors du lien féodal.

Quant au droit de législation, le roi ne l'exerce encore que dans les provinces dont il est prince féodal, mais ici son droit peut être envisagé sous deux faces : dans les domaines dont il est seigneur immédiat, et dans les provinces vis-à-vis des barons.

Cette seconde face de la législation est celle qui se présente dans les *Établissements*. Les lois sont rendues dans l'assemblée des barons, et n'ont force qu'autant que chaque baron leur donne son assentiment; le roi n'est que le premier des pairs. Cette situation dura jusqu'à saint Louis; sous ce règne commence à se faire jour l'idée que le roi peut faire des lois sans le consentement des barons. Beaumanoir (ch. 49), établit nettement la théorie des partisans de la royauté. Le roi, selon lui, peut faire un nouvel établissement quand il lui plaît et qu'il voit que c'est le commun profit; les barons, de leur côté, ne peuvent faire nouvelle coutume sans le congé du roi. Au 14^{me} siècle cette doctrine a déjà prévalu.

Le droit de législation du roi dans son domaine est exercé par les *ordonnances*, qui furent d'abord faites pour les bailliages seulement. Les règlements des bailliages sont propre-

ment la législation royale du 13^{me} siècle. Ici le roi ordonne sans le concours des barons, de sa propre autorité et comme seigneur féodal.

La plus ancienne de ces ordonnances qui nous soit parvenue est le soi-disant testament de Philippe-Auguste de 1190. On n'en trouve plus dès-lors jusqu'à saint Louis. Dans la seconde moitié du 13^{me} siècle elles sont nombreuses et importantes ; elles ont surtout pour but de fixer les droits des baillis par rapport au droit féodal.

Depuis le 14^{me} siècle ce mouvement de législation cesse, parce qu'il n'est plus nécessaire, et les ordonnances tiennent la place qu'avaient au siècle précédent les établissements. L'ordonnance dépasse la sphère domaniale et prend force pour toutes les provinces constituant le royaume dans le sens étroit, c'est-à-dire pour les terres dans lesquelles le roi de France est prince féodal.

L'unique mérite de Louis VIII fut d'avoir donné à la France, par le choix de Blanche de Castille, une reine qui prépara le règne sage et glorieux de saint Louis.

M. Guizot observe que l'histoire ancienne et moderne n'offre guère que deux exemples d'un prince qui, dans sa vie et son gouvernement, se soit constamment dirigé d'après son sentiment du bien et du mal, Marc-Aurèle et saint Louis.

Malgré cette rigidité de conscience qui lui faisait repousser tout acte reprochable au point de vue moral, quelque pût être son utilité apparente, saint Louis est un des rois qui ont jeté le plus d'éclat sur la royauté française, qui en ont le mieux affermi la puissance.

Son influence politique a été plus grande et plus durable que celle de ces princes exclusivement politiques dont l'histoire de France fournit une liste considérable.

Louis IX est le roi chrétien et féodal par excellence ; sous

son règne la féodalité a acquis son entier épanouissement. Depuis, l'équilibre entre le principe royal et les principes féodaux, a cessé d'exister, et la féodalité entre dans une phase de décadence.

Observateur religieux des droits établis, Louis IX n'entreprit point, comme le firent ses successeurs et comme l'avait déjà tenté Philippe-Auguste, d'abolir la féodalité et d'envahir au profit de la couronne les droits qui appartenaient aux seigneurs.

Loin de là, il acceptait la société féodale, en s'efforçant de la régler, de lui donner une forme fixe et d'en réformer les abus.

La justice de Louis IX, qui est le respect du droit même là où il lui est contraire, se montre dans la réponse qu'il fit quand on le pressait de mettre à mort le fils du comte de la Marche, fait prisonnier avec la garnison de Fontenoi. « Ils ne méritent point la mort » dit-il, « lui pour avoir obéi aux » ordres de son père, ses compagnons pour avoir fidèlement » servi leur seigneur. »

Selon le droit féodal, un noble pouvait être vassal de plusieurs seigneurs, mais cette coutume était contraire à la bonne constitution du royaume lorsque les seigneurs se trouvaient vassaux, d'un côté, du roi, de l'autre, d'un prince étranger qui pouvait être ennemi. Pour remédier à cet inconvénient dans ce qu'il avait de plus choquant, saint Louis offrit aux seigneurs normands le choix entre le roi d'Angleterre et lui. Henri III, moins équitable, commanda qu'on mit hors des fiefs d'Angleterre tous les vassaux de France, sans leur laisser de choix.

Doutant, non sans motifs, du droit de son aïeul Philippe-Auguste à confisquer les possessions de terre-ferme de Jean-sans-terre, Louis, dès le début de son règne, avait voulu ar-

ranger l'affaire par un traité; il rendit à Henri III le Limousin, la Saintonge et le Quercy, pour obtenir la cession de la Normandie et du Poitou et la suzeraineté du duché d'Aquitaine.

Malgré cette équité si scrupuleuse, saint Louis est un des princes qui ont le plus contribué à étendre le royaume, en même temps qu'il se refusait à la conquête, qui est le droit de la force; il ne négligeait aucune occasion de conclure des traités avantageux et d'acquiescer à l'amiable de nouveaux territoires.

Les réformes que saint Louis opéra dans l'administration intérieure du royaume, ont eu une très-grande portée, et, en fait, elles ont été le point de départ de grands changements dans le système féodal; mais quand on les examine l'un après l'autre, on voit bien qu'elles n'avaient pas pour but de réformer d'une manière générale et systématique, encore moins de renverser le système féodal existant. Saint Louis s'en prenait aux abus, aux choses qui lui semblaient mauvaises, et cherchait à les corriger en y portant le remède approprié, sans s'inquiéter de savoir s'il agissait conformément à telle ou telle vue générale, s'il amènerait telle ou telle conséquence dans l'avenir; il respectait le droit, et là où il voyait le mal, il l'attaquait, sans chercher à se faire de cette attaque un moyen d'envahissement, sans arrière-pensée, sans calcul politique. C'est par là, et précisément en n'y visant point, qu'il fit faire à la royauté de si grands progrès. Ses réformes s'étendirent au loin, même au-delà des limites du royaume de France, parce qu'il n'affecta nullement de les imposer.

L'une des réformes de saint Louis qui concerne le plus directement notre sujet, est celle qu'il entreprit dans le but d'abolir les guerres privées et le duel judiciaire. Par la *quarantaine le roi*, il empêchait de surprendre les parents et vas-

saux de celui à qui a été suscitée une querelle ; par *l'asseurement*, il permettait à l'offenseur d'offrir à l'offensé la voie des tribunaux ; quant aux combats judiciaires, il ne pouvait les abolir que dans ses domaines, encore là souleva-t-il de grandes résistances, car les guerres privées et les duels étaient de l'essence même de la féodalité ; le droit de guerre est inhérent au droit de souveraineté qui est à la base de la seigneurie.

Saint Louis fit un fréquent usage de son parlement, il apparaît dans la tradition comme un roi justicier, infatigable à concilier les différends de ces sujets ; l'on vit même des princes étrangers qui recherchèrent son arbitrage. Dans le parlement royal, siégeaient maintenant, les uns à côté des autres, trois classes de membres bien distincts : les grands vassaux, les vassaux du domaine, et quelques juges royaux choisis dans la classe des juriscultes ; les grands vassaux avaient réclamé contre l'admission des vassaux immédiats, mais, comme vassaux du roi, ils étaient au même rang ; or, ce point de vue triompha par l'ascendant qu'avait pris la couronne sur le principal. L'admission des juriscultes dans le parlement eut un effet bien plus fatal à la féodalité, savoir l'envahissement des formes de la procédure écrite et des principes du droit romain, mais cet effet se manifesta plus tard. Chez les juriscultes du temps de saint Louis, les rédacteurs des établissements Beaumanoir, Desfontaines, la tendance aux innovations est tempérée, comme chez saint Louis lui-même, par le respect du droit établi ; chez Beaumanoir, ce respect et en même temps une haute intelligence des principes de la féodalité, sont surtout remarquables.

La lutte de la royauté française avec la féodalité eut lieu presque toujours sur le terrain de l'administration de la justice ; elle se produisit sous la forme de conflits de juri-

diction. Nous traiterons spécialement ce point, nous nous bornons pour le moment à des indications tout à fait générales.

L'ordonnance de saint Louis concernant les baillis, sénéchaux et prévôts de ses domaines, mérite d'être mentionnée. A l'inverse de ce qu'avait voulu le traité de Paris du temps du mérovingien Clotaire, le roi défend aux juges de ses domaines d'acquérir des biens dans les lieux qu'ils administrent, sans sa permission expresse, et même de marier leurs enfants à quelqu'un de leurs administrés ; cette précaution était destinée sans doute, d'une part à garantir l'impartialité du juge domanial, de l'autre à empêcher ses empiètements sur le bien du roi que ces fonctionnaires administrent ; elle rappelle beaucoup les mesures que prenaient dans le même temps les villes d'Italie à l'égard de leurs podestats.

L'obligation imposée au bailli de rester dans le pays 40 jours après qu'il est sorti de charge, pour répondre à ceux qui auraient des griefs à faire valoir contre lui, a également un rapport frappant avec l'institution des podestats.

Il est remarquable de voir saint Louis rétablir après quatre siècles, les *Missi* de Charlemagne ; c'étaient tantôt des frères prêcheurs, tantôt des chevaliers. L'histoire nous apprend que ces inspections amenèrent souvent des résultats. Par l'emploi persévérant de ces divers moyens, saint Louis parvint à rétablir plus d'ordre dans son royaume qu'on n'en avait jamais vu sous le régime de la féodalité.

Estienne Boileau, prévôt de Paris, sous les auspices duquel fut rédigé le *livre des métiers*, fit, dit-on, mettre à mort son filleul et son compère trouvés coupables de délits ; l'impunité des malfaiteurs et la partialité des magistrats furent en tous temps le plus terrible fléau du peuple. Ce roi, dont

l'Église a fait un saint, se distingua aussi par la résistance ferme qu'il opposa aux empiètements de l'Église; la *pragmatic sanction* rendue par lui a été considérée comme la base des libertés de l'Église gallicane et des droits de l'État vis-à-vis de l'Église. Joinville raconte comment saint Louis repoussa énergiquement la demande des prélats français, qui voulaient que l'État fit exécuter sans examen préalable les sentences rendues contre les excommuniés.

Depuis ce beau règne qui a laissé des souvenirs si touchants, la féodalité déclina et la royauté française cessa d'être essentiellement une royauté féodale.

La féodalité était dans les besoins avant d'être dans les faits durant l'époque barbare; désormais nous la verrons dans les faits, tandis qu'elle a cessé d'être dans les besoins ainsi que dans les idées.

Avec le 14^{me} siècle s'ouvre la seconde période de l'époque féodale, durant laquelle la royauté, prenant le dessus dans la société française, ôte peu à peu aux pouvoirs féodaux l'influence et l'action, et marche incessamment à se transformer en monarchie absolue.

L'élément féodal tout-à-fait subordonné, n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été; on le renferme de plus en plus dans les limites du droit civil, dont le droit public sera de rechef séparé.

Dans la lutte qui s'engage maintenant entre la royauté et la féodalité, la victoire définitive resta à la royauté, mais elle ne l'obtint qu'à force de persévérance et après maintes péripéties. Aucune époque dans l'histoire de France n'est plus agitée que cette période, qui embrasse le 14^{me} siècle et la plus grande partie du 15^{me}. Une confusion générale dans les rapports intérieurs, des guerres continuelles avec l'Angleterre, des insurrections nombreuses et sanglantes, la royauté,

la noblesse et le peuple sans cesse aux prises, tantôt entr'eux, tantôt avec l'ennemi du dehors, pas un moment de repos et de paisible développement, voilà le tableau que cette époque nous présente ; tel a été le pénible enfantement de l'absolutisme royal. Trompés par l'aspect de ce chaos, les historiens ont jugé cette époque peu importante, sans caractère, sans résultats ; il n'en est rien ; c'est celle pendant laquelle les oppositions nées des précédentes phases s'entrechoquent pour la première fois avec la conscience de leur hostilité, mesurent leurs forces et se disputent l'avenir ; elle est pleine de misères, mais aussi de vie. La victoire n'est pas encore décidée, voilà pourquoi elle paraît sans caractère dominant ; mais, en réalité, si le 16^{me} siècle a une physionomie toute nouvelle c'est qu'il est sorti du chaos des deux siècles qui l'ont précédé.

Depuis Louis-le-Gros un règne insignifiant avait constamment succédé à un règne marquant ; il en est encore de même du règne de Philippe-le-Hardi : la société n'a fait que suivre aux impulsions reçues du temps de saint Louis ; Philippe-le-Bel la trouva encore en cet état.

En théorie, la royauté n'est point encore absolue ; elle n'est fondée, ni sur l'idée de la personnification de l'État, comme l'empire romain, ni sur celle du droit divin, empruntée plus tard à l'Église ; cependant elle n'est pas non plus limitée ; dans l'ordre social, aucune institution ne lui fait équilibre, elle n'a aucun contre-poids régulier ; aucun principe généralement admis ne vient assigner des bornes au pouvoir royal. On est loin de croire qu'il puisse tout faire, mais on ne cherche pas même à savoir où il doit s'arrêter.

La position juridique du roi varie selon les classes de sujets : Vis-à-vis des grands vassaux il est roi, ce qui en langage féodal se traduit par suzerain.

Vis-à-vis du clergé, il est prince et avoué de l'Église, quelquefois aussi suzerain pour les terres d'Église qui proviennent de la couronne.

Vis-à-vis du peuple des domaines, il est prince et seigneur féodal.

Vis-à-vis des villes, il est prince et protecteur spécial lorsqu'il est intervenu dans la constitution des chartes de commune.

Vis-à-vis du peuple des fiefs, il n'est que prince, et à ce titre son pouvoir est encore bien vague, bien faible ; mais il se développera par les modifications que va éprouver le système des juridictions.

En fait, la royauté est en présence de plusieurs pouvoirs indépendants d'elle, la féodalité, l'Église, et jusqu'à un certain point les communes, mais elle est supérieure en force à chacun de ces pouvoirs ; car, sauf l'Église, aucun d'eux ne forme véritablement corps. L'Église, de son côté, est bien moins puissante en France que dans l'Empire germanique.

Philippe IV, dit le Bel, est un prince d'un caractère tout opposé à celui de son aïeul saint Louis, mais aussi complet, aussi logique. Les contemporains parlent peu de sa vie, de ses mœurs, mais ce silence même a quelque chose qui glace ; quant à ses actes politiques, ils sont nombreux et importants ; d'un bout à l'autre, ce règne fut celui d'un tyran.

Que les circonstances, que l'influence des légistes qui allait en grandissant, aient facilité l'œuvre de ce prince, j'en conviens, mais par sa volonté persévérante, Philippe-le-Bel poussa la royauté dans les voies du despotisme, et qu'il ait été un caractère froid, égoïste, sans entrailles, c'est ce que l'on ne peut guère contester. — Or, « tel maître, tel serviteur. » Qu'un Tibère monte sur le trône, il saura

choisir ses instruments : les légistes et les ministres de Philippe-le-Bel ne sont pas les légistes du temps de saint Louis.

Dès le début du règne de Philippe-le-Bel, l'ancienne lutte du pouvoir temporel avec l'Église et le pouvoir papal, de Henri IV avec Grégoire VII, de Henri II d'Angleterre avec Thomas Becket, s'était rallumée plus vive que jamais. Les motifs de dissentiment n'étaient pas très-élevés, mais le but même trouvait chez les populations une certaine sympathie ; l'Église du 14^{me} siècle avait toutes les prétentions hantaines de l'Église du 11^{me} siècle, mais elle n'avait pas ses vertus ; la simonie poursuivie avec tant de vigueur par les Grégoire VII et les Innocent III, trônait à Rome même. L'avarice du pontife égalait celle du roi, et la lutte engagée sur des questions fiscales entre Philippe et Boniface VIII, était au fond une lutte de rapacité.

Tandis qu'il y était le plus vivement engagé, le roi reçut d'ailleurs un coup si terrible qu'il eût été capable d'abattre tout-à-fait un prince d'un caractère plus faible. Le gouverneur de la Flandre pour le roi, Châtillon de St.-Pol, avait poussé, par sa dureté, la fière et remuante commune de Bruges à la révolte. Le roi voulut la châtier sévèrement et envoya contre elle la fleur de sa chevalerie, l'élite de ses troupes des communes ; cette brillante armée fut écrasée à Courtrai par les vaillants Brugeois.

L'on a répété assez légèrement que la chevalerie avait préféré se laisser tuer que de tirer l'épée contre des vilains. C'est une absurdité suggérée par le désir d'expliquer une défaite assez honteuse. En réalité, la chevalerie française fut vaincue pour avoir attaqué avec trop d'impétuosité et pour n'avoir pas voulu laisser commencer l'attaque par les contingents des communes, aussi nombreux à eux seuls que toute l'armée des Flamands.

Ce fut au plus fort de sa querelle avec Boniface, que Philippe conçut l'idée d'opposer à Rome une force analogue à la sienne, et convoqua les Etats-généraux en vue d'obtenir le concours de l'opinion publique de toute la France afin de repousser le coup dont le menaçait la bulle *ausculta fili*, dans laquelle le pape annonçait la convocation d'un concile gallican à Rome pour juger la conduite du roi.

Cette convocation des Etats-généraux de tout le royaume, à laquelle étaient aussi appelés les députés des villes, a passé et passe encore généralement pour la première dont l'histoire de France fait mention. Cependant l'on assure qu'il résulte de documents découverts récemment, la preuve que, déjà avant cette date, Philippe aurait demandé des subsides aux députés des trois ordres réunis, soit sous la forme d'Etats-provinciaux, soit sous celle d'Etats-généraux.

La tentative de Philippe-le-Bel pouvait paraître téméraire chez un prince aussi peu populaire ; pourtant elle réussit complètement. Le pape était encore plus impopulaire que le roi, et depuis plus longtemps : la noblesse était irritée au plus haut point par les empiètements continuels des justices cléricales, et le peuple, rempli du souvenir de saint Louis, aimait encore mieux le roi que le pape, malgré les vexations que le gouvernement du roi lui faisait éprouver. Quant aux prélats, timides, incertains, neutralisés par les difficultés de leur position, ils cédèrent, entraînés par la violence des deux autres ordres. Philippe, assuré du concours de son peuple, put, chose inouïe jusqu'alors, faire brûler publiquement à Paris, en présence de sa cour, la bulle *ausculta fili*, et quelques années plus tard on vit un des soutiens de la politique du roi, Philippe de Nogaret, souffleter de son gantelet le pontife, enlevé par surprise au milieu de ses Etats. Le vieux Boniface en mourut de douleur.

Indépendamment de l'occasion qui amena sur la scène les États-généraux français, il y aura lieu pour nous à examiner avec quelque attention le fond même de cette institution, sa portée et son influence. Ne trouvera-t-on pas cependant quelque chose de prophétique dans cette circonstance, que, tandis que le premier appel aux communes d'Angleterre avait été fait par les barons, contre la royauté, au nom des libertés publiques, le premier appel au tiers-état en France ait été fait par la royauté, et par le plus despotique des souverains du moyen-âge, au nom de l'indépendance de l'État?

Reportons maintenant nos regards sur l'organisation même, dans laquelle intervient ce rouage nouveau. Considérons un instant son passé immédiat, son état présent et l'avenir qui lui est destiné.

Lorsqu'a pris naissance l'institution des États-généraux, le combat entre la féodalité ancienne et la royauté nouvelle venait aussi d'être engagé. Déjà au 13^{me} siècle, entre autres sous le règne de saint Louis, ces deux formes de la vie publique s'étaient trouvées en présence; mais alors, malgré leurs oppositions intérieures, elles vivaient encore en paix. Dans ce développement calme leur organisme avait acquis un degré d'accomplissement et de force que la féodalité n'a plus retrouvé, et que la royauté, malgré son succès, ne retrouvera que plusieurs siècles plus tard. A ce moment, la lutte n'avait pas encore effacé les limites réciproques; la royauté, tirant ses moyens d'action et son développement du sein même de la féodalité, s'occupe à étendre son organisme sur tous les points du territoire. La féodalité, rassemblant ses forces, se présente à nous sous son aspect le plus clair, le plus majestueux, dans son moment le plus brillant. Et cependant, déjà alors est née, et grandit rapidement, la

puissance qui doit l'absorber et l'anéantir ; déjà sonne l'heure de son déclin.

Cinquante ans se sont à peine écoulés depuis saint Louis, et maintenant combien tout est changé !

Une guerre acharnée est engagée sur toutes les questions ; de nouveaux éléments surgissent, de nouvelles idées se font jour. La France est déjà jonchée des ruines de l'âge précédent. Et ce combat, que les intérêts soutiennent en avengle, poussés par l'opposition des principes juridiques, se perpétuera jusqu'à ce qu'une nouvelle forme sociale sorte des ruines de l'ancienne. Si l'essence de la royauté est de représenter l'idée absolue de l'État, la royauté féodale, avec tout l'éclat romantique de ses formes de suzeraineté, ne suffit pas aux exigences de son idée ; elle n'est pas encore la royauté dans le vrai sens du mot. La puissance royale était limitée partout et n'était réelle que dans les domaines royaux ; les territoires seigneuriaux n'étaient gouvernés que par les principes du droit féodal ; les deux tiers de la France, pour le moins, n'appartenaient au royaume qu'en ce sens que les princes qui les gouvernaient reconnaissaient le roi pour suzerain. Lorsque le pouvoir royal cherchait à sortir de ces étroites limites, on criait aussitôt à l'injustice, et non sans raison, car c'était vraiment un empiètement sur l'ancien droit féodal. Ainsi, l'idée même de l'Etat se trouvait singulièrement limitée. L'État n'était qu'une possession privée du Roi, les droits régaliens une possession privée des seigneurs féodaux.

Pour sortir de cet état de choses il n'y avait qu'une voie, revenir à l'idée primitive de la royauté germanique, c'est-à-dire à la royauté représentant le peuple ; mais, pour cela, il fallait créer un peuple, car, au fond, il n'y en avait pas encore.

Il faut distinguer entre une nationalité et un peuple. La nationalité est l'élément inconscient dont le peuple sort lors-

qu'il acquiert la conscience de son unité nationale, de sa vie, de son histoire, de ses destinées communes. Or, pour que cette conscience existe, il faut une volonté nationale. Dans le peuple comme dans l'individu, la conscience de soi se révèle dans l'acte de la volonté.

Le mode par lequel la volonté nationale se produisit fut les États : avec les États, le peuple français apparaît sur la scène de l'histoire, et de cette apparition, la royauté elle-même tire sa nouvelle physionomie. — La royauté s'est trouvée jusqu'ici en présence des trois formes de l'époque féodale, la seigneurie, l'Église et les communes ; chacune de ces formes donne lieu à des corps indépendants revêtus de certains droits de souveraineté qui sont intimement liés à des droits de propriété. Une subordination de l'une de ces formes aux autres est impossible, car elle porterait atteinte à la possession privée, qui en soi est inviolable. La défense de son indépendance est, pour chacun des corps dont l'État se compose, la défense de sa propriété.

La royauté aussi arrive avec des droits basés sur les idées de possession et de seigneurie ; il n'y avait donc pas moyen de soumettre directement à la royauté les autres formes, puisque ce serait soumettre le droit privé au droit privé. Nous sommes donc toujours dans un cercle vicieux. Pour que l'unité s'établisse dans une telle société, il faut qu'un principe entièrement nouveau s'établisse ; que les seigneurs cessent d'envisager leur droit de souveraineté comme un droit de propriété ; que les rois cessent de demander la légitimation de leur autorité suprême au droit féodal. Il faut qu'il naisse un pouvoir général auquel chacune des formes actuelles du pouvoir social cèdera quelque chose, afin que l'égalité originelle puisse se maintenir entre elles. La seigneurie reconnaît déjà au-dessus d'elle le principat et la royauté ; l'Église,

par sa nature, aspire à une hiérarchie organisée; les villes sont prêtes à envisager toute protection supérieure capable de maintenir leur position particulière comme un bienfait signalé. Tout concourt donc à la réalisation de cette autorité unique, générale, et sa forme même est donnée par l'indépendance des éléments qui la composeront. Quelle qu'ait été leur autorité réelle, leur influence de fait, l'institution des États, tire une haute importance historique de cette circonstance qu'elle fut le moment décisif de la transformation des nationalités en peuples. — Le peuple français, spécialement, date des États; cependant, il ne faudrait pas s'y méprendre, les États-généraux de France ne sont point une représentation du peuple dans le sens moderne; ils reposent sur la base des personnalités individuelles et semi-indépendantes de l'époque antérieure; ils sont issus de la juxta-position des anciens éléments dont se composait le système féodal. — La naissance des États n'en est pas moins le moment qui sépare l'ancien temps du nouveau; le pouvoir qui leur appartient n'est plus un pouvoir féodal, il n'est plus issu de la possession du droit privé, il n'est plus limité localement; il repose sur la communauté des ordres qui, au fond, n'est autre chose que l'idée de l'État elle-même. Mais, à cette idée, il faut un organe, un support, et le seul pouvoir qui puisse remplir une telle fonction en France, c'est la royauté. Les États chargèrent donc la royauté du pouvoir et de la responsabilité d'accomplir ce qu'ils représentaient eux-mêmes. Les États firent du Roi le représentant de l'État réel. La royauté devint dépositaire des droits suprêmes et absolus compris dans l'idée romaine de majesté, idée qui préoccupait beaucoup au moment où cette révolution s'accomplissait et qui a exercé une si grande influence sur les destinées de la royauté en Europe, en devenant pour elle une source inépuisable de

prétentions et d'acquisitions, l'arme principale avec laquelle on a sapé et renversé la féodalité.

La majesté du prince s'identifie avec la majesté de l'État, et, dès-lors, exclut toute résistance; elle engendre le crime de *lèse-majesté*; elle reprend aux individus l'idée de la souveraineté : par là, elle brise avec l'ordre de choses existant, car c'était le mélange des droits de souveraineté avec le droit de propriété qui formait l'essence du droit féodal. La possession sort désormais de la sphère du droit public. Naturellement, cela ne s'accomplit pas sans une grande, sans une immense confusion de toutes les idées; il n'était pas facile de parvenir à envisager le fief comme un rapport de pur droit privé après qu'il avait été si longtemps le contraire.

Nous avons observé déjà que l'institution des États-généraux fut loin de tenir ce qu'elle semblait promettre aux libertés publiques, et n'inaugura nullement, ainsi qu'on l'a prétendu, un véritable système représentatif. Cela est surtout vrai en France.

Il n'y avait pas d'équilibre dans la Constitution où prirent place les États-généraux; pas de moyens de rétablir l'harmonie, une fois rompue entre le roi et les trois ordres. Les trois assemblées électives ne pouvant être modifiées par la volonté royale, il fallait nécessairement, pour terminer le conflit, recourir à la volonté absolue du prince; celui-ci, de son côté, cherchait de préférence à traiter avec chaque ordre séparément. Il y avait trois nations, l'ecclésiastique, l'aristocratique et la populaire; mais la vraie nation n'était représentée que par le roi.

Les ordres supérieurs n'appuyèrent pas le tiers-état, qui aurait, lui, défendu la liberté; la bonne volonté ne lui manquait du moins pas pour cela. Les États ne surent pas exprimer fermement la volonté nationale et la faire prévaloir. La

conséquence en sera, dans un avenir encore bien éloigné, ce funeste antagonisme entre le roi et le peuple qui a amené la ruine des rois et le triomphe de l'anarchie. Il est un fait peu remarqué par ceux qui ont écrit l'histoire de l'établissement des États-généraux, et qui pourtant, lorsque cette institution a été introduite, constituait un changement très-notable dans les rapports juridiques établis. Au commencement du 14^e siècle, la plupart des villes étaient encore, nominativement tout au moins, sous la puissance de seigneurs, par conséquent, sous les règles féodales; la couronne n'aurait pu imposer cette classe de villes qu'avec l'assentiment préalable de leurs seigneurs respectifs. En admettant les députés de ces villes aux États-généraux sur le même pied que les autres, en leur reconnaissant la faculté d'imposer par leurs votes la ville qu'ils représentaient, on enleva de fait toutes les villes du royaume à l'aristocratie féodale et l'on étendit considérablement le domaine royal et la masse des sujets immédiats. — Si ce résultat ne frappa pas sur-le-champ aussi vivement qu'il aurait dû le faire, ce que nous ignorons, cela a pu venir de ce que le mouvement communal avait déjà sensiblement diminué les droits réels des seigneurs sur les cités restées dans leur domination, en sorte que les seigneurs atteints ne firent qu'achever de perdre des privilèges dont ils avaient déjà compris qu'il faudrait bien faire leur deuil, et qui ne leur rapportaient plus grand'chose.

Nous ne rappelons ici des détails appartenant à l'histoire proprement dite, qu'afin de montrer leur relation avec la marche des institutions; nous laisserons donc de côté la suite des débats de Philippe-le-Bel avec l'Église, le transfert du St-Siège à Avignon, qui assurait temporairement la papauté au roi de France, l'horrible procès des Templiers et celui, presque aussi lugubre et scandaleux, des brus de Philippe-

le-Bel, bien que tous ces faits ne soient pas inutiles pour caractériser l'époque à laquelle nous sommes arrivés. Au point de vue des institutions, les grands traits du règne de Philippe-le-Bel, après l'établissement des États-généraux, qui est le plus essentiel, sont l'inauguration du gouvernement administratif et fiscal, l'accroissement démesuré de l'influence des légistes, l'exclusion des clercs des tribunaux, l'organisation des parlements et l'introduction des commissions prévôtales, mode de rendre la justice, qui avait pour effet de mettre les jugements criminels à la disposition du parti dominant. On doit encore indiquer une activité tout-à-fait inaccoutumée de la part du gouvernement; il intervient dans beaucoup plus d'affaires, soit directement, soit indirectement : preuve en soit le nombre prodigieux des ordonnances rendues sous ce règne; leur chiffre est de 354, tandis que sous le long et laborieux règne de saint Louis, il ne dépasse pas 50. Cependant Philippe eut lieu de s'apercevoir lui-même que l'instrument puissant qu'il avait créé pour sa lutte avec l'Église pourrait se tourner contre lui. Loin d'imiter dans ses réformes la prudente réserve et la modération pleine d'équité de saint Louis, il avait poussé à l'extrême les prétentions monarchiques, à l'aide de jurisconsultes dévoués à ses intérêts. Il s'était attribué le droit de législation, et rarement, dans ses ordonnances, il daignait consulter les barons; l'existence des seigneurs féodaux était directement menacée. L'horrible procès des Templiers, les scandales de la cour, les exactions du fisc avaient aliéné le peuple. Déjà, en 1314, le tyran vit se former contre lui, entre la bourgeoisie et la noblesse, une ligue si formidable, que, saisi d'effroi, il fut obligé de reculer, de reconnaître aux États le droit de voter les impôts et d'abolir ceux qu'il avait établis de son chef, ainsi que divers autres abus. La France

semblait entrer dans la voie où marchait l'Angleterre ; mais elle n'y sut point persister. La mort épargna à Philippe la douleur de gouverner en abjurant son système, et de courber davantage la tête devant ses sujets révoltés. La réaction qu'il avait provoquée par ses innovations usurpatrices, éclata avec d'autant plus de force sous ses successeurs ; mais ce fut une réaction essentiellement féodale : la noblesse y remplit le rôle principal ; le peuple, qui n'y gagna rien, en resta simple spectateur.

C'était surtout le pouvoir toujours croissant des employés royaux qui avait réveillé de leur longue torpeur la grande masse des seigneurs féodaux. Ils n'avaient d'abord songé qu'à leur position particulière, ils commencèrent à penser à leur condition commune. A l'avènement de Louis-le-Hutin, de tous les points du territoire, les nobles demandèrent au jeune prince la reconnaissance et la confirmation de leurs anciens droits. La résistance n'était pas possible. Tandis que les ministres du roi défunt expiaient, sous la main du fils, les services rendus au père, les ordonnances de réformation se succédaient avec rapidité. Déjà, en 1315, fut rendue la *Charte aux Normands*. Les nobles de Bourgogne obtinrent, peu après, des concessions encore plus étendues. Le combat judiciaire et le droit de guerre privée, contre lesquels s'était déjà élevé saint Louis, furent rétablis ; le droit de requérir *assurement* fut fort restreint ; la saisie provisoire des biens nobles fut abrogée, sauf pour crimes ; le roi ne put plus acquérir de biens dans les seigneuries nobles et ecclésiastiques, si ce n'est pour forfaitures ou échute du fief ; le maximum des amendes fut réduit¹. Il fut surtout interdit aux officiers royaux de s'ingérer dans les justices appartenant à des sei-

1. 60 livres pour les nobles, 60 sous pour les hommes de *poêle*.

gneurs et de commander pour le service du roi les nobles qui n'étaient pas ses vassaux directs. La Picardie et la Champagne obtinrent des chartes analogues, sauf quelques détails. La noblesse picarde demandait le rétablissement du droit de guerre civile dans toute sa sauvagerie primitive, l'abolition des assurements, des trêves légales, etc.; à peine admettait-elle la *quarantaine le roi* pour la protection des absents; les nobles bourguignons redemandaient leur ancienne juridiction sur les rivières, les chemins et les lieux consacrés. La cour, toute féodale qu'elle fût redevenue, chercha à éviter un retour aussi complet aux abus de la féodalité, et répondit évasivement. Les provinces de Lyon et du Languedoc obtinrent aussi le redressement de divers griefs; celles des seigneuries d'Église qui étaient autrefois exemptes du service militaire, recouvrèrent ce privilège. L'Auvergne obtint une charte contre les *nouvelletés* des employés du roi. La Bretagne fut exemptée de la juridiction royale, sauf le cas de *défaute de droit*. Les chartes données aux provinces par Louis-le-Hutin devinrent dans la suite le point de départ des États-provinciaux, qui se maintinrent dans quelques parties de la France, après que les États-généraux avaient depuis longtemps cessé d'être convoqués.

Cette réaction impétueuse arrêta les progrès de la royauté, sans toutefois ramener les choses à leur point de départ. La couronne sortit très-affaiblie du conflit; mais la noblesse n'assura point les avantages obtenus par des garanties permanentes; si elle eût profité d'une occasion si favorable pour se réunir aux communes et revendiquer, comme en Angleterre, une participation effective à l'exercice du pouvoir législatif, elle aurait doté peut-être, dès cette époque, la France du gouvernement parlementaire; mais, loin de là, la noblesse ne sut pas même se constituer comme corps d'une manière

forte et durable, et la royauté redevint bientôt suffisamment forte pour faire ployer devant elle toutes les résistances individuelles. Les concessions qui lui avaient été arrachées ne furent qu'un répit pour la féodalité et restèrent sans profit pour la liberté générale; elles ralentirent les progrès de l'absolutisme et les rendirent d'autant plus sûrs.

Les tendances qui avaient dominé sous Louis X continuèrent à prévaloir, quoique avec moins de force, sous le règne de ses frères Philippe-le-Long et Charles-le-Bel. Il est étrange que l'on ait si peu remarqué l'importance des statuts rendus sous Philippe-le-Long. Ils contiennent les bases de l'organisation qui a subsisté en France jusqu'en 89. Dès ce moment, le repos de la législation générale indique que les principaux besoins sont satisfaits. Mais dans ce repos se prépare une nouvelle lutte. Le retour aux mœurs du 12^e siècle, exigé par la noblesse, est loin d'être conforme aux vœux des populations. Le peuple du 14^e siècle n'est plus celui du 12^e; le mouvement communal qui s'est opéré dans l'intervalle lui a donné la conscience de sa force; de nouvelles idées le préoccupent et l'agitent. Les désordres des nobles, l'oppression des baillis royaux ont répandu partout la semence du mécontentement.

Dans les commencements, le tiers-état, *les communes*, comme on disait alors, ne fut pas toujours convoqué. On trouve plusieurs assemblées sous les fils de Philippe-le-Bel qui ne sont composées que de barons et de prélats, auxquels on adjoint quelques députés de l'Université de Paris, siégeant avec les prélats : tels furent les États de 1317, où l'on proclama, pour la première fois, la prétendue loi salique, en préférant à la fille de Louis-le-Hutin son frère Philippe-le-Long. — La question de savoir ce qu'étaient les États de 1328, où la même question fut tranchée dans le même sens entre Phi-

lippe-de-Valois et le roi d'Angleterre, Édouard III, est difficile à décider¹. Le seul écrivain contemporain, un chroniqueur mentionné dans Pithou, dit que l'affaire fut conclue *per principes et regni sapientes*, expression qui ferait incliner contre l'hypothèse d'États-généraux complets; d'un autre côté, on sait qu'on profita de cette réunion pour faire voter un subside pour la guerre de Flandre.

La descendance de Philippe-le-Bel avait péri avec ses fils; l'avènement des Valois ouvre l'ère de ces guerres implacables entre la France et l'Angleterre qui arrachèrent de nouveau à la France la Normandie ainsi que les provinces du sud-ouest, que Louis VII avait perdues par son divorce avec Éléonore, et que n'avait pas su défendre contre Philippe-Auguste le lâche Jean-sans-Peur. Dans cette lutte acharnée, la plus longue et la plus cruelle à l'humanité que présente l'histoire moderne, tout ne fut pourtant pas à regretter. Les deux nations s'y trempèrent réciproquement, et acquirent la conscience d'elles-mêmes dans les efforts soutenus et énergiques qu'elles furent obligées de faire. Philippe VI, dit de Valois, débuta par prendre à Cassel sur les Brugeois, révoltés de nouveau contre son vassal le cruel Louis de Flandre, une revanche éclatante de la défaite de Courtrai. La vaillance des républicains flamands ne se démentit pas dans cette bataille formidable, où 13,000 des leurs, sur 16,000, restèrent sur le champ de bataille. Les cruautés exercées dans les villes de Flandre, par les Français, amenèrent une nouvelle révolte, qui arracha cette fois pour longtemps la Flandre à ses oppresseurs. Jacques Artevelde, devenu le chef des républicains flamands, s'entendit avec Édouard III, et dès-lors, la France

1. Édouard III était petit-fils de Philippe-le-Bel par Isabelle, femme d'Édouard II.

éprouva les longs revers qui commencent par Créci et la prise de la ville de Calais.

A la suite de ces revers, les États-généraux, qui avaient dès l'entrée chaudement soutenu les Valois contre les prétentions d'Édouard, acquirent un fort grand pouvoir, et, dans ces assemblées, l'on vit tout à coup le troisième ordre, qui jusqu'alors avait été à l'arrière-plan, jouer le rôle principal.

La bataille de Créci et la prise de Calais avaient vivement froissé l'amour-propre national. Le règne de l'élu de la France avait fini tristement; celui de son fils, prince chevaleresque et doué de grandes qualités, mais prodigue et inhabile, devait être encore plus malheureux.

Lorsque Jean convoqua, en 1355, les États de la langue d'oïl, ceux de la langue d'oc se convoquaient à part. La gravité de la situation donna à cette réunion une importance toute nouvelle : on reprochait à la cour d'avoir mal employé les subsides votés précédemment. Les États, dirigés par Étienne Marcel, prévôt des marchands de Paris, au lieu d'accorder simplement l'impôt qu'on leur demandait, se posèrent en contrôleurs et régulateurs de l'administration. Ils accordèrent 30,000 hommes d'armes et 5 millions de livres, mais décrétèrent que l'argent serait perçu par des commissaires élus par le peuple, appliqué seulement à la guerre, et qu'on rendrait compte de l'emploi à une commission composée de trois députés de chacun des trois ordres. Ces mesures constituaient assurément une innovation des plus hardies. Une nouvelle puissance législative et administrative apparaissait; la nation cessait de se personnifier dans la royauté et agissait spontanément par l'organe de ses députés. La création de la commission des Neuf était une sorte de suspension de la royauté. Un second désastre, la

bataille de Poitiers, vint, l'année suivante, donner une impulsion immense au mouvement imprimé par l'assemblée de 1355. Le roi était prisonnier, la fleur de la noblesse avait péri, beaucoup de gentilshommes et les princes du sang avaient fui honteusement. Froissart raconte que les seigneurs échappés de Poitiers ne furent reçus qu'à grand'peine dans les bonnes villes. Dans ces circonstances critiques, le duc de Normandie (depuis Charles V), qui remplissait les fonctions de régent, rassembla les États de la langue d'oïl à Paris et ceux de la langue d'oc à Toulouse. Paris avait considérablement grandi depuis un siècle. Siége de la cour, de l'Université, du Parlement, déjà il tendait à devenir le centre de la vie nationale. Sa bourgeoisie était, par l'intelligence et la richesse, à la tête du tiers-état français.

Étienne Marcel était le chef du mouvement parisien : dans les États, il avait pour ami et pour allié Robert Lecoq, évêque de Laon, fort influent sur le clergé. La noblesse, déconsidérée à la suite des événements militaires, perdit dès le premier jour sa prépondérance habituelle. D'immenses travaux de fortification furent entrepris par Marcel pour défendre la capitale contre une attaque d'Édouard. On exerça le peuple aux armes. Au milieu de ces préparatifs, les États décidèrent de remplacer le grand conseil du roi, composé de fonctionnaires royaux et des princes, par un conseil qu'éliraient les États ; de révoquer les donations faites aux dépens du domaine royal, depuis le temps de Philippe-le-Bel, et de faire un exemple des principaux fonctionnaires accusés de concussion.

Le régent essaya de sauver son pouvoir en différant de répondre sur les demandes des États. Ceux-ci, n'ayant pas obtenu de réformes, ne votèrent pas de subsides. Les États de la langue d'oc ne montrèrent pas des prétentions aussi

hardies que ceux de Paris; ils accordèrent les subsides, non cependant sans avoir exigé des garanties. Des commissaires, nommés par eux, devaient lever et administrer l'impôt qui avait été voté. — Pour suppléer aux subsides de la langue d'oïl, le régent avait recouru à l'ancienne et détestable ressource des altérations des monnaies. Paris refusa de recevoir la monnaie de mauvais aloi. L'émeute conquit ce qui avait été refusé à l'intervention régulière des États, et la révolution reprit son cours. Les États se rassemblèrent de nouveau en février 1357; la destitution de vingt-deux grands-officiers de la couronne et la suspension des autres jusqu'à épuration faite, furent résolues ou plutôt arrachées; la mauvaise monnaie et les emprunts forcés furent interdits; diverses réformes furent aussi apportées dans l'administration de la justice; moyennant quoi, les États votèrent la solde de 30,000 hommes d'armes, pour un an; une commission de trente-six députés, douze de chaque ordre, surveillerait l'emploi du subsidé et travaillerait à réaliser les réformes qu'avaient résolues les États. Enfin, les États-généraux eux-mêmes devaient se réunir d'office quatre fois par an, et le gouvernement s'engageait à ne conclure ni paix ni trêve sans leur assentiment.

La résistance était impossible; bon gré, mal gré, le duc Charles dut céder, et tout en espérant, comme il le déclara plus tard, revenir un jour sur des actes qu'il considérait comme attentatoires à la prérogative royale, il s'empressa de promulguer une ordonnance qui sanctionnait toutes les demandes des États. Cet édit prévient, en outre, les seigneurs, villes et pays, qui n'avaient point envoyé des députés, que s'ils ne se font pas représenter dans la session prochaine, ils seront soumis à ce qu'on y aura décidé. C'est le principe des majorités qui s'affirme pour la première fois; jusqu'alors, les villes

et les seigneuries dont les députés n'avaient pas voté une mesure ou un subside, ne se tenaient pas pour liées par un vote auquel elles n'avaient pas participé. Une autre disposition très-remarquable de l'ordonnance de 1357, est celle qui permet à chaque député de se faire escorter à son retour, afin de ne pas rester exposé à la malveillance des officiers royaux. — On voit par là quelles résistances violentes soulevait la nouvelle attitude des États-généraux.

Aussitôt, la commission des trente-six, armée d'une véritable dictature, entra en fonction; elle exécuta la « réformation » si rigoureusement, que le grand conseil du roi fut renouvelé presque en entier, ainsi que le parlement et la chambre des comptes. — Mais bientôt la cour crut pouvoir revenir sur toutes ces mesures, et le régent fit défendre aux États de s'assembler dorénavant, et au peuple de payer le subside aux délégués nommés par les États; l'émotion du peuple de Paris, à l'ouïe de ce mandement, fut si grande, que le régent dut le révoquer aussitôt; cependant, dans les provinces, il fut généralement exécuté en ce qui concernait le subside. La discorde se mit partout, et ni les trente-six, ni les États, qui se réunirent de rechef, ne purent y porter remède. A la révolution légale succéda l'anarchie; au contrôle, plus ou moins usurpé, il est vrai, dans l'extension qu'il avait reçue, mais régulier dans son principe, des États-généraux, succéda le gouvernement du peuple de Paris et de ses meneurs, forcés, peut-être malgré eux, de cesser tout ménagement en présence de l'immensité des obstacles qui s'élevaient entre eux et le but de leurs ardents efforts, la fondation d'un gouvernement libre. — Déjà, l'année suivante, lorsque les États se réunirent, il ne vint presque aucun noble et peu de gens d'Église; les villes mêmes n'étaient représentées que partiellement. Le massacre d'une partie des conseillers du roi, destitués sur la

demande des États, en 1357, et qui avaient repris leurs fonctions auprès du Dauphin, par le peuple de Paris, et surtout la terrible explosion de la Jacquerie dans les campagnes de la France septentrionale, firent naître une réaction générale, et causèrent l'anéantissement des projets des réformateurs. Une fois passé le premier moment de surprise et d'effroi, la noblesse se rallia de toutes parts, sans distinction de partis et même de nationalités, les plus vaillants chevaliers de Gascogne, des Pays-Bas et d'Angleterre vinrent au secours de leur caste, dont l'existence même était en péril.

Après avoir écrasé les paysans, à Meaux, cette noblesse fournit au régent une armée toute prête pour reprendre Paris, qu'il avait abandonné après le meurtre des conseillers. Changeante, comme toute multitude, la population de cette grande ville livra elle-même ses portes et massacra ce Marcel, qui avait été son idole. Malgré cette fin prompte et tragique, le prévôt des marchands du 14^me siècle reste une des grandes figures de la France du moyen-âge. Le mouvement qu'il avait dirigé était prématuré ; mais il était inspiré par des vues droites et élevées : le souvenir des réformes qu'il avait entreprises ne périt pas non plus entièrement. Charles V, instruit par l'expérience, en exécuta lui-même une partie, tout en proscrivant la mémoire de l'homme qui les avait conçues et qui ne fut pas remplacé.

Le sage gouvernement de Charles V répara les plaies des deux derniers règnes et arrêta les progrès de l'Anglais ; mais une agitation générale s'était répandue dans toutes les populations, et durant la minorité de Charles VI, on vit, tout à la fois, les troubles des *Maillotins* à Paris, la seconde grande révolte des Gantois, dirigés par Philippe d'Artevelde, fils du fameux Jacques, contre Louis, comte de Flandre, et l'insurrection de Wat-Tyler et des serfs anglais, autre Jac-

querie non moins formidable dans ses débuts, et qui fut réprimée encore plus promptement.

Tous ces mouvements contemporains procédaient évidemment d'un même esprit, l'esprit démocratique; le peuple des villes et des campagnes se réveille et se soulève pour conquérir une position plus avantageuse et briser le joug que les institutions du moyen-âge lui imposent. L'insurrection flamande seule eut la chance de trouver des hommes capables pour la diriger; grâce à eux, on put voir une seule cité résister pendant des années à l'effort de toute la féodalité de France et des Pays-Bas réunie, et finir par obtenir la paix à des conditions honorables. Si les villes de France avaient appuyé plus énergiquement Marcel, en 1358, si elles avaient su faire autre chose que des vœux stériles pendant le long siège que Gand eut à soutenir, il est plus que probable que la cause du tiers-état aurait triomphé en Europe quatre cents ans plus tôt. Un contemporain, qui n'est pas suspect de partialité en faveur des classes populaires, Froissart, ne peut s'empêcher de s'écrier que si le jeune roi Charles VI n'eût pas été vainqueur à Roosebeck, « toute la » gentillesse et noblesse était perdue en France et en toute » chrétienté. »

En 1412, durant la démence de Charles VI, et tandis que la France était à la fois en proie aux ravages des Anglais et à ceux de la guerre civile que se livraient, sans relâche, les partis d'Orléans et de Bourgogne, une nouvelle explosion de la démocratie eut lieu. Paris, comme au 14^{me} siècle, se mit à la tête du mouvement, et essaya de former une ligue de toutes les villes françaises et belges. Au moment où le duc d'Orléans amenait le Dauphin à Paris, l'insurrection éclata, la Bastille fut prise une première fois, les courtisans chassés. Le chaperon blanc, insigne des vaincus de Roosebeck, fut

posé sur la tête de leurs vainqueurs. L'université s'unit au peuple ; son député, Eustache de Pavilli, exposa, dans les termes les plus sévères, aux États-Généraux, les abus du système dominant. Ces plaintes provoquèrent l'ordonnance du 25 mai 1413, connue sous le nom d'ordonnance *cabochienne*. Toute la part du boucher Caboché, l'un des meneurs du peuple de Paris, à cette ordonnance, est d'avoir contribué aux événements desquels elle surgit. L'ordonnance elle-même fut l'œuvre d'hommes versés dans les affaires publiques, des légistes, des modérés, qui ne surent pas la soutenir. Comme législation, l'ordonnance Cabochienne est un travail fort remarquable : c'est un code complet en 258 articles, qui touche à toutes les parties de l'ordre judiciaire et administratif. Une république de magistrats inamovibles légiférant, contrôlant et administrant au nom du roi, tel est l'idéal que les auteurs de cette ordonnance voulurent réaliser. Elle tomba avec la crise qui l'avait produite. Dans la suite, on en a tiré nombre d'excellentes prescriptions, mais en ayant soin de ne pas en indiquer la source.

Encore dans le courant de la même année, les excès des cabochiens provoquèrent une réaction dans la bourgeoisie, qui rendit le pouvoir à la cour. L'ordonnance cabochienne, devant laquelle toutes les têtes s'étaient inclinées un moment, comme devant « la sagesse de la France », dit M. Michelet, fut, le 5 septembre 1413, abolie et déchirée dans un lit de justice solennel. Ce fut la fin des grands mouvements populaires, jusqu'aux guerres civiles du temps de la réforme. Le désordre ne cessa pas, néanmoins ; jamais, au contraire, la situation du royaume n'avait été plus misérable ; mais dans cette longue nuit d'horreurs et de désastres qui recouvre la France depuis la démence de Charles VII jusqu'aux prodiges

de la pucelle d'Orléans, il n'y a rien qui intéresse positivement l'histoire des institutions.

La conviction était désormais acquise que l'ancienne chevalerie n'était pas en état de sauver le royaume; les mouvements populaires n'avaient rien pu fonder de durable; les États de Paris de l'an 1420, en sanctionnant le traité de Troyes, avaient accepté, pour la France, Henri V d'Angleterre comme héritier de la couronne de France, au préjudice de Charles VII, et n'avaient pas même su opposer aux exigences d'argent exorbitantes de ce prince étranger la résistance énergique qu'on faisait auparavant aux princes nationaux. La nation ne vit plus de salut que dans une intervention plus énergique de la royauté. Jeanne d'Arc, gracieuse apparition qui plane sur toute cette époque, est le symbole de la réconciliation entre des forces trop longtemps opposées; son sacrifice racheta le repos et la paix du royaume. L'Anglais fut vaincu et expulsé; les ordres tombèrent à l'arrière-plan; à la place des États on mit le grand conseil du roi, dont la composition dépendait surtout de la couronne.

Charles VII, que la flatterie a appelé *le Sage*, comme son aïeul, mais que le peuple, avec plus de sentiment de la vérité, se contenta de nommer *le Bien-Servi*, sut répondre à la tâche que la situation lui faisait. Tout ce qui avait été obstacle pour ses prédécesseurs devint pour lui facilité et secours. La France se jetait comme d'elle-même au-devant du pouvoir absolu. Les ministres, car c'étaient eux qui gouvernaient réellement, déployèrent une véritable habileté, et ils travaillèrent, jusqu'à un certain point, dans l'esprit de saint Louis. La législation de ce règne est riche en lois importantes. C'est le moment où l'on commence à entreprendre la rédaction des Coutumes; les parlements furent multipliés, et

par là l'exercice de la justice royale fut rendu plus facile et son action plus étendue; les officialités furent soumises aux appels, et par là mises dans la dépendance de l'État. On créa des armées permanentes, qui donnèrent à la royauté une force propre, indépendante de la féodalité; on établit des taxes perpétuelles pour solder et maintenir cette force. Laisser à la couronne le droit d'établir un impôt sans le concours des députés de la nation, c'était l'innovation la plus grave et la plus dangereuse; c'était supprimer le principe même sur lequel reposaient au moyen-âge les libertés publiques. On fit cela d'entraînement, tant on était pressé d'en finir avec les brigandages des routiers et des mercenaires qui dévastaient le pays depuis si longtemps. On ne tarda pas à avoir lieu de se repentir d'une pareille légèreté.

Louis XI acheva cette révolution en détruisant ceux qui pouvaient lui faire obstacle. Il détruit les principautés, les grands vassaux, les apanages érigés en fiefs successibles, l'influence des princes du sang, des *sires des fleurs de lis*, si funestes sous les premiers Valois. La mission de ce prince politique et cruel est de créer par tous les moyens, permis et non permis, l'unité du royaume. En ruinant les seigneurs et forçant la création des armées permanentes, les guerres d'Angleterre ont anéanti matériellement le principe de la souveraineté féodale. Louis XI complète l'œuvre en faisant un crime de trahison de toute prétention à la souveraineté, même chez les princes. La permission accordée à Charles VII de lever des tailles de son chef permit à Louis d'éviter presque complètement le contrôle des États-généraux. Ainsi, le chemin était large ouvert au pouvoir absolu du centre. Louis XI inaugure les temps modernes et la royauté absolue; il clôt les temps féodaux : la transition de la féodalité à la monarchie absolue est accomplie.

La royauté française a eu cette chance heureuse que la faiblesse même de son début lui a permis de grandir sans exciter dès l'abord de grandes inquiétudes, de grandes jalousies, et que tous les pouvoirs, tous les éléments sociaux se sont tour à tour coalisés avec elle et à son profit. Du 12^{me} au 13^{me} siècle, l'Église s'allie à elle contre la féodalité, ainsi que les communes. Au 15^e siècle, la féodalité s'allie à elle contre les communes et l'élément populaire. De cette façon, elle fut toujours aidée, appuyée et mise en mesure de triompher de ses adversaires intérieurs.

Louis XI porta les impôts à un taux qu'ils n'avaient jamais atteint et au double de ce qu'ils étaient du vivant de son père. Il se contentait d'ordinaire de les demander à des États tenus dans les provinces, les bailliages et les sénéchaussées, lesquels, en présence d'un prince aussi redouté, ne pouvaient faire autre chose qu'accorder tout ce qui leur était demandé. — Commines, qui était contemporain, avait bien compris le danger que courait la liberté par suite de ces changements; après avoir observé que Charles VII fut le premier roi qui se passa du consentement des États pour lever des subsides, il ajoute ces paroles remarquables: « Et ce » mauvais exemple s'enracina de telle sorte sous ses suc- » seurs, que Louis XI, son fils, le plus fameux promoteur du » despotisme en France, avait coutume de dire : *J'ai le pou- » voir de prendre à mes sujets tout ce que je veux.* Parmi les » rois de la terre, notre roi est celui qui a le moins de mo- » tifs de se servir de ces expressions, car ni lui, ni personne, » n'a le droit de dépouiller ses sujets. Le roi Charles V ne » tenait pas ce langage. Je ne l'ai jamais entendu de la » bouche d'aucun monarque, mais seulement, de notre » temps, de celle de quelques courtisans. »

Une seule fois, Louis XI réunit les États-généraux, ce fut

en 1467, lors de la ligue dite *du Bien public*, qu'avaient organisée contre lui les principaux seigneurs du royaume. Les États, qui furent réunis à Tours, donnèrent leur appui au roi ; on remarqua qu'à cette assemblée les députés du tiers-état avaient été désignés par le roi, et que les États y délibérèrent en commun.

Les difficultés relatives à la régence, qui surgirent après la mort de Louis XI, provoquèrent une nouvelle réunion des États-généraux à Tours, en 1483, où l'on vit pour la première fois des députés de la Provence, du Dauphiné, du Roussillon et de la Bourgogne. Un nouveau souffle de liberté s'y fait sentir ; quelques députés, tels que Philippe Pot et Masselin, se firent remarquer par la franchise de leurs discours ; il y avait évidemment réaction contre le système de compression suivi par Louis XI.

Il n'a guère existé de règles générales et fixes en ce qui concerne les formes et les attributions des États-généraux. Les assemblées dont les tractations nous sont les mieux connues sont celles de la fin du 15^e et du 16^e siècle ; mais il n'y eut jamais de loi pour régler cette matière si importante, et les usages varièrent suivant les circonstances. Le Roi convoquait les États par une circulaire aux sénéchaux et aux baillis, qui précédemment avait dû être adressée, d'après l'usage féodal, à tous les grands vassaux. Cette circulaire indiquait les motifs de la convocation et les pouvoirs dont les députés devraient être munis. Les trois ordres se réunissaient ensuite, séparément dans chaque bailliage, pour élire leurs députés et composer les cahiers qui contenaient leurs instructions ; peu de villes avaient, comme telles, une voix aux États-généraux ; Paris seul en avait deux, une pour la ville et l'autre pour la prévôté ; les députés du tiers étaient donc en général élus par un double vote, c'est-à-dire par des dé-

légués des diverses localités d'un bailliage, tandis que ceux des deux premiers ordres étaient élus directement. Dans les pays d'États on faisait l'élection différemment, c'étaient les États provinciaux qui nommaient les députés aux États-généraux. Le Parlement du roi chercha quelquefois à se faire représenter dans les États dont étaient cependant exclus généralement les officiers royaux; il y envoya une députation en 1467 et en 1483; mais cette prétention fut dans la règle repoussée, et le rôle politique du Parlement n'a commencé que lorsque celui des États était déjà fini. — L'ouverture des États était faite par le roi en séance solennelle et publique; les présidents des trois ordres répondaient au roi à genoux; ensuite, chaque ordre se réunissait séparément pour comparer et réunir ses cahiers; les propositions du tiers étaient appelées *doléances*. Le roi répondait aux observations des États, mais ordinairement à la fin. En 1484, Masselin proposa que, pendant la session même, les demandes des États fussent converties en lois. C'eût été accorder aux États le pouvoir législatif. D'autres fois, on se borna à insister sur une réponse immédiate pour quelques points jugés essentiels et urgents. Le roi, en accordant une demande des États, n'avait encore accordé qu'une satisfaction illusoire tant que l'article accordé n'était pas converti en loi. La royauté se complut toujours, autant qu'il fut en son pouvoir, à présenter les réformes qu'elle accordait aux instances des États comme des concessions volontaires. Le pouvoir législatif des États n'apparaît donc que par courtes apparitions et dans les mouvements démocratiques. L'absence de périodicité régulière fut aussi pour la représentation nationale une cause d'affaiblissement et permit de laisser tomber en désuétude l'institution elle-même. Seulement sur un point, les États défendirent constamment leur droit, c'est lorsqu'ils s'agissait d'accorder des

subsidés. Quant à la règle, « plaintes et subsidés se tiennent, » qu'avait si vigoureusement développé le tiers-état au 14^e siècle, bien que sanctionnée dans quelques ordonnances, elle fut repoussée ou violée, dans le plus grand nombre des cas, par le pouvoir royal.

Avec le 16^e siècle s'ouvre un nouvel horizon pour l'histoire des institutions politiques.

Les États-généraux ont été le germe d'une représentation nationale, mais d'une représentation de l'État féodal. Ils sont la forme dans laquelle la féodalité s'est subordonnée organiquement à la royauté, le terme moyen entre l'idée de la souveraineté de la propriété et celle de l'État proprement dite. L'histoire des États n'est encore que l'histoire de la continuation de la lutte entre la royauté et la féodalité, laquelle a pris une autre forme. L'ancienne opposition du 13^e siècle existe toujours; le mouvement qui conduit à la subordination des droits publics attachés à la propriété privée ne fait que continuer. — Durant toute la période féodale du 10^e au 16^e siècle, nous avons toujours vu la royauté sans le peuple; au 15^e siècle, la victoire de la royauté est complète, et dès-lors l'organisme central, qui se croisait et se combinait de diverses manières avec les institutions féodales, reste seul maître du terrain. — Durant le 16^e siècle, les États feront cependant encore partie de l'organisme de l'État, et, par leur forme, ils rappelleront l'idée d'une véritable représentation nationale.

Il y a pendant cette époque comme une trêve conclue entre la royauté et la féodalité vaincue, mais non anéantie; pendant cette trêve, on chercha à jeter les bases d'une paix, d'une entente durable, mais en vain; aucun contrat, aucune nécessité même, aucun danger, si pressant fût-il, ne put rendre la vie à ce qui, en soi, n'est plus convenable, à ce qui, en soi, est impuissant.

La puissance réelle des États avait été limitée : on les avait réduits à la simple consultation ; cependant, en eux, vivait encore cette pensée que la mesure des attributions du pouvoir royal dépendait du consentement des États, pouvait être limitée par eux. Or, cette pensée était en opposition avec l'idée de la souveraineté absolue de l'État, représenté par le prince. Ces deux idées, avec le temps, doivent s'exclure l'une l'autre. Richelieu accomplira et terminera ce que Louis XI a fait pour un moment seulement ; il réalisera la complète absorption des seigneuries et des principautés dans la royauté souveraine. Dès ce moment, les États ne se concevraient plus comme pouvoir réel, aussi disparaîtront-ils tout-à-fait, sans combat, sans même que l'on fasse attention à leur disparition. Cette forme, désormais vide et sans objet, pourra se conserver dans quelques provinces, mais ne parviendra jamais à reconquérir une position quelconque dans l'État.

Alors aussi la royauté aura atteint à son faite et accompli sa mission. La France est devenue un État individuel ; la diversité des territoires n'existe plus ; les différences de race sont complètement absorbées et noyées dans l'idée du peuple français ; le pays est devenu un royaume un et indivisible. Ce développement de la puissance royale a-t-il apporté, cependant, quelque élément vraiment nouveau à côté des éléments juridiques subsistant au 13^{me} siècle ? Non. Que la royauté accapare pour soi tous les pouvoirs publics, que les anciennes formes féodales se plient à sa souveraineté absolue ; elle n'en demande pas davantage. Il est facile de comprendre, d'après cela, pourquoi le système du droit privé du 13^{me} siècle fut conservé, presque intact, jusqu'au 19^{me} siècle. La royauté ne songeait nullement à combattre la noblesse, le clergé et la bourgeoisie, du moment que ces ordres

ne lui faisaient plus opposition. Voilà pourquoi les ordres, dont les rapports avec la royauté ont si fort changés, sont pourtant restés dans la même position vis-à-vis de la société. Les noms, les titres, le rang, les insignes subsistent; mais tous et toutes les classes sont également abaissés en présence du trône.

II. L'ESPAGNE.

L'Espagne, comme les autres pays romands, avait été couverte par le flot de l'invasion barbare. Les Vandales passent les premiers comme un torrent rapide; puis viennent les Suèves et les Alains; enfin, les Wisigoths, qui y établissent leur vaste monarchie. La loi des Wisigoths, ou *fuero-juzgo*, atteste le caractère ecclésiastico-germanique de cette monarchie, dont l'Église a beaucoup contribué à consolider l'unité. Mais, au commencement du 8^{me} siècle, les Maures d'Afrique se rendent maîtres de presque toute l'Espagne, et en font une dépendance du vaste empire des califes de Damas. Cette domination de l'islamisme, qui ne cessa entièrement qu'au bout de huit cents ans, a donné à l'Espagne un caractère particulier.

Les nations de l'Occident se sont développées sous l'action, diversement combinée, de la tendance latine, de la tendance germanique et de l'élément chrétien. En Espagne, nous voyons d'abord se produire le même fait; la constitution des Wisigoths ne diffère pas beaucoup de celle des Francs, et a plus d'analogie encore avec celle des Lombards.

Les Arabes ont apporté en Espagne un quatrième élément, qui, comme l'élément germanique, tendrait à la dissolu-

tion de l'État; il est opposé, en revanche, à l'élément germanique, par le contraste des religions et du tempérament. Cette longue superposition de la race arabe sur la race barbare, déjà romanisée, a eu pour effet, malgré la répulsion des deux religions, de modifier profondément le caractère de la nation espagnole, et de lui imprimer ce cachet original qui la distingue. Tout ce qu'il y avait dans la nation arabe de brillant, de séduisant, d'aventureux et de fort, de capricieux et de tenace, de mou et d'actif, s'est communiqué aux populations vaincues ou résistantes. La présence d'un puissant ennemi contribua à maintenir l'unité morale de l'Espagne chrétienne. Les débris des Wisigoths, échappés aux Arabes, s'étaient réfugiés dans les montagnes des Asturies, où ils avaient élu, dans la forme barbare, le roi Pélage, à ce que rapportent des traditions généralement admises. Cette petite nation portait en elle les destins de la commune patrie. Toutes les provinces soumises aux Maures sympathisèrent avec elle, et elle finit par relever et affranchir la nation entière, après des siècles de guerres toujours vives, toujours chevaleresques.

Les rois concédèrent à de hardis chefs de bande les terres qu'ils sauraient conquérir sur les Maures; ceux-ci s'y établissaient, et s'ils étaient heureux, prenaient à leur tour le titre de comtes, ou même de rois; la haine de l'infidèle étranger suffisait pour tenir unis ces petits États. La féodalité proprement dite ne s'est guère établie en Espagne que dans les provinces au nord de l'Ebre, où elle fut importée par les Francs après la bataille de Poitiers; dans le reste de l'Espagne, elle ne s'établit pas, par la raison que les terres, affranchies du joug arabe, étant déjà espagnoles, ceux qui en étaient en possession ne pouvaient en être dépouillés. En Castille, les fiefs n'ont commencé à devenir héréditaires qu'au

11^{me} siècle, au moment où la féodalité allait entrer dans son déclin dans le reste de l'Europe, et, alors même, ce genre de possession n'acquies point l'extension et la prépondérance qu'il avait eu ailleurs ¹.

Dès l'époque de l'invasion musulmane, on ne distingua plus les Latins et les Goths; on comptait, outre les esclaves, qui étaient la plupart des prisonniers de guerre musulmans, trois classes de personnes, les *ricos ombres*, ou seigneurs, les *hidalgos* (hommes libres) et les *juniores* ou *pecheros*, qui doivent tribut, soit au roi, soit à un seigneur ².

Ainsi, l'Espagne se constitua avant toutes les autres nations de l'Occident sur le principe de l'égalité de race : les

1. Le *fuero* de Léon distingue les terres en libres *ingenuas* et imposées *tierças*. Ces dernières sont de quatre sortes : terres de *realengo*, dont le roi est seigneur; d'*abadengo*, qui appartiennent à l'Église; de *solariego*, qui appartiennent aux nobles, auxquels les paysans paient tribut; la quatrième sorte se nomme terres de *behelria* (mot dérivé de de *benefactoria*, bénéfice); les habitants de cette sorte de terre s'étaient donné eux-mêmes à un chef, qui s'engageait à les défendre contre les Maures, leurs anciens maîtres, moyennant certains droits et redevances. Ce genre de contrat rappelle singulièrement la *recommandation* de l'époque barbare. Il est à noter que dans l'Espagne franque, par exemple en Catalogne, le fief héréditaire a été appelé *allou*, dénomination qui pourrait aisément induire en erreur si l'on n'y prenait garde, et qui provient évidemment des temps carlovingiens.

2. *Ricos ombres* veut dire proprement homme riche, *possessor*. *Rico*, riche, vient du mot germanique *rek*, *reich*. Le *rachimburg* des Franes a la même étymologie. *Hidalgos* vient probablement d'*adalingi*, nobles, ingénus, hommes libres; l'étymologie tirée de *hijos*, fils, et *algo*, bien, fortune, est moins naturelle. Les *juniores* ou *vassaux* ne correspondent point aux vassaux de la féodalité, qui sont eux-mêmes une classe privilégiée : ils correspondent aux tributaires, aux censitaires, aux vilains; leur nom espagnol *pecheros* dérive de *pecha*, tribut.

distinctions de classes ne furent guère que politiques et honorifiques. — La juridiction, ni la terre, n'entrèrent jamais complètement dans le système féodal.

L'histoire des États chrétiens de la péninsule se divise, pendant le moyen-âge, en deux branches principales, celle de Léon et Castille, et celle de Navarre et Aragon; à la dernière se rattachera bientôt la Catalogne, ou Marche d'Espagne, arrachée à l'empire franc, et plus tard le royaume de Valence, conquis sur les Maures; les autres provinces se rattachent toutes à la première branche. Lorsque ces deux branches viendront à se réunir sous Ferdinand et Isabelle, la domination des Maures perdra, avec Grenade, sa dernière retraite, et l'unité espagnole sera parvenue à son point d'accomplissement.

La constitution du royaume des Asturies et de Léon, premier berceau de l'indépendance espagnole, est basée sur celle des Wisigoths. Les chroniqueurs rapportent qu'A-lonzo I^{er} rétablit, à Oviedo, le gouvernement avec les mêmes formes qu'il avait eues anciennement à Tolède. Le *fuero juzgo* continua donc d'être le code général des chrétiens qui repoussaient le joug mahométan. Jusqu'au 10^{me} siècle, les chrétiens ne firent pas de grands progrès; les assemblées nationales, qui, sous les Wisigoths, portèrent le nom de *conciles*, continuèrent à porter ce nom jusqu'à cette même époque; c'est dès-lors seulement qu'on a commencé à les appeler *Cortès*¹; elles étaient composées, comme sous les Goths, des évêques et des seigneurs. Ces derniers, par une conséquence forcée de l'état de guerre continuelle dans lequel on vivait, acquirent plus de pouvoir qu'ils n'en avaient eu autrefois. Le roi n'aliéna cependant jamais ni sa souve-

1. *Cortès* est la traduction de *Curia*.

raineté ni le droit de juridiction, qui en est l'attribut principal, en faveur des grands, comme cela est arrivé dans le système féodal. La justice fut toujours administrée par des magistrats tenant leurs pouvoirs du roi. Les principaux d'entre ces magistrats étaient les comtes; le comté de Castille, le plus considérable de tous, avait été fondé par les conquêtes d'Alphonse II, surnommé *le Chaste*; quelquefois la Castille était divisée en plusieurs comtés, d'autres fois, elle fut réunie sous la domination d'un seul comte. On a prétendu que ce comte s'était rendu indépendant de la couronne de Léon; mais cela n'est pas entièrement exact. Les comtes de Castille se révoltaient souvent; ils aspirèrent à l'indépendance, mais n'y parvinrent pas. Le plus fameux de tous, le comte Fernand-Gonzalès, est appelé consul du roi Ordonnio II, et il est rapporté qu'il gouvernait, *sub regis imperio*, sous l'autorité du roi. L'unique seigneurie féodale fut, au dire des historiens espagnols, le comté de Portugal, que le roi Alphonse VI donna à son gendre, Henri de Lorraine, pour lui et ses successeurs. Comme on voit, Robertson et les écrivains qui l'ont suivi méconnaissent la véritable condition de l'ancien gouvernement castillan, lorsqu'ils l'assimilent, à tous égards, au gouvernement féodal.

A la fin du 11^{me} siècle, les victoires d'Alphonse VI, qui conquit sur les Maures Tolède, l'ancienne capitale des Goths, augmentèrent beaucoup la monarchie castillane. Pour repeupler les provinces désolées par la guerre, il fallait engager les hommes à se livrer aux travaux de l'agriculture et de l'industrie. Tel fut le but des *fueros*¹ ou franchises données aux villes et bourgs, qui se multiplient sous le règne d'Al-

1. *Fuero* vient de *forum*, l'orte, et dans un sens dérivé, coutume, usage devant un certain tribunal, dans une certaine localité.

phonse VI, bien que quelques fueros soient encore plus anciens. Par ces privilèges, les habitants d'une ville étaient autorisés à se réunir en assemblée, à former un Conseil pour les administrer, à élire leurs juges, à posséder des terres et d'autres revenus; ils payaient un impôt modéré au roi et devaient tous le service militaire en personne. Du reste, les fueros n'étaient point destinés à modifier la loi fondamentale du royaume, qui restait toujours le *fuero-juzgo*. Afin de mettre une limite aux immenses acquisitions des grands, Alphonse VI, dans la chartre qu'il donne aux anciens habitants de Tolède (musarabes), défend aux bourgeois de vendre aucune terre à un seigneur. Convaincues de l'utilité de cette loi, appelée la loi d'amortisation civile, les communes demandèrent, à diverses reprises, dans la suite, que l'on fît la main à son exécution, mais ce fut, semble-t-il, inutilement. Dans le même fuero de Tolède, on trouve mentionnée la loi d'amortisation ecclésiastique, qui défendait aux bourgeois de vendre des terres aux Églises et aux établissements ecclésiastiques. L'observation de cette loi eût préservé l'Espagne de maux encore plus grands que ceux qui résultèrent de l'inobservation de la loi d'amortisation civile.

Les discordes qui déchirèrent le royaume pendant le règne de dona Urraca, fille d'Alphonse VI, avaient jeté l'État dans un grand désordre; aucun frein ne pouvait plus contenir les nobles, toujours prêts à guerroyer entre eux et à opprimer, à l'aide de leurs hommes d'armes, les autres classes de la population. Les communes, afin de se mettre à l'abri de leurs entreprises, commencèrent à se confédérer ensemble, toutes s'engageant, par serment, à aller au secours du membre de la ligue qui serait attaqué ou lésé. Ces ligues, ou *confréries*, *hermandades*¹, se retrouvent presque partout

1. Hermandad, *germanada* veut dire confraternité.

au moyen-âge ; mais en Espagne, elles prétendaient avoir et pratiquèrent souvent le droit de se former et de se lever même contre le souverain ; c'est là un côté particulier du droit de la nation espagnole : l'insurrection consacrée comme manifestation juridique et légitime dans la constitution. On ne retrouve guère quelque chose de pareil que dans les *confédérations* de Pologne, où la minorité avait le droit de déclarer la guerre à la majorité. Les *hermandades* furent tellement en usage durant le 12^{me} siècle, qu'elles formaient une partie essentielle de la législation municipale, et qu'elles sont formellement reconnues dans une ordonnance royale rendue en 1235 ¹. Il est vrai que, dans le principe, le roi put favoriser cette institution comme un moyen à opposer aux violences des grands, qu'il n'aurait pu lui-même réprimer. Les *fueros* et les *hermandades* sont la transition à la représentation des communes dans les assemblées nationales, c'est-à-dire à la participation du tiers-état au gouvernement du royaume ; car il s'est écoulé un certain laps de temps entre la concession des *fueros* aux villes et l'admission de leurs députés aux cortès.

A peu près dans le même temps (1124), au milieu de circonstances bien faites pour y provoquer, un concile de Compostelle ordonna d'observer en Espagne *la paix de Dieu*, avec de grandes menaces contre ceux qui la violeraient.

Alphonse VII, fils de dona Urraca et du comte Raymond de Bourgogne, venu en Espagne avec Henri de Lorraine pour combattre les Maures au temps d'Alphonse VI, fut placé sur le trône du vivant même de sa mère, qui résigna en sa

1. « J'ordonne, dit le roi, aux jurats et aux alcades de chaque ville ou village de faire droit à tout plaignant suivant les *fueros* et les *hermandades*. »

faveur. Ce prince, qui prit le titre d'*Empereur*, parce qu'il réunit sous sa domination plus de royaumes qu'aucun de ses prédécesseurs, est incontestablement l'un des rois les plus éminents que la Castille ait possédé. Afin de mettre un terme aux troubles et aux abus qui régnaient depuis la mort de son aïeul, il convoqua les cortès générales à diverses reprises; les plus connues de ces assemblées furent celle de Palencia, en 1129, celle de Léon, en 1135, dans laquelle il fut couronné et sacré Empereur des Espagnes, et celle de Najera. De l'œuvre législatif de cette dernière, les compilateurs des *siècle partidas* ont retenu beaucoup de dispositions; *Marina* considère le fuero de Najera comme le premier code castillan qui puisse porter ce nom depuis le *fuero juzgo*. Dans l'opinion de ce savant, le prétendu *fuero de Castille*, ou fuero des *Hidalgos*, faussement attribué au comte Sancho Garcia, n'est qu'un extrait du fuero de Najera. — Par sa fermeté et sa politique, Alphonse VII remit dans l'obéissance les seigneurs rebelles et repoussa les attaques de son beau-père Alphonse-le-Batailleur, roi d'Aragon, et second mari de dona Urraca, qu'il obligea à se désister de ses injustes prétentions sur le royaume de Castille. Après avoir ainsi pacifié son royaume, Alphonse tourna son attention et ses armes contre les Maures, les battit à plusieurs reprises, prit Almeria, et poussa plusieurs fois ses expéditions jusqu'au cœur de l'Andalousie. Durant son règne, furent créés les ordres militaires de St-Jacques, d'Alcantara et de Calatrava, à l'instar de ceux que les Croisés avaient fondés en Palestine. Ces institutions eurent pour effet d'assouplir et de policer un peu l'esprit de farouche indépendance qui animait la noblesse espagnole; elles jouirent pendant longtemps de très-grandes richesses et d'une grande autorité.

A la mort d'Alphonse VII, la monarchie fut divisée entre

ses deux fils : Sanche-le-Désiré eut la Castille, et Fernand II le royaume de Léon ; à Sanche succéda, au bout d'un an seulement, son fils, Alphonse VIII, qui marcha sur les traces de son aïeul, et remporta sur la plus formidable armée que les Maures eussent eue depuis l'époque de la conquête, la célèbre victoire de *las navas de Tolosa*. On place généralement sous ce règne l'admission des députés des villes dans les cortès. Dans les cortès de Castille, réunies à l'occasion du mariage de Béraugelle, fille d'Alphonse, avec Conrad, fils de l'empereur Frédéric Barberousse, siégèrent des députés de quarante-huit villes et bourgs ; on trouve également les députés des villes dans les cortès de Léon de 1188 et dans ceux de Benavente, tenu l'an 1202. Il est prouvé par là que la date, fort remarquable, de la participation du tiers-état à la représentation nationale, a précédé sensiblement l'introduction du même droit en Allemagne, en Angleterre et surtout en France, où les communes ne jouirent d'une telle prérogative qu'environ un siècle plus tard. Dans l'origine, toutes les communautés créées par *fuero royal* paraissent avoir joui du droit d'envoyer des procurés aux cortès ; dans les seules cortès de Castille, lors de la réunion qui eut lieu à Burgos en 1345, on en comptait 192. Plus tard, le nombre des villes qui avaient droit à envoyer des députés fut fort restreint, comme nous le verrons.

Si le règne d'Alphonse IX, fils de Fernand II, de Léon, offre peu de faits remarquables pour l'histoire des institutions, il n'en est pas de même de celui de Fernand III. Ce prince, fils d'Alphonse IX, roi de Léon, et de Béraugelle, fille d'Alphonse VIII et héritière de Castille, réunit de nouveau sous son autorité les royaumes de Castille et de Léon ; comme son contemporain, saint Louis, il mérita le surnom de saint par ses vertus et sa parfaite loyauté, et poursuivit

glorieusement l'œuvre de la restauration espagnole, en enlevant successivement aux Maures Jaen, Cordoue, Séville, l'ancienne capitale des califes et Murcie ; de sorte qu'après avoir possédé toute l'Espagne, sauf les montagnes de Biscaye et des Asturies, au 13^{me} siècle déjà, l'islamisme se voyait renfermé dans les limites du beau royaume de Grenade, où il devait se maintenir encore pendant près de 300 ans.

Fernand III, esprit juste et prudent, comprit les améliorations que les institutions et les mœurs de son temps réclamaient, mais ne les effectua qu'autant que ses sujets lui parurent disposés à les supporter, et renonça à celles pour lesquelles le moment opportun n'était pas encore arrivé. Il posa une digue au développement imminent de la féodalité, alors répandue partout autour de ses États, en supprimant l'office des comtes, qui, autrefois, unissaient dans les provinces le pouvoir militaire et le pouvoir civil ; il confia l'autorité civile à des magistrats nommés, tantôt *adelantados*, tantôt *merinos mayores* ; ces magistrats étaient revêtus du droit de rendre la justice au nom du roi, mais en prenant l'avis des juges locaux, là où il y en avait, et à leur défaut, des juges nommés par le roi. Ces juges, pris ordinairement dans la classe des jurisconsultes depuis l'époque à laquelle nous sommes arrivés, portaient, comme les juges municipaux, le nom d'*alcades*, qu'ils ont dès-lors conservé¹.

On a dit que Fernand III rendit héréditaire la couronne de Castille, qui, jusqu'à lui, avait été une monarchie élec-

1. *Adelantado* signifie le *premier*, *merino* est un abrégé de *majorrino*, maire ; comme office, le *merino mayor* correspond exactement au grand bailli français. *Alcade* vient du terme arabe *radi*. Ce qui le prouve, c'est que le nom d'*alcade* n'a été donné aux juges que depuis la prise de Tolède ; auparavant, encore sous le règne d'Alphonse VI, ils avaient d'autres désignations, entr'autres celle de *pótestates*.

tive. Il n'en est pas tout-à-fait ainsi ; la monarchie castillane fut d'abord, comme celle des Wisigoths et toutes les monarchies germaniques, élective seulement dans ce sens que la nation ou ses représentants désignaient le successeur au trône ; mais dans la règle, on le choisissait dans la famille du roi défunt et parmi ses enfants mâles, s'il en laissait qui fussent en âge de monter sur le trône. Ordinairement, afin d'éviter des troubles dans l'État à la mort du prince régnant et d'assurer par avance la couronne au successeur présomptif, les rois de Castille, ainsi que cela avait lieu dans les autres royaumes fondés par les barbares, faisaient reconnaître leur héritier de leur vivant, par les représentants de la nation. La couronne n'était donc pas positivement élective ; depuis le commencement du 13^{me} siècle, sans qu'on puisse dire avec certitude et précision que ce soit depuis le règne de Fernand III, la coutume de l'hérédité parut assez enracinée, et l'ascendant du trône assez grand, pour qu'on se dispensât de faire désigner le successeur à la couronne du vivant du prince régnant. En un mot, l'idée de l'hérédité prit entièrement le dessus ; toutefois, conformément à l'antique usage, à la mort du roi, son successeur eut toujours soin de convoquer les cortès, afin que la nation reconnût et proclamât celui qui était appelé à monter sur le trône. On doit observer, en outre que, depuis Fernand III, il se rencontra plus d'une occasion dans lesquelles les cortès s'écartèrent, pour le choix du nouveau roi, des règles strictes du droit héréditaire.

Fernand III continua la politique adoptée par ses ancêtres, depuis Alphonse VI, en favorisant l'accroissement de l'influence des villes et de la classe moyenne dans le gouvernement, afin de faire, par elle, contre-poids au pouvoir et à l'ambition, plus redoutables, des grands et de l'Église. L'au-

torité royale s'était accrue par les qualités du prince ; les cortès marchaient d'accord avec elle, et la noblesse se montrait soumise pour la première fois. Alphonse X, qui fut appelé *Alphonse-le-Sage*, attribue lui-même à son père Ferdinand III la pensée de réformer les fueros, de faire disparaître les anomalies et les dispositions fâcheuses qu'ils pouvaient contenir, et de les fondre en un corps de législation plus approprié aux besoins d'une nation qui se développait rapidement et commençait à entrer en relations avec le reste de l'Europe. Cette pensée fut poursuivie avec persévérance par Alphonse-le-Sage et réalisée avec une intelligence fort remarquable pour l'époque dans laquelle ce vaste travail dut être exécuté. Le *fuero real* est comme un résumé des anciens fueros ; les *siète partidas*, ouvrage plus vaste, plus doctrinal, ont été comparées ingénieusement aux pandectes, dont le *fuero real* serait les institutes. Ces deux recueils, et quelques autres moins célèbres, sont l'œuvre essentielle du règne d'Alphonse X, et forment son principal titre aux yeux de la postérité ; aucun ouvrage de jurisprudence et de législation du moyen-âge n'est comparable, pour l'abondance, l'érudition et la hauteur de vues, aux *siète partidas*. La réforme législative d'Alphonse X était aussi appropriée aux circonstances de la nation, il y a lieu de le croire, puisqu'elle fut adoptée en entier peu après la mort de son auteur, et puisqu'elle est restée, dès-lors, le fonds de la législation espagnole. Toutefois, malgré les précautions qu'Alphonse prit pour l'introduire peu à peu, et pour attirer à elle les esprits de la nation, elle devint, pour son auteur, la cause d'amers chagrins. Le peuple espagnol, excessivement attaché à ses anciennes coutumes, voyait avec déplaisir et défiance un changement quelconque, dût-il être avantageux. La noblesse, qu'avait enrichie les conquêtes considérables des rè-

gues précédents, qui n'était plus occupée exclusivement à la guerre mauresque, et qui voyait une législation plus avancée mettre un terme aux privilèges abusifs qu'elle s'était arrogée, était toute disposée à tourner contre la couronne ses instincts turbulents. Don Sanche, le fils d'Alphonse X, se mit à la tête des mécontents. A la mort de son frère aîné Fernand de la Cerda, les cortès, assemblées à Ségovie, avaient proclamé Sanche héritier de la couronne, au préjudice des enfants de Fernand, contrairement à une disposition des *partidas* qui admettait la représentation dans les successions directes. Alphonse X avait consenti à cette décision ; mais il voulait, comme compensation, créer un apanage en faveur des enfants de son fils aîné. Don Sanche, irrité, et d'ailleurs impatient de régner, conspira, prodigua les promesses, et parvint à se faire proclamer gouverneur du royaume par des cortès séditeuses qui se réunirent à Valladolid en 1281. Pour maintenir son parti et satisfaire à ses engagements, Sanche fut obligé de partager entre les grands les domaines et les revenus de la couronne. Cette révolte funeste et déloyale eut pour effet, non-seulement d'arrêter les progrès des réformes entreprises et d'appauvrir l'État, mais d'introduire dans le gouvernement des abus jusqu'alors inconnus. Suivant le droit primitif, les biens de la couronne étaient inaliénables, et les gouvernements des provinces et des villes ne se donnaient *qu'en fief*, ce qui, en Espagne, voulait dire qu'ils se donnaient pour un temps déterminé. Les gouverneurs percevaient les revenus dans leur district et en distribuaient une partie à ceux qui faisaient le service militaire pour la défense du pays et à ceux qui administraient la justice dans les localités ; il n'existait alors d'autre juridiction que la juridiction royale et la juridiction ecclésiastique, encore celle-ci était-elle beaucoup moins étendue que dans les autres pays

de l'Europe, et qu'elle ne l'est devenue en Espagne dans la suite. Quant à la juridiction seigneuriale, elle se réduisait à la puissance *hérile*, c'est-à-dire au droit du propriétaire et du maître sur ses fermiers et ses serviteurs, droit plus ou moins étendu, selon les temps, les mœurs et les conventions particulières. On avait sans doute déjà vu avant don Sanche des exemples de gouvernements perpétués dans une même famille ¹ ; mais cet abus s'augmenta au point de devenir la règle ². Ainsi, la juridiction, qui était, par la constitution primitive de l'Espagne, uniquement royale, et qui revenait au trône à la mort de chaque feudataire, commença à être regardée comme seigneuriale et héréditaire, mais non pas, toutefois, sans réclamations répétées de la part des cortès. Il est curieux assurément de voir la juridiction féodale, ce côté le plus excessif de la féodalité, pénétrer en Espagne au moment même où elle commençait à être battue en brèche avec succès dans les pays voisins où elle avait régné, sans contestation, pendant trois ou quatre siècles.

Le malheureux Alphonse voulut punir l'ingratitude de son fils en le déshéritant au profit des enfants de don Fernand, ou, à leur défaut, du roi de France; mais ses sujets, qui l'avaient privé de son pouvoir dans sa vieillesse, ne prirent pas en considération une disposition testamentaire qui n'était du reste pas conforme aux lois du royaume, car la succession à la couronne d'Espagne n'avait jamais été envisagée comme une succession ordinaire dont le possesseur put disposer sans l'assentiment national.

1. Entr'autres dans la famille de Lara, dont la puissance rivalisa quelquefois avec celle des rois de Castille et dont le chef avait le privilège de parler le premier dans les cortès au nom de la noblesse.

2. *Sempere* assure que les revenus de la couronne furent réduits, sous Sanche, à 1,600,000 maravedis, tandis que les dépenses ordinaires s'élevaient à neuf millions.

L'époque d'Alphonse-le Sage est pour l'Espagne ce qu'est celle des Hohenstaufen pour l'Empire, celle de saint Louis pour la France, le point culminant de la civilisation issue directement du moyen-âge ; le moment où cette civilisation réalise les progrès qui lui appartiennent en propre. Les temps qui suivirent sont la transition, le plus souvent pénible et tourmentée, qui conduit à la civilisation moderne à travers la décadence des institutions d'un âge qui s'enfuit.

Alphonse-le-Sage avait, au temps de sa puissance, montré un grand zèle pour les sciences ; il avait appelé à la cour les savants de toutes les parties de l'Europe ; son père et lui furent les principaux fondateurs de l'université de Salamanque, et il encouragea par tous les moyens les progrès de l'instruction dans son royaume. — On sait qu'il fut élu empereur d'Allemagne par une partie des électeurs, tandis que l'autre lui opposait un prince de la maison régnante d'Angleterre, Richard de Cornouailles. Le roi d'Espagne avait accepté son élection dans l'espoir d'assurer à son pays cette grande influence extérieure qu'il obtint par la suite sous la domination de la maison d'Autriche ; mais, voyant combien il éprouverait de difficultés pour prendre possession de son titre, il eut la prudence de ne rien entreprendre dans ce but, et ne se rendit pas même dans le pays qui l'avait appelé à le gouverner.

Don Sanche, que ses qualités guerrières, alors appréciées au-dessus de toutes les autres, avaient fait surnommer par ses sujets *le Brave*, régna peu de temps depuis la mort de son père, mais assez pour manifester un caractère violent et sanguinaire qui dût faire regretter au peuple la révolte à laquelle il s'était laissé aller en sa faveur. Les communes, frustrées dans les magnifiques espérances qu'il leur avait fait concevoir, n'osèrent pas réclamer de son vivant, mais à sa mort elles se

hâtèrent de former une confédération étendue dans le but de se prêter appui réciproque contre le despotisme du roi et des grands.

D'un autre côté, une ligue formidable, composée des rois de France, d'Aragon et de Portugal, se forma pour soutenir les droits conférés à Alphonse de la Cerda par le testament de son aïeul; le triomphe de cette ligue, à laquelle avaient accédé l'infant don Juan, frère de Sanche et les puissantes familles des Haro et des Lara, parut un moment assuré; mais l'énergie et la prudente conduite de dona Maria, mère du jeune Fernand IV, à qui les cortès avaient confié la régence, conserva la couronne au fils de Sanche, dont la mort prématurée amena une nouvelle régence et de nouvelles dissensions.

L'époque qui sépare le règne d'Alphonse-le-Sage de celui d'Alphonse XI, fils de Fernand IV, est l'une des plus malheureuses dans l'histoire d'Espagne : l'anarchie, une guerre civile du caractère le plus sanguinaire, des dépradations et des violences de toutes espèces : la noblesse dépouillant les habitants des villes, les villes opprimant les campagnes, les campagnes se soulevant contre leurs oppresseurs, qu'ils pillent et massacrent à leur tour; la justice impuissante, la sécurité personnelle nulle; tel est le tableau que présente la société. — Les Hermandades et les réunions des cortès se multipliaient pour y porter remède, mais inutilement.

Alphonse XI, par sa fermeté, par la sévérité qu'il déploya en châtiant les révoltés, rendit la paix à son royaume, puis il s'empessa de détourner les esprits des révolutions politiques en recommençant la guerre contre les Maures. Le roi de Grenade avait reçu le secours d'une formidable armée d'Afrique : Alphonse en triompha dans la bataille *del Salado*,

ce qui lui valut une haute réputation militaire et affermit tout-à-fait son pouvoir. Une nouvelle conspiration en faveur d'Alonzo de la Cerda, une nouvelle révolte des Haro et des Lara furent successivement réprimées. Les fueros, les confédérations et les cortès ne suffisaient pas pour assurer la tranquillité du royaume, l'autorité royale devait se consolider en étouffant la discorde qu'un gouvernement trop faible avait laissé engendrer.

Les lois réformatrices d'Alphonse-le-Sage lui avaient coûté le pouvoir lorsqu'il avait voulu les introduire, et dès-lors elles avaient été rejetées par la nation, comme n'ayant point reçu la sanction des cortès. Alphonse XI, convaincu de la nécessité d'une législation moins imparfaite et embarrassée que celles des fueros, promulgua solennellement les *siete partidas* dans les cortès d'Alcala, en 1348, toutefois en les corrigeant sur quelques points. L'ordonnance d'Alcala et les *siete partidas* devinrent alors la base sur laquelle repose encore aujourd'hui la jurisprudence espagnole. Il est vrai que l'ordonnance d'Alcala ne met le code des *siete partidas* en vigueur que comme loi supplétoire, après les ordonnances et les fueros; mais la doctrine de ce code étant plus conforme à la jurisprudence enseignée dans les universités, c'est-à-dire au droit romain et au droit canonique, les opinions des *partidas* et même celles des commentateurs ultra-pyrénéens obtenaient ordinairement la préférence dans la pratique des tribunaux.

Pierre le Cruel suivit d'abord les traces de son père en s'occupant activement de faire régner la justice dans son royaume, mais ses passions violentes et les crimes qu'elles lui firent commettre soulevèrent ensuite ses sujets contre lui. Son frère bâtard, Henri de Transtamare, brûlant de venger la mort de sa mère, leva contre lui l'étendard de la révolte,

et, à l'aide de Duguesclin, s'empara du trône après une sanglante lutte, terminée par un fratricide.

Dans cette nouvelle guerre civile, la Castille dut subir tour à tour la loi des Français, alliés de Transtamare, et celle du fameux prince Noir, allié de don Pedre, elle apprit par là quels risques peut courir l'indépendance d'une nation divisée contre elle-même. Après la mort de son frère, Henri II eut encore à disputer son trône contre le duc de Lancastre, qui soutenait les droits de sa femme Constance, fille aînée de Pierre-le-Cruel et de Maria Padilla que les cortès avaient proclamée héritière légitime du royaume du vivant de son père; ce prince fut donc forcé de chercher à suppléer par la popularité à l'incertitude de ses droits. Pour se concilier d'avantage son parti, il se montra si libéral de faveurs que le nom d'*enriquénès* devint en Espagne un synonyme de prodigalités. Pendant que la lutte des deux frères durait encore, les villes, encouragées par les services qu'elles lui avaient rendus et qu'elles pouvaient lui rendre encore, demandèrent à Henri II l'admission dans son conseil de douze citoyens tirés de leur sein. Henri promit de satisfaire à cette demande; mais, lorsqu'en 1371 les cortès de *Toro* demandèrent au roi de tenir sa promesse, celui-ci se borna à répondre qu'il venait de créer le tribunal supérieur appelé l'*Audience*, et que les membres de ce corps, qui étaient des légistes, feraient partie du conseil. Ce n'était pas là ce que les communes avaient demandé. Le tribunal de l'audience devint un des plus fermes appuis de l'autorité royale; son institution fut aussi le premier pas fait en Espagne dans la voie de la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire; auparavant, le Conseil du roi traitait également les questions d'administration et de politique et les questions litigieuses que les parties portaient devant le roi par appel, ou qui arrivaient à lui directement.

Au commencement du règne de Juan I^{er}, fils de Henri II, les villes royales fleurissaient plus que jamais sous leurs privilèges municipaux, mais les villes seigneuriales gémissaient encore sous l'oppression. Les plaintes des cortès de Valladolid, de 1385, donnent un aperçu du despotisme qu'exerçaient les seigneurs et des remèdes que le roi chercha à y apporter. Le tiers-état obtint aussi de ce prince ce que son père lui avait promis, puis refusé, l'admission dans le conseil de douze députés, dont quatre de chaque ordre, désignés par les cortès. Marina pense que ce fut là l'origine de la députation permanente des cortès, institution qui s'est conservée jusqu'aujourd'hui. Cette opinion a été contestée par d'autres écrivains, je ne comprends pas trop pour quels motifs¹.

Le tiers-état, non content d'avoir obtenu le privilège important d'être admis dans le conseil où se traitait tout ce qui concernait le gouvernement du royaume, sauf la justice réservée au tribunal de l'audience, voulut tenter d'en exclure les grands. Il en fit la demande formelle aux cortès de Briviesca; mais cette demande fut positivement repoussée. Jamais cependant les communes ne jouirent d'autant d'influence qu'au temps de Juan I^{er}, car la junte de régence établie par ce prince pour la minorité de son fils Henri III était composée des deux archevêques de Tolède et de Saint-Jacques de Compostelle, chefs du clergé, du grand-maitre de Calatrava, de trois seigneurs et de six députés choisis par les villes de Burgos, Tolède, Léon, Séville, Cordoue et Murcie. C'était la première et ce fut la dernière fois que le tiers-

1. Selon Marina, une commission, composée de chevaliers choisis dans les diverses provinces, fut adjointe au Conseil déjà sous la régence de dona Maria de Molina, mère de Ferdinand IV.

état prit une telle place aux conseils de régence : le règne de Henri III, qui avait vu cet ordre à son plus haut degré de considération et d'influence, commença de voir son déclin. Sous le règne de Henri III, les cortès cessèrent déjà de contrôler les dépenses avec autant de sévérité ; elles allèrent même jusqu'à donner au gouvernement la faculté de consentir des emprunts sans leur autorisation. Dans le conseil de régence établi par ce prince pour la minorité de son fils Juan II, les députés des communes ne furent plus admis. Le long règne de Juan II est pour la Castille une époque de décadence ; ce roi, faible et toujours dominé par son entourage, fut l'instrument et le jouet, d'abord de ses cousins les infants d'Aragon, puis de son favori, le fameux Alvarès de Luna, qui du moins suppléait par ses talents et sa valeur au peu de mérite de son maître, mais qui donna l'exemple d'un gouvernement de cour peu soucieux des vœux de la nation. Il paraît qu'il alla jusqu'à forcer les villes à élire pour députés aux cortès les personnes qui lui convenaient. Sur la fin de sa vie, Juan laissa sa jeune épouse, Isabelle de Portugal, se liquer avec les ennemis de l'orgueilleux favori. On le fit mettre à mort en suite d'un jugement d'une équité fort contestable ; mais le roi ne reprit pas pour cela possession de sa volonté ; il survécut, du reste, peu de temps à cette catastrophe, laissant sa couronne à un fils qui s'en montra plus indigne encore. Sous le règne de Juan II, la Castille était un État puissant et respecté, quoique divisé et mal gouverné ; sous Henri IV, elle marcha rapidement à la décadence la plus complète. Il ne fallait rien moins que le règne glorieux des rois catholiques, Isabelle de Castille et Fernand d'Aragon, pour la sauver. Durant les deux derniers règnes dont on vient de parler, les cortès étaient devenues impuissantes par le concours de diverses circonstances : D'abord, et principa-

lement, tout porte à le supposer, la jalousie des deux premiers ordres de l'État, la noblesse et le clergé, qui, voyant les communes exercer la principale influence, se retirèrent de la représentation nationale pour employer d'autant plus leur influence auprès du gouvernement de la cour. Les historiens signalent en outre, à cette époque, une diminution notable dans le nombre des villes qui députaient aux cortès. Sous Juan II, il fut établi que le gouvernement indemniserait les députés, qui jusqu'alors l'avaient été par les conseils municipaux. Cette malheureuse mesure parut autoriser le gouvernement à réduire le nombre des communes convoquées; quelques-unes réclamèrent, mais le plus grand nombre n'en fit rien, car le droit d'envoyer des députés à une assemblée dont l'autorité avait beaucoup baissé et qui ne pouvait pas guérir les maux de la patrie paraissait, à leurs yeux, une charge plutôt qu'un privilège. L'Espagne eut à se repentir de ce moment de découragement. Sous le règne de Henri IV, le nombre des villes qui envoyaient aux cortès se trouve déjà réduit à dix-huit¹. Les autres communes donnaient mandat aux députés des villes qui avaient conservé leur droit de représentation. Dans la suite, lorsque quelques cités réclamèrent auprès de la Couronne afin de rentrer dans les droits dont elles avaient joui autrefois et voulurent envoyer de nouveau des députés, elles rencontrèrent, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, la principale opposition précisément chez les députés des villes privilégiées.

L'histoire d'Espagne n'offre pas d'exemple d'un règne plus

1. Ces dix-huit villes privilégiées sont Burgos, Tolède, Léon, Séville, Cordoue, Murcie, Jaen, Zamora, Ségovie, Avila, Salamanque, Cuença, Toro, Valladolid, Soria, Madrid, Guadalupe et Grenade. Palencia recouvra son droit plus tard au prix d'une somme d'argent.

malheureux et plus agité que celui de Henri IV. Ses sujets, indignés de la conduite de leur roi, se révoltèrent fréquemment. On en vint même à le déposer pour élire, à sa place, son frère don Alphonse; celui-ci étant mort peu après, la nation voulut couronner sa sœur Isabelle, qui fut depuis reine et femme de Fernand d'Aragon. Isabelle refusa, et se borna à accepter la succession au trône au préjudice de Jeanne, fille présomptive du roi, mais que l'opinion publique disait être le fruit de l'adultère.

Henri IV imita l'exemple d'Alvarès de Luna en exigeant des villes qu'elles nommassent les députés qui lui convenait. Les cortès de Cordoue (1455) lui en firent⁹ des remontrances auxquelles il promit de faire droit; mais il n'en continua pas moins à agir de la même manière lorsqu'il en eut le pouvoir.

Sous Juan II, une députation des cortès assistait encore aux séances du conseil royal, mais il paraît qu'elle fut réduite à deux membres seulement. Henri IV, qui ne voulait pas de censeurs, s'efforça toujours de composer son conseil au gré de son seul caprice. Plusieurs fois cette prétention souleva de vives réclamations; l'assemblée de Medina Campo de l'an 1465 prit à ce sujet des mesures très-énergiques, et alla jusqu'à nommer elle-même tous les membres du conseil du roi; mais le roi, si faible et inconstant qu'il fût à l'ordinaire, montra une énergie toute particulière pour résister à cette mesure. Les cortès d'Ocagna de 1469 revinrent sur le même sujet, mais la guerre civile qui éclata en suite des efforts du roi pour faire restituer le droit de succession au trône à sa fille Jeanne, empêcha l'établissement du conseil royal de la façon que réclamaient les cortès.

Puisque nous sommes parvenus au moment de la réunion

de la Castille et de l'Aragon, ce sera le lieu de jeter aussi un coup d'œil sur la constitution de ce dernier royaume.

Les origines de la monarchie navarro-aragonaise sont un des sujets les plus obscurs de l'histoire d'Espagne. Peu de temps après la conquête arabe et vers l'époque de la défaite des Francs à Roncevaux, les Basques des Pyrénées orientales élurent, dit-on, pour leur chef et leur premier roi. Inigo Arista, et, selon les historiens aragonais, le fuero de Sobrarbe, germe de la constitution nationale, aurait été composé à l'époque de cette élection. Des écrivains espagnols d'un mérite incontestable, tels que Sempère, ont considéré cette tradition comme une fable; selon une opinion intermédiaire, à laquelle je serais disposé à accéder, le fuero de Sobrarbe a réellement existé, mais ne fut rédigé que vers la fin du 11^e siècle, sous le règne de don Sancho Ramirez. On trouve une preuve assez solide en faveur de cette version dans le préambule même du fuero, où il est dit que le pape Grégoire VII, contemporain et ami de Sancho Ramirez, fut consulté au sujet de sa rédaction. Du reste, il est hors de doute que le texte que l'on possède de ce fuero n'est pas et ne peut pas être le texte primitif.

Le fuero de Sobrarbe était un recueil de lois agraires et militaires appropriées à l'état d'une nation pauvre et guerrière; il fut concédé par Alphonse-le-Batailleur à plusieurs bourgades de Navarre, et devint général dans les vallées des Pyrénées. L'Aragon, qui se réduisait encore à quelques cantons des montagnes, se réunit à la Navarre sous Sancho Ramirez. Alphonse-le-Batailleur conquit Saragosse sur les Maures et en fit sa capitale. A sa mort, il légua son royaume aux Templiers et aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem; mais les cortès ne sanctionnèrent pas cet acte et élurent le frère d'Alphonse, don Ramirez-le-moine. Les Navarrais, de

leur côté, firent roi Garcia-Ramirez et se séparèrent de l'Aragon. Peu de temps après, Ramirez-le-moine étant mort, sa fille Pétronille épousa Raimond-Béranger, comte de Barcelonne ; ce mariage eut pour conséquence la réunion de l'Aragon et de la Catalogne ou marche d'Espagne, qui, après avoir fait partie de l'empire franc, était devenue un fief indépendant. Pierre II, petit-fils de Raimond-Béranger et de Pétronille, se trouva, par ses possessions des deux côtés des Pyrénées, maître d'un royaume assez considérable, pour lequel il consentit à prêter hommage au pape Innocent III. Bien que très-attaché à l'Église catholique, comme le prouve cet acte de sa part, Pierre II n'approuvait pas les persécutions religieuses. Ce vaillant prince mourut dans une bataille contre Simon de Montfort, le persécuteur des Albigeois.

Jaime ou Jacques I^{er} fut un des plus éminents rois qu'ait eus l'Aragon ; il rivalisait de mérite avec Ferdinand-le-Saint et Alphonse-le-Sage, ses contemporains. Grand capitaine comme le premier, il conquit sur les Maures le royaume de Valence et les îles Baléares, et se distingua dans plus de trente batailles ; lettré et ami des sciences comme l'auteur des *siete partidas*, il favorisa l'instruction publique dans ses États et réforma, dans les cortès de Huesca, les antiques fueros de l'Aragon. Il est à regretter qu'il ait cru devoir répartir ses conquêtes entre ses enfants comme des acquêts dont il était libre de disposer ; car par là il affaiblit son royaume et l'exposa dans la suite à de cruelles dissensions.

Avec Jacques I^{er}, qui fut surnommé *le Conquérant*, le royaume d'Aragon atteint la plénitude de son développement. La Navarre, à la mort de Sanche-le-Fort, avait élu pour son roi Thibaut, comte de Champagne, mari d'une sœur du défunt, et dès-lors elle forma un état indépendant, toujours plus ou moins ballotté entre l'Espagne et la France. Juan III d'Aragon, qui

avait épousé Blanche, petite-fille de Charles-le-Mauvais, réunit de nouveau pendant quelque temps la Navarre à ses possessions; il fut accusé d'avoir fait mourir dans ce but son propre fils, Charles de Viana. Un mariage fit rentrer la Navarre pour quelque temps dans la maison française d'Albut, puis elle fut incorporée de nouveau à l'Espagne par Ferdinand-le-Catholique.

Sous le règne du fils de Jacques-le-Conquérant, Pierre III, et de son petit-fils Alphonse III, l'Aragon tint dans l'histoire de l'Europe une place plus considérable qu'on n'aurait pu l'attendre de la grandeur de cet État, ensuite de la révolution connue sous le nom de *Vépres siciliennes* qui arracha la Sicile à Charles d'Anjou pour la livrer aux princes d'Aragon. Cet événement donna lieu à de longues guerres, où l'Aragon, pressé entre ses deux puissants voisins, la France et la Castille, fut souvent réduit à de dures extrémités. Enfin la fortune décida en faveur des Aragonnais, et Alphonse V, dit *le Magnanime*, régna en même temps sur l'Aragon et le royaume des Deux-Siciles. Ce prince distingué vécut presque toujours à Naples, qu'il avait conquis, laissant le gouvernement de ses États héréditaires à un frère qui lui succéda sous le nom de Juan III. Ce prince, connu surtout par l'injuste persécution qu'il fit éprouver aux enfants de sa première femme à l'occasion de la Navarre, laissa l'Aragon à Ferdinand, son second fils, qui, par son mariage avec Isabelle de Castille, opéra la réunion des deux couronnes.

Les cortès d'Aragon n'étaient pas composées seulement de trois ordres ou bras, comme ceux de Castille; ils en comprenaient quatre, savoir : la haute noblesse, les *ricos-hombres*; la noblesse de seconde classe, les *caballeros* (chevaliers) ou *infanzones*, qui correspondent aux *hidalgos* de Castille, l'État ecclésiastique et les députés des communes.

Les ricos-hombres ou barons paraissent avoir joui, dans le principe, soit en Navarre, soit en Aragon, d'une juridiction héréditaire, ainsi que l'indique le terme d'*honneur* par lequel on désignait leur fief; cette juridiction leur fut ôtée dans la suite, pour être remise au grand justicier dont nous parlerons tout-à-l'heure. Ils ne portèrent pas, comme dans d'autres pays, les titres pompeux de ducs, comtes ou marquis; le premier seigneur aragonnais, non membre de la famille royale, qui ait porté un tel titre, fut don Lope de Luna, créé comte de ce nom en 1348, sous le règne de Pierre IV, le *Cérémonieux*. Néanmoins, les ricos-hombres jouissaient de droits étendus et d'une grande considération, puisqu'Alphonse III avait coutume de dire qu'il y avait en Aragon autant de rois que de ricos-hombres. Les chefs de famille appartenant à cette classe siégeaient de droit dans les cortès.

La noblesse de seconde classe concourait à la représentation nationale par un nombre déterminé de députés qui représentaient l'ordre entier.

Les ecclésiastiques ne formèrent un bras que depuis le 14^{me} siècle; auparavant quelques évêques avaient pris part au gouvernement, mais en leur qualité de seigneurs temporels. On trouve dans ce fait la preuve que les Basques, fondateurs de la monarchie, ne suivaient pas au temps de la conquête arabe les lois des Wisigoths, car s'ils les avaient suivies le haut clergé aurait eu dès l'origine une part principale dans le gouvernement, ainsi qu'on le voit en Castille.

En ce qui concerne le quatrième bras, celui des *procuradores*, on ignore l'époque précise à laquelle il a commencé à prendre part au gouvernement. Des écrivains aragonnais ont supposé que cela eut lieu dès l'origine de la monarchie, mais ils commettent une erreur manifeste. D'autres fixent cette date au moment où Sancho Ramirez convoqua les

ricos-hombres et les *hombres buenos* pour concilier entr'eux les fueros des populations auxquelles il commandait. La part que quelques personnes, désignées par leur expérience, auraient pris à la rédaction d'une coutume, ne prouve pas implicitement la présence de députés des villes aux cortès; ce qui est certain, c'est qu'ils y avaient séance sous le règne de Jaques-le-Conquérant, prince dont la politique fut toujours de favoriser le tiers-état pour contenir la noblesse. Dans cette hypothèse, l'apparition des députés des communes daterait du milieu du 12^{me} siècle et serait contemporaine ou peu antérieure à celle du tiers-état dans les cortès de Castille. Toutes les cités du royaume n'envoyaient pas des députés, et celles qui en envoyaient n'en avaient pas toutes le même nombre: au cortès de 1325 assistèrent 13 ecclésiastiques, 18 *ricos-hombres*, 20 *caballeros* et 70 députés des villes, parmi lesquels Saragosse seule comptait 9 députés. Calatayud 6, Huesca 4.

Il fut établi par le privilège général de Jaques III que les cortès auraient lieu chaque année; mais en 1307 on décida que leur convocation régulière n'aurait lieu que tous les deux ans.

Chaque bras délibérait à part et la minorité y avait le droit de *veto*, à peu près comme dans la constitution de Pologne.

Les cortès, après leur séparation, laissaient en permanence à Saragosse une députation chargée de veiller à l'observation des fueros et des lois du pays; elle était composée de deux députés de chacun des quatre bras. Cette institution ne fut adoptée en Castille que beaucoup plus tard, et n'exerça en aucun temps la même action. Argensola donne aux membres de la députation permanente le nom de *procuratores intercomiciales*; une de leurs prérogatives était de convoquer

extraordinairement les cortès lorsqu'ils le jugeaient nécessaire.

L'usage des confédérations était encore plus fortement enraciné en Aragon qu'en Castille; ces associations armées pour la défense de la liberté portaient ici le nom d'*Unions*. Zurita rapporte que dès le commencement du royaume d'Aragon, les communes, ainsi que les grands et les nobles, avaient conservé le droit de s'assembler et de s'unir pour résister à la tyrannie, si les rois venaient à abuser de leur pouvoir pour opprimer la liberté des citoyens. Les unions furent continuelles de Pierre III à Pierre IV, de la fin du 13^{me} au milieu du 14^{me} siècle; ce dernier prince, après avoir soutenu contre elles des guerres acharnées, réussit à persuader aux Aragonnais de renoncer à une coutume qui avait coûté tant de sang à la nation. Cette résolution fut prise aux cortès de Saragosse de 1348. D'un commun accord, les cortès et le roi compensèrent l'abolition du privilège de l'union en augmentant les attributions et le pouvoir du justicier.

L'institution du justicier d'Aragon est particulière à ce pays : on chercherait vainement son analogue dans d'autres États du moyen-âge; elle offrirait plutôt quelque ressemblance, ainsi que l'observe Robertson, avec les éphores de Sparte, ou encore avec les tribuns romains; car le justicier était d'un côté le protecteur des droits du peuple, de l'autre le surveillant des rois; sa puissance et sa juridiction étaient presque illimitées et sa personne inviolable. Dans les cas douteux, non-seulement les juges inférieurs, mais le roi lui-même, lui demandaient son avis et le suivaient exactement; on pouvait appeler à lui de tous les tribunaux quelconques du royaume, et le justicier pouvait, en tout temps, évoquer une affaire à lui, soit de son chef, soit sur la demande d'une partie; une telle demande était appelée *manifestation*.

Le justicier avait le devoir d'examiner tous les édits rendus par le roi, le droit de décider s'ils étaient conformes ou non à la constitution et si l'on devait s'y conformer; il pouvait dispenser de payer un impôt qu'il avait jugé illégal; il pouvait exclure de sa place un ministre d'État et le mettre en jugement, et ne devait compte de ses décisions qu'aux cortès; il jugeait les différends du roi avec les cortès ou avec les seigneurs; ceux des seigneurs avec leurs vassaux; ceux du fisc avec les particuliers: il garantissait la liberté des citoyens par un acte appelé *firma de derecho*, assez semblable à ce qu'on appelle en Angleterre « *habeas corpus*. » On vit rarement une aussi considérable autorité laissée à un seul magistrat: c'était comme une espèce de démembrement de l'autorité royale admis dans l'intérêt de la liberté.

Lorsque le roi était couronné, le justicier le saluait en ces termes au nom de la fière noblesse d'Aragon: « Nous, qui » valons autant que toi, et qui, réunis, sommes plus puissants » que toi, nous promettons obéissance à ton gouvernement » si tu respectes nos droits et nos libertés, sinon non. » On a élevé des doutes sur l'authenticité de cette fameuse formule, mais ils ne sont pas fondés.

Dans les cérémonies publiques, le justicier d'Aragon allait avant le roi; dans les réunions solennelles des cortès, il était placé comme le roi au centre, mais sur un siège moins élevé; le clergé était à leur droite, les deux bras de la noblesse à gauche, les procurés des communes étaient assis en face.

Le justicier était nommé par le roi, à vie; on le choisissait dans la classe des caballeros; un ricos-hombres eût été, disait-on, moins facilement rendu responsable de ses actes; un homme du peuple n'eût pas inspiré, par sa personne, assez de considération aux nobles qu'il devait juger.

Nous avons dit que lors de l'abolition du privilège de l'union par Pèdre-le-Cérémonieux, les privilèges du justicier avaient été augmentés; c'est ce qui explique pourquoi les écrivains du 16^me siècle donnent du pouvoir du justicier d'Aragon une idée bien plus grande que ceux du 13^me ¹. On conçoit, en effet, que les rois, voyant que l'indépendance innée des Aragonnais ne leur laisserait jamais qu'une autorité limitée, aient préféré mettre entre eux et leurs sujets un médiateur à la justice duquel chaque partie pouvait se rapporter. Les justiciers d'Aragon se montrèrent, en général, et jusqu'à la fin, dignes de la confiance qu'on avait placée en

1. On trouve dans Don Vidal de Canellas, évêque d'Huesca, collecteur des fueros d'Aragon au 13^me siècle, l'institution du justicier, telle qu'elle exista sans doute dans le principe. « Toute justice émane du roi », dit cet auteur, « et la juridiction est tellement attachée à la royauté qu'il n'y a que celle-ci qui ait le droit de créer et de destituer les juges; le grand juge d'Aragon est de ce nombre, mais une fois nommé, ce magistrat ne peut être destitué que sur des raisons justes et pour des fautes très-graves. Ses fonctions consistent à suivre la cour et à instruire les procès; aussitôt qu'ils sont en état d'être jugés, le roi, après avoir entendu l'avis des barons ou des ricos-hombres qui se trouvent pour lors à sa cour, délibère avec eux sur ce qu'il faut décréter. Le grand juge ne prononce donc d'autre arrêt que celui qui lui a été communiqué par le roi, d'accord avec les barons, et n'a pas lieu d'être en peine de sa déclaration, puisqu'elle n'est émanée que des personnes à qui il faut qu'il obéisse. » La description de Canellas nous montre dans le justicier un office analogue à celui des comtes palatins de l'époque carlovingienne, et dans le roi réuni à ses barons pour rendre la justice, la cour féodale telle qu'on la retrouve partout; mais faut-il conclure de son témoignage que celui des nombreux écrivains postérieurs doit être mis de côté comme suspect, et traiter de fable les détails si précis dans lesquels ils sont entrés au sujet de l'institution du justicier? Un tel scepticisme nous paraîtrait sortir des bornes d'une juste et saine critique.

eux, tant par leur courage que par l'équité de leurs jugements.

En comparant l'ancienne constitution de la Castille avec celle de l'Aragon, on voit que dans la première la prérogative royale était incontestablement moins limitée. Robertson, dans son introduction à l'histoire de Charles-Quint, a déjà remarqué que la forme du gouvernement de l'Aragon était monarchique, mais que son caractère et ses maximes étaient plutôt républicaines.

Il s'en faut toutefois beaucoup que la puissance royale fût insignifiante dans l'Aragon et que les libertés castillanes fussent sans importance. Les formes politiques des deux États se ressemblent, sauf dans quelques points spéciaux; les droits de la couronne et ceux de la nation se tempèrent réciproquement aussi bien dans l'un que dans l'autre; mais en Castille les tendances sont monarchiques, et dans l'Aragon les tendances sembleraient plutôt républicaines. Cette différence dans l'esprit des deux souches principales de la nation espagnole est sensible encore de nos jours.

Sous le rapport du droit, les formes et les attributions de la représentation nationale, au premier coup-d'œil, ne diffèrent pas beaucoup de celles de la France; il est même à supposer qu'il y eut des unes aux autres réciprocity d'influence; les droits des cortès paraissent cependant plus étendus, plus fixes et surtout mieux déterminés. La représentation des communes dans les cortès est non-seulement plus ancienne mais aussi plus influente, plus considérée. La convocation des cortès soit en Castille, soit dans l'Aragon, dépendait moins uniquement de la volonté ou des besoins de la couronne. Ainsi, certains événements solennels dans l'état, tels que l'avènement d'un nouveau monarque, l'institution d'une régence ou sa cessation, des modifications à

apporter dans l'ordre de successibilité à la couronne, ou des stipulations matrimoniales pouvant influencer sur cette succession, entraînaient nécessairement la convocation des cortès.

Les États-généraux français eurent, comme les cortès espagnoles, le droit exclusif de voter des subsides, mais ils exercèrent moins régulièrement le droit d'en surveiller l'emploi. Nous avons vu qu'ils n'eurent jamais dans la règle l'exercice du pouvoir législatif. En Espagne, au contraire, de nombreux exemples attestent qu'une loi, qui n'avait pas été rendue avec le concours des cortès, n'était pas considérée comme absolument obligatoire, et que le roi ne pouvait de son chef révoquer une disposition législative à laquelle avaient concouru les cortès. Enfin, en Espagne, des prescriptions sévères étaient destinées à assurer l'indépendance et l'inviolabilité personnelle des députés de la nation.

Toutes ces libertés périrent à peu près dans le même temps en Espagne, et lorsque cela se passait, les libertés nationales périssaient aussi dans le reste de l'Europe continentale.

Fernand et Isabelle commencèrent l'œuvre par l'astuce et la diplomatie. Ximénès, ce Richelieu de l'Espagne, la continua ; Charles-Quint et Philippe II l'achevèrent par l'abus de l'immense autorité que les circonstances avaient placées dans leurs mains. Les communes résistèrent avec énergie, mais la dernière hermandade de Castille fut vaincue à Villalar par les ministres de Charles-Quint. Les privilèges de l'Aragon périrent sur l'échafaud dressé par Philippe II pour le justicier Juan de Lanuza. Le conseil de Castille, composé de juristes, eut pour les libertés publiques le même mépris que cette classe leur a montré partout à l'époque de la renaissance ; les grands se soumirent avec plus de facilité qu'ailleurs au despotisme de la dynastie autrichienne.

Aucun peuple n'avait été plus formellement divisé que l'Espagne au moyen-âge, et n'avait été en même temps plus substantiellement uni ; aucun peuple, non plus, n'avait joui de plus de libertés ; mais les Maures vaincus, il manqua à l'Espagne le motif qui la tenait unie, et une union formelle précéda le despotisme de peu de jours. Comme le navire qui a reçu une puissante impulsion marche encore après que cette impulsion ne se fait plus sentir, de même l'Espagne, après la perte de ses libertés, fournit encore une brillante carrière. Sous des souverains absolus elle accomplit, par l'énergie que la liberté avait créée en elle, de fort grandes choses ; pacifiée au dedans, elle s'ouvrit avec éclat de vastes champs d'activité lointaine.

Le soleil ne se couchait pas dans les États de la monarchie espagnole, mais le soleil de la liberté ne la réchauffait plus. Après avoir brillé au premier rang, cette valeureuse nation descendit rapidement au rang des États secondaires, d'autant plus déchue qu'elle avait été plus florissante, d'autant plus esclave qu'elle avait été plus affranchie, d'autant plus misérable avec tout l'or des Indes en monopole, qu'elle avait été plus riche par les fruits du travail protégé par la liberté !



DIXIÈME SÉANCE GÉNÉRALE

(DU 24 AOÛT 1858)

Présidence de M. le Professeur Charles VOGT.



La séance est ouverte à 3 ¹/₄ heures par M. le Président, qui donne la parole à M. le Secrétaire général, pour la lecture du procès-verbal de la dernière séance. Ce procès-verbal est adopté sans discussion. Le Secrétaire général lit ensuite le rapport suivant sur les travaux de l'Institut :

Messieurs et très-honorés Collègues,

Cette séance générale est consacrée, aux termes de notre Règlement, à la proclamation des prix décernés à la suite des concours ouverts par les Sections de l'Institut, à l'éloge des membres décédés dans le courant de l'année, et à des lectures diverses. Le rapport sur le concours ouvert par la Section de Littérature, prouvera l'heureuse réussite de cette épreuve, destinée à donner une nouvelle ère et des encouragements à la culture des lettres dans notre pays.

La Section des Sciences morales et politiques n'a pas si bien réussi. Elle n'a reçu aucun mémoire, digne d'être couronné, sur les questions qu'elle avait mises au concours. Elle se borne donc à le proroger jusqu'au 15 Avril 1859, en rappelant ici les deux sujets du concours.

1° Examiner quelle a été la participation du peuple dans

l'élection des anciens évêques de Genève, aux diverses époques de l'histoire, en insistant sur les rapports réciproques des pouvoirs publics dans cette ville pendant le moyen-âge.

2° Déterminer quelle a été et quelle sera l'influence des péages fédéraux en Suisse, au point de vue de la liberté commerciale.

Les membres que nous avons perdus appartenant à la Section d'Industrie et d'Agriculture, M. le Président de cette Section voudra bien prononcer leur éloge.

L'Institut genevois a continué d'entretenir les meilleurs rapports avec les diverses Sociétés scientifiques de la Suisse et de l'étranger. Il s'est associé des correspondants d'un mérite distingué. Il a reçu une invitation pour se faire représenter à Bruxelles, au Congrès de la propriété littéraire et artistique, qui se réunira dans cette ville le 27 Septembre de cette année. Vous aurez à examiner, Messieurs, si, dans la position particulière où se trouve notre Canton à l'égard de cette question internationale, l'envoi d'une telle députation est nécessaire.

L'Institut a reçu de même des invitations pour assister à la session de la Société d'Histoire savoisiennne, qui se tiendra à Aix-les-Bains le 2 Septembre, et à la session de la Société d'Histoire suisse, qui se réunira à Solenre les 6 et 7 Septembre prochain.

Votre Section d'Agriculture et d'Industrie a décidé de se faire représenter par une délégation au concours d'agriculture qui aura lieu la semaine prochaine au Bois-Bougy, près de Nyon. De son côté, cette même Section a décidé l'établissement d'une exposition cantonale des produits agricoles, qui aura lieu à Genève sous ses auspices, du vendredi 15 au mardi 19 Octobre inclusivement.

Le Conseil d'État du Canton de Genève a accordé à la Sec-

tion une allocation extraordinaire de 1,000 Fr. pour cet objet.

Le même Conseil ayant décrété la création d'un musée archéologique, votre Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire, a été invitée à élaborer un préavis sur les moyens propres à atteindre le plus promptement et le plus complètement possible le but que se propose le Gouvernement de Genève, en instituant ce musée.

Vous entendrez aujourd'hui, Messieurs, un rapport d'un de vos collègues, M. l'ingénieur François *Janin*, sur divers objets d'antiquité récemment découverts, en poursuivant les travaux de nivellement dans la ville de Genève et aux environs.

Le Conseil d'État a fait porter, à l'extraordinaire du Budget 1858, une somme de 1,000 Fr. pour l'ameublement du local qui a été affecté à l'Institut genevois, dans le Bâtiment électoral.

Toutes les séances ordinaires des Sections, de même que les séances générales, pourront donc se tenir désormais dans ce local.

Bien que les comptes de l'Institut ne puissent être bouclés qu'à la fin de l'année, dans sa séance générale consacrée à cet objet, je puis vous annoncer, Messieurs, que l'impression du tome V des Mémoires de l'Institut est sur le point d'être achevée, et que les planches qui doivent l'accompagner, gravées à Paris pour le mémoire de MM. Édouard Claparède et Jean Lachmann, vont nous être expédiées. Le tome VI, qui sera mis immédiatement sous presse, comprendra la seconde partie de ce beau travail.

Le numéro 16 de notre Bulletin, formant la première partie du tome VIII, sera distribué dès que le compte-rendu de la séance générale d'aujourd'hui pourra y être joint.

Tels sont, Messieurs, les points que j'avais à vous signaler.

Ils serviront à montrer que l'Institut genevois cherche à remplir de plus en plus les intentions de ses fondateurs.

M. le Président ouvre une discussion sur le rapport qui vient d'être lu, et notamment sur la convenance d'envoyer à Bruxelles une députation pour assister au Congrès international sur la propriété littéraire.

M. James Fazy, Vice-Président de la Section des Sciences morales et politiques, estime que l'Institut fera bien d'obtempérer à la demande des organisateurs du Congrès international pour la défense de la propriété littéraire. Le Canton de Genève est le seul qui ait compris en Suisse cette importante question. Il est le seul qui ait répondu à la demande de la France. Le Gouvernement français a accueilli la demande de Genève, pour la conclusion d'un traité sur la propriété littéraire. Le sujet est devenu un objet très-intéressant. On ferait donc bien de nommer une *Commission* et une *Députation* pour l'examiner. La Commission est toute désignée. Ce serait la *Section des Sciences morales et politiques* qui examinerait à fond le programme et les questions préparées par le Comité d'organisation de Bruxelles.

M. le Président croit que la Commission pourrait examiner aussi les voies et moyens, et aussi l'opportunité qu'il y aurait d'envoyer une députation à Bruxelles. Il n'y aura pas d'autre séance générale jusque-là, et l'envoi de la délégation devrait être arrêté par la Commission, soit par la Section prénommée.

Pour les idées à défendre à Bruxelles, on renverrait aussi à la Section des Sciences morales et politiques.

M. le Président met ensuite aux voix ces deux questions :

1^o Veut-on envoyer une députation à Bruxelles? — Adopté à l'unanimité';

1. Ulérieurement, M. le professeur Gaullieur a été désigné pour assister au Congrès de Bruxelles.

2° Vaut-on renvoyer cet objet à la Section des Sciences morales et politiques? — Adopté de même.

Quant aux autres sociétés savantes qui ont envoyé leurs circulaires, chaque membre de l'Institut reste libre d'assister à leurs sessions, suivant l'intérêt qu'il peut prendre aux questions qui y seront traitées.

M. le Chancelier Marc *Viridet*, Président de la Section d'Industrie et d'Agriculture, prononce, en ces termes, les éloges de trois membres que la Société a perdus dans le courant de l'année :

MESSIEURS !

L'année qui vient de s'écouler a été bien funeste pour la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut genevois.

Nous avons perdu trois membres estimables, trois excellents citoyens :

M. Jean-François *Moulinié*, né à Genève le 6 Novembre 1796, fils de Jacques-Dauphin *Moulinié* et de Jeanne-Françoise *Duruz*, mort à Laney, dans la nuit du 27 au 28 Septembre 1857 ;

M. Jean-Marc *Favre-Chatelan*, né à Genève le 22 Avril 1817, fils de Jean-Louis *Favre* et de Jeanne-Louise *Gisclon*, mort à Genève le 18 Septembre 1857 ;

Et M. Jean-Jacques *Cambessedes*, né à Genève le 7 Décembre 1797, et mort, par suite d'un affreux accident, le 5 Mars 1858.

Ces hommes ont eu tous trois une vie honorablement occupée, et ont parcouru des routes diverses en se rendant, chacun à sa manière, utiles au pays. Permettez-nous d'entrer dans quelques détails sur ce qui se rapporte à chacun d'eux.

M. Jean-François *Moulinié*, dont le père était marchand horloger, d'abord associé avec M. *Bautte*, puis établi pour son

compte, suivit les errements paternels. Il reçut, pour l'époque, une excellente éducation à laquelle sa mère, femme d'un jugement exquis et d'un rare mérite, contribua pour sa bonne part. M. *Moulinié* parcourut avec succès la même carrière que son père, ainsi que nous venons de le dire. S'il ne se montra pas inventeur dans la branche d'industrie qu'il cultivait, il surveillait avec un grand soin les produits sortis de ses magasins, et fit fabriquer constamment de la bonne et fine horlogerie. Sa maison était avantageusement connue à l'étranger, et particulièrement en Angleterre.

M. *Moulinié* joua un rôle marquant dans les affaires de son pays. Membre du Conseil Représentatif avant la révolution de 1842, il fit successivement partie de l'Assemblée constituante genevoise, du Grand Conseil jusqu'à la révolution de 1846, du Grand Conseil constituant, puis du Grand Conseil ordinaire jusqu'en Novembre 1856, où, fatigué et malade, il refusa une réélection et fut remplacé par son fils, Jean-Jacques, plus connu sous le nom de John *Moulinié*.

Comme orateur, M. *Moulinié* était précis, lucide, et ses discours se distinguaient souvent par des traits incisifs, de piquantes malices ou d'heureux à-propos.

M. *Moulinié* fut aussi membre du Conseil Administratif de la Ville de Genève, du temps et sous la présidence de M. *Gentin*. C'est dans ce Corps qu'il donna les premières preuves des talents financiers qu'il montra plus tard dans l'Administration cantonale.

Depuis 1847, il fut membre du Conseil d'État, où il fut successivement appelé à la Vice-Présidence et à la Présidence.

Pendant tout le temps qu'il fit partie de ce dernier Conseil, il fut chargé du Département des Finances et du Commerce, dont il accepta la direction dans des temps difficiles, où il fallait à un négociant un véritable patriotisme pour vouloir s'en charger.

La Constitution de 1847 avait prévu l'établissement d'un Hôpital cantonal pour tous les malades et les blessés du Canton. La Loi du 23 Juin 1849 décréta la création de cet Hôpital et posa les bases de cet utile établissement. Avant même que la Loi eût été faite, c'est-à-dire le 5 Février 1849, M. Jean-François *Moulinié*, qui désirait vivement voir dans notre Canton une institution de ce genre, faisait un testament dans lequel il inscrivait cette clause :

« Je donne et lègue à l'*Hospice cantonal* qui doit être créé en vertu de la nouvelle Constitution, une somme de 2,500 Fr. Si la création de cet Hospice n'avait pu avoir lieu, ce legs serait donné à l'Hôpital de Genève. ».

C'est ainsi que son patriotisme prévoyant devançait les travaux de la législature.

M. *Moulinié* fut, en 1849, un des fondateurs de la Caisse d'Escompte, établissement fondé sur d'excellentes bases, et qui n'a dû ses revers momentanés qu'à des circonstances tout-à-fait imprévues et indépendantes des principes qui avaient présidé à sa création. Il figura, pendant longtemps, parmi les Administrateurs de la Banque de Genève, et, au moment de sa mort, il faisait partie du Conseil d'Administration de la Banque générale Suisse de crédit international foncier et mobilier.

Lors de la création de l'Institut genevois, M. *Moulinié* fut un des membres effectifs désignés par le Conseil d'État. Il fut classé dans la Section d'Industrie et d'Agriculture, dont il continua à faire partie jusqu'à sa mort. Dans cette Section, il s'intéressait vivement à toutes les questions relatives à l'agriculture. Quant à l'industrie, en qualité de disciple un peu trop sévère de Jean-Baptiste Say en économie politique, il ne comprenait pas trop le but qu'avait eu le législateur, en chargeant l'Institut d'encourager l'industrie. « Les industries

profitables, disait-il, se soutiennent assez d'elles-mêmes, et celles qui ne donnent pas des résultats avantageux, ne doivent pas être encouragées. »

M. *Moulinié* aurait eu raison, sous ce point de vue, si les encouragements que l'Institut peut donner consistent à commanditer des industries; mais comme ils ne se composent que d'utiles directions scientifiques données à temps ou de récompenses honorifiques, la mission confiée à la Section d'Agriculture et d'Industrie n'a rien de contraire aux principes d'une saine économie politique.

M. *Moulinié* avait voyagé; il connaissait fort bien la France et l'Angleterre, et avait même poussé sa pointe jusqu'à Constantinople. Il possédait plusieurs talents agréables; c'était un bon musicien; il s'essayait quelquefois dans la poésie légère, et avait à un degré éminent l'esprit de société.

Depuis plusieurs années, M. *Moulinié* était sujet à des attaques de goutte, et c'est probablement à l'usage exagéré du colchique, avec lequel il combattait cette cruelle maladie, qu'il faut attribuer sa mort. Elle eut lieu dans sa campagne de Lancy, qu'il avait arrangée avec tant de goût.

M. *Moulinié* avait épousé M^{lle} Charlotte-Léonora *Delor*, dont il eut un fils, nommé Jean-Jacques, né le 26 Août 1830, actuellement Secrétaire du Grand Conseil et membre effectif de la Section des Sciences naturelles et mathématiques, où il s'est fait connaître par d'excellents Mémoires contenant des recherches fort délicates de zoologie.

Le convoi de M. *Moulinié* eut lieu le mercredi 30 Septembre 1857, au cimetière de Plainpalais, en présence d'une foule considérable de citoyens. Des députations du Conseil d'État et du Grand Conseil marchaient en tête du cortège qui s'étendait sur toute l'allée du cimetière. Lorsque le cercueil eut été déposé en terre, M. *Breitlmayer* fit en quelques mots

bien sentis l'éloge du bon citoyen, de l'ami dévoué, arraché aussi inopinément à sa famille. « Chacun de nous, dit-il, » sait qu'il a sacrifié à son pays ses goûts, ses habitudes, son » temps et bien souvent sa santé. Le souvenir du bon citoyen » restera longtemps gravé dans la mémoire de tous ceux qui » l'ont connu. Que la terre lui soit légère ! »

Ces paroles se sont réalisées ; nous croyons, en effet, que l'ancien Président de notre Conseil d'État a laissé de bons souvenirs et de longs regrets chez tous ceux qui ont été en position d'apprécier ses qualités et ses talents.

M. Jean-Marc *Favre*, doué d'une imagination vive et d'un esprit aventureux et entreprenant, s'occupa de plusieurs branches de commerce ou d'industrie. Il fut successivement marchand d'épicerie, fabricant de chandelles, marchand de tuiles, et consacra les dernières années de sa vie à fonder aux moulins *Rochat*, à Saint-Jean, une fabrique de chocolats fins, dont les produits ont figuré avec honneur à l'Exposition suisse de 1857, et sont estimés de tous ceux qui savent apprécier les bonnes choses.

Il n'a peut-être manqué à M. *Favre-Chatelan*, pour se faire un nom dans le commerce ou dans l'industrie, qu'un peu plus de suite dans ses idées et un peu plus de persévérance dans ses projets.

Quoi qu'il en soit, ceux qui se souviennent de la manière pénible et imparfaite dont se fabriquait à Genève le chocolat, il y a une trentaine d'années, et qui ont visité l'établissement si remarquable et si perfectionné, créé par M. *Favre*, ne pourront s'empêcher d'être reconnaissants de l'heureuse impulsion qu'il a donnée à cette branche d'industrie par sa pratique et par son exemple.

C'est véritablement lorsque le cacao a passé par de sem-

blables laboratoires qu'il mérite le nom de *nourriture des dieux* (*theobroma*), que lui avait donné *Linnée*, dans son style à la fois si précis et si pittoresque.

M. *Farre-Chatelan*, dans toute la force de l'âge, paraissait jouir d'une excellente santé, lorsqu'une angyne gangreneuse, maladie qui se termine par une cruelle agonie parce qu'elle tue l'homme en plein état de vigueur, vint l'enlever à ses nombreux amis, à sa famille et à ses occupations.

M. *Farre* avait pris une part active à la fondation de la Société cantonale des carabiniers, qui, après quelques difficultés suscitées par des sociétés rivales, fut autorisée par le Conseil d'État, le 2 Décembre 1848.

Membre actif de l'Exercice de la Navigation et d'autres Sociétés de tir, il contribua à mettre en réputation, par ses succès dans plusieurs fêtes helvétiques, la justesse de coup-d'œil, devenue proverbiale, des tireurs genevois.

M. *Farre* était également membre honoraire de la Section d'Industrie et d'Agriculture de l'Institut genevois. Ses nombreuses occupations ne lui permettaient d'assister que rarement à nos séances ; mais il prenait un vif intérêt à nos travaux, et avant l'Exposition de Berne, il soumit soit ses produits, soit ses appareils, à l'examen d'une Commission de la Section d'Industrie, qui en fit un rapport très-avantageux.

M. *Farre* ne resta point indifférent aux mouvements politiques qui ont transformé Genève ; il se distinguait par le zèle qu'il mettait, dans les élections, à appuyer les candidatures du parti qu'il avait embrassé.

Pendant plusieurs années, il remplit les fonctions de Conseiller municipal de la Ville de Genève.

Les citoyens qui ont participé à l'organisation du Tir fédéral de 1851 se souviennent du zèle qu'il a déployé pour contribuer au succès de cette belle fête nationale.

M. Jean-Marc *Favre* avait épousé, le 22 Novembre 1839, M^{lle} Louise-Susanne *Chatelan*, qu'il a laissée veuve et chargée d'achever l'éducation d'un grand nombre d'enfants, dont l'aîné seul touche à sa majorité.

A sa mort, M. *Favre* a trouvé, parmi ses anciens camarades, d'excellents amis, qui aideront sans doute sa veuve à remplir les devoirs difficiles qui résultent de la position précaire où il l'a laissée.

M. Jean-Jacques *Cambessedes* exerça, pendant bien des années, les fonctions de régent primaire à l'école de Cologny. Il se faisait remarquer, dans sa classe, par son incessante activité, par un réel talent pédagogique, qui savait faire jaillir des étincelles d'intelligence même chez les enfants les moins bien doués, et surtout par une rare facilité à formuler ses idées et à enseigner aux enfants à exprimer les leurs.

A sa classe, M. *Cambessedes* avait joint un pensionnat pour l'éducation de l'enfance, lequel jouit, pendant longtemps, d'une certaine célébrité dans le pays.

M. *Cambessedes* se retira lorsque son fils Émile, aujourd'hui Inspecteur des écoles primaires, fut appelé à le remplacer dans les difficiles et honorables fonctions d'instituteur primaire.

Depuis sa retraite, il ne cessa de rendre d'éminents services à l'instruction publique, soit dans les jurys d'examens, soit dans les autres occasions, pour lesquelles son concours désintéressé était toujours d'avance acquis à l'Administration. Sous ce rapport, il a laissé un vide difficile à combler.

M. *Cambessedes* était un des vétérans de l'école radicale dans le Canton. Champion déclaré des idées de progrès et d'indépendance politique, il avait été des premiers, et dans un temps où la chose n'était point sans danger, à travailler pour le triomphe des idées libérales, et, bien longtemps avant la

révolution de 1842, ses opinions étaient nettement prononcées, et l'expression de son libéralisme très-peu équivoque.

M. *Cambessedes* était ferme dans ses résolutions et ne comprenait pas les demi-dévouements. Et cependant, quoique ses opinions fussent aussi tranchées, il savait se faire aimer de ceux qui l'entouraient, et qui, lors même qu'ils ne partageaient point sa manière de voir, ne pouvaient s'empêcher de rendre justice et hommage à l'homme honnête et bon.

Les événements de 1846 amenèrent M. *Cambessedes* au Grand Conseil, où il se fit remarquer par son zèle, son assiduité et par la justesse de ses appréciations. Il parlait généralement peu dans l'Assemblée, quoiqu'il eût pu le faire avec facilité et même avec succès. Il réservait son activité pour les Commissions, pour la formation desquelles on mettait souvent à l'épreuve sa bonne volonté, qui n'a jamais fait défaut. Il se fit surtout remarquer dans la grande Commission chargée, en 1848, d'élaborer la Loi générale sur l'instruction publique, et où il défendit, avec force et habileté, les intérêts de l'instruction élémentaire et des régents chargés de la donner.

En 1856, désigné de nouveau par le Comité électoral préparatoire de la Rive gauche, il refusa sa candidature en disant qu'il était nécessaire d'introduire dans le Corps législatif une nouvelle sève en y mettant une jeune génération. Son absence fut bientôt comblée au Grand Conseil par l'élection de deux de ses fils qui vinrent l'y remplacer.

Pendant huit années, M. *Cambessedes* fut un des membres les plus zélés et les plus assidus de la Commission administrative de l'Hôpital cantonal. Il portait à cet établissement le plus vif intérêt, et il contribua puissamment à sa fondation par ses travaux et même par l'aide pécuniaire qu'il lui ac-

corda dans des moments difficiles, autant que lui permettait sa modique fortune.

Agé de 60 ans environ, M. *Cambessedes* avait conservé toute la vivacité, tout l'entrain et toute la chaleur de sentiment de la jeunesse. On ne pouvait, en le voyant, s'empêcher de souhaiter pour soi-même une vieillesse aussi verte, aussi vigoureuse. L'âge n'avait rien enlevé à sa gaité, et les succès de deux de ses fils, honorablement placés, l'un comme Inspecteur des écoles primaires, l'autre comme Directeur de la Maison de détention, semblaient assurer la tranquillité et le bonheur de la fin d'une vie laborieuse, lorsqu'une horrible catastrophe vint brusquement détruire cette prospérité.

Revenant d'une promenade, à la suite de laquelle il se proposait d'aller rendre visite à l'un de ses fils, il se sentit indisposé, et, trompé par l'obscurité, il se laissa choir dans un des fossés de la ville, depuis le bastion du Pin. Il fit ainsi une chute d'une quinzaine de mètres et se brisa les reins. Ses cris plaintifs n'amenèrent, pendant une demi-heure, personne à son secours, et lorsqu'il fut enfin transporté dans la loge du visiteur de l'octroi, qui se trouve à l'entrée de la route neuve du bastion, il avait cessé de vivre.

M. *Cambessedes* était membre honoraire de la Section d'Industrie et d'Agriculture de notre Institut. Il suivait avec un vif intérêt les travaux de cette Section, et assistait à nos séances aussi souvent que ses occupations le lui permettaient.

Il regardait l'Institut comme une des belles et utiles créations du régime radical, et ses encouragements, ses conseils, ont amené dans la Section d'Industrie et d'Agriculture la plupart des habitants de la campagne que nous avons le plaisir d'y compter.

M. *Cambessedes* aimait beaucoup les roses et s'occupait de leur culture. On peut dire qu'à cet égard il n'eut point une

passion malheureuse ; car son petit jardin offrait, chaque année au mois de Mai, une brillante collection de ces charmantes fleurs.

Le 12 Janvier 1824, M. *Cambessedes* épousa Louise-Philippine *Renaud*, avec laquelle il vécut toujours dans une étroite union. Il mit un soin tout particulier à l'éducation de ses enfants, pour laquelle il fit longtemps des sacrifices presque au-dessus de ses forces.

Son convoi funèbre eut lieu à Cologny, le Dimanche 7 Mars 1858. Malgré le mauvais temps, les nombreux amis du défunt s'y étaient rendus. Huit à neuf cents personnes assistaient à cette triste cérémonie, et jamais peut-être le village de Cologny ne vit défilér un cortège funèbre aussi nombreux. La plupart des régents du Canton y assistaient, et des habitants de la campagne étaient venus, même de Chaney, de Versoix et d'Hermance. M. Élie *Ducommun* fit sur la tombe une courte allocution, dans laquelle il rappela le patriotisme éclairé, le dévouement sans bornes et l'honorable réputation du défunt, qui avait consacré sa vie à la cause du progrès et de la liberté. « Noble et digne citoyen, a-t-il dit en terminant, » toi dont le cœur ne battra plus à l'unisson des nôtres, toi » que la jeunesse ne verra plus lui sourire avec bienveillance, » toi que les appels de ta Genève bien-aimée trouveront désormais froid dans ton linceul, repose en paix à l'ombre de » cette réputation sans tache que tu lègues à ta famille, » comme le plus beau de tous les héritages ! Honneur à ta » mémoire, bon citoyen, digne père de famille, homme respectable et généreux ! Puissions-nous comme toi laisser » un jour après nous un souvenir aussi honorable et des regrets aussi profonds ! »

Après M. *Ducommun*, l'orateur qui vous parle et qui, en perdant M. *Cambessedes*, perdait un excellent ami, ajouta

quelques paroles dont son émotion, vivement partagée par les assistants, fit toute l'éloquence.

M. le Président donne la parole à M. le professeur Frédéric Amiel, pour lire le rapport sur le concours ouvert par la Section de Littérature.

M. Amiel s'exprime ainsi :

Monsieur le Président et Messieurs,

Au mois d'Août dernier, la Section de Littérature proposait un prix de 500 Fr. pour la meilleure composition dans le genre de la *Nouvelle*. Voici quelque temps que le résultat de ce concours a été rendu public, ou du moins que les pièces, honorées d'une distinction, ont été désignées par la voie de la presse. Ce que nous avons à faire aujourd'hui, c'est de vous rendre un compte plus détaillé de la lutte elle-même, de motiver les distinctions accordées et de proclamer les noms des champions heureux. Tel sera l'objet de ce rapport.

Le concours de cette année, disons-le dès le début, a été, dans son ensemble, le plus brillant que nous ayons eu jusqu'ici. Des œuvres de valeur se sont présentées en d'autres occasions, mais, pour le nombre, l'étendue et la variété des pièces de mérite, ce cinquième concours, il faut le reconnaître, l'emporte sur les quatre précédents.

D'où cela vient-il? De plusieurs causes sans doute, mais l'une des plus probables est certainement l'objet même du concours. En effet, la *Nouvelle*, comme genre littéraire, n'est-elle pas le plus attrayant, le plus souple, et le plus populaire des genres? celui qui se prête le plus complaisamment à toute la diversité du goût chez les lecteurs, et du talent chez les écrivains, et le genre le plus propre aussi peut-être à illustrer les littératures locales, témoin Xavier de Maistre,

Tœpffer, Auerbach, Conscience, Bitzius, et tant d'autres ?

Qu'est-ce qui constitue une Nouvelle ? A quoi la reconnaît-on ? Comme il n'y a pas de productions plus nombreuses et plus lues, le premier venu, semble-t-il, doit pouvoir répondre. Mais il n'en est rien. Les Nouvelles sont très-connues, la Nouvelle l'est beaucoup moins ; et il peut même arriver parfois que des auteurs qui ont l'espérance ou la prétention d'en composer, n'en ont pas une idée juste. Les exemples ne sont pas loin, Ainsi, deux des nouvelles envoyées à ce concours ne sont pas des Nouvelles. L'une n'est qu'une simple monodie élégiaque sans personnages ; la seconde est un paragraphe dramatisé de l'histoire de la philosophie ancienne. Une troisième, intitulée *Une Femme du 18^{me} siècle*, fort instructive d'ailleurs, travail consciencieux et même agréable malgré sa langue un peu exotique et des quatrains encore tudesques, est un chapitre détaillé de la biographie de Wieland, comprenant son séjour en Suisse, plus une phase de l'histoire de la société bernoise ; elle traverse plusieurs sujets de Nouvelle, mais n'en est pas proprement une.

Comment s'expliquer cette méprise ? Par l'irréflexion ? Peut-être ; mais aussi par l'absence d'une théorie exacte du genre. Le poète trouve, il est vrai ; mais la poétique n'a-t-elle pas de son côté quelque chose à trouver ? Or, la poétique de la Nouvelle, la description précise et scientifique du genre, n'est guère faite.

Comment prévenir cette méprise ou la redresser ? Si le concours de l'année dernière avait répondu à nos vœux, la *Poétique du roman et de ses variétés* serait écrite et nous n'aurions qu'à y renvoyer. Cette ressource manquant, nous devons adresser les concurrents aux maîtres du genre et à l'analyse de leurs œuvres. Cette étude remplace tout le reste avec avantage.

Toutefois, pour nous conformer à d'heureux précédents, jetons, avant de procéder à l'examen des pièces, un coup d'œil, à vol d'oiseau, sur le genre lui-même. Cette esquisse indiquera du moins notre point de vue et orientera la chose dont nous nous occupons aujourd'hui. Laissant de côté l'étude historique de la Nouvelle, et nous rattachant immédiatement au remarquable rapport de M. le professeur Cherbuliez sur le Roman, rapport que vous n'avez point oublié, cherchons à définir esthétiquement la Nouvelle par sa dérivation. Remontons à sa source : elle est lointaine, mais nous serons brefs.

Qu'est-ce que le Roman ? se demandait M. Cherbuliez ; c'est la Poésie, conclut-il. En effet, si, pour parler comme l'histoire naturelle, la Poésie est un règne, la poésie littéraire est un de ses embranchements, la poésie narrative un des ordres de cet embranchement, et le Roman un des genres de cet ordre. La Nouvelle, genre coordonné au roman, appartient à la même catégorie poétique, au même cercle de l'art.

Et que fait la poésie narrative ? Elle réalise à sa manière le but de toute poésie. Si la poésie est la reconstruction idéale de la vie et des choses, d'après le type de beauté que porte en soi l'âme humaine, la poésie narrative le fait en racontant. Elle chante ce qui est arrivé, ou ce qui se fait. Un événement avec sa succession de circonstances, surtout une action avec son enchaînement d'effets, tels sont toujours le centre, la matière et l'unité de ses récits. — D'autre part, le récit exact de ce qui s'est passé, c'est de l'histoire et non plus de la poésie. Ainsi la poésie narrative, intermédiaire entre la poésie pure et l'histoire, marie la libre invention avec les faits positifs. Combinant l'imagination indépendante avec l'observation rigoureuse, tantôt elle idéalise une histoire réelle, tantôt elle narre comme réelle une histoire imaginaire. Et

du mélange à doses variables de la fiction avec la vérité, elle engendre une série de genres spéciaux, balancés entre deux pôles, je veux dire entre la liberté presque absolue de la fantaisie et la fidélité presque servile du souvenir.

Et quelle place tient la Nouvelle dans cette série? A peu près celle du milieu. Cette série, qui contient une douzaine de termes, a pour extrêmes opposés l'Anecdote et le Mythe, et l'on peut atteindre la Nouvelle de deux manières, soit en descendant du Mythe par la Légende, l'Épopée, l'Idylle et le Roman, soit en remontant de l'Anecdote par l'Historiette, la Parabole, le Fabliau et le Conte. Cette filiation, qu'on nous pardonnera de risquer, présente un certain intérêt. Parcourons rapidement ses anneaux.

La poésie narrative est une très-vaste région : comme le dit La Fontaine :

La feinte est un pays plein de terres désertes ;
Tous les jours nos auteurs y font des découvertes.

Mais le double élément commun à chacun de ses genres, c'est pour le fond une action, et pour la forme un récit. Le récit d'une action plus ou moins grande, notable et singulière, soit une aventure, voilà leur ressemblance.

Que la poésie chante les aventures des dieux, et raconte comme réels des faits historiques, qu'elle personnifie ou dramatise les événements de la conscience et les intuitions de la pensée, nous sommes dans le MYTHE.

Qu'elle commémore les aventures étonnantes des hommes extraordinaires, demi-dieux, voyants, révélateurs, saints, conquérants, et que, grâce à l'éblouissement de l'enthousiasme ou à la magie du lointain, elle transfigure, par l'addition involontaire du merveilleux, une histoire réelle en une histoire demi-surnaturelle, et nous voilà dans la LÉGENDE.

Qu'elle magnifie les hauts faits des héroïques ancêtres, qu'elle consacre dans une œuvre monumentale la grande aventure d'une nation à son âge préhistorique, cet apothéose de la patrie s'appelle l'ÉPOPÉE. Ébauchée dans les *Rhapsodies*, *Ballades*, *Romances*, *Chansons de geste*, cristallisations préparatoires qui n'ont abouti que bien rarement à l'œuvre complète, l'Épopée, où s'entrelacent le ciel et la terre, les hommes, les dieux et les demi-dieux, l'histoire et la fable encore indivis, est en général à la fois, mais du plus au moins, mythique, légendaire et nationale. Comparée aux deux genres précédents, si la Mythe est la poésie de la foi naïve, et la Légende la poésie de la tradition relative aux individus, l'Épopée est la poésie de la tradition nationale. Heureux les peuples qui ont eu une Épopée pour nourrice, leur développement diffère toujours de celui des autres peuples!

Si maintenant, des hauteurs de la gloire et du patriotisme, la poésie d'une époque plus cultivée, lasse du forum, des villes et de leur corruption, se réfugie aux champs, où, par un mirage irrésistible, l'homme croit retrouver l'innocence, parce qu'il retrouve la nature, nous avons l'IDYLLE, poésie de la vie primitive et rustique, aventure baignée par la douce lumière du Mythe de l'âge d'or, que le poète, par illusion, par fiction ou par nostalgie, reporte dans la réalité présente.

Jusqu'ici, ni l'individu tel qu'il est, ni l'existence de tous les jours, ne sont entrés dans la sphère de la poésie narrative. Qui les enfermera à leur tour dans le cercle enchanté? C'est le ROMAN, qu'on peut appeler l'Épopée bourgeoise, domestique et intime, la conception poétique de la vie privée et contemporaine, ou, en un seul mot, le poème de la destinée individuelle. Touchant davantage à la réalité, le Roman quittera bientôt le vers pour la prose. Correspondant à la biographie, comme l'épopée à l'histoire, il est devenu la forme

capitale de la fiction dans les temps modernes; mais, avant de rencontrer sa forme véritable, il a dû traverser, par une suite de métamorphoses, tous les genres précédents; il a été mythologique, merveilleux, chevaleresque, épique, pastoral, picaresque, avant de savoir peindre la société environnante, et de faire descendre l'intérêt de la vie élégante à la vie médiocre, de la ville au village, du palais à l'échoppe et du salon à l'atelier. Poème de la destinée individuelle, son objet propre, puisque la clé de cette destinée est surtout dans le cœur, sera la peinture des affections, des émotions et tempêtes intérieures, l'odyssée compliquée des diverses passions, particulièrement de la plus orageuse de toutes, celle de l'amour; son point de départ étant l'aventure et sa fin dernière l'intimité, le roman aura une multitude de degrés, qui formeront autant d'espèces différentes, comprises entre l'extrême effusion de l'homme dans le monde extérieur, et son extrême concentration en soi-même, c'est-à-dire entre le roman tout chair et tout motion du réalisme, et le roman psychologique, où les événements sont tout internes. Nous n'énumérerons pas ces variétés, qui ne sont pas nécessaires à notre sujet.

Si maintenant nous abordons, par l'autre bout, l'échelle esthétique des genres contenus dans la poésie narrative, nous monterons de l'ANECDOTE, relation ordinairement historique d'un simple fait caractéristique ou curieux, à l'HISTORIETTE, anecdote arrangée ou déjà fictive, de forme un peu plus développée, pouvant comporter plusieurs personnages, et cherchant à amuser plutôt qu'à instruire.

Au-dessus, vient l'historiette allégorique et moralisante, qui se nomme l'APOLOGUE quand elle représente la vie et les actions des hommes sous le masque transparent de personnages choisis dans le monde animal ou végétal, et PARABOLE,

lorsqu'elle veut faire entrevoir les lois de la vie éternelle et supérieure sous le récit d'actions humaines ordinaires.

Une historiette, attrayante par la malice, la gaieté, la gaillardise et parfois par la pitié, une aventure de la vie bourgeoise ou chevaleresque, saupoudrée de sel gaulois, tel était, du temps des trouvères, le **FABLIAU**, genre tombé en désuétude.

Le **Fabliau** agrandi, stimulant fortement la curiosité, est le **CONTE**. Le Conte qui déborde le fabliau soit par le nombre des acteurs, soit par la variété des thèmes, soit par la liberté de l'invention, se développe dans trois directions : la direction fantastique ou féerique, chère aux peuples de l'orient et du nord ; la direction érotique et galante, plus propre aux littératures du midi ; la direction facétieuse et satirique, plus naturelle au goût français.

La **NOUVELLE** enfin, dont nous tenons la position, se place au-dessus du Conte et au-dessous du Roman. Conte sérieux, touchant ou délicat, embryon du roman, la Nouvelle est si bien limitrophe de ces deux genres, qu'en Italie, Nouvelle est synonyme de Conte, et en Angleterre, de Roman. On peut la définir comme le récit fictif d'une aventure où le cœur est intéressé. Elle diffère du conte, parce que le sentiment en est le pivot, et du roman, par plusieurs caractères : elle a moins d'étendue, de développements et de situations ; les personnages n'y sont pas étudiés dans leur totalité ; surtout leur enjeu est moins grave ; il ne s'agit pas nécessairement, dans la nouvelle, de la crise définitive d'une ou deux destinées : une rencontre, un souvenir, une amourette, une inclination passagère, suffisent à la remplir, et les passions n'y arrivent guère à leur intensité tragique ; la nouvelle peut être mélancolique et pathétique, le roman seul peut être terrible et déchirant. — Le sentiment le plus poétique étant l'amour pur, l'amour tendre et chaste sera le centre et le motif presque inévitable de la Nouvelle.

La Nouvelle, une fois classée et délinée, ses éléments, ses lois et ses variétés se détruisent pour ainsi dire d'eux-mêmes. Ainsi, quant à ses éléments, on peut discerner en elle son corps et son âme : son corps, c'est-à-dire la fable avec son commencement, son milieu et sa fin, en d'autres termes, l'intrigue avec son motif, ses situations, ses retards, ses obstacles, ses péripéties et son dénouement ; les personnages avec leurs caractères, leur culture, leurs intérêts ; enfin, le cadre de l'action, savoir, le temps, le lieu où elle est placée, les circonstances qui l'entourent, les mœurs, la couleur locale, en résumé le milieu humain et matériel dans lequel l'aventure doit se dérouler.

L'âme de la nouvelle c'est l'idée qui la domine et l'enveloppe, le souffle plus ou moins spirituel et idéal dont l'auteur l'a animée en la créant, car le romancier est un petit dieu vis-à-vis de ses créatures.

Ses lois sont d'abord, celles de toute œuvre littéraire : les lois de la diction ; puis celles de toute œuvre d'art ; l'unité sensible, la logique intérieure, le style, etc. ; enfin celles d'une œuvre de l'art narratif : le mouvement, le naturel, la vie, la progression d'intérêt, la réalité. Et ici remarquons une chose. Dans le royaume de la fiction, ce qui charme le plus l'esprit, c'est l'apparence du vrai, le vrai-semblable ; quand la fiction est involontaire, comme dans le mythe, c'est la foi qui se charge de la vraisemblance ; plus la fiction est volontaire, comme dans la Nouvelle, plus l'esprit exige de l'art la vérité, c'est-à-dire l'illusion.

Enfin, les variétés de la Nouvelle, quoique bien moins nombreuses que celles du roman, le sont encore assez pour n'être pas facilement épuisées. Signalons, en courant, les nouvelles historique et contemporaine, de la vie mondaine et de la vie intime, citadine et villageoise, montagnarde et ma-

ritime, la nouvelle gaie, sentimentale et humoristique, la nouvelle d'atelier, de voyage, de tendance, etc.

En voilà assez, et peut-être plus qu'il n'en faut, sur la théorie de la Nouvelle. L'application nous réclame. Cette esquisse rapide du genre et de ses ressources fait comprendre l'intérêt du concours auquel nous revenons pour ne plus la quitter.

Vingt pièces ont été envoyées, offrant la plus grande diversité de théorie, de ton, de couleur, de localité, de caractère et de procédé, quelques-unes de cent, deux cents pages et même davantage encore. Sur ces vingt pièces, avant lecture, deux ont été écartées d'office, l'une pour être arrivée trop tard, l'autre pour n'avoir pas été présentée en deux exemplaires, selon la prescription du règlement; une troisième, qui a fait son chemin depuis, ayant, peu de jours après la clôture du concours, paru dans le principal recueil périodique de la Suisse française, a dû être retirée par l'auteur. Restaient dix-sept. De ces dix-sept pièces, trois déjà indiquées ne sont pas proprement des Nouvelles; restaient quatorze, entre lesquelles le jury avait à choisir. Il y avait là des nouvelles suisses et étrangères, historiques, satiriques, mélodramatiques, amoureuses, esthétiques, médicales, rustiques, nautiques. Le choix était délicat et la parfaite justice malaisée.

Quatre Nouvelles, toutefois, l'emportèrent d'une façon décidée sur les autres, et captivèrent les suffrages du Jury. Elles sont intitulées: *Perdita*, *Une Maladie de cœur*, *la Fille de Lazare*, et *le Professeur Trugmann*. Nous allons y revenir. Au-dessous d'elles, le Jury a distingué, pour de bonnes parties et des qualités précieuses, les cinq nouvelles suivantes: *Sur Terre et sur Mer*, amusante histoire qui a pour scène le lac de Genève et ses bords; *la Fiancée de Nervi*, nouvelle ligurienne dont les descriptions ont beaucoup de

fraicheur ; *Une Découverte*, nouvelle médicale pleine de sensibilité, de réalité honnête, rappelant *Élisa et Widmer* ; *Souvenirs*, nouvelle tourangelles, d'une grâce triste, un peu languissante, sans action et avec quelques scènes mal motivées ; et surtout la *Madone de Piogre*, petite œuvre pétillante de malice, d'esprit, de finesse et de verve, où se reconnaît une plume très-exercée et un talent maître de lui, mais où l'auteur brille peut-être trop aux dépens de ses personnages, et gâte son œuvre faute d'abnégation.

Mais, quel que soit le mérite de ces pièces, quatre, comme nous l'avons dit, ont obtenu un rang plus élevé. Entre ces quatre, la palme a été accordée à *Trugmann*, comme à la composition la plus poétique et la plus originale. Cette Nouvelle souabe, qu'on pourrait appeler le songe d'un jour d'hiver, (*Trugmann* signifie l'homme de l'illusion) a quelque chose de suave, de singulier et d'exquis. L'aventure a une allure et une teinte fantastiques, comme certaines nouvelles de Jean Paul et de Tieck. Les personnages, très-vivants, mais d'une vie idéale, se meuvent dans l'atmosphère crépusculaire et vaporeuse des pipes allemandes. Le ton, d'une grâce négligée, mélange charmant de bonhomie et d'humour avec une pointe imperceptible d'ironie, se soutient sans défaillance. Un sentiment délicat de la vie, une grande finesse psychologique, une imagination jeune et forte qui décrit avec bonheur et symbolise avec élévation, contribuent au charme de cette composition, dont l'idée fondamentale est belle, car c'est la réconciliation de l'inspiration et de la science, de l'art et de la philosophie. Cette Nouvelle n'est pourtant pas sans défaut. Ainsi l'action est par trop près d'être nulle, le contraste des caractères laisse quelque chose à désirer, et la conception n'est pas assez carrée ; le style a quelques bavures. Mais, par une chance singulière, ces dé-

fauts se rattachent si bien au caractère d'indolence contemplative du vieux professeur, qu'on doute s'ils appartiennent aux distractions ou aux calculs du conteur.

Les trois autres nouvelles, bien voisines entre elles de l'équivalence, eussent toutes, sans la précédente, disputé le prix. Aussi, après les tâtonnements d'un examen scrupuleux, le Jury s'est-il décidé à les honorer toutes trois, en accordant une mention très-honorable à *Perdita*, et en décernant un double accessit à *Une Maladie de cœur* et à la *Fille de Lazare*.

La *Maladie de cœur*, nouvelle médicale, dont les personnages sont genevois, et dont le théâtre est Paris, est une œuvre remarquable. A bien des égards même, pour la composition proprement dite, pour la charpente générale, pour la vivacité du dialogue, pour l'esprit, pour la variété des moyens et des tons, pour les ressources du style, en un mot pour l'habileté et pour l'art, elle est supérieure à toutes les autres. Son défaut, c'est que l'art y domine trop la poésie ; les personnages n'y vivant pas assez pour leur compte, paraissent trop obéissants aux volontés du maître et au sifflet du machiniste, docilité qui diminue leur valeur personnelle et notre sympathie pour eux. Comme pour la *Madone de Piogre*, il ya ici peut-être trop de talent et de liberté d'esprit, pas assez de patience et d'attachement paternels.

La *Fille de Lazare*, nouvelle vaudoise et rustique, se ressent beaucoup sans doute de l'imitation de Tœpffer, pour le plan, pour le coloris, même pour certaines idées et pour la partie épistolaire de l'œuvre ; ses archaïsmes sont quelque peu maniérés, et il est telle scène qui devrait être retouchée ; mais ce qu'on aperçoit de louable dans cette production, des sites, des mœurs et des caractères bien vus et vigoureusement peints, de la réalité descriptive et morale, du mouvement, de la sobriété, du nerf, l'amour et le respect de la vie, ont

fait excuser et oublier ces défauts, qui ne sont d'ailleurs, nous l'espérons, que des défauts de jeunesse, et qui ne détruisent pas le mérite de cette Nouvelle.

En revanche, *Perdita*, la troisième des pièces qui ont balancé le prix, n'a aucun de ces défauts. L'histoire de cette enfant, abandonnée toute petite près de Clarens, recueillie par un jeune lord anglais qui se fait généreusement son protecteur, la fait élever, et, quinze à vingt ans plus tard, se trouve heureux de lui demander sa main; cette histoire est parfaitement contée et motivée. Ce récit naturel, aisé et intéressant, indique un vrai talent de romancier. Seulement le genre moins neuf et plus commode auquel appartient cette Nouvelle, lui a fait perdre, aux yeux du Jury, quelques-uns de ses avantages.

Du reste, comme les questions de goût sont très-complexes, le Jury, pour témoigner son estime aux quatre concurrents qui se sont le plus distingués, et leur offrir la chance d'un classement encore plus juste de leur mérite respectif, aurait voulu pouvoir publier en un volume et présenter au public ces quatre nouvelles. Mais ce désir a dû céder devant diverses difficultés d'exécution.

Un point essentiel reste encore. Qui sont les concurrents auxquels ont été décernés les couronnes? Voici les noms contenus dans les quatre billets décachetés:

Le prix (de 500 Fr.) a été obtenu par M. Frédéric RENZ, de Moudon, pour sa nouvelle le *Professeur Trugmann*.

Le premier accessit (200 Fr.), par M. Marc MONNIER, pour *Une Maladie de cœur*.

Le second accessit (200 Fr.), par M. Alphonse GEORGE, de Genève, pour une *Fille de Lazare*.

La mention très-honorable, par M^{me} Wilhelmine GEISENDORF, de Genève, pour sa nouvelle de *Perdita*.

Tel est, Messieurs, le résultat de ce concours, le cinquième qu'ait proposé la Section de Littérature. Il nous paraît réjouissant à tous égards.

J'ai dit.

Après la lecture du rapport de M. Amiel, la parole est donnée par M. le Président à M. l'ingénieur François Janin, pour un rapport sur des découvertes archéologiques faites récemment à Genève et aux environs. M. Janin s'exprime ainsi :

Monsieur le Président et Messieurs,

En suite de la sollicitude que j'avais montrée, à plusieurs époques, pour recueillir tous les objets anciens que la démolition des fortifications pouvait mettre à découvert, j'ai été honoré par le Conseil d'État et le Conseil Administratif du mandat de réunir et de remettre aux collections publiques tous les matériaux remarquables, comme objets d'art, monnaies, poteries, etc., etc.

D'après mes instructions, je fus autorisé à indemniser équitablement les chefs d'ateliers comme les ouvriers qui feraient quelque découverte intéressante. Grâce à cette mesure, j'ai eu l'avantage de faire remettre à l'État bien des pièces curieuses qui seront, je l'espère, utiles à l'histoire de notre pays.

Dès l'ouverture des chantiers nationaux, ces mêmes règles avaient été adoptées, mais j'ai lieu de supposer que, pendant un certain temps, ces instructions ont été plus ou moins négligées ; car les collections publiques ont perdu beaucoup de choses qui ont enrichi les musées particuliers.

L'intérêt général exige une grande vigilance pour que les antiquités mises à découvert par les travaux de nivellement soient conservées en faveur de l'État.

Aujourd'hui, Messieurs, je dois me contenter de vous faire l'énumération de quelques articles trouvés récemment et qui me paraissent présenter quelque intérêt. Ne possédant point les connaissances suffisantes, je laisserai aux habiles le soin de la description archéologique.

Le 7 Août 1858, l'on déposait, à mon bureau de l'Hôtel-de-Ville, deux amphores d'un grand modèle, qui portent sur une des anses le nom de E. VARONS.

Ces amphores provenaient de l'atelier de MM. Crespel et Brissard. Elles sont entières, d'une belle conservation quoique fendues. Elles appartiennent au genre appelé *diota*, à cause des deux anses.

Elles ont été trouvées dans le sable à 6-7 mètres de profondeur. Elles étaient placées la pointe en haut, dans la demi-lune des casemates.

Quelques jours après, j'étais averti que, dans la contre-garde du bastion du Pin, au nord du pont de fil de fer, l'on avait reconnu un pavé formé de morceaux de briques, reposant sur un lit de béton.

Ce pavé était à 3-4 mètres au-dessous de la ligne de feu de l'ancien parapet. Il formait une aire de 4-5 mètres; il semblait avoir été attaqué primitivement par le feu et ensuite par l'humidité. Il avait peu de consistance sur la plus grande partie.

Le béton était fabriqué comme le béton romain.

Un échantillon de ce pavé a été conservé et peut être mis sous vos yeux.

Provenant du même chantier, il m'a été remis une espèce d'épingle à cheveux, en ivoire, qui porte une tête sculptée d'un caractère romain.

Je crois que cet échantillon est, jusqu'à ce jour, le seul reconnu dans les fouilles opérées autour de Genève.

Le 16 Août, je fus encore prévenu que, dans cette contre-garde, très-près et au midi de la place occupée par le pavé dont j'ai parlé plus haut, l'on venait de trouver des tombes murées.

Je me transportai aussitôt sur l'emplacement, et je reconnus en effet quelques tombeaux complètement fermés. Sur les côtés et au-dessous, l'on avait posé de grandes briques rouges à rebords; par-dessus régnaient de grandes dalles en grès ou en serpentín.

Le 18, on découvrit un plus grand nombre de cadavres; quelques-uns reposaient sur la terre et n'avaient pas eu les mêmes tombeaux en maçonnerie.

Tous ces corps, à l'exception du plus grand, avaient les pieds tournés vers l'orient, tandis que la tête de celui-ci était du côté de l'est.

A l'intérieur de toutes ces tombes, l'on trouvait une assez grande quantité de charbon de bois blanc.

Un chapiteau en pierre, dite de Seyssel, du style roman ou mérovingien, formait une partie de la maçonnerie latérale de l'une de ces tombes.

On a remarqué 12-13 cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants.

Ces tombes, établies dans la terre rougeâtre qui domine le gravier naturel, étaient au-dessous du parapet de la fortification.

C'est la création d'une rue nouvelle et son nivellement qui ont déterminé la découverte de ces tombeaux. D'autres subsistent encore intacts, selon toute probabilité, au midi de la section exécutée.

La coupure du terrain, pendant le travail, laissait ces tombes à 2^m,30-2^m,50 du sol futur de la route, et il y avait encore 1^m,6 à 2^m,00 de terre au-dessus.

Presque toutes les dalles de grès et de serpentín, qui recouvraient ces corps, étaient entières, sans ruptures, et les tombes étaient intactes.

Pour activer leur travail, les ouvriers excavaient les terres et leur chute entraînait les tombes.

Il eût été à désirer qu'elles fussent découvertes avec soin après l'enlèvement des matériaux qui reposaient au-dessus. La chose est encore possible pour les autres tombeaux qui font suite à ceux dont nous venons de vous entretenir.

Dans les terres employées pour la chaussée, on a remarqué et conservé :

Un fragment d'urne lacrymatoire, avec un granulé sur l'ensemble et une légère bordure à la base.

Une lampe en terre cuite, dont le bec est écorné.

Un anneau en cuivre, semblable à l'anneau d'une lampe.

Les bases d'urnes en terre noire et en terre rouge.

Un fragment de vase en terre noire, avec bordure celtique.

Des pierres en lave, creusées pour un moulin.

Un vase en cuivre.

De petits ornements de même métal.

Une partie d'étrier en fer.

Une cloche avec son anneau.

Un anneau portant une broche en fer.

Un étui en cuivre.

Des poids en cône tronqué, ou pyramide tronquée en brique rouge. Tous présentent un trou à la partie supérieure. L'un d'eux porte latéralement une croix latine avec le chiffre 10.

Une dent de sanglier. Cet objet se rencontre fréquemment dans ces fouilles.

Un assez grand nombre de briques rouges, à rebord, utilisées pour l'encadrement des tombes.

Un chapiteau en style mérovingien, de pierre de Seyssel.

Enfin, l'on a recueilli une agrafe ou fibule montée en or, avec de petits cristaux enchâssés sur du ciment brunâtre. Une pierre blanche transparente, forme le centre de l'agrafe.

La découverte d'un bijou de cette espèce est excessivement rare dans notre pays. Celui-ci a été trouvé dans la tombe préparée pour le plus grand cadavre.

On a rénni et conservé beaucoup d'ossements. Une tête complète a été remise, pour l'étude, à M. le professeur Charles Vogt.

Depuis l'achèvement de ce rapport, une nouvelle visite, faite hier dans l'après-midi à l'atelier qui travaillait à la contre-garde mentionnée, et qui s'est transporté au levant dans le chemin couvert, le chef du chantier m'a remis une lampe presque complète, en terre jaune-brun.

Sur cette lampe, on peut observer les mêmes dépressions, vers la partie renflée, que celles qu'on avait déjà constatées sur un petit vase découvert à Versoix, chez M. Calaman.

Ces dépressions permettaient de mieux saisir et retenir l'ustensile.

Dans le terrain remué, et à la base du remblais, j'ai trouvé une espèce de soucoupe en terre rouge. Je suppose qu'elle devait servir de base à un lacrymatoire.

Quelques fragments de poteries de diverses époques ont encore été recueillis et sont sous vos yeux.

Monsieur le Président et Messieurs,

En terminant cette énumération, je dois vous expliquer pourquoi je n'ai pas confié à des experts le soin de vous parler de ces objets et de vous les décrire mieux que je ne vous l'ai fait.

Voici mon explication et mon excuse :

Quelque inexpérimenté que je sois dans les questions arc-

chéologiques, j'ai cru qu'il était convenable, comme ayant assisté à presque toutes les fouilles, de vous rendre compte de ces découvertes, en précisant de mon mieux les faits qui étaient à ma connaissance, par cette espèce de procès-verbal, qui peut avoir une certaine utilité.

Après le Rapport de M. Janin, qui a été écouté avec d'autant plus d'intérêt que les objets dont il parlait se trouvaient exposés sur le bureau, M. Blanvalet (Henri), Secrétaire de la Section de Littérature, lit la fable suivante de sa composition :

LE LAPIN PROVOCATEUR.

FABLE.



Maitre Mordant, mâtin et de croc et de taille,
 Moitié berger et moitié loup,
 S'était acquis vaille que vaille
 Renom dans le conseil, renom dans la bataille,
 Droits de seigneur, par contre-coup.

Chacun le craignait fort, nul ne l'aimait beaucoup.

Un jour qu'il sommeillait comme un mâtin sommeille,
 L'œil ouvert à demi, grande ouverte l'oreille,
 Le nez au vent,
 Il crut apercevoir, et cela non sans cause,
 A l'ombre d'un taillis quelqu'un ou quelque chose
 Se mouvant.

C'était Jeannot lapin, vrai Jeannot que sans peine
 On devinait neveu du Jean de Lafontaine,
 Et qui, faisant toilette aux abords de son trou,
 La queue en l'air, l'âme sereine,
 Rêvait de paix, rêvait de chou.

Or ce jour-là Mordant était gorgé de bile :
 Un os mal digéré, des querelles en ville,
 Un rien, je ne sais quoi, quelque peine de cœur,
 L'avait mis de la pire humeur.

Aviser, assaillir, happer le pauvre hère,
 Pour Mordant,
 Ne fut guère
 Que l'affaire
 D'un instant.

D'un coup de croc, le matin le fracasse,
 Puis de ci, puis de là mon gueux le ballottant,
 Il vous le jette sur la place
 Pile ou face,
 Déjà mort et de peur encor tout palpitant.

C'était pitié de voir ces deux longues oreilles,
 Ce nez monvant, ce poil si douillet et si fin,
 Ses formes en douceur à nulle autre pareilles,
 Tout enfin
 Jean lapin,
 Meurtri, sanglant.....

Mais las ! c'était fait ; qu'y donc faire ?
 Du meurtre consommé nul ne s'occupa guère ;
 Le coupable étant craint des jeunes et des vieux,
 Les témoins, s'il en fut, avaient fermé les yeux.
 Si bien qu'un indiscret eût-il cru, d'aventure,
 Qu'interroger les gens était de son devoir,
 Mordant eut paru, je le jure,
 Aussi blanc qu'agnelet au sortir du layoir.

Se jugeait-il ainsi ? c'est douteux et pour cause :
 Certain taquin, vieux et morose,
 Qui certes n'est gouteux et qu'on nomme remords,
 A ciel couvert, à porte close,
 Se prit à le poursuivre en lui narrant ses torts.

Adieu donc son chenil, sa douce quiétude !
 En vain pour s'endormir prit-il mainte attitude,
 Par un pouvoir occulte incessamment poussé
 Il lui fallait vagner autour du trépassé.
 Sur ce vint à paraître un garçon du village,
 Franc lourdaud qui du fait ne sachant rien de rien,
 N'en demandait pas davantage.

D'un bond joyeux et fou l'accoste notre chien,
 Et, pressé du besoin de pallier son crime,
 Le conduisant où gît l'innocente victime :
 « J'en suis fâché, dit-il, pour ce pauvre efflanqué,
 Mais c'est lui qui m'a provoqué. »

A ce trait bien peu voudront croire.
 Je ne puis comprendre pourquoi ;
 M'est avis que souvent l'histoire
 Le conte, et conte mieux que moi.

HENRI BLANVALET.

M. J. Vuy, président de la même Section (de Littérature),
 donne lecture d'une traduction de la pièce de Salis, intitulée :
 « *Le tombeau.* »

LE TOMBEAU.

Muet, silencieux, austère,
 Le tombeau ne laisse point voir
 Ces bords inconnus, — cette terre
 Qu'il cache sous un voile noir.

Le rossignol morne et rebelle
 N'y fait jamais ouïr sa voix,
 Et, seule, l'amitié fidèle
 Y sème des fleurs quelquefois.

Sur un tombeau, les fiancées
 En vain redisent leur douleur ;
 Cris d'orphelins, tristes pensées
 N'atteignent point sa profondeur.

Pour l'homme chaque heure a son ombre,
 Adieu repos rêvé jadis,
 C'est à travers la porte sombre
 Qu'il doit regagner son pays !

Pauvre cœur, l'orage t'accable,
 Tes vœux demeurent superflus ;
 Pour goûter la paix véritable,
 Il faut que tu ne battes plus !

Jules VUI.

M. le Président ayant ensuite demandé si quelque membre avait des propositions individuelles à faire, et aucun n'ayant répondu, la séance a été levée à 5 1/2 heures.



NOUVELLE.

Ich lebte still und barmlos...
Du hast aus meinem Friedem mich heraus
geschreckt.

SCHILLER. (G.-Tell.)



Je me suis demandé souvent quelle était ma tâche au milieu de l'activité incessante de toutes les parties de l'univers, et je me suis convaincu qu'il m'a été réservé un labeur bien différent de celui de la plupart de mes compagnons d'œuvre, *la contemplation* ! A voir les choses superficiellement, on pourrait m'objecter, ce que je n'accepte point, que la contemplation n'est pas un travail, et l'on serait disposé, sur un prétexte aussi frivole, à me retrancher de la société comme un membre inutile. Je pense que ceux qui seraient portés à soutenir un avis si peu judicieux n'ont pas l'expérience de ces choses, et ne se doutent nullement des difficultés effrayantes d'une étude en apparence si paisible. Je ne chercherai point à les persuader, mais je leur dirai que ce travail est plus pénible qu'il n'est possible de le dire ; aussi, maintes fois, à bout de courage, aveuglé, harassé, éperdu, j'ai voulu

poser la plume et quitter ces prétendus loisirs, pour prendre, comme tant d'autres, la pioche, la scie ou le marteau. Mais la nature est la plus forte et rien ne saurait, je crois, m'arracher jamais à ma vocation. Quoique perdu dans mon obscurité, j'ose dire que je n'ai pas été sans faire beaucoup de bien autour de moi, et particulièrement au milieu de la jeunesse studieuse des universités où, cependant, mes succès sont méconnus par la légèreté d'un âge plein d'inexpérience encore. Je vous pardonne, chers amis, cette ingratitude dont vous n'avez pas conscience, sans doute.

Vous, qui maintenant m'écontez d'une oreille distraite et me regardez comme un étranger fourvoyé parmi vous, je vous attends d'ici à dix ans, et si alors vous ne reportez pas des regards attendris sur votre vieux professeur, si vos mains ne désirent pas serrer la mienne, alors, chers amis, je douterai avec tristesse de moi-même : ma tâche sera achevée, mon cœur sera brisé.

« Mais, que fais-tu donc ? » dit une voix accusatrice. Hélas ! je fais ce que peut faire un pauvre professeur de philosophie : je contemple le monde pour en pénétrer les mystères. Et n'eussé-je rien compris à ce spectacle que je considère de jour en jour avec un intérêt plus intense, vous m'accusez, vous qui vivez sans vous demander ni comment, ni pourquoi ! Le fantassin prudent, qui fume sa pipe pendant qu'une poule volée cuit en chantant dans la marmite du bivac, doit-il rire du soldat qui, tout sanglant et mutilé, roule du haut de la muraille dans le fossé qu'il venait de franchir sur les corps de ses camarades ? Je dis au jeune homme : écoute, ne végète pas dans ton trou comme un Esquimau dans sa hutte de glace. Sors, je t'en prie, grimpe sur mon dos robuste. Dans mon vol je te porterai sur une haute muraille. Regarde alors ! Quel immense horizon ! Où sont les parois humides de ta

chétive demeure ? Nourris-toi de la vue de tant de merveilles, et donne-moi vingt florins, cher ami, pour ce magique spectacle.

Vingt florins ! non, je me trompe : la philosophie a baissé. Mais n'importe ; voici mes vacances ; je me dispose à quitter l'université pour vivre quelques mois au sein de ma famille. Chères âmes, je suis bientôt à vous ! Je loue une jument peu fougueuse, d'un âge déjà vénérable, je glisse dans ma blague à tabac mainte pièce d'or et maint billet de banque ; puis, serrant ce trésor contre mon cœur, sous mon gilet noir que je boutonne jusqu'au cou, je fourre dans mon porte-manteau ma robe de chambre, mes pantoufles et la *République* de mon ami Platon ; je suspends à l'arçon ma longue pipe, la bien-aimée compagne de mes pensées, et j'enfourche Bella, qui aspire bientôt, avec délices, l'air vif des champs couverts çà et là d'une neige qui fond lentement aux tièdes rayons d'un soleil de mars.

Salut, belle nature ! Quoique encore plongée dans un sommeil semblable à la mort, tu es si belle, si belle, que je suis indigne de te regarder. Salut, champs, prairies, bois dépouillés de vos feuillages, ruisseaux, haies, sentiers ! Salut ! vous êtes mes amis ; mon cœur vous aime, si mon esprit ne vous comprend guère. Prenez-moi pour un instant mon sac à idées, que je puisse respirer à l'aise. Recevez-moi dans votre paisible société. Ne craignez rien de moi. Je ne vous demande qu'une chose : rafraîchissez mes yeux brûlés par la contemplation, rafraîchissez mon âme consumée du besoin de savoir. Vents de neige, soufflez sur mon visage, emportez ma philosophie à travers côteaux et ravins, pour me la rendre à mon retour.

Ainsi je parlais à ces êtres chéris, longtemps oubliés et retrouvés avec joie. Je chevauchais au petit trot, repaissant

mes yeux de la vue des choses créées, et cherchant à me confondre dans la vie universelle, sans cependant perdre les étriers. Vers midi, je mis pied à terre dans un petit village, où je ne manque jamais de demander pour quelques instants une hospitalité toujours gracieusement accordée. Une bouteille assez exigüe de vin du Rhin, m'aida à me rendre maître d'un diner frugal. Après quoi, cheval et cavalier remontèrent l'un sur l'autre, et, laissant bientôt derrière eux les maisons de terre couvertes de chaume et les courtines du bourg, ils suivirent une allée de hêtres séculaires dont le branchage nouveau se penchait sur la rivière gelée. Que de fois j'avais passé sous ces arbres pendant les chaleurs brûlantes de la canicule ou par une matinée d'automne, lorsque le chemin se couvrait déjà de feuilles jaunies ! Tout à coup le sabot de Bella heurta contre un tronc renversé sur la neige. Mon cœur se serra ; d'un coup-d'œil je vis l'étendue du désastre : sur une vaste prairie gisaient des arbres énormes, les uns déjà ébranchés, d'autres meurtrissant le sol de leurs rameaux ; çà et là se dressaient des mesures de bois régulièrement entassé, des amas de fagots et de débris. Je descendis fort ému ; je parcourus lentement le chantier, passant d'un arbre à un autre et cherchant à reconnaître ces témoins de ma vie passée. Déjà mutilés pour la plupart, ils me semblaient être des morts couchés sur un champ de bataille et qu'une mère angoissée, les yeux obscurcis par les larmes, examine un à un, craignant de trouver son fils sur cette terre ensanglantée. Pauvres arbres ! que d'années vous avez vu passer sous votre feuillage les enfants joyeux, les chars des villageois, les troupeaux, les voyageurs couverts de poussière, les vieillards promenant leur grand âge à l'ombre de votre vieillesse, et souvent, quand les rayons de la lune se glissaient silencieusement à travers vos feuilles, un couple de jeunes fiancés !

Maintenant vous avez appris que toutes choses s'en vont un jour, et la seule consolation qui vous reste, c'est de rendre en services à l'homme la peine qu'il se donne pour vous détruire. Vos molécules se disperseront en fumée vers tous les points de l'horizon, comme des amis qui se séparent pour un long voyage dont le retour est incertain. Consolez-vous : vos atomes, semés sur la terre, se réuniront plus d'une fois aux débris des hommes pour former de nouveaux êtres dont la fin sera semblable à la vôtre.

D'innombrables souvenirs passaient en tourbillonnant devant mes yeux. Ils passaient, ils m'appelaient en me montrant du doigt le bûcheron qui, bientôt, va mettre la hache au vieil arbre inutile. Je vis mon existence presque toute écoulée comme un torrent dont les eaux appauvries coulent sans bruit dans les crevasses d'un ravin desséché ; encore quelques jours, et les dernières gouttes seront absorbées par les chaleurs. Où est le torrent ? dira-t-on alors. Vois là-bas ces nuées qui passent lentement sur le ciel serein ; elles vont fertiliser d'autres terres, elles obéissent paisiblement à la brise qui les amoncelle dans les hauteurs de l'air, et les pousse vers des régions inconnues. Obéissons, acceptons la loi immuable et bienveillante qui régit l'univers.

En discourant ainsi en moi-même, et tenant ma monture par la bride, je m'engageai dans un chemin étroit qui longeait une forêt de jeunes sapins. A ma droite, à peu de distance, une tourbière, couverte çà et là de mares gelées, hérissées de plantes aquatiques, s'étendait jusqu'aux monticules qui bornent la vallée. Des corbeaux sautillant, volant, croassant dans les replis du terrain, animaient seuls cette solitude. Inquiétés par mon approche, ces tristes oiseaux se levaient avec des cris discordants, pour se poser plus loin, puis, déployant encore leurs noires ailes, se dis-

persaient de nouveau à une portée de pierre. Je me disposais à monter en selle, lorsque j'entendis une voix lamentable :

— Holà ! disait-elle, arrêtez un moment, s'il vous plaît.

Je tournai la tête et je vis à quelques pas, étendu sur le sol, un jeune homme enveloppé d'un manteau souillé de boue. D'une main il tenait un fusil à deux coups, de l'autre il me fit signe d'approcher.

— Vous pouvez, continua-t-il, me rendre peut-être un service. Votre physionomie me dit que vous êtes un homme compâtissant, la mienne doit vous dire que je suis un de ces misérables sans lesquels la charité publique serait une véritable sinécure.

Je jetai un regard scrutateur sur ce pauvre ; je m'aperçus qu'il avait des bottes à revers, une casquette de velours toute neuve, des culottes de peau de daim. Il lut ma pensée dans mes yeux.

— Vous doutez, je le vois, de ma véracité, dit-il en se relevant à demi avec effort, mais écoutez, je vous prie. Votre sagacité a deviné que je ne veux pas vous demander de l'argent. Du reste, ajouta-t-il en se laissant retomber, je ne voudrais pas contraindre votre bienveillance.

— Personne, m'écriai-je, n'a jamais accusé le vieux Trugmann de n'avoir pas de cœur ! Parlez, jeune homme ; quoique votre façon de réclamer l'aide des gens soit au moins singulière, je suis disposé à faire pour vous plusieurs choses.

— Je serai donc bref, monsieur. Vous me voyez harassé de fatigue au point qu'il me serait impossible de mettre un pied devant l'autre, et j'ai cinq bonnes lieues à faire pour rentrer chez moi. De deux choses l'une ; il faut que vous me preniez en croupe et me portiez jusqu'à la première auberge, ou bien, si vous avez au fond de votre valise

quelques gouttes de schnaps, cela sera peut-être suffisant pour me donner des jambes. Choisissez.

— Je préfère le schnaps, dis-je ; ma jument est vieille ; de plus, c'est une bête louée que je dois ménager. Mais rien ne m'oblige à ménager mes provisions.

— Vous me rendez la vie, dit-il avec gratitude en débouchant la gourde que je lui tendis. Parfait ! divin ! Vous n'avez pas quelque chose de solide pour achever la guérison d'un pauvre malade qui se meurt d'inanition ?

— Je vois, dis-je, que vous avez flairé le saucisson que j'ai mis ce matin à tout hasard dans mon porte-manteau. . . . Le voici, je pense. . . , précisément. Je voudrais, pour votre bien, qu'il fût plus gros et plus long.

— Je veux pousser votre patience à bout. Je ne serai pas content si vous ne vous mettez là à côté de moi, sur cette herbe sèche, pour me tenir compagnie. Bien. Vous êtes, en vérité, le meilleur homme du monde. Voyons, vous acceptez quelques tranches de ce saucisson ? Permettez-moi de vous servir.

— Je ne dis pas non, répondis-je, charmé de ce sans-façon plein de cordialité. L'air est vif, et midi est bien passé.

— Vous êtes un cœur d'or, dit-il en me serrant la main. Parbleu ! je bénis mon accident, puisque j'ai trouvé un homme aussi serviable. Pardonnez-moi si je vous ai rançonné de la sorte ; un bandit italien n'eût pas fait mieux. Mais prenez donc du rhum, car c'est du rhum que vous avez là. Vraiment, je vous le recommande : c'est un fameux médecin.

— Ça, maintenant que nous nous connaissons, dites-moi un peu, je vous prie, comment vous trouvez-vous ici dans ce coin de pays désert et morne, que le soleil semble n'éclairer qu'à regret ? La chasse, je suppose ? . . .

— Oui et non. Un autre se moquerait, mais vous me comprendrez. J'étais sorti de grand matin avec un fusil pour mettre quelques coups en cible chez mon voisin, lorsque des cris perçants me firent lever les yeux. Je vis passer, à deux pieds au-dessus de ma tête, un milan qui emportait dans ses serres ma tourterelle favorite. Vous dire mon saisissement ! Après un instant de stupeur, je courus à travers champs dans la direction qu'avait prise le maudit oiseau, désespérant d'atteindre le ravisseur dont le vol puissant était cependant ralenti par la pesanteur de la proie. Je fis feu ; quelques plumes volèrent au milieu de la fumée. Le milan, effrayé, tomba jusque près de terre ; mais aussitôt, sans lâcher prise, il reprit son essor et disparut dans les nuages. Je le vis redescendre à une grande distance. Je précipitai ma course. L'oiseau, évidemment affaibli, repartit avant de s'être posé, et moi après lui, franchissant prés, ruisseaux, pâturages, toujours les yeux au ciel. Enfin, au bout de quelques heures, je vis que je gagnais sur lui ; bientôt après il fut à portée de mon fusil. Le coup partit. Le milan d'un côté, la tourterelle de l'autre tombèrent en se débattant. Le premier était grièvement blessé, et je lui tordis le cou sans peine ; la seconde, un moment étourdie, s'envola quand je voulus la saisir. Elle se percha sur un chêne, où elle se mit immédiatement à lisser ses plumes, à étirer ses ailes, à s'éplucher les pattes avec un admirable sang-froid. Je m'approchai, je l'appelai des noms les plus tendres ; l'ingrate ne me regardait seulement pas. Bien plus, comme j'avais la tête penchée en arrière, la sotte pécore me couvrit de ridicule, comme autrefois l'hirondelle de Tobie.

— Quelle hirondelle ? dis-je, ayant perdu complètement le souvenir de ce fait mémorable.

— La fiente âcre d'une hirondelle aveugla le vieillard

Tobie, vous le savez mieux que moi. L'instant d'après, l'oiseau prit son vol, et, s'élevant à tire d'aile, il disparut à mes yeux. Lorsque je voulus me remettre en route, je sentis tous mes membres brisés, comme si un forgeron m'eût rompu de coups sur une enclume. Je me couchai ici, et je vous dois la vie.

— Vous ne me devez rien, répliquais-je. Que parlez-vous d'un si léger service ? Pouvais-je faire moins pour un homme qui aime si fort les oiseaux ?

— Il y a oiseaux et oiseaux, dit-il en se levant. Votre bonne œuvre est terminée. Le temps me presse. Vous n'êtes peut-être pas fâché aussi de reprendre votre chemin. Adieu !

Une poignée de mains. . . . A peine étais-je en selle, que, jetant un regard en arrière, je vis l'inconnu, déjà à trente pas, traversant, à grandes enjambées, la tourbière éclairée par les feux du soleil couchant. Je partis au petit trot ; quelques notes d'une romance de *don Juan*, chantée par une voix sonore, arrivèrent à mon oreille ; la mélodie s'affaiblit et mourut par degrés. J'étais seul.

J'oubliai bien vite cette rencontre. Le terme de mon voyage approchait, et des préoccupations, dont jusqu'alors j'avais cherché à me débarrasser pour jouir en paix de ma liberté de quelques heures, m'assaillirent de nouveau. Cette fois, je leur donnai audience. Les années avaient passé, et le moment était venu, peut-être, où ma bonne Marie allait quitter le toit paternel pour suivre un étranger. Plus d'une fois, lorsque je parcourais ce même chemin pour rejoindre ma famille, cette séparation s'était présentée à mon esprit. Qui sait, pensais-je, mon enfant, si ce n'est pas le dernier été que tu seras avec nous ! Mais ne nous délaisse pas encore ; bientôt ton vieux père descendra de sa chaire pour n'y

plus remonter; il viendra vivre au milieu de vous ce qui lui reste de jours. — Maintenant, mon cœur était plein de tristesse. J'avais là, dans ma poche, une lettre de ma femme, qui me parlait, pour la première fois, d'un jeune homme fort assidu depuis quelque (l) temps à la maison. — « Sous tous les rapports, me disait-elle, il me paraît digne de notre chère enfant : ses talents, sa fortune, son excellent caractère sont appréciés de chacun. » Puis quatre pages de détails, qui me donnaient en foule les renseignements les plus bienveillants. Je le devinai sans peine, les choses étaient déjà fort avancées, et je m'étais décidé à partir plus tôt que d'ordinaire. Je ne croyais pas ma présence inutile. D'ailleurs, je n'ai jamais eu, entre nous, grande opinion de la perspicacité et du bon sens du sexe féminin, et je suis convaincu qu'un seul regard d'un homme voit plus clair dans une affaire que ceux de bien des femmes ensemble.

J'avais ainsi, plongé dans mes pensées, et à mesure que le crépuscule étendait ses ombres sur la vallée, mon anxiété croissait. Mille pressentiments lugubres et insaisissables s'élevaient en moi, et, comme des fantômes qui disparaissent devant la lumière, ils s'évanouissaient quand je voulais les discuter. « Pauvre Marie ! pauvre enfant ! » semblait soupirer une voix plaintive, et je répétais : « Pauvre enfant ! peut-être as-tu déjà été éblouie ; peut-être, sans le savoir toi-même, ton affection est-elle engagée. Tu nous as déjà ôté pour donner à un autre. Pourvu qu'il ne soit pas trop tard ! »

Les ombres s'accumulaient et envahissaient le sommet des monts. J'étais arrivé au pied d'une muraille de rochers, dont les pentes dénudées descendaient brusquement sur la route. A ma gauche, les eaux moirées de la rivière, coulant paresseusement par les campagnes désertes, murmuraient un chant de paix et de consolation.

— Après tout, dis-je à demi-voix, en arrêtant Bella, et jetant un coup d'œil d'admiration sur ce paysage nocturne, après tout, ce ne sera pas la première fille qui se marie, ni le premier père qui donne sa fille en mariage. Ainsi va le monde. Cette eau voudrait bien peut-être changer son cours monotone et se répandre sur ses rives ou remonter vers sa source, mais une loi inexorable la maintient dans le même lit depuis des milliers d'années, et cependant quel calme, quelle résignation !

— Oui, monsieur, dit une voix rude sortant des rochers, vous avez raison ; chacun suit son chemin sans qu'il puisse en prendre un autre. Il y a beaucoup de choses que je voudrais faire, il y en a beaucoup que je ne voudrais pas faire ; mais ne faut-il pas prendre son parti ?

— Entendons-nous, répondis-je en cherchant des yeux cet homme qui me paraissait avoir quelques notions de philosophie ; ce que vous dites là, mon ami, nous mènerait loin.

— Bah ! dit l'autre en sautant sur la route et en prenant ma monture par la bride, je sais bien que vous me donnerez tort. Ainsi, pas tant de raison. Ça, prêtez-moi votre bête. Vous autres, vous voyagez tout le jour sans peine ; il est bien juste que les pauvres gens n'aillent donc pas toujours à pied. Hé, vivement !

— Comment ! m'écriai-je avec stupeur, me voler mon cheval ! et j'étendis la main pour saisir une arme ; mais c'était l'unique chose que j'eusse oubliée.

— Voyons, descendez, dit le brigand d'une voix douce. Je serais désolé de faire du mal à monsieur, et comme je suis pressé. . . .

— Malheureux que je suis ! soupirai-je en cherchant à percer l'obscurité, personne ! personne ! quelle fâcheuse aventure !

— Il y a remède à tout, dit l'homme en m'aidant à mettre pied à terre, vous en achèterez un autre, et surtout vous ferez bien d'en prendre un meilleur. Par ma barbe ! (il avait sauté en selle et faisait pironnetter la bête effarouchée) par ma barbe ! votre cheval est fourbu ! Ça n'a plus de jambes. — Vieille rosse ! murmura-t-il en partant au galop.

C'est un bruit plein de poésie que celui d'un coursier qui fait retentir la route sonore en s'éloignant dans les ténèbres. Cela est vrai ; mais je ne pensais alors qu'à ma triste situation. Si le voleur n'avait pas eu les épaules si carrées, la voix si puissante, des moustaches si épaisses, il est probable qu'une lutte corps à corps aurait troublé ces paisibles lieux. Ces moustaches, du reste, je les avais vues quelque part. Ce jeune chasseur n'en avait-il pas de pareilles ? « Oui, mais tu lui fis du bien, s'écriait ma conscience indignée : ne but-il pas de ton kirsch ? Et puis, un homme qui se dévoue pour le service de la gent emplumée, est trop honnête pour détrousser les voyageurs. » — Je restai quelque temps au bord de l'eau, l'esprit assiégé de sinistres pensées. Bella ! Je me voyais aux prises avec le jnif, mon voisin, qui m'avait loué cette jument, et ne manquerait, pour la retrouver, de plonger ses griffes bien profond dans ma bourse. Cependant, il était avéré que cette jument avait peu de qualités réelles. — Une rosse ! Le brigand ne l'avait-il pas dit ? Je me félicitai d'avoir pris un cheval de peu de valeur, et, calculant que j'avais deux bonnes heures avant d'arriver chez moi, je me remis en marche.

Chassant d'importunes pensées, je suivais rapidement la route couverte des ombres des rochers. Mais j'avais beau faire, j'entendais sortir des eaux un hennissement plaintif ou le bruit saccadé d'un vieux cheval en danger d'être noyé, et battant péniblement la rivière pour gagner le bord. Afin de

m'arracher à ces obsessions, je concentrai de nouveau toute mon attention sur la lettre de ma femme, et je trouvai bientôt un sujet de déplaisir suffisant pour que le premier lui fît place. Je me souvins que mon gendre futur était musicien. Ce mot seul soulevait en moi des orages. Ma connaissance approfondie de la musique, comme art, me faisait comprendre que le maître, s'il est digne de ce nom, ne voit plus les choses de la terre que comme à travers un brouillard. Il vit dans un royaume vague, peuplé de chimères, frissonnant d'indécises lueurs, où les bruits du monde, répercutés à l'infini, multipliés en échos subtils, mélodieux ou semblables au fracas du tonnerre, tantôt se confondent dans une paix sereine, tantôt luttent avec acharnement comme le bien et le mal. Que ferait le maître d'une femme dans ces régions enchantées ? surtout d'une femme comme ma bonne Marie, trop sensée et trop aimante pour ne pas dépérir dans cette brûlante atmosphère ! Non, reste avec nous, chère enfant. Nous ne t'avons pas ouvert les portes de ces magiques demeures, et maintenant, lorsque ton bien-aimé en ferait son séjour, tu resterais sur le seuil, et ta vie serait celle d'une veuve.

Je ne tardai pas à me confirmer dans mon opinion par d'autres considérations non moins solides, qui, semblables à des gardes fidèles, repoussèrent de leurs hallebardes le malencontreux soupirant. Comme toute œuvre consciencieuse, celle-ci ne fut pas l'affaire d'un moment. J'avais laissé derrière moi bien des contours du chemin ; la lune s'était levée au-dessus des bois de la montagne, et la rivière, inondée de blanches clartés, bruissait plus joyeuse lorsque, saisi d'étonnement, je m'arrêtai tout à coup. Je voyais devant moi un cavalier noir, silencieux et immobile. L'apparition sauta à terre et, dirigeant contre ma poitrine un pistolet d'arçon, elle me fit un signe, non équivoque, auquel je répondis en seconant la tête.

— Comment ! monsieur, rien ? s'écria le coquin, en me saisissant par le bras ; allons, prêtez-moi votre argent tout à l'heure.

Je montrai mes goussets vides.

Alors le traître me palpa. Sa main exercée découvrit promptement une protubérance sous mon gilet ; ma chère blague sortit aussitôt de sa retraite, la lune joua un instant sur sa broderie or et argent, puis ces valeurs disparurent dans la poche du larron.

— Merci, me dit-il en remontant en selle, non sans me tenir toujours en respect avec son pistolet, merci de votre aumône : un bienfait n'est jamais perdu ; que cette pensée vous console. Adieu !

Jamais je ne vis cheval plus fougueux piétiner avec plus de superbe impatience. Le noble animal tourna comme une toupie trois ou quatre fois sur lui-même, puis hop ! l'apparition se plongea dans l'obscurité. Avec le retentissement du galop, quelques notes d'une romance de *don Juan* arrivèrent à mon oreille. Je tressaillis. . . .

C'est un bruit plein de poésie que celui d'un coursier qui fait retentir la route sonore en s'éloignant dans les ténèbres. Mais je ne pensais point à cela. Cette romance, je l'avais ouïe quelque part dans la journée ; et ces moustaches noires, ne les avais-je pas vues deux fois ? Je me frappai le front avec détresse. Ainsi, voilà ma philosophie dans les mains de ce scélérat ! Tant de travaux ! tant de fatigues ! tant de veilles ! tant de jours de ma vieillesse condamnés à de nouveaux labeurs ! Hélas !

Je continuai ma route avec abattement. Qu'importe l'argent ! qu'importe moi-même ! Mais c'était la joie de ma famille, l'aisance de ma maison, la sécurité, l'estime du monde. « Hélas ! » me disais-je ; et vainement j'essayais de raviver la

mémoire de quelque vieil adage, de quelque strophe désintéressée du voluptueux Horace; ma main inerte ne pouvait les saisir; comme des poissons, ils glissaient entre mes doigts. Fatale, fatale rencontre !

« Chère enfant ! Pour toi j'avais amassé cet or; je ne voulais pas que tu apportasses à ton époux la pauvreté pour dot; je voulais que ta corbeille de noces fût bien remplie. Pauvre enfant ! Ce n'est pas moi, c'est toi que l'on dépouille; et, qui sait ? Plus d'un amant dévoué, quand il saura ce désastre, portera sa fidélité aux pieds d'une autre belle. Les cœurs les plus purs ont leurs trahisons et leurs souillures. Mais, écoute; ne te désespère pas : je travaillerai pour toi, pour ta mère, rien ne me sera impossible. Si vous m'aimez, je suis fort. »

« O mon argent ! » soupirait une partie de moi-même à laquelle je cherchais vainement à imposer silence, — « mon argent ! » et jetant un regard d'envie sur la paisible contrée, j'eusse voulu qu'une catastrophe horrible la vînt désoler. Mais la rivière, où se brisaient les pâles rayons de la lune et des étoiles, coulait toujours mollement entre ses rives bordées de saules et de peupliers; les monts n'avaient pas changé de place; pas un souffle n'agitait les sapins; pas un éclair au ciel, pas un astre de moins scintillant dans l'azur.

Je gravis lentement le chemin du village : j'étais arrivé. Les maisons semblaient me souhaiter la bienvenue. La voix nasillarde du guet, chantant sur la place du marché, me saisit au cœur. Je heurtai à la porte du bourgmestre. Une fenêtre s'ouvrit, les formes majestueuses du vénérable magistrat se penchèrent sur la balustrade.

Mon vieil ami ne m'eut pas plus tôt reconnu que, poussant une exclamation de surprise, il descendit en courant pour me recevoir. Il ne fut pas satisfait qu'il ne me vit assis près du feu, et, quoi que je pusse dire, je dus, pour lui complaire, prendre

une pipe tout allumée, qu'il me présenta ; puis, au moment où, profitant d'un silence, j'allais ouvrir la bouche, mon homme se leva et sortit brusquement pour reparaitre quelques minutes après avec deux choppes de grès à couvercle d'étain. Il me fallut entendre l'histoire de cette bière, l'éloge du brasseur ; ensuite, se ravisant, le bon vieillard s'interrompit pour me demander des nouvelles de ma santé. Je pus enfin parler du motif de ma visite nocturne, et raconter l'infâme guet-apens dont j'étais la victime. La figure du bourgmestre se rembrunit alors ; vainement il s'efforça de cacher son indignation et sa douleur ; dans son agitation il lâchait, coup sur coup, des bouffées de fumée dont il fut bientôt enveloppé comme d'un nuage. Je dus entrer dans les circonstances les plus minutieuses, et, à mesure que je donnais des détails sur les allures, le costume, les traits de mon voleur, mille indices nouveaux surgissaient à mon esprit et me prouvaient clairement que ce brigand audacieux n'était autre que le jeune homme dont j'avais fait la rencontre au coucher du soleil, et je pus alors donner le signalement le plus complet. Je n'oubliai ni les moustaches, ni les culottes de peau de daim, ni l'habit vert aux boutons de métal que j'avais entrevu sous le manteau. Lorsque je rapportai la chasse que l'inconnu m'avait racontée, le bourgmestre secoua la tête, et son regard perçant m'apprit que j'avais été la dupe d'une mystification complète. — C'est assez, me dit-il en se levant. Voilà un crime effroyable ! Depuis cinquante ans que je vis dans ce pays, jamais je n'ai ouï parler de chose semblable, si ce n'est l'an passé qu'on vola, dans la nuit de Noël, les deux vaches du marguillier. Soyez tranquille, cher Monsieur Trugmann, d'ici à demain vous aurez les meilleures nouvelles. Je vais sur l'heure mettre tous nos gens sur pied. Le coquin, croyez-moi, ne saurait échapper. Mais les moments sont précieux.

Ce disant, l'excellent vieillard, avec la vivacité d'un jeune homme, avait endossé sa longue redingote et chaussé ses souliers ferrés. Il me prit par le bras et nous sortîmes.

— Maintenant, dit-il, laissez-moi faire. Je me charge de tout. Bonne nuit, au revoir !

Il monta vers l'église. Tranquillisé par son zèle, je suivis le sentier qui conduisait à ma maison, éloignée du village d'une portée de fusil. Bientôt je fus arrivé sur la terrasse bordée de tilleuls ; j'ouvris la porte du jardin et traversai rapidement l'allée.

Le souvenir de mon malheur s'était presque effacé, je ne songeais qu'à ma femme et à mon enfant.

Je m'arrêtai sur le seuil. En voyant cette paisible retraite dont les murs étaient éclairés par de silencieux rayons, mon cœur battit et un éclair de joie passa devant mes yeux.

La porte s'ouvrit. La vieille servante, élevant sa lampe pour distinguer mes traits, poussa un cri et courut avertir ses maîtresses. L'instant d'après, j'étais dans les bras des miens. Des baisers, des caresses, mille questions auxquelles je cherchais vainement à répondre... Enfin cet épanchement de tendresse se calma. Un convalescent qui sort pour la première fois de sa longue prison, et peut enfin respirer l'air pur de la campagne, ne connut jamais cette joie enivrante que je goûtai alors. « Quoi ! vivre seul, loin de vous, mes enfants, n'ayant pas un de vos regards pour égayer parfois ma solitude et interrompre un instant de sévères travaux !

» Que de choses pour vous j'avais amassées dans mon cœur, pendant les heures innombrables de ce long hiver ! et maintenant je ne trouve rien à vous dire. Mes yeux ne peuvent se rassasier de voir vos visages chéris. Mais vous, parlez, que j'entende encore vos douces voix... »

J'avais pris place dans mon antique fauteuil. Marie

s'assit à mes pieds, reposant sa jeune tête sur mes genoux et plongeant dans mes yeux un regard d'affection et de bonheur. Ma femme, occupée à divers soins domestiques nécessités par mon retour imprévu, allait et venait, mêlant çà et là quelques mots à notre causerie.

— Ainsi, disait Marie en riant, tu as laissé ta philosophie pour longtemps, j'espère. — Pourquoi aussi enseigner tant de gens, lorsque tu as tout près de toi une fille qui aurait grand besoin de tes leçons?

— Non, non, j'aime les femmes ignorantes. Une femme n'a besoin que de trois choses au monde : du bon sens d'abord....

— C'est déjà difficile. Ensuite?

— Un cœur dévoué.

— Dévoué? Y a-t-il besoin qu'il soit dévoué? Et la troisième chose?

— C'est plus difficile encore : un bon livre de cuisine, bien digéré, lu, relu nuit et jour et su sur le bout du doigt. — *Nocturna versate manu, versate diurna.*

— Ah! ciel! et du latin encore! Mais ne plaisante pas, je voudrais, mon papa, apprendre tout de bon la philosophie.

— Ah! chère enfant! non, je t'aime trop pour cela.

— Marie m'a dit plus d'une fois, observa ma femme, que si tu voulais lui laisser étudier avec toi quelques-unes de ces choses, tu l'en aimerais davantage.

— Oui, dit ma chère enfant, lorsque tu es au milieu de tes livres et que tu médites pendant des heures de grandes idées que je ne connais pas, il me semble que tu nous quittes alors, cher papa; tu ne nous appartiens plus; c'est comme si tu étais absent, bien loin de nous, dans un autre monde.

— Tu penses cela? chère petite; et s'il est désert cet autre

monde, ne crois-tu pas que je suis bien plus heureux de vous trouver à mon retour ?

— Désert ? mais cela ne peut être.

— Que dirais-tu, Marie, d'un pays dont les habitants paraissent tantôt des hommes de chair et d'os, tantôt des fantômes qu'un souffle fait évanouir ? Le sol s'y effondre à chaque pas, l'œil est trompé par de continuels mirages. C'est là que j'ai dressé mes tentes.

— Oui, mais si le pays est difficile, tu seras avec moi.

— A chacun sa tâche, enfant ; nos bras sont si petits, ma chère, que nous ne pouvons tout saisir. D'ailleurs, j'aime trop tes joues roses, dis-je en attirant ma fille sur mon cœur.

— C'est dire, mon ami, s'écria ma femme, que tu te tues à l'ouvrage, et que tu aimes mieux notre santé que la tienne. Déjà cet isolement où tu vis la moitié de l'année, loin de ta famille, à cause de moi...

— Oui, il faut, papa, puisque maman ne peut encore quitter la montagne où le docteur nous a relégués, il faut que tu viennes une fois auprès de nous pour ne plus nous quitter. Il y a longtemps que tu te proposes de prendre ta retraite. Cette fois, nous ne te laisserons plus partir. N'est-ce pas, maman ?

Ma femme secoua la tête en lisant dans mes yeux.

— Tu nous l'avais promis, insista Marie.

— Oui, dis-je, mais les choses ont changé. Encore un peu de travail, un peu de patience, et alors...

— Les choses ont changé ? demanda la mère, mais tu m'avais écrit au contraire, mon ami... Il est donc arrivé quelque malheur ?

— Oh ! papa, s'écria Marie, j'espère que non. Mais tu n'es pas si gai que l'automne passé. Vois-tu, maman, je n'y avais

pas pris garde; papa, j'en suis sûre, a des soucis qu'il veut nous cacher.

— Voyons, mes amies, dis-je horriblement embarrassé et faisant des efforts inouis pour dissimuler mon trouble, car j'avais bien résolu de garder un silence absolu au sujet de mon triste voyage, voilà que vous prenez les choses au tragique. On dirait qu'il n'est pas permis à un homme, qui a été tout le jour par les chemins, d'être un peu fatigué, abattu au bout de la journée. Je ne suis plus jeune, mes enfants. Vous devriez au moins me laisser mes illusions. L'an passé encore ces quelques lieues n'étaient rien pour moi. Que voulez-vous, l'âge...

— Mais, j'y pense, dit ma femme, je n'ai pas vu ton cheval. Tu n'es pas venu à pied, pourtant?

— Mon cheval? dis-je, un peu soulagé en voyant la conversation se détourner sur un détail accessoire, mon cheval? je l'ai laissé à quelque distance d'ici.

— Un accident?...

— Un accident, si vous le voulez. J'ai fait à pied le reste du trajet.

— Et ton bagage? demanda ma femme, en ménagère consciencieuse, à qui rien n'échappe.

— Je n'avais pas grand bagage, mon amie. Le tout est avec la jument; lorsqu'elle reviendra, le reste se trouvera sans doute aussi. Du reste, vous cherchez, toutes les deux, je le vois, à me distraire du grand événement auquel vous n'avez cessé de penser un moment, j'en suis sûr.

— Quel événement? dit Marie un peu interdite.

— Ah! oui, crois-tu bien qu'il soit possible de me cacher quelque chose? Allez, ma fille, nous savons tout, et n'est-ce pas une hypocrisie véritable, que de feindre vouloir me re-

tenir à toute force, lorsque, de votre côté, vous vous donnez mille peines pour vous envoler de la maison ?

Ayant ainsi repoussé l'ennemi avec perte, je me disposais à profiter de mon avantage, lorsque, jetant par hasard les yeux vers la croisée, je vis, à travers les rideaux fermés à demi, un spectacle étrange, qui faillit m'arracher un cri de stupeur. Une dizaine d'hommes couverts de manteaux s'avançaient avec précaution le long de la terrasse. Ils étaient commandés par un personnage de haute taille, qui semblait leur donner des ordres pour investir l'habitation. Bientôt tous s'enfoncèrent dans l'ombre. Ils étaient sous nos fenêtres, armés sans doute jusqu'aux dents, tandis que nous n'avions pour seule défense que notre vieux chien de garde, retenu par l'âge près du foyer. Mon inquiétude croissait de moment en moment. J'allais sans doute prendre un parti désespéré dans des circonstances aussi critiques, quand tout à coup le silence de la nuit fut interrompu par un prélude de quatre violons en sourdine. Ma femme entr'ouvrit doucement la fenêtre et revint s'asseoir à mes côtés.

Ces violons passaient leur temps à se faire toutes sortes de confidences, comme des jeunes filles s'entretenant à voix basse sur la rive d'une île heureuse, quand la lune se mire dans les flots de l'océan. Une basse survint on ne sait d'où, jetant çà et là quelque note sévère qui effarouchait un instant les chuchotements féminins pour bientôt les laisser reprendre de plus belle. Cette basse remplissait mon cœur de tristesse. C'était comme les signaux d'alarme d'un navire sombrant dans une nuit sereine sur des récifs cachés à fleur d'eau, et appelant au secours par intervalles. Les violons se turent, gagnés par une mystérieuse horreur. Les coups de canon, affaiblis par la distance et répercutés par les rochers de l'île, troublaient seuls l'air calme inondé de limpides

lueurs. Une barque se détache du rivage; d'intrépides pêcheurs la font voler sur les eaux. Ils approchent. Des cors, des flûtes, des hautbois commencent une symphonie plaintive; les violons mêlent, à ces chants de deuil, leurs lamentations et leurs sanglots. La mort est là sur le pont du vaisseau perdu. Le capitaine court de tous côtés donnant des ordres inutiles. Matelots et passagers travaillent avec acharnement aux pompes. Ici une mère, l'œil égaré, presse contre son sein un enfant bien aimé. Là, un vieillard lève ses mains tremblantes vers le ciel irrité. Les chaloupes, couvertes de monde, sont jetées, par le courant, contre les rochers; elles se brisent; des cris d'angoisse sont étouffés par la voix des flots en fureur. Eh quoi! mourir quand les cieux n'ont pas un nuage, quand pas un souffle n'agite l'air, quand, à l'horizon, se distingue la côte semée de villages dont la fumée monte vers l'azur! Cors, flûtes, hautbois, basse et violons éclatent en pleurs. Le désespoir devient plus morne: pas de salut! plus d'espérance! Les malheureux naufragés se résignent: quelques prières à voix basse, quelques soupirs, des larmes silencieuses... Soudain l'orchestre tressaille de joie: un chant mélodieux s'élève. Ils sont sauvés! Un vent souffle du large, le dernier homme a quitté le tillac désert, la barque déploie ses blanches voiles; elle cingle vers la terre comme un rapide alicyon. Marche triomphante, brillantes fanfares, enthousiasme du bonheur! Une foule immense se presse sur le rivage et pousse de frénétiques hourras. Les voici! Chacun veut embrasser les sauveurs et les naufragés. Mais un violon plus grave rappelle ses confrères au devoir; un hymne solennel monte vers le Sauveur des vaisseaux et des hommes. Des sonneurs exaltés se précipitent dans les églises et sonnent les cloches à toute volée. Partout flambent des feux de joie; partout l'on tue le veau gras pour les étrangers; partout les

pères de familles descendent dans leurs caves et s'emparent des meilleures bouteilles. Puis Morphée sème ses pavots à pleines mains sur l'île hospitalière, qui s'endort bercée par les grandes eaux de l'abîme, comme sur le sein d'une mère.

Tout était, depuis longtemps, rentré dans le silence, que j'écoutais encore. Sans doute c'étaient de pauvres mineurs sortis pour quelques mois des entrailles de la terre, et voyageant par le monde lumineux pour gagner le pain de leurs familles. Bonnes gens, comment avez-vous pu, secouant le poids immense de votre labeur, vous plonger si loin dans les régions sacrées de l'art ? Qui vous a donné cette liberté puissante qui se joue avec toutes les richesses de l'harmonie, lorsque votre vie entière est un long esclavage ? Et moi, qui ai parcouru et labouré, à la sueur de mon front, le champ ingrat de l'esthétique, je n'ai jamais pu tirer deux notes justes du meilleur violon ; mon bagage musical comprend une douzaine de mélodies nationales aussi vieilles que les chênes, et datant pour moi de l'âge heureux où je conquerrais, à la pointe de ma plume, le bonnet de docteur.

Telles étaient mes pensées, lorsque le souvenir du jeune musicien, dont me parlait la lettre de ma femme, s'offrit inopinément à mon esprit. Alors je ne doutai plus un moment que ces mineurs ne fussent des artistes consommés amenés de la ville et dirigés par le jeune maître, qui n'avait pas manqué de savoir mon arrivée, et cherchait à gagner ainsi ma bienveillance. Je fus agréablement flatté de cette attention, qui eut pour effet d'affaiblir aussitôt, et presque à mon insu, la juste défiance d'un père. Je rencontrai le regard de ma fille fixé sur moi avec une expression de tristesse inquiète, qui me fit lire au plus profond de ce jeune cœur. Ce n'était plus l'enfant que j'avais laissée folâtre et naïve, heureuse de notre bonheur et n'en désirant pas un

autre. Pauvre Marie ! ce regard me fit peur. Si tu te trompais pourtant ? chère âme ! Que de fois les œuvres de l'artiste valent mieux que l'artiste lui-même ! Que de fois elles sont pour lui l'idéal que sa vie n'a pu atteindre, et loin duquel il se roule dans la fange ! Que de fois l'arbre, déjà desséché, se couvre encore, pour un temps, des fruits les plus beaux et du plus magnifique fenillage ! — Pauvre Marie ! si c'était là ton sort ! Mais cela ne peut être. Ayons confiance : les choses de la vie ne sont pas dirigées par une main insensible. Sans doute, il y a une puissance intelligente et bonne, qui gouverne, à son gré, les êtres de la nature et les cœurs des hommes. Qui se confie en lui comme toi, est protégé dans cette obscurité qui enveloppe de toutes parts et de si près nos existences, et menace constamment d'éteindre nos plus brillantes clartés. Et puis ta mère est là, et ton père ; nous te garderons aussi, chère enfant, toi qui nous es confiée.

Marie avait deviné ce qui se passait en moi. Elle appuya la tête contre ma poitrine en m'entourant de ses bras sans rien dire. Les musiciens avaient repris leur concert, mais je n'écoutais plus guère. Toutes mes pensées refluèrent à mon cœur, toute mon âme était confondue dans l'âme de mon enfant. Je sentais tomber sur ma main des larmes brûlantes. Une confusion étrange de sentiments s'agitaient en moi : c'était une appréhension pleine d'angoisse d'un danger inconnu, les joies paternelles les plus pures, mille vagues pensées s'élevant toutes ensemble comme les voix d'une foule invisible.

Ma femme posa la main sur mon épaule : — Dis-moi, mon ami, que penses-tu faire ? Ces messieurs, je crois, se disposent à partir. Dois-je les prier de monter ?

— Sans doute, m'écriai-je vivement. Je désire les remercier de leur bonté : la politesse me paraît l'exiger, malgré l'heure avancée.

Ma femme ouvrit la fenêtre: — Monsieur Werner! dit-elle.

— Madame? répondit une voix.

— Voudriez-vous nous faire le plaisir de passer quelques instants avec nous devant le feu? Mon mari vous en prie. Invitez aussi ces messieurs à vous suivre.

— Mes amis viennent de me quitter; mais j'aurai l'honneur, si vous me le permettez, de vous les présenter demain. Pour moi, je suis à vos ordres. M. Trugmann est donc arrivé?

— Sophie, descends vite avec une lumière et introduis Monsieur.

Mais déjà le jeune homme était à la porte du salon.

— Bonsoir, Madame, dit-il en saluant ma femme qui s'était avancée au devant de lui. Bonsoir, Mademoiselle. Ai-je peut-être abusé de votre complaisance par ce concert nocturne? Mais je tenais absolument à profiter du séjour de mes amis. Ils se sont donné toutes les peines du monde afin de rendre acceptables quelques morceaux composés, puisqu'il faut le dire, pour Mademoiselle.

— Acceptables, mon cher Monsieur; vous allez subir toutes nos louanges. Il n'y a pas jusqu'à mon mari, juge très-difficile, cependant. . . .

Les yeux du jeune homme se portèrent sur moi. J'étais pétrifié. Les lueurs du feu éclairaient vivement l'étranger. C'était bien ce même habit vert aux boutons de métal, ces culottes de peau de daim, ces bottes à revers. . . .

M. Werner me reconnut aussitôt. Il me regarda un instant avec épouvante, puis, poussant un cri terrible, il s'élança vers la porte et prit la fuite. Je me précipitai après lui. Arrivé dans le jardin, je le vis déjà hors d'atteinte. Je ne pouvais songer à le poursuivre.

La jeune fille rêveuse qui s'aperçoit tout à coup qu'une grosse araignée de cave court le long de son bras, ne frissonne pas de frayeur comme je le fis alors. J'étais comme un voyageur à moitié endormi de lassitude, qui glisse brusquement dans les ténèbres à travers les poutres d'un pont en réparation; comme des soldats jouant aux cartes dans un bastion et sautant avec une mine pratiquée sous les ouvrages; comme une sentinelle perdue, surprise par le sommeil et voyant dans un songe le ciel bien-aimé du pays, ses pâturages, ses montagnes, au loin déjà les chaumières enfumées du village natal, les sentiers bien connus, les bois, les sources, les fontaines, et qui, poussant un hurlement de douleur, se réveille le corps percé de baïonnettes. Il me semblait sentir le froid d'un couteau pénétrant jusqu'à mon cœur.

« Oh ! disais-je, en parcourant le salon avec égarement, c'était lui ! lui, le misérable, ici dans ma maison ! N'était-ce pas assez de me réduire à la mendicité ? Il fallait encore porter la honte sous mon toit. Lui, jeter un regard sur ma fille ! Lui, que les lois proscrivent ! — Mais, tout va bien, continuai-je en prenant mon manteau, il est tombé dans ses propres pièges, et je vais de ce pas faire le reste. »

Le cœur plein d'amertume et d'indignation, j'avais oublié la présence de ma femme et de ma fille. Comme j'allais sortir, elles se jetèrent toutes deux au devant de moi, et me saisissant les mains, elles me conjurèrent de me calmer, de ne rien faire avec précipitation, de les écouter un moment seulement. Mais je ne voulais rien entendre. Marie, pâle, tremblante de tous ses membres, les yeux suppliants, se serrait contre moi et me demandait avec instances, d'une voix étouffée, de lui dire au moins le sujet d'un aussi grand ressentiment. Je me dégageai de ses bras. Je les assurai l'une et l'autre que

j'étais parfaitement de sang-froid; que des circonstances connues de moi seul me permettaient de juger cette affaire en parfaite connaissance de cause; qu'enfin, lorsque j'aurais pourvu au plus pressé, je pourrais leur donner des explications plus complètes. Je les engageai à prendre quelque repos sans attendre mon retour. Malgré tout ce que je pus dire, je ne parvins pas à les persuader. Je compris qu'il fallait mettre fin à une scène douloureuse, qui ne devait pas affaiblir ma résolution. Je déclarai alors avec sévérité que j'aurais attendu de leur part plus de confiance et de soumission, et que du reste j'avais lieu d'être surpris de l'extrême intérêt que l'on portait à cet étranger. Je fus alors libre de sortir, et je me hâtai dans la direction du village.

Minuit ! minuit ! disait la vieille horloge. *Minuit !* répétait bientôt après le guet, en chantant dans l'ombre des maisons. *Minuit !* Tout respire la paix dans ces demeures, le sommeil ferme tous les yeux. Pas un bruit dans l'air, pas un cri dans les forêts. L'honnête guet veille seul pour la sûreté commune, et moi, je vais dans les ténèbres accomplir une tâche dure à mon cœur. Jamais je n'avais dû recourir à la justice humaine. Ma vie s'était paisiblement écoulée. Un instant a donc suffi pour la bouleverser ? Peut-être le malheureux a-t-il un père honorable, une pieuse mère, qui, loin de leur fils perdu, ignorent le déshonneur que je vais porter sur leurs têtes ! Que m'ont-ils fait ? Ne pourrai-je pas atteindre le coupable sans frapper la famille ? La prudence, la sagesse, la bonté ne le demandent-elles pas ? Si c'était ton fils, me disais-je, ne voudrais-tu pas plus de pitié ? Je m'arrêtai devant la porte du bourgmestre. Le souvenir de mon malheureux voyage se retraça de nouveau à mon esprit dans ses moindres détails. D'ailleurs, n'était-il pas trop tard maintenant ? N'avais-je pas déjà parlé ? S'il le fallait, il serait temps

encore de revenir en arrière. Je heurtai ; mon vieil ami vint ouvrir lui-même.

Il ne parut pas surpris de me voir. — Vous avez découvert quelque chose ? dit-il en m'introduisant dans sa chambre. Puis, me présentant de nouveau une pipe : Depuis votre départ, je n'ai fait que courir le pays pour mettre votre triste affaire en bon chemin. J'espère avoir réussi. — Fort bien, ajouta-t-il, quand je lui eus raconté en quelques mots ce qui venait de se passer, je m'en doutais. Votre déposition, cher Monsieur Trugmann, s'accorde parfaitement avec mes propres soupçons ; et s'installant près de la cheminée : Écoutez un peu. C'est une terrible aventure, de graves circonstances, qui vont mettre toute la contrée en émoi. Cet homme ne peut être seul, il faut qu'il ait des complices, nombreux peut-être. Vous êtes parti de la ville, dites-vous, ce grand matin : vous n'avez, dites-vous, averti de votre départ qu'au dernier moment. Il faut donc que le coquin ait eu des renseignements sûrs donnés par d'autres misérables de son espèce. Je l'ai vu ici, la veille au soir, se promenant près du village. Je l'ai rencontré encore ce matin à huit heures près de l'école, qui s'entretenait paisiblement avec le pasteur, comme l'eût fait un honnête homme. Je me suis approché, et le scélérat hypocrite m'a remis une bonne somme pour des pauvres gens dont la maison a été brûlée il y a quelques jours. Mais, c'est lui, je n'en saurais douter ; enfin, vous l'avez reconnu vous-même. Auriez-vous imaginé une perversité semblable ? Je n'ai jamais aimé, pour moi, ces étudiants déjà maîtres de leur bien à un âge où ils savent à peine discerner leur main droite de la gauche. Une fois rassasiés de tous les plaisirs que peuvent procurer les richesses, ils ne manquent pas de devenir de grands coupables pour chasser leur ennui par de nouvelles jouissances. Non,

ne m'en parlez plus. J'aime mieux cent fois un pauvre homme en haillons qui n'a jamais su le soir qui lui donnerait le pain du lendemain.

Le bon vieillard me raconta ensuite les peines qu'il s'était données, les preuves diverses qu'il avait recueillies, les indices de toute nature qui l'avaient mis sur la voie d'autres forfaits d'une extrême gravité jusqu'alors plongés dans l'ombre, mais que les investigations de la justice ne tarderaient pas à éclairer. Il me dit encore beaucoup d'autres choses que je n'entendis qu'à moitié, ou que je n'entendis pas du tout, car, pendant ce discours, je m'étais assoupi insensiblement sur ma chaise. Le bourgmestre me porta avec précaution sur son lit. Le bruit d'une porte ouverte, puis fermée, se mêla dans ma tête fatiguée à la voix d'un voleur qui me demandait de lui céder ma jument. Le galop de Bella s'éloignant sur le chemin fut la dernière chose dont j'eus conscience. Je m'endormis profondément.

Quand je me réveillai, ma première pensée fut pour les événements de la veille. Je crus avoir échappé à un horrible cauchemar; mais en jetant les yeux autour de moi, je reconnus la chambre de travail de mon hôte, ses panoplies de pipes, de rapières et de vieux bâtons de voyage, souvenirs de temps bien reculés; car la plus grande partie de ces reliques représentait le plus clair de la succession du père de mon vieil ami. Le digne bourgmestre soupirait souvent en contemplant ces antiques témoignages d'une vie studieuse; il reprochait alors avec amertume aux mânes de ses parents de l'avoir retenu loin du monde, joyeux de la science qu'il désirait, comme un exilé soupire après le ciel et la patrie. A soixante et dix ans, il eût voulu parfois encore partir pour ce long voyage, et sa vie, tout entière consacrée au bien d'une obscure bourgade, lui semblait alors perdu sans re-

tour. « Cher ami, lui disais-je, qui de nous est plus avancé ? Nous sommes si bornés, si étroitement murés dans la triste prison de nos corps, si faibles d'intelligence, que nous ne pouvons savoir quoi que ce soit d'une manière certaine : pas une goutte d'eau, pas une feuille, pas une pensée de nos propres cœurs. Voilà qui est terrible, cher ami, cela est effrayant. Mais il en a été de même depuis le commencement des âges. Entrez dans les bois, baissez-vous au pied de ce chêne; voyez-vous ce ver dont la tête se glisse hors de son trou humide ? il vomit de la terre qu'il est allé chercher à quelques pouces de profondeur ; il disparaît : dans une heure il reviendra, pour disparaître encore. Voilà la tâche de sa vie. Si nous étions ce ver, nous aurions peut-être quelque raison de nous plaindre. Mais nous l'avons mieux à faire, cependant, que de vomir de la boue comme cette petite créature. Nous la trouverions ridicule, si elle voulait apprendre beaucoup de choses, qui existent, sans doute, mais qu'elle est destinée à ignorer. D'autres créatures supérieures nous regardent à leur tour comme de petits vers assez dégoûtants à voir. Mesurons nos forces en nous conformant à la pensée de notre maître, dont la main paternelle nous a formés selon sa volonté. Dans cet humble cercle d'activité, nous aurons encore beaucoup à faire, assez pour que nos bras se couvrent de sueur tous les jours de notre vie. L'un de nous est tailleur, un autre forgeron, un troisième maître d'école ; j'en connais qui sont bourgmestres et philosophes. Il faut que chacun, sans bien comprendre souvent, fasse son œuvre ; et je ne dis pas que, par une sagesse cachée, il ne puisse sortir quelque bien de ce travail auquel doivent participer toutes choses. »

Les premières lueurs de l'aube pénétraient peu à peu dans la chambre. Maintenant que le repos m'avait rendu ma sé-

réalité habituelle, j'étais humilié de voir combien j'avais montré de faiblesse en attachant une si grande importance à la perte de quelque argent. Il me semblait que des années s'étaient écoulées depuis la veille. L'homme n'est donc pas le même deux jours ! Il change au moindre souffle comme les nuages, jusqu'à ce qu'il vienne à disparaître.

Sans doute pendant mon sommeil j'avais voyagé dans des contrées inconnues, bien loin des bruits et de la poussière du monde. Dans ces pures régions, l'homme, conduit par une main invisible, dépose un instant le fardeau de ses peines, qu'il trouve plus léger à son réveil. Il a retrempe son courage, il reprend plus joyeux son chemin à travers la vie. Ainsi, le pauvre mendiant continue gaiement sa route s'il a trouvé bon accueil sous un toit hospitalier. Homme, que ferais-tu sans cette aumône de tous les jours, que tu reçois sans honte comme sans gratitude ? Ainsi, toutes choses te sont données, et peux-tu dire que tu fasses éclore une seule pensée de ton âme ? — O misère ! nous n'avons rien qui soit à nous, cet air même que nous respirons n'est pas à nous, et notre vie est un emprunt de tous les jours.

Une voix retentissante qui chantait au dehors vint m'arracher à ces préoccupations. Je descendis et trouvai Franz qui ouvrait la porte de l'étable. Il m'apprit que son maître n'était pas encore rentré, et je me décidai à ne pas attendre davantage pour rentrer chez moi. Je m'enveloppai dans mon manteau et m'acheminai rapidement par le sentier bordé de noisetiers couverts de givre. A mesure que je m'approchais de la maison, une tristesse insurmontable m'envahissait de nouveau. Je n'osais penser à l'avenir, je craignais de rencontrer les regards des miens, comme si j'eusse commis une mauvaise action. Je sentais s'élever dans mon cœur des pensées que je cherchais vainement à repousser. J'en vou-

lais à ma femme et à Marie, je les accusais secrètement d'imprudence et de légèreté, et je me reprochais avec amertume de les avoir laissées seules, exposées aux mauvais desseins des hommes, loin de moi leur protecteur. J'étais comme un soldat désarmé, luttant contre une foule de farouches assaillants qui l'enveloppent de toutes parts. En mettant le pied sur la terrasse, je pensai aux heures si douces que ma petite famille avait passées à l'ombre des vieux tilleuls, lorsqu'un soleil d'été inondait de son éblouissante lumière les chemins poudreux et les blanches moissons immobiles dans les champs embrasés. Maintenant le souffle de l'hiver avait pénétré dans cette maison, il avait refroidi nos cœurs comme toute la nature. Mais les chaleurs de l'air devaient encore brûler la terre. Soleil, viens aussi nous ranimer de quelques rayons, viens nous purifier, comme lorsque tes ardeurs dessèchent et rendent féconde une plaine imprégnée d'une humidité froide et malfaisante.

Lorsqu'un homme gravit le chemin de la douleur, bientôt son âme respire avec une joie paisible l'air pur de ces tristes sommets. Le sentier est abrupt et la cime balayée par les rafales ; mais quelle vaste étendue se déploie à nos pieds ! D'un regard nous traversons les espaces. La terre est si loin, le ciel est si près !

Un hennissement me fit tourner la tête, comme j'étais absorbé dans cette contemplation. En croirai-je mes yeux ? C'est toi, ma bonne jument, ma fidèle Bella ? Quoi ! ta vieilleuse a résisté aux horreurs de cette affreuse nuit ? N'es-tu point un fantôme de mon esprit malade ? Pauvre bête ! Sans doute tu as jeté mon voleur dans quelque fondrière, et tu n'as pas eu de repos avant d'avoir retrouvé mes traces. Heureux instinct ! admirable sagacité !... Mais ce n'est pas toi, sans doute, qui l'es attachée ici. Mon esprit se perd à vouloir

pénétrer ce mystère. N'importe, tu m'es rendue. Allons, cet air vif pourrait te nuire; d'ailleurs, un picotin d'avoine et un râtelier bourré de foin sont bien de saison après un jeûne aussi rigoureux.

Et je caressais ma fidèle monture. Je ne laissais pas de m'étonner qu'après une course nocturne aussi laborieuse, cette jument semblât sortir des mains du palefrenier. Pas un atome de boue de la tête aux sabots. Bella me regardait d'un œil vif et joyeux.

« Comment! pensai-je en défaisant le nœud du lien, cette bête donne une leçon de philosophie à son maître! » Je m'arrêtai brusquement: en déroulant la corde, je venais d'apercevoir derrière le tilleul l'extrémité d'une hotte. L'empreinte du pied de sauvage qui terrifia si fort Robinson Crusoé, me revint en mémoire. J'eus honte de ce moment d'hésitation. — « Qui va là? demandai-je d'une voix forte. »

Alors l'inconnu sortit de sa cachette. Je reculai d'un pas avec consternation. C'était encore l'habit vert.

Mais aussi quel changement! Ce n'était plus cet audacieux brigand qui puisait son courage dans les ténèbres. Pâle, la tête baissée, il avait la honte sur le front. D'une main il tenait sa casquette, de l'autre il me tendait sans rien dire ma précieuse blague, dont la vue me fit tressaillir de joie.

— Ainsi, dis-je froidement lorsque j'eus repris mon trésor; ainsi votre indigne action vous pèse et votre conscience vous condamne. Je voudrais croire que vous n'êtes pas encore entièrement perdu. C'est le vœu bien sincère que je fais pour vous. Si mon pardon peut vous servir à quelque chose, je vous le donne volontiers. Allez où bon vous semble. Le vieux Trugmann désire que vous deveniez honnête homme.

En prononçant ces charitables paroles, j'avais détaché la jument; et, la prenant par la bride, je me disposais à m'éloi-

gner, lorsque le jeune homme, sortant de son immobilité et portant sur moi des regards pleins de confusion :

— Ah ! monsieur, me dit-il, j'ai mérité toute votre colère, j'ai mérité que vous n'eussiez aucune confiance dans mes paroles. Je n'ai pas la prétention de me justifier à vos yeux ; cependant....

— Cependant, répliquai-je indigné de tant d'audace, vous allez me montrer sans doute qu'en me volant mon argent et mon cheval, vous me rendiez un véritable service et que vous aviez lieu d'attendre de moi plus de reconnaissance ?

— Comment ! s'écria M. Werner indigné à son tour, vous supposez que j'aie eu réellement le dessein de vous voler, Monsieur ? Je ne pensais pas encore être descendu si bas dans votre esprit.

Tout mon être se révolta contre une si flagrante hypocrisie. Je jetai sur M. Werner un regard de dédain, et, sans ajouter une parole, je pris la direction de l'étable. Mais le jeune homme se jeta vivement au devant du cheval, et me saisissant les mains avec violence, quoique avec respect :

— Non, non, dit-il d'une voix tremblante d'émotion, il ne faut pas que vous me laissiez ainsi. Je ne vous quitterai pas avant que vous m'ayez véritablement pardonné. Vous ne pouvez pas me prendre pour un voleur ! Sans doute, vous voulez me punir en disant cela. Votre colère est trop juste, mais écoutez-moi, écoutez-moi quelques instants seulement.

— Vous abusez de votre force, et je vous entendrai malgré moi.

— Mais, Monsieur, dit le jeune homme avec un geste désespéré, je ne veux point vous contraindre ; laissez-vous persuader...

— C'est inutile ; toutes les paroles du monde ne changeront

rien à l'affaire. Je sais parfaitement à quoi m'en tenir sur votre compte. Votre insistance m'est odieuse.

— Monsieur...

— Vous me ferez plaisir de vous retirer.

— De grâce...

— Songez plutôt à prendre vos mesures pour vous soustraire à la justice.

— Ne me désespérez pas, Monsieur, je vous conjure.

— J'en ai trop dit peut-être ; je ne devrais pas sans doute chercher à vous *éviter* le châtiment qui vous attend.

— Ah ! monsieur, qu'ai-je à faire avec la justice ? C'est vous seul que je crains. Souffrez...

— C'est assez, vous dis-je.

— Au nom de ce que vous avez de plus cher...

— Que voulez-vous donc de moi ? Pourquoi me persécuter davantage, m'écriai-je en fixant sur M. Werner des regards pleins d'indignation. Ne comprenez-vous pas enfin que votre crime à mes yeux n'est pas tant d'avoir dépouillé un vieillard sur le grand chemin ; c'est d'être entré dans cette maison pour y porter le déshonneur. Puis-je maintenant vous voir de sang-froid, et que dois-je vous répondre quand vous me suppliez au nom de ce que j'ai de plus cher au monde ?

M. Werner rougit ; il se tut un moment, comme pour se concerter, puis, me regardant avec assurance, il me dit d'une voix calme :

— Vos paroles sont cruelles, Monsieur ; je veux que, dans un instant, vous les regrettiez. Je suis décidé à ne pas vous quitter que vous ne m'ayez entendu. Vous êtes gravement offensé, je le sais ; je me reproche amèrement ma folie : il n'est rien que je ne sois prêt à faire pour la réparer, pour mériter votre amitié et vous obliger à oublier l'outrage indigne dont vous avez été la victime. Vous ne me repousserez pas, car je

vous aime ; je sais que vous êtes bon. Je vous aimais et vous respectais avant de vous connaître, et maintenant vous me méprisez et refusez de m'entendre, craignant de vous souiller plus longtemps au contact d'un voleur.

— Voyons, dis-je secrètement ému de l'accent de vérité que respiraient ces paroles, essayez de vous justifier. Je vous écoute.

Telle fut la bonté de mon âme. Je ne sais trop pourtant si cette condescendance n'était pas due aussi à l'influence bien-faisante des premiers rayons du soleil levant qui venait de paraître sur les forêts de la montagne. Ce matin-là, il commença sa carrière au milieu de quelques franges de pourpre et d'or, se dessinant vaguement sur le bleu pâle du ciel. Comme un roi débonnaire qui sort incognito de son palais pour voir de ses propres yeux et soulager les misères de sa capitale, l'astre radieux avait quitté cette fois toutes les splendeurs de sa gloire et s'élançait dans l'espace pour éclairer et vivifier une terre sombre et glacée, sans demander si les hommes méritaient ce bienfait. Je ne sais si je fis alors des réflexions de ce genre, mais j'en aurais pu faire, et je pris patience en ouvrant l'oreille aux paroles de ce malheureux. J'avais hâte cependant d'échapper à son éloquence.

— Je n'aurais pas de peine, disait-il en appuyant une main sur la selle de la jument et en posant l'autre sur mon bras, je n'aurai pas de peine à vous convaincre que jamais il n'a été dans ma pensée de vous faire le moindre tort. Cette détestable aventure est due à une méprise, à un quiproquo ridicule, dont la faute n'est pas à moi. C'est mon malheureux domestique qui a fait tout le mal. Il se trouvait dans la chambre d'auberge où vous avez dîné hier, et vous prit pour un gros négociant de la ville, voyageant pour ses affaires. J'étais occupé avec mes amis à tirer des bécasses, quand le

drôle vint me faire son rapport, et, jugeant l'occasion favorable, je résolus de voler ce marchand. Vous m'avez rencontré alors sur la lisière de la forêt et je vous racontai des histoires qui n'avaient pas le sens commun. Ces mensonges vous me les payâtes en rhum de la Jamaïque et en saucisson de Mayence. Pendant cette courte entrevue, je vous examinai avec la plus grande attention et je prenais contre vous les résolutions les plus noires. Je les mis trop bien à exécution. C'est moi qui vous ai volé votre cheval près de la rivière, c'est moi qui ai découvert l'argent que vous teniez caché sous votre gilet, c'est moi qui vous ai adressé par deux fois d'ironiques paroles qui devaient accroître la tristesse de votre position. Si j'avais su alors que vous n'étiez pas cet honnête marchand, je vous eusse plutôt escorté, protégé, défendu contre toute entreprise criminelle, au risque de verser mon sang pour vous. Il n'y aura pas assez d'étrivières pour ce coquin de Conrad : par son ineptie il a manqué tuer son maître, et c'est à grand peine, je le vois, que je pourrai réparer tout le mal dont il est cause. Quand j'eus fait main basse sur votre bien, je rejoignis au galop mes amis que je trouvai mettant le château au pillage. Nous sortîmes bientôt après et nous vinmes ici donner une sérénade à M^{lle} Trugmann. Vous n'avez pas oublié la frayeur dont je fus saisi quand je vous reconnus. J'étais si hors de moi que je me crus perdu sans ressource et que, par ma fuite, j'aggravai vos justes soupçons. Je rentrai chez moi la mort dans l'âme, et, dans mon désespoir, j'éveillai le valet d'écurie qui reçut l'ordre de donner les soins les plus pressés à votre jument. Je ne fermai pas l'œil de la nuit, si ce n'est une heure ou deux que je dormis tout habillé sur mon lit. Au point du jour, croyant le moment favorable pour vous restituer sans bruit cheval et argent, je descendis ici ; vous savez le reste.

Ce discours fut débité avec le plus grand naturel du monde et un mélange de candeur et de légèreté qui ressemblait presque à de l'impertinence. Je ne pouvais m'empêcher de trouver ce ton déplacé. La justification de M. Werner me paraissait, du reste, bien incomplète, et je me demandais aussi comment je pourrais ajouter foi à un homme pour qui le mensonge était si facile.

— Tout cela me déplaît, dis-je froidement. je veux supposer que vous m'avez pris pour celui que vous dites, — et qui me prouvera que vous ne forgez pas une nouvelle histoire pour rajuster vos affaires? — Mais il reste ceci du moins, d'après vos propres déclarations, c'est que vous avez dépouillé quelqu'un nuitamment à main armée. Votre sang-froid et votre habileté témoignent en outre que vous avez une longue habitude de cette honorable industrie. Ainsi....

— Soyez patient jusqu'au bout, de grâce, Monsieur, reprit-il plus humblement. J'avoue que toutes les apparences sont contre moi. Ce que je vais vous dire, Monsieur, est de telle nature que peu d'hommes pourraient le comprendre, peu d'artistes même, je crois, ont été jusque-là. Mais vous vous êtes occupé d'une façon toute spéciale de la philosophie de l'art : c'est là ce qui me donne quelque courage. J'ose donc vous demander encore un moment d'attention.

Ici l'habit vert se recueillit comme un homme qui, arrivé dans un carrefour, cherche à s'orienter pour ne pas faire fausse route ; ou comme un général qui, malgré l'odeur enivrante de la poudre et le fracas de la bataille, médite froidement un plan hardi, lorsque déjà ses troupes plient devant des forces supérieures. — « Voilà un habile coquin, me disais-je, ou un honnête jeune homme égaré par quelque folle pensée. Il vient de me porter une botte au défaut de la cuirasse. Je ne saurais croire qu'un voleur puisse trouver

quelque intérêt à des questions d'esthétique, lorsque tant de braves gens ne s'en soucient non plus que des habitants des étoiles fixes. »

— Vous savez, continua M. Werner avec un regard qui me demandait toute mon indulgence, vous savez l'exactitude topographique d'Homère. Je suis sûr que ce grand poète connaissait mieux chaque point de la côte de Troie, les mille sinuosités du Scamandre et du Simois, les moindres accidents de la plaine, les sources et les forêts du mont Ida, que pas un vieillard du pays. Souvent les étoiles l'ont vu sur le rivage où Thétis consolait son fils en pleurant; il contemplait de loin les ruines de la ville puissante que le destin avait d'avance livrée à l'étranger. Sa muse, c'étaient les voix qu'il entendait sortir des entrailles de cette terre héroïque et chanter dans les profondeurs sereines du ciel où étaient montés le cri des mêlées et les flammes d'un immense incendie. — N'est-ce pas aussi votre pensée ?

Cela me paraissait assez vraisemblable. J'avoue qu'après ce morceau sur Homère, je me trouvais entièrement dépaycé. Mon système sur la création poétique, laissé depuis longtemps à lui-même dans un recoin de mon cerveau, s'était dressé devant moi comme un guerrier impassible armé de toutes pièces, auquel il ne manque que fort peu de chose pour figurer avec avantage dans le champ clos de la philosophie. Ce fut ainsi que je perdis alors de vue la question du moment. Comment cela se fit-il ? je ne sais. Je laissai Bella dans le jardin dont je poussai la porte et, selon ma coutume, lorsque je suis plongé dans quelque méditation, je commençai à me promener sur la terrasse. Arrivés à l'extrémité de l'allée, nous nous engageâmes dans le premier chemin venu. Je dois dire que l'esthétique m'a donné plus d'une fois d'aussi graves distractions.

— Ce qui s'est passé pour Homère, reprit l'artiste avec plus de confiance, a été, je crois, l'histoire de bien de poètes. J'ai toujours supposé que ce n'était pas pour rien que Byron avait une passion si violente pour la mer. Sans doute qu'il trouvait dans l'immensité et la solitude de l'Océan, dans le bruit éternel des flots, dans la profondeur insondable de cet abîme, où s'accumulent les débris des naufrages, dans ce dialogue sans fin du ciel et des eaux, dans ces nues ces vols d'oiseaux de passage, ces brises, ces vents impétueux, ces trombes dévorantes, ces tempêtes, ces rayons qui se réduisent en poussière de feu sur les vagues où les vaisseaux des hommes se perdent comme une pensée dans l'océan des pensées de tous les âges, il trouvait réalisés dans ce concours de mystères, les mystères, plus innombrables, de son propre cœur, et cherchant alors, avec toutes les forces de son âme, l'Être inconnu, créateur de tant de merveilles, de tant de lumières et de si profondes ténèbres, il ne trouvait que la tristesse et le désespoir. — N'est-ce pas aussi votre pensée ?

— Je pense qu'il n'est pas facile de savoir au vrai tout cela, et peut-être Byron n'en savait-il pas autant que vous-même. Votre enthousiasme. . . .

— J'avoue, dit M. Werner en baissant la voix, j'avoue que je vous ai récité une phrase qui m'a coûté beaucoup de peine lorsque j'essayais de voir si je n'étais pas né poète. — En résumé, je crois que l'artiste ne rend bien que ce qu'il a expérimenté.

— Voilà bien des façons, dis-je, pour enfoncer des portes ouvertes.

— Ouvertes pour vous, sans doute ; mais des centaines de gens ne paraissent pas s'en douter. Vous devinez maintenant le reste ?

— Quoi donc ?

— C'est à cause de cela que je vous ai volé votre cheval.

— En effet, repris-je, désagréablement ramené du monde paisible des idées, vous m'avez volé, et vous avez beau l'avouer vous-même, j'ai beau me dire que rien n'est plus irrécusable, je ne puis m'empêcher de croire qu'il en est autrement.

— Non, non, Monsieur, vous n'avez eu affaire qu'avec un fou. Depuis plusieurs mois je travaille avec acharnement à un grand opéra qui me donne mille maux. J'essayais vainement d'entrer dans le caractère de mon héros, un brigand honnête homme, un Karl Moor, pour qui la vie, plus qu'à tout autre, est une marâtre. Là, je le sentais, était l'idée-mère de l'œuvre. Je fis des efforts inouïs pour la trouver. J'ai lu des volumes d'histoires effroyables : ma chambre de travail en est remplie. Peine perdue. L'arrivée inattendue de mes amis me sauva. En voyant entrer dans la cour cette bande joyeuse d'étudiants tapageurs, profitant de leurs vacances pour exercer leurs brigandages dans ma paisible maison, je les eusse d'abord voulus à cent lieues sous terre pour les heures qu'ils allaient me faire perdre infailliblement. L'amitié dissipa bientôt cet égoïsme sordide. Après mille folies, nous sortîmes pour chasser. Cette surexcitation inusitée, cette gaieté sans frein dont j'avais perdu l'habitude depuis l'université, le vin que ces malheureux me firent boire, la contagion de l'exemple, allaient faire de moi un malfaiteur. J'envoyai ce traître de Conrad à la découverte. Il n'y a pas manqué, et grâce à lui, j'ai pénétré d'un coup jusqu'au fond de mon sujet. Mais à quel prix ! Lorsque sur votre cheval je galopais dans l'obscurité, il me semblait entendre mille voix chanter autour de moi ; des orchestres admirables, montés sur des chevaux invisibles, me poursuivaient, et par-dessus toute cette harmonie, s'élevait le chant triste, sauvage, bizarre de mon

héros. Des buissons, des taillis, des eaux de la rivière jaillissaient des flammes rougeâtres et fumeuses devant lesquelles passait rapidement un long cortège de formes extraordinaires. Pendant cette heure-là, je fis plus d'ouvrage que dans les six mois qui avaient précédé. Il me semblait que jusqu'alors j'avais essayé de fondre du minerai au feu d'une lampe, morceau par morceau ; maintenant, le fourneau était gorgé jusqu'au col, le feu grondait, l'œuvre de destruction et de création s'accomplissait avec fureur. Mais, par moments, une pensée surgissait devant moi et menaçait de mettre en déroute cette armée de pensées ; c'était une inquiétude désolante de ne pouvoir m'emparer de ces trésors qui se répandaient sur moi de toutes parts.

A peine arrivé, je conjurai mes amis de venir à mon aide ; je me mis au piano ; pendant deux heures, ils couvrirent de notes feuilles sur feuilles. Lorsque nous eûmes pourvu au plus pressé, nous descendîmes pour la sérénade que vous savez. A mon retour, malgré l'angoisse qui me tourmentait, je me forçai au travail. Je veillai ainsi une grande partie de la nuit avec quelques-uns de mes dévoués compagnons. Ce fut une victoire complète. La douleur, le désespoir dont mon cœur était plein, passèrent dans l'âme de mon héros. Je compris ce que c'est que la vérité dans l'art. Les fragments qui m'avaient coûté tant d'efforts, de méditations, de découragements furent en un instant vivifiés, transformés, bouleversés par un souffle puissant. Lorsque enfin, épuisé de fatigue, je m'arrêtai, j'avais oublié tout au monde, je vivais dans la chair et les os de ma propre création. Mais à mon réveil ma première pensée fut pour vous : une folle action qui, je le pensais, ne devait causer de tort réel à personne, avait peut-être détruit mon avenir tout entier. Vous savez tout maintenant. Parlez ; pardonnez-moi.

J'ai souvent entendu déclarer, même à des gens qui connaissent très-bien, disent-ils, le cœur humain, qu'à la femme seule il est permis de pleurer : la dignité de l'homme demande une âme plus forte. Quoi qu'il en soit, les yeux de M. Werner étaient remplis de larmes ; je ne pus retenir les miennes. Un élan irrésistible nous jeta dans les bras l'un de l'autre. J'embrassai mon fils, il embrassait un père.

Que sont des paroles pour faire communiquer les âmes ? Un autre langage plus subtil et plus éloquent les révèle plus intimement l'une à l'autre. Malheureux qui ne comprend pas ce langage du cœur : il vit isolé au milieu des hommes, il regarde passer la vie à ses pieds ; pour lui le monde est un rêve.

— Oh ! cher monsieur, disait-il, combien vous êtes bon ! Pardonnez-moi si je vous aime déjà plus que vous ne voudriez peut-être. Vous ne savez pas que je suis orphelin depuis des années. Il me semble retrouver mon père. Je n'ai jamais manqué d'amis, mais je n'ai jamais eu de famille.

— Bien, cher ami, dis-je en lui prenant les mains, quand je vous vis pour la première fois près de la forêt, je sentis mon cœur attiré vers vous. Votre amitié m'est précieuse ; je vous donne toute la mienne, si vous croyez pouvoir vous réchauffer près d'un feu qui bientôt va s'éteindre.

Plongés dans de douces pensées, nous entrâmes dans une large allée de hêtres séculaires qui conduisaient à la porte d'un antique château. Je me souvins alors de ces arbres que j'avais trouvés la veille jonchés sur le sol, comme pour me rappeler la brièveté du temps et l'égoïsme des hommes. Jusqu'alors j'avais vu dans la succession éternelle des événements du monde physique et du monde des esprits une ingratitude sans fin, aveugle, fatale, misérable, mais nécessaire au développement harmonique de l'univers. C'est la loi des êtres, pensais-je, le ciment de l'édifice de la création. Maintenant

mon cœur pressentait de meilleures choses. Ma tristesse était changée en joie. De chauds rayons glissaient à travers les branches dépouillées ; des oiseaux printaniers gazouillaient çà et là. La route qui passait à quelque distance, commençait à s'animer : des piétons, des paysans montés sur des chevaux de ferme, des chars remplis de monde, des bœufs, des oies chassées par de petites filles se rendaient à la grande foire du village. Je pensais qu'il était temps de retourner chez moi, quand je vis une dizaine d'hommes armés de fusils et de bâtons nous entourer de tous les côtés. Comme je me demandais ce que cela pouvait signifier, j'aperçus l'honnête figure du bourgmestre. Il s'avança vers moi et me serra la main. Ses compagnons, arrivés à quelques pas, fondirent tout à coup sur M. Werner, et le saisissant les uns par les bras, les autres par le corps, ils se disposaient à le lier avec de grosses cordes qu'ils avaient apportées tout exprès. J'eus fort à faire pour empêcher ces bonnes gens de mettre leur projet à exécution, et déclarant au respectable magistrat que je retirais absolument ma plainte et me portais garant de l'innocence de mon jeune ami, je parvins à obtenir qu'il fût relâché. La police municipale se dispersa enfin, non sans mécontentement. Je priai alors le vieillard de déjeuner chez moi avec M. Werner. Nous descendîmes sur la route, où nous fûmes bientôt rejoints par un homme qui portait une tourterelle dans une cage. C'était ce malheureux Conrad. Il me jeta à la dérobée un regard inquiet, mais voyant son maître tout-à-fait calme :

— Je l'ai, dit-il, retrouvée ce matin dans la cour, et je vais la rapporter à Mademoiselle.



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

RAPPORT

PRÉSENTÉ

A L'INSTITUT GENEVOIS

(SECTIONS RÉUNIES)

SUR LE

CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

Par M. le Professeur GAULLIEUR

Secrétaire-Général et délégué de l'Institut Genevois, à Bruxelles.

MESSIEURS,

Par une circulaire datée du 20 mars 1858, le Comité d'organisation du Congrès de la propriété littéraire et artistique, qui devait s'ouvrir à Bruxelles le 27 Septembre 1858, avait invité l'Institut Genevois à se faire représenter dans cette

Assemblée, où des délégués de toutes les nations civilisées devaient chercher à s'entendre pour élaborer les bases d'une bonne législation sur la propriété des ouvrages de littérature et d'art.

Soumise à l'Institut Genevois, dans sa séance générale du 24 Août 1858, la question de savoir si un délégué de ce Corps serait envoyé à Bruxelles, fut résolue affirmativement, à l'unanimité, sur le préavis de M. James Fazy, qui exposa que la tenue de ce Congrès coïnciderait avec la discussion et la négociation du traité sur la propriété littéraire que seul, entre les Cantons suisses, le Canton de Genève était à la veille de conclure avec la France.

La question d'opportunité fut donc renvoyée à la Section des Sciences morales et politiques, qui, dans une séance ultérieure, désigna son Secrétaire particulier, M. le professeur Gaullieur, qui est en même temps Secrétaire général de l'Institut Genevois, pour assister au Congrès de Bruxelles¹.

M. le professeur Gaullieur, afin de mieux remplir son mandat, devait s'arrêter à Paris pour examiner les motifs qui avaient porté le commerce de l'imprimerie, de la librairie, ainsi que les éditeurs d'œuvres d'art dans cette capitale, à insister dans des mémoires, publiés avant le Congrès, sur l'urgence qu'il y avait d'entourer des plus grandes garanties, et pour un temps en quelque sorte indéfini, la propriété littéraire et artistique. Le délégué de l'Institut Genevois se munit aussi de mémoires et de notes des éditeurs et des principaux libraires de Genève, afin de mieux s'assurer des intérêts réels de ce Canton dans la question. Ces documents lui furent fournis avec la plus grande complaisance. On en

1. Voir les détails de ces délibérations dans le *Bulletin* de l'Institut Genevois, tome VIII, pages 157 et 158.

trouvera quelques-uns à la suite de ce Rapport. (Voir aux pièces annexées.)

Si l'on veut se mettre bien au fait de toute la question, il importe de la reprendre dans son ensemble d'un peu haut. On se rappellera qu'en 1851 les plaintes auxquelles donnait lieu depuis longtemps en France, de la part des libraires-éditeurs et des imprimeurs, la contre-façon des ouvrages d'auteurs français, telle qu'elle était pratiquée en Belgique, devinrent si vives, que le Gouvernement français crut devoir faire auprès du Gouvernement belge des démarches très-sérieuses pour amener la suppression de la contre-façon au moyen d'un traité international. Cette question fut très-vivement agitée et discutée dans les deux pays. En Belgique, l'opinion se divisa : les uns estimaient que, loin de nuire au commerce de l'imprimerie et de la librairie belge, la suppression de la contre-façon aurait pour résultat de donner une plus grande impulsion à la littérature nationale, et, par conséquent, à la production des livres nouveaux. Mais pour cela il fallait, disaient-ils, que les Gouvernements eux-mêmes prissent l'initiative de provoquer et de faciliter une bonne organisation de leur commerce de librairie respectif, de façon à former une puissante industrie qui seule aurait la force et les moyens de réunir, par des traités internationaux, les pensées des nations. Au lieu donc d'entraver la circulation des livres, il fallait encourager les capitaux, la confiance, l'intelligence et les capacités à se lancer dans cette industrie. Telle fut, on peut le dire, l'idée-mère du Congrès international de la propriété littéraire. En revanche, le parti opposé à l'abolition de la contre-façon soutenait que ce qu'on avait coutume d'appeler la *propriété littéraire* n'existait pas, ou du moins que cette propriété ne pouvait constituer qu'un privilège local dans le pays d'ori-

gine des auteurs ou dans celui où un livre paraissait pour la première fois¹.

Déjà la librairie française, jugeant avec raison que le meilleur moyen de faire tomber la contre-façon belge était d'établir ses éditions originales à meilleur marché, avait entrepris de donner pour 3 fr. 50 c. les volumes qui se vendaient naguère, en France et à l'étranger, 6 fr. et jusqu'à 7 fr. 50 c. Ce moyen avait réussi mieux que tout autre, et les bibliothèques Charpentier, Gosselin et autres, d'un prix encore plus réduit, avaient obtenu un immense succès. L'éditeur Lévi alla jusqu'à donner les mêmes volumes pour 1 fr. et 1 fr. 25 c. Dès-lors la contre-façon n'était plus possible en Belgique, ni ailleurs, du moins pour certaines catégories d'ouvrages, précisément ceux qui se débitent en plus grand nombre.

Mais, en même temps qu'ils faisaient ces sacrifices, les éditeurs français se livraient aussi à des démarches multi-

1. Pour se faire une idée des débats auxquels donna lieu cette question vitale pour la Belgique, il faut lire les ouvrages suivants : *Charles Hen*, la RÉIMPRESSION, étude sur cette question, considérée au point de vue des intérêts belges et français. Bruxelles, 1851. *Charles Muquart*, DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE INTERNATIONALE, DE LA CONTRE-FAÇON ET DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. Bruxelles, 1851. *Jean Hetzel*, NOTE SUR LA CONTRE-FAÇON, DE SON ABOLITION ET DE SES CONSÉQUENCES. Bruxelles, 1854. LES DEUX CONVENTIONS FRANCO-BELGES, jugées au point de vue du droit et de ses conséquences. Verviers, 1852. LE DROIT D'AUTEUR ET LE BREVET D'INVENTION, par *M. Muquart*. Bruxelles, 1855. DE LA RÉIMPRESSION EN BELGIQUE, par *A. Haumann*. Bruxelles, 1852. DE LA SUPPRESSION DE LA CONTRE-FAÇON LITTÉRAIRE, mémoire publié par les typographes belges. Bruxelles, 1852. OPINION D'UN VOLEUR SUR LA CONTRE-FAÇON. Bruxelles, 1852. DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, par *H. Tarlier*. Bruxelles, 1844. *Deuxième édition*, par le même. Bruxelles, 1849.

pliées pour étendre leurs relations et leurs marchés à l'étranger.

Il est à remarquer que la France, malgré sa grande civilisation, n'est pas le pays le plus favorable à la production des livres, surtout des livres scientifiques ou d'un ordre relevé. Ceci n'est point un paradoxe. A l'exception de Paris, qui est un centre universel, et de quelques grandes villes dans les départements, le commerce de la librairie est assez limité en France. Il se borne en général à des ouvrages usuels et courants, à des publications populaires ou illustrées. On ne peut établir aucune comparaison entre les goûts scientifiques et les habitudes de lecture qui existent en France, et celles qui règnent dans la plupart des autres contrées de l'Europe, notamment l'Angleterre, l'Ecosse, l'Allemagne, les pays scandinaves, la Suisse et quelques autres. Il est notoire que sur une édition d'un livre tirée à six mille exemplaires, la librairie parisienne compte environ trois mille exemplaires pour le débit à l'étranger. On verra ci-après pour quelle part, proportionnellement très-considérable, la Suisse entre dans ce calcul.

Comme cela était à prévoir, la réimpression belge, autrement dite la *contre-façon*, eut le dessous dans le conflit qui s'engagea entre ceux qui voulaient son abolition et ceux qui prétendaient la maintenir. La France l'emporta et la Belgique dut s'exécuter. La convention littéraire internationale entre les deux nations entra en vigueur le 12 Mai 1854. Dès ce moment la réimpression cessa en Belgique, et les hommes pratiques, comme aussi les publicistes de ce pays, s'occupèrent incessamment d'assurer à sa librairie, en compensation de ce dont elle se privait, les bénéfices d'une bonne législation internationale qui fût à la fois un stimulant pour les auteurs et un dédommagement pour les éditeurs nationaux.

« Les libraires et les ouvriers ont plus à espérer de la librairie légitime qui commence, que de la contre-façon qui finit. » Tel fut le thème qu'adoptèrent et que développèrent les publicistes belges, jusqu'au moment de la convocation du Congrès dont nous allons rendre compte.

La Belgique avait parfaitement senti qu'en présence du décret du 28 Mars 1852, par lequel les articles du Code pénal français contre la contre-façon étaient applicables, sous condition de réciprocité, sur tout le territoire français, à toute contre-façon d'un ouvrage publié à l'étranger, il n'y avait qu'un bon parti à prendre, celui de régler la matière d'une manière uniforme. Pour cela, elle avait invité tous les hommes compétents du monde civilisé à se réunir dans sa capitale pour y discuter librement les questions difficiles et délicates soulevées par les droits et les prétentions réciproques des auteurs et du public chez toutes les nations qui impriment et qui lisent.

En s'arrêtant à Paris, votre délégué put déjà s'assurer, Messieurs, que le Congrès serait probablement le théâtre de discussions fort vives, notamment sur la nature du droit de propriété littéraire, nombre d'auteurs et d'éditeurs, intéressés directement dans la question, se proposant de faire prévaloir le principe que l'auteur avait sur son œuvre un droit absolument identique au droit de propriété privée en général. Cette question devint effectivement la grande arène, le champ de bataille où, durant quatre jours les partisans du droit perpétuel et du droit limité firent des efforts inouïs pour assurer la victoire à leurs idées respectives. Autour de cette idée capitale venaient se grouper de nombreuses propositions, dont l'énoncé avait été adressé, dès le 20 Mars 1858, aux Sociétés savantes et aux associations qui avaient été conviées au Congrès. On verra plus loin comment ces

propositions ont été résolues, avec quelques modifications. Ce programme, mûrement élaboré, avait été signé par un Comité d'organisation, composé de membres résidents tous à Bruxelles, et dont voici les noms :

Charles FAIDER, ancien ministre de la justice, avocat général à la Cour de cassation, membre de la Classe des Lettres de l'Académie royale, président; VERVOORT, membre de la Chambre des représentants, président du Cercle artistique et littéraire de Bruxelles, vice-président; Ed. ROMBERG, directeur des Affaires industrielles au Ministère de l'Intérieur, secrétaire général; VANDER BELEN, directeur de la Division des Lettres, Sciences et Beaux-Arts au même Département; BARON, professeur de l'histoire de la littérature française à l'Université de Liège, membre de la Classe des Lettres de l'Académie royale; Ed. FÉTIS, conservateur adjoint à la Bibliothèque royale, membre de la Classe des Beaux-Arts de l'Académie royale; Guillaume GEEFS, statuaire, directeur de la Classe des Beaux-Arts de l'Académie royale; PORTAELS, peintre d'histoire, membre de la Classe des Beaux-Arts de l'Académie royale; STALLAERT, homme de lettres, professeur de langue flamande à l'Athénée royal de Bruxelles; CASIER, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, secrétaire.

Le Comité n'avait pas seulement cru devoir poser les questions, en faire le classement par nature de matières, afin de permettre à tout homme spécial d'apporter son contingent de concours dans la section où il trouvait sa place marquée; il avait, en outre, formulé des solutions qui pussent servir de guide, faciliter et hâter l'œuvre du Congrès, mais sans rien vouloir imposer, comme il le déclarait dans des termes qu'il est essentiel de rappeler, car ils précisent en même temps le but que se proposait le Gouvernement belge:

« Avant de parler des solutions que le Comité propose au

Congrès, nous avons deux observations à faire : la première, c'est qu'il n'entend lui soumettre, comme nous l'avons dit, que de simples bases de discussions, susceptibles d'être modifiées comme d'être maintenues. Les projets de solution n'enchaînent aucune opinion; ils n'engagent même point les membres du Comité individuellement; la seconde observation, c'est que nous aurions cru méconnaître nos forces et notre mission, en prétendant élaborer un plan général de réformes sur un des sujets les plus difficiles qui puissent s'offrir aux méditations du penseur et aux délibérations d'une assemblée publique. Nous avons cherché à améliorer plutôt qu'à innover, et pour réunir les éléments d'une bonne loi sur la propriété des ouvrages de littérature et d'art, nous avons demandé aux diverses législations particulières leurs dispositions les plus tutélaires et les plus judicieuses. *La question de la propriété intellectuelle fait naître en quelque sorte d'elle-même les théories les plus séduisantes. Sans les dédaigner et tout en réservant les droits de la discussion, le Comité n'a pas voulu s'écarter de la voie pratique, ni aller plus loin que les législations les plus avancées.* »

C'est en présence de ce programme que le Congrès s'est réuni. Plus de quatre cents personnes de toutes nations avaient adhéré aux travaux du Comité, et trois cent vingt membres au moins y ont pris part, soit comme délégués de leurs Gouvernements ou de Sociétés savantes, soit comme représentants de grands intérêts.

Il est très-important de se rendre compte tout de suite des éléments dont se composait l'assemblée.

Les Gouvernements d'Angleterre, de Danemark, d'Espagne, des Pays-Bas, de Portugal, de Sardaigne, de Genève y étaient représentés par MM. Knight, secrétaire et délégué de l'Académie royale des beaux-arts de Londres; docteur

Schiern, membre de la Diète danoise, professeur d'histoire à l'Université de Copenhague; Pacheco, ancien premier ministre, sénateur, et en outre, délégué de l'Académie royale de Madrid; docteur Backhuisen Van den Brinck, archiviste général des Pays-Bas à La Haye; de Sylva-Ferrao, ministre, pair du royaume, membre de l'Académie des sciences de Lisbonne; baron de Jacquemoud, sénateur et conseiller d'État à Turin; Gaullicur, secrétaire-général et délégué de l'Institut Genevois. Les Sociétés savantes y avaient de nombreux représentants : l'Allemagne comptait des membres de seize de ses Sociétés, et on lit sur la liste générale d'adhésion les noms des Académies de Gœttingue, de Prague, d'Iéna, de Brême, de Hambourg, de Stuttgart, de Berlin, de Breslau, d'Ulm, de Stettin, d'Augsbourg, de Carlsruhe, de Cassel, de Bamberg, de Potsdam, de Parme. — L'Angleterre avait des représentants de ses Académies royales de Londres et d'Édimbourg; — l'Espagne de ses Académies de Madrid et de Séville; — les États-Unis, de la Société des gens de lettres de New-York; — les Pays-Bas, de l'Académie des beaux-arts d'Amsterdam; — l'Italie, des Académies de Gènes, de Florence, de Turin, d'Alexandrie, de Padoue, de Milan, de Vérone, de Mantoue, de Vicence, de Venise, de Bergame et de Palerme; — le Portugal, des Académies de Lisbonne, de Coïmbre; — la Suisse, de l'Institut de Genève; — la France, de l'Académie des Jeux floraux (de Toulonse), des Académies de Montpellier, de Bordeaux, de Lyon, de Châlons, et quant à Paris, nous y voyons figurer l'association des artistes musiciens; l'association des artistes peintres, sculpteurs, architectes, graveurs et dessinateurs; la Commission des auteurs et compositeurs dramatiques; l'Institut historique; la Société centrale des architectes; le Cercle de la librairie, de l'imprimerie et de la papeterie; la Société des auteurs, compositeurs et

éditeurs de musique ; la Société des Gens de lettres ; la Société des Beaux-Arts, formant un ensemble de près de quatre-vingts représentants présents.

Les membres du Congrès pouvaient en outre se décomposer ainsi : cinquante-quatre membres délégués des Sociétés savantes, quarante-sept par les Universités, vingt-un économistes, soixante-deux hommes de lettres, vingt-quatre artistes, seize journalistes, vingt-neuf avocats, vingt-neuf libraires ou imprimeurs, et environ quarante fonctionnaires, membres d'assemblées politiques, magistrats, échevins, etc.

On voit par ce qui précède que le député de l'Institut Genevois avait eu l'honneur d'être appelé à occuper dans le Congrès l'un des fauteuils réservés aux vice-présidents honoraires. Votre délégué ne s'est pas mépris un instant sur la portée d'une pareille distinction. Elle était due uniquement au renom dont Genève jouit universellement dans les pays où la science et les lettres sont en honneur ; et, d'ailleurs, il n'y avait pas dans le Congrès d'autres membres représentant les États suisses, auxquels cet honneur pût être déféré.

Au reste, votre député doit s'empresse de constater que dès son arrivée à Bruxelles, et pendant toute la durée du Congrès, jusqu'au moment de son départ et même après, il n'a pas cessé d'être l'objet des prévenances et des marques de sympathie les plus bienveillantes de la part des membres belges et étrangers.

Le 27 Septembre dernier, le Congrès s'ouvrit par un discours de M. Faider, ancien ministre de la justice, président du Comité provisoire d'organisation. « Il appartient à la Belgique, dit ce magistrat distingué, d'entendre proclamer, de voir organiser chez elle ces grands principes qui attendaient une formule rationnelle et le puissant véhicule des gouvernements pour proclamer partout leur triomphe. Lorsqu'en

l'absence de lois, de principes fixes et reconnus, la réimpression, la contre-façon s'exerçaient partout sur une grande échelle, notre Belgique a été particulièrement accusée de *piraterie littéraire*; elle a eu cette chance d'être particulièrement signalée à l'animadversion de certains écrivains qui l'ont rudement traitée. Ne serait-il pas permis à un Belge, en Belgique, en présence d'illustres contrefaits, qui n'ont pas eu tous à se plaindre, de faire remarquer qu'alors le principe ou plutôt l'exercice de la propriété intellectuelle n'était organisé nulle part au point de vue de la réciprocité; que nulle part le droit public ne définissait, ne reconnaissait cette propriété; que le fait de la contre-façon internationale (le mot est juste) était général, et c'est précisément l'existence générale de ce fait qui a conduit à rechercher sa nature, à contester sa légitimité, à condamner enfin son exercice. La Belgique, en définitive, n'y trouvait ni honneur ni profit; aussi a-t-elle été des premières à s'associer au grand mouvement qui se continue de nos jours et qui a pour but de consacrer fermement, largement et partout la jouissance de la propriété littéraire et artistique. »

Après ce discours, l'Assemblée a confirmé le Bureau provisoire comme Bureau définitif, avec l'adjonction d'un certain nombre de délégués étrangers en qualité de vice-présidents honoraires. Le délégué qui avait l'honneur de représenter l'*Institut Genevois* a été, comme on vient de le dire, désigné pour faire partie de ceux-ci. Il a vivement apprécié cette distinction, qui lui a singulièrement facilité sa tâche durant la tenue du Congrès.

Les membres se sont ensuite répartis en cinq sections, correspondant aux cinq parties du programme, de la manière suivante :

1^{re} SECTION. — Questions relatives à la reconnais-

sance internationale de la propriété littéraire et artistique.

2^{me} SECTION. — Questions relatives à la propriété des ouvrages de littérature et d'art en général.

3^{me} SECTION. — Questions relatives à la représentation et à l'exécution des œuvres dramatiques ou musicales.

4^{me} SECTION. — Questions relatives aux arts du dessin.

5^{me} SECTION. — Questions économiques.

Chaque membre, en retirant sa carte d'admission, désignait la Section à laquelle il désirait appartenir; toutefois, le même membre pouvait prendre part aux travaux de plusieurs Sections.

En conséquence, votre délégué s'est fait inscrire dans la première Section, qui l'intéressait plus particulièrement, vu la nature de son mandat, et dans la quatrième, en raison des instructions qu'il avait reçues de suivre les discussions auxquelles pourraient donner lieu les questions relatives aux arts du dessin, intéressant particulièrement la fabrique genevoise de bijouterie et d'horlogerie.

Votre représentant a de plus suivi, autant que cela lui a été possible, les débats de la 2^{me} Section, où se sont agitées la question capitale de la propriété littéraire, et subsidiairement celles de sa perpétuité et de sa limitation. Après les séances particulières des Sections, qui avaient lieu le matin, on se réunissait chaque jour, depuis une heure de l'après-midi jusqu'au soir, en assemblée générale. Les travaux de la 1^{re} et de la 4^{me} Section, comme aussi ceux de la 3^{me} et de la 5^{me}, furent terminés plus ou moins rapidement, parce qu'au fond, on était d'accord sur les principales solutions. Dans toutes ces Sections, les propositions du Congrès furent adoptées avec quelques amendements d'une portée secondaire.

Voici donc les solutions telles qu'elles sortirent des délibérations des cinq Sections. On verra plus tard que seules,

celles de la 2^{me} Section ont donné lieu à des débats longs, vifs et même orageux.

Voici le texte même des résolutions que le Congrès a consacrées et qui ont servi de bases à un projet de loi que le Gouvernement belge a soumis dès lors aux Chambres actuellement rassemblées :

I.

1. Le Congrès estime que le principe de la reconnaissance internationale des œuvres littéraires et artistiques, en faveur de leurs auteurs, doit prendre place dans la législation de tous les peuples civilisés.

2. Il est d'avis que ce principe doit être admis de pays à pays, même en l'absence de réciprocité.

3. Il est d'avis que l'assimilation des auteurs étrangers aux nationaux doit être absolue et complète.

4. Dans l'opinion du Congrès, il n'y a pas lieu d'astreindre les auteurs étrangers à des formalités particulières, pour qu'ils soient admis à invoquer et à poursuivre le droit de propriété, et il doit suffire, pour que ce droit leur appartienne, qu'ils aient rempli les formalités requises par la loi du pays où la publication a vu le jour.

5. Il est désirable que tous les pays adoptent, pour la propriété des ouvrages de littérature et d'art, une législation reposant sur des bases uniformes.

II.

1. Les auteurs d'œuvres de littérature et d'art jouiront, durant leur vie entière, du droit exclusif de publier et de reproduire leurs ouvrages, de les vendre, faire vendre ou dis-

tribuer et d'en céder, en tout ou en partie, la propriété ou le droit de reproduction.

Le conjoint survivant conservera les mêmes droits, également durant toute sa vie, et les héritiers ou ayant-droit de l'auteur en jouiront pendant 50 ans à partir, soit du décès de l'auteur, soit de l'extinction des droits du conjoint.

2. Il n'y a pas lieu de distinguer entre les diverses catégories d'ouvrages de littérature et d'art (œuvres littéraires, compositions musicales, productions des arts du dessin).

3. Il n'y a pas lieu d'établir de distinctions pour la durée du droit, d'après la qualité des ayant-cause (conjoint survivant, enfants, autres héritiers, donataires ou cessionnaires).

4. Le conjoint survivant et les héritiers conserveront leur droit de propriété sur un ouvrage posthume. Les propriétaires qui ne sont pas héritiers n'auront plus qu'un droit exclusif, qui ne pourra excéder 30 ans.

5. La durée du droit de propriété pour le premier éditeur d'un ouvrage anonyme sera de 30 ans, à partir de la publication. Il n'y a pas lieu de s'occuper des ouvrages pseudonymes.

6. Le droit exclusif de l'auteur est garanti pour la publication des cours publics, sermons et autres discours prononcés publiquement, lesquels ne pourront être publiés isolément ni en corps d'ouvrage, sans le consentement des auteurs ou de leurs représentants.

A l'égard des plaidoyers et des discours prononcés dans les assemblées politiques, ce consentement ne sera nécessaire que pour leur publication en recueil d'auteur.

7. Le droit de propriété emporte le droit de traduction avec la restriction suivante :

8. A partir du jour de la publication de son œuvre, l'auteur aura pendant dix ans le droit exclusif de la traduire dans

toutes les langues, à la condition qu'il exerce ce droit avant l'expiration de la troisième année ; si, à l'expiration de la troisième année, l'auteur n'a pas fait usage de ce droit, chacun pourra l'exercer concurremment, excepté dans le pays d'origine ; après l'expiration des dix années, quoique l'auteur ait usé de son droit, chacun pourra traduire une œuvre originale et la vendre dans tous les pays, excepté dans le pays d'origine.

9. Il n'y a pas lieu de soumettre les auteurs d'ouvrages de littérature ou d'art à l'accomplissement de certaines formalités. L'absence de ces formalités ne détruit pas le droit.

III.

1. Le droit de représentation des œuvres dramatiques ou musicales est indépendant du droit exclusif de reproduction.

2. Il n'y a pas lieu de faire de distinction entre les deux droits pour la durée de la jouissance.

3. Le droit de propriété des compositions de musique met obstacle à l'exécution publique de toute partie de l'œuvre musicale sans le gré de l'auteur, quelle que soit l'importance de l'ouvrage et quel que soit le mode d'exécution. (Il est entendu qu'on ne peut invoquer le droit d'auteur pour soumettre à des entraves les séances musicales, particulières ou publiques, où aucun but de spéculation ne se mêle à l'intérêt de l'art.)

4. Le droit de propriété des compositions de musique comprend le droit de faire des arrangements sur les motifs de l'œuvre originale.

IV.

1. L'auteur d'un dessin, d'un tableau, d'une œuvre de sculpture, d'architecture ou de toute œuvre artistique, doit avoir

seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction par un art semblable ou distinct sur une échelle analogue ou différente.

2. Le reproducteur est passible des peines du contrefacteur lorsqu'il y a usurpation de nom, sans préjudice des peines contre le faux en écriture privée, lorsque la contrefaçon descend jusqu'à l'imitation de la signature.

3. Le droit de propriété sur les créations des arts du dessin embrasse aussi les applications qui seraient faites de ces créations à l'industrie.

4. Des formalités particulières ne doivent pas être requises pour les œuvres d'art, pas plus que pour les productions littéraires, comme condition absolue de l'acquisition et de la conservation de la propriété ; cependant, dans un cas comme dans l'autre, des formalités peuvent être désirables comme mesures d'ordre, et afin de faciliter l'exercice régulier du droit.

V.

Le Congrès demande :

1° L'abolition des droits de douane sur les livres et les œuvres d'art, ou du moins la réduction de ces droits au taux le plus modéré et leur simplification là où le tarif établit des droits différents par catégorie pour les productions littéraires ;

2° La faculté de faire rentrer librement les ouvrages non vendus envoyés en commission à l'étranger ;

3° L'abaissement des taxes postales aux dernières limites possibles sur toutes les voies, et l'augmentation des facilités pour le transport et la circulation des imprimés, des traductions littéraires, des gravures, photographies, lithographies et autres articles susceptibles d'être transportés par la voie postale ;

4° L'assimilation des épreuves avec corrections aux imprimés dans les pays où les règlements établissent une différence ;

5° La suppression de toutes les formalités qui entravent le commerce de la librairie.

Mais, avant d'aller plus loin, votre délégué doit vous faire connaître que, dès la première séance générale, le président du Congrès, ayant invité les représentants des États étrangers ou des Sociétés savantes à faire des communications au sujet de l'état de la propriété littéraire dans leurs pays respectifs, il crut devoir, dans la séance suivante, s'acquitter de sa mission en ces termes :

Monsieur le Président et Messieurs,

Je suis en mesure d'exposer au Congrès l'état des choses en Suisse, et à Genève en particulier, quant à la propriété littéraire. Excusez-moi si je prends la parole pour un pays si exigü, quand les délégués de tant de grands États n'ont encore rien dit. Ce pays est la patrie de Jean-Jacques Rousseau. Je ne mettrai aucun autre nom à côté de celui-là, ni avant, ni après.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire hier au Congrès, les Suisses ne sont pas d'accord entre eux sur la propriété littéraire à l'intérieur. Mais c'est une affaire de famille qui se réglera un jour ou l'autre amiablement, comme tant d'autres. Ils ne sont pas non plus d'accord quant à la question plus grave de la convenance des négociations à entamer sur ce sujet avec l'étranger. Mais j'ai la conviction que l'on finira aussi par s'entendre.

La Suisse, de tout temps, même sous ses anciens Gouvernements aristocratiques, a eu de grands ateliers typographiques où l'on réimprimait des ouvrages étrangers. Nous rappel-

lerons seulement la typographique Helvétique-Caldoresque de Pyrame de Candolle et les Sociétés typographiques de Berne, de Neuchâtel, d'Yverdon et de Lausanne. Il n'était pas rare de voir des magistrats, souvent éminents, s'intéresser dans ces entreprises qui, presque toutes, ont mal fini, tant on se fait d'illusion sur les bénéfices qu'elles présentent, tant il y a d'intervalle et de frais entre un livre fabriqué et ce même livre exporté et vendu *réellement* à l'étranger.

Au commencement de notre siècle, on avait autre chose à faire qu'à imprimer. Mais quand est venue la renaissance des goûts et des études littéraires, la Suisse en a vivement reçu le contre-coup. La liberté politique dont elle jouit heureusement a singulièrement contribué à les développer. On a tenté de créer une littérature nationale, et les Cantons ont voulu avoir une législation uniforme sur la presse et sur la propriété littéraire. Mais ici ont commencé les difficultés, difficultés de langues d'abord, et aussi de religions. Vous savez, Messieurs, comment la Suisse était composée (et comme elle l'est, du reste, encore aujourd'hui), de 22 États divers et souverains dans de certaines limites, hors desquelles on trouve le pouvoir fédéral ou central. Les petits Cantons alpestres ou primitifs ont mis d'abord peu d'intérêt à la chose. L'un d'eux a même répondu au gouvernement fédéral que n'ayant jamais eu d'imprimerie et espérant bien n'en jamais avoir, le concordat ne pouvait guère le regarder. Et c'est dans ce même pays que l'on trouve des villes qui ne le cèdent à nulle autre au monde pour la civilisation, la culture des lettres et des sciences, le goût des arts et l'extension de la typographie, Bâle, la ville des Froben, des Amerbach et des Bernouilli; Zurich, la ville de Froschauer et des Gessner; Berne, la cité du grand Haller; Genève, la patrie adoptive des Estienne. En définitive, douze États et demi ont adhéré au con-

cordat sur la propriété littéraire ; neuf et demi l'ont rejeté.

La même divergence a dû naturellement se retrouver dans bien d'autres proportions quand a surgi la question des traités internationaux pour la garantie réciproque de la propriété littéraire.

La France, prenant une initiative généreuse et digne d'elle, commença par proclamer en 1852 (le 18 Mars), le principe de l'égalité parfaite, à ce point de vue, entre les nationaux et les étrangers. Elle a donné l'assistance de ses lois et de ses tribunaux à des auteurs suisses, et pour régler la matière, elle a proposé à la Confédération suisse un projet de convention pour la protection de la propriété littéraire et artistique entre la France et la Suisse.

Le Conseil fédéral l'a communiqué, le 23 Novembre 1857, aux Cantons, qui se sont montrés presque tous très-froids et même éloignés de l'idée d'entrer en matière. Genève seul a d'abord montré des dispositions favorables. Cela s'explique par divers motifs.

D'abord, comme il s'agissait d'un traité avec la France, les Cantons allemands, qui forment la majorité, n'ont pas vu une nécessité bien pressante et bien immédiate pour eux à avoir un tel traité. Le Tessin, qui parle, écrit et imprime en italien, a gardé la même réserve. Ensuite, il est certain qu'en thèse générale, quand on a joui sur un objet d'une liberté quatre ou cinq fois séculaire, on n'aime pas à y renoncer, lors même qu'on n'en use pas, et c'est le cas de la Suisse, hâtons-nous de le dire à son honneur, quant à la contrefaçon ; on a cessé de la pratiquer et l'on citerait à peine, dans ces derniers temps, trois ou quatre exemples de livres français contrefaits en Suisse. La contre-façon est tombée en désuétude pour toutes sortes de livres.

La défiance avec laquelle a été accueillie la convention à

faire avec la France s'explique aussi par des causes politiques.

On commence, a-t-on dit, par des traités sur des matières commerciales, littéraires, qui donnent, par la force des choses, un ascendant au grand sur le petit, et l'on finit par subir la pression en matière politique. Cette appréhension est respectable, elle est dictée par un noble mobile, un sentiment qu'on ne saurait trop respecter, celui de l'indépendance nationale.

Enfin, Messieurs, un dernier motif domine les autres. En Suisse, en présence des grandeurs éternelles de la nature, on a peine à s'expliquer l'âpreté que met l'homme à réclamer des droits de propriété sur les œuvres, toujours un peu précaires, de l'esprit humain. Nous n'avons pas ou presque pas, en Suisse, d'écrivains vivant de leur plume. C'est un mal et c'est aussi un bien. On écrit parce qu'on se sent pressé de communiquer aux autres ce qu'on croit bon et utile ou par tout autre motif, mais d'un intérêt secondaire et en général désintéressé.

La question est donc restée un peu dans la région des nuages ; on a pris du temps pour s'en occuper. Cependant la France attend naturellement le sort réservé à ses avances, et en l'attendant, elle maintient les droits énormes, équivalant à une prohibition, qu'elle impose aux ouvrages littéraires et artistiques de provenance suisse.

Les droits d'entrée en France de la librairie suisse, réduits à 20 francs pour la Belgique, s'élèvent à 117 francs les 100 kil., et même à 120 francs avec le décime de guerre. Les gravures et les cartes géographiques paient 317 francs 50 centimes par 100 kil. ; la musique en proportion.

Et nous, Suisses, nous demandons, pour tous les livres français que nous recevons, 7 francs pour 100 kil. seulement.

Encore, ce droit est-il impopulaire, et l'on regrette le temps où les livres français, qui sont un si grand aliment de l'esprit, ne payaient rien du tout. C'était avant l'établissement des droits d'entrée fédéraux réglés en 1848, mais fixés au plus grand *minimum* pour les livres.

Et qu'on ne croie pas, Messieurs, qu'il s'agisse d'échanges de peu d'importance. En 1856, le chiffre des exportations de la librairie de France en Suisse a été de 115,331 kil., représentant une valeur de plus de 1,200,000 francs, sans les livres venus par d'autres voies, par exemple par celle du colportage, qu'on ne peut contrôler. L'exportation des livres suisses en France, la même année, a été de 18,861 kil., valant 177,300 francs. Sans l'élévation du droit, ce chiffre serait monté au double. Mais la question des autres entraves, qui ne sont que trop réelles, rend la position encore plus inégale : En Suisse, nulle formalité n'empêche le destinataire de retirer ses livres aussitôt qu'ils arrivent. En France, on ne peut guère expédier qu'à Paris, où nos ballots sont déposés à la douane, d'où le destinataire doit les faire transporter à ses frais au bureau de la librairie. Là, on examine et on pèse les livres pour fixer le droit qui doit être payé à la douane avant qu'on vous permette d'enlever la marchandise. Cela prend au moins trois jours et nécessite de longues courses. (L'orateur cite plusieurs exemples qui excitent l'étonnement et l'hilarité de l'assemblée, sur les entraves qu'éprouve l'entrée des livres venant de Suisse.)

En passant à la douane de Bellegarde, on a voulu lui retenir trois exemplaires d'un volume sur la typographie genevoise qu'il apportait au Congrès. Mais, enfin, quand il a dit qu'il en était l'auteur, le commis de la douane les lui a rendus en ajoutant très-poliment : « Il faut bien favoriser *messieurs les auteurs*. » Oui, Messieurs, les employés des douanes

valent mieux et sont plus intelligents que les règlements !

La Suisse occupe la quatrième place dans le tableau des exportations de la librairie française. Elle vient immédiatement après la Belgique, l'Angleterre et les États-Unis, et avant l'Allemagne et la Russie. Genève, placée à la porte de la France, reçoit naturellement une grande partie de ces livres français. Pour ne citer qu'un exemple de l'importance des relations littéraires de cette ville avec Paris, je dirai qu'un seul libraire de Genève (M. Cherbuliez) reçoit 61 exemplaires de la *Revue des Deux-Mondes*, qui compte 10,000 abonnés, dont 2,700 seulement pour la France. On peut dire que la librairie française est pour nous un objet de grande, de première nécessité. Il n'y a peut-être pas de ville où l'on ait plus de livres et où l'on en lise davantage, proportion gardée avec la population.

Il n'est donc pas étonnant qu'en présence d'un tel état de choses, Genève ait insisté, malgré l'attitude de ses confédérés, pour répondre aux avances de la France. Elle a pu le faire, parce que la Constitution fédérale actuelle, bien que beaucoup plus unitaire que la précédente (le Pacte de 1815), réserve néanmoins une convention, telle que celle dont il s'agit, au domaine de la souveraineté cantonale. Le pouvoir fédéral l'a reconnu avec d'autant plus d'empressement, que nous étions peut-être menacés de l'établissement de contre-facteurs étrangers à Genève.

En Suisse, à Genève en particulier, nous aimons beaucoup les Belges. Du pied des Alpes nous leur tendons, à travers le Jura, les Vosges et les Ardennes, une main fraternelle. Rien de ce qui intéresse la Belgique ne nous demeure étranger, et j'ai lieu de croire, je suis certain même, que des sentiments réciproques nous sont voués par les Belges. Bien des rapports de tous genres nous lient ; nous partageons ensem-

ble un avantage bien précieux, mais périlleux, la neutralité.

Les Suisses aiment le gouvernement libéral de la Belgique, que Dieu protège et conserve !

Les Belges en tout temps sont très-bien venus chez nous, mais nous les aimons mieux en toute autre qualité que comme contrefacteurs. Et encore les recevriions-nous, puisque le libre établissement dont nous jouissons nous en ferait un devoir, une nécessité. Mais si des difficultés internationales venaient à surgir, quels regrets, quelles complications pour l'un comme pour l'autre des deux peuples !

Une convention avec la France mettrait la Suisse comme elle a mis la Belgique hors de tout danger de ce côté-là.

Ici, Messieurs, j'aborde la question encore plus délicate des dangers qu'une semblable convention ferait courir à l'indépendance de la Suisse. Je dirai les choses franchement, sans détour, parce que notre seule diplomatie doit être de n'en point avoir.

Et d'abord n'est-il pas imprudent de soulever l'idée des dangers souvent imaginaires que pourraient courir la liberté, la nationalité d'un pays ? Souvent, en supposant les choses, on y pousse, on y fait arriver. On donne insensiblement de la consistance à de simples propos, et l'on se trouve un jour tout surpris de voir éclore un événement que l'on déplore, mais auquel on a poussé. Il est des choses, dont la seule idée devrait, dans certains pays, être repoussée comme une impossibilité, une impiété ! Je ne parle pas seulement pour la Suisse, mais aussi un peu pour d'autres pays qui sont à peu près dans le même cas.

De ce qu'à Genève on veut avoir les livres de la France, l'*Alma mater*, en plus grand nombre et au meilleur marché possible, de ce que nous voulons lui envoyer les nôtres dans les mêmes conditions, il n'en faut pas conclure que nous

voulions, que nous souhaitions devenir Français. Non, Messieurs, les Genevois veulent être Suisses, rien que Suisses, comme c'est leur goût et leur devoir. Mais ils veulent pouvoir continuer de parler, de lire et d'écrire en français le mieux possible, sans courir les risques d'être insensiblement un jour quelque peu germanisés.

Il n'y a rien dans de tels sentiments qui compromette l'indépendance nationale. A notre époque, moins que jamais, on ne peut violenter le sentiment national.

Par quels faits, d'ailleurs, pourrait-on justifier, en ce qui nous concerne, la crainte de quelque surprise du fort sur le faible ? Nous sommes, comme d'autres, au bénéfice des traités européens, que certes nul ne songe à enfreindre. Nous pouvons même nous croire et nous dire complètement tranquilles à cet égard pour toutes sortes de raisons.

Plus qu'un mot, Messieurs, et j'ai fini. Je voudrais résumer les sentiments, les pensées des citoyens du Canton de Genève que j'ai l'honneur de représenter, et mes propres impressions, nées à la suite de ces débats solennels relativement à la grande question qui nous occupe. Le Canton de Genève a cru qu'il valait mieux régulariser, par un traité honorable et avantageux avec la France, la situation anormale, onéreuse, dangereuse au premier chef où il se trouve, plutôt que de la prolonger.

Si la fermeté doit être un des caractères distinctifs d'une république, elle ne doit pas exclure la circonspection, la prudence, l'équité surtout. Il serait injuste, impolitique de refuser aujourd'hui une chose qu'on serait peut-être obligé d'accepter dans quelques mois et avec moins de bonne grâce, absolument dans les mêmes conditions. Cela s'est déjà vu. Nous espérons bien par notre initiative, qui n'est pas sans un mélange de peine (car c'est toujours un grave événement que

de se séparer de ses confédérés sur un objet quelconque), entraîner d'autres Cantons, surtout les Cantons suisses de langue française ; sans cela tout traité serait imparfait. Mais la convention doit être faite entre le grand et le petit État, sur le pied d'une entière réciprocité. C'est la seule manière noble et digne de s'entendre. En général, et pour tous les traités à venir, le droit international de la propriété littéraire, dans les vues du Canton de Genève, doit avoir pour conséquence l'abolition de toutes les entraves qui gênent la circulation des produits de la pensée. Donc, plus de douane, plus de taxes, plus de ces formalités gênantes qui contrastent si fortement avec la libéralité du décret du 28 Mars 1852 que j'ai cité. Un éditeur français, l'honorable M. Garnier, a déjà pris hier une initiative, dont je le remercie, en demandant que la librairie française rencontrât désormais plus de facilités pour tirer de l'étranger les publications dont elle a besoin.

Si des formalités sont encore nécessaires pour constater le droit, il faut les rendre autant que possible uniformes dans les différents pays et d'une exécution simple et facile. Le dépôt de deux exemplaires, comme il a lieu en France, devrait être adopté pour type.

Quant à mes impressions personnelles à la suite de nos débats et de plusieurs conversations tenues à Paris avec d'honorables libraires, pendant les quelques jours qui ont précédé mon arrivée à Bruxelles, je dirai franchement qu'elles ne sont pas sans un mélange d'amertume. Le droit de propriété l'a très-hautement emporté ! A la bonne heure. *Victrix causa* ! Mais j'avoue que je fais toutes mes réserves philosophiques en le reconnaissant simultanément, mais non solidairement, avec des orateurs qui ont proclamé certains principes exorbitants.

Demander pour les descendants des auteurs un privilège trop prolongé, plus que séculaire, tel que le voudrait Rossini (d'après ce qu'on lui a fait dire ici), c'est presque une provocation vis-à-vis de l'histoire, de l'humanité, de Dieu même. « Et qu'as-tu que tu n'aies reçu ? Et si tu l'as reçu, pourquoi t'en glorifies-tu ainsi comme si tu ne l'avais point reçu ? »

Pour ma part, je crois avec bien d'autres, qu'aller au-delà de 30 ans après la mort de l'auteur, en fait de privilège, serait un abus.

Cette âpreté dans la poursuite d'un droit si délicat, si indéfinissable, si insaisissable, à travers les plaines et les montagnes, les frontières naturelles et politiques, au-delà des fleuves et des océans, me paraît être un signe des temps peu rassurant. C'est un retour à la dure, à la féroce propriété romaine, au terrible *mancipium* du droit romain et païen. Voulons-nous retourner de ce côté-là, Messieurs ? Le moyen-âge était plus libéral que vous.

Quoi ! pour la traduction même vous réclamez des privilèges exorbitants ! Cependant est-il juste d'ôter au traducteur la propriété de son travail, tout aussi intellectuel que celui de l'auteur ? On rabaisse ainsi le traducteur jusqu'au rang de manœuvre littéraire qu'on paiera à peu près comme un copiste ! Aussi voyez quelles traductions vous avez maintenant ! Elles sont parfois faites sans soin, sans intelligence, d'une monotonie, d'un à-peu-près et d'un laisser-aller incroyables ! Cela est-il dans l'intérêt de la littérature ?

Quant aux objets d'art, sculpture, peinture et dessin, poursuivrez-vous leur reproduction au loin et à l'infini, même quand on n'en reconnaîtra que certains éléments, certains linéaments appliqués sur un meuble ou sur un bijou ?

Je me résume. Faites la part de « MM. les auteurs » et des

éditeurs, très-bien ; faites-la même large, mais faites aussi un peu la part de la liberté ! . . .

Libertas quæ sera tamen

Votre délégué doit ajouter que ce discours, bien qu'énonçant des opinions qui n'étaient pas, en quelques points et notamment sur la question de la pérennité ou perpétuité de la propriété littéraire, celles d'un grand nombre de membres du Congrès, a néanmoins été accueilli de la manière la plus bienveillante et avec des témoignages non équivoques d'approbation. Pour donner l'explication des phrases par lesquelles votre délégué a cru devoir terminer son exposé sur l'état de la question de la propriété littéraire en Suisse et à Genève, il convient de revenir sur les débats de la 2^{me} Section, qui avait à fixer la durée du *droit de la propriété des œuvres de littérature et d'art*.

Ces débats n'ont pas occupé moins de trois séances fort longues, dans lesquelles bien des orateurs ont été entendus *pour et contre* la perpétuité. Il a paru à votre représentant que la première opinion n'avait pas été heureuse dans le choix de ses champions. C'étaient en général des éditeurs (bien plus que des auteurs) et surtout des avocats, délégués de quelques Associations littéraires ou d'artistes et d'amateurs, qui avaient l'air de plaider la cause en litige, comme ils auraient plaidé toute autre question de droit civil. Il y avait dans leur dire plus de faconde et d'apprêt que de conviction et surtout que de véritable expérience. On a pu remarquer cela notamment à la séance générale du 29 Septembre, à laquelle assistaient Sa Majesté le Roi des Belges et son fils aîné, le duc de Brabant. D'un autre côté, les libraires-éditeurs se sont parfois signalés par une insistance, dans l'énoncé de leur opinion, qui n'avait pas l'air parfaitement désintéressée.

D'autres ont été, au contraire, d'une convenance parfaite. M. Jules Simon, qui était tout-à-fait en dehors des intérêts mercantiles en cette circonstance, s'est particulièrement élevé par son point de vue philosophique; mais il y avait néanmoins du sophisme dans ses arguments. La question débattue dans les trois longues séances de la Section, et ensuite en assemblée générale, entre les partisans de la propriété littéraire et artistique *perpétuelle* et ceux de cette propriété *limitée*, était celle de savoir si ce droit constituait une propriété comme l'est une propriété ordinaire et vulgaire, celle d'un immeuble ou d'un meuble par exemple, ou si, au contraire, ce droit n'était pas d'une nature spéciale, une propriété *sui generis*, devant être régie par des principes particuliers en rapport avec ses éléments constitutifs.

Un publiciste, membre du Congrès, M. Berardi, directeur de l'*Indépendance belge*, avait demandé que le Congrès décidât au préalable si la loi civile avait le droit de réglementer la propriété intellectuelle comme la propriété définie par le Code civil. Ainsi auraient disparu, selon lui, les dissidences qui pouvaient naître du mot *propriété*.

Mais le président du Congrès s'opposa à ce que la question fût ainsi posée, parce que le Congrès n'était pas appelé à rechercher l'origine de la propriété foncière, mais bien à examiner si le droit de l'auteur sur son ouvrage était de la même nature que la propriété foncière, que cette dernière fût de droit naturel ou de droit civil.

La grande majorité de la Section sanctionna l'opinion de son président, et cela épargna sans doute bien des phrases oratoires et des raisonnements métaphysiques qui n'avaient rien à faire là, et dont, en général, plusieurs orateurs n'ont pas été assez sobres dans le Congrès de Bruxelles. Ce qui a surtout étonné votre représentant, c'est la vivacité et l'insis-

tance avec laquelle le principe de la perpétuité de la propriété littéraire a été épousé par quelques orateurs belges, hommes d'ailleurs de beaucoup d'esprit et d'indépendance. La Belgique aurait-elle à cet égard subi une révolution radicale depuis quelques années? On le croirait presque, à entendre quelques-uns de ses publicistes, très-disposés à faire bon marché de certaines parties du droit de propriété privée, telles qu'elles sont réglées par les législations civiles, mais qui se montrent intraitables quand il s'agit de la propriété intellectuelle, « la plus sacrée et la plus relevée de toutes, » disent-ils. Cependant ce n'est que par induction que, de la propriété vulgaire, aussi ancienne dans le monde que la civilisation, si variée et même si divergente dans les divers pays, on est arrivé dans des temps historiques, relativement très-modernes, à avoir une idée quelconque de la propriété intellectuelle et littéraire. Cette propriété n'existait pas dans l'antiquité et au moyen-âge, et cependant à la rigueur, même sans la découverte de l'imprimerie, on aurait bien pu imaginer une participation quelconque d'un auteur à la distribution et à la vente que les copistes faisaient des manuscrits originaux. A la vérité, cela eût été très-difficile à régler, mais non tout-à-fait impossible. Et même depuis la découverte de la typographie, n'a-t-on pas vécu des siècles sans imaginer de créer toute une législation sur la propriété littéraire? Ce n'est qu'au fur et à mesure que la littérature a occupé une plus grande place dans la vie intellectuelle des nations que l'on a tenté de mettre d'accord les droits majeurs et impérieux de la société sur la circulation des idées avec le droit particulier des auteurs.

Le résultat de ces tentatives a produit, chez la plupart des nations éclairées, ce que nous voyons aujourd'hui et ce qui formait le but du Congrès de Bruxelles, la nécessité

de se mettre d'accord aussi uniformément que possible.

Au point de vue du droit absolu, la perpétuité de la propriété littéraire n'est donc pas soutenable. Cette propriété, comme les autres, n'existe pas en vertu d'un droit antérieur et supérieur à la société, elle ne découle que de la loi, et la loi doit en déterminer les conditions suivant les convenances sociales. On ne peut donc pas la résoudre d'après des principes absolus. Il s'agit de balancer le mieux possible certains avantages et certains désavantages. Il est équitable que l'écrivain ait de son vivant la propriété de ses œuvres, car ses œuvres sont la propriété de son travail. Il importe à la société qu'il en soit ainsi, car elle a intérêt à ce que l'écrivain puisse trouver dans la rémunération de ses œuvres, obtenue du public, la garantie matérielle de son indépendance et la pleine et entière liberté de l'usage de ses talents.

Mais une fois l'écrivain mort, la question change de face ; les lois qui, dans les divers pays, varient tant sur la forme de l'héritage, peuvent bien distinguer la transmission de la propriété littéraire de la transmission des autres propriétés, suivant les caractères propres de cette propriété et les avantages que la société en peut attendre. L'essence même du travail intellectuel est de se communiquer comme la parole. Celui qui écrit a toujours en vue la diffusion de ses livres avec le moins d'entraves possible. Les ouvrages des auteurs forment comme un vaste enseignement qui doit être mis à la portée de tous. L'intérêt social est donc ici d'accord avec celui de l'auteur. La perpétuité de transmission héréditaire de la propriété littéraire serait donc manifestement contraire à la destination des ouvrages littéraires, à la volonté de l'auteur dégagée de toute préoccupation étroite, comme on doit toujours la supposer, et à l'intérêt de la société. La perennité de cette propriété constituerait-elle donc un monopole

en faveur non des auteurs, mais de leurs héritiers, trop souvent inintelligents ou indignes, ou plutôt d'éditeurs parfois cupides, habiles intermédiaires entre le public et les auteurs, trop souvent disposés à profiter de l'inexpérience, du désintéressement ou de l'inertie de ceux-ci ?

Ce fameux principe de la perpétuité des privilèges d'auteur, qui aurait constitué une vraie féodalité et des majorats littéraires en faveur des descendants des gens de lettres ou plutôt de leurs éditeurs, a donc été repoussé avec perte dans la 2^e section, par 56 voix contre 36. Il devait en être ainsi, puisque ce principe exorbitant recouvrait au fond des idées très-dangereuses. Restait la séance générale de toutes les sections, dans laquelle le même résultat a été obtenu et dans la même proportion. Vous avez vu, Messieurs, dans les propositions qui ont été adoptées, et dont l'énoncé a précédé cette appréciation finale, les dispositions qui ont été admises pour les auteurs et leurs héritiers. Votre délégué s'est empressé de les voter.

La Suisse, en particulier, n'est-elle pas en effet unanime pour proclamer qu'autant elle sera toujours intraitable quand il faudra repousser les attaques contre la propriété en général, autant elle se montrera réservée quand il s'agira de définir et de garantir la propriété littéraire qui est née d'hier et qui, à vrai dire, n'est pas une propriété comme une autre, puisqu'elle est élevée sur le fond commun, le champ des idées, et qu'à tout prendre les livres nouveaux ne sont faits la plupart du temps qu'avec des livres anciens, surtout de nos jours. Cet argument a été retourné, et les partisans de la perpétuité ont accusé leurs adversaires de raisonner en communistes. Mais on n'est point communiste pour dénier à la propriété littéraire en particulier le caractère d'un droit divin ou naturel. Propriété pour propriété, l'ancienne, celle

qui a existé de toute antiquité et d'une manière générale, est bien autrement importante et respectable. Cependant elle subit des restrictions dans une foule de cas.

En présence du droit des auteurs, qu'il faut reconnaître dans une mesure équitable, il y a les droits de la société entière, et au congrès de Bruxelles votre délégué ne pouvait, d'après ce qu'il connaissait de votre manière de voir et de sentir, comme aussi de l'opinion du pays, que prendre le parti de celle-ci, non contre la propriété littéraire, mais contre les exagérations qui lui ont fait plus de mal que de bien. En adoptant avec la majorité du congrès le terme de 50 ans après la mort de l'auteur, pour limite du droit de propriété littéraire, il a fait ce qu'il faut faire dans les grandes assemblées, c'est-à-dire qu'il s'est rangé à l'opinion la plus voisine de la sienne. Il croyait que 30 ans auraient suffi, car quels ouvrages imprimés en 1858 réimprimerait-on en 1908? On voit qu'il n'use pas même de l'argument jusqu'au bout. Si l'intérêt légitime de l'auteur est de retirer pour lui, et même pour les siens après lui, une juste rémunération de son travail, l'intérêt bien autrement majeur de la société humaine n'est-il pas d'avoir le plus grand nombre de livres possible, puisque c'est par les livres que l'instruction des individus se forme, et que sans individualités bien réglées il ne peut y avoir de liberté dans nos sociétés? L'avenir de l'humanité ne pourra en effet être assuré que quand chaque individu sera responsable, et l'on sent qu'il ne peut y avoir de responsabilité sans instruction. L'instruction se faisant avec des livres, il est évident que si l'on pourchasse impitoyablement et à outrance ceux-ci, toutes les fois qu'ils ne se seront pas mis parfaitement en règle vis-à-vis des auteurs, des descendants des auteurs à l'infini ou des éditeurs privilégiés, on compromet plus ou moins l'avenir de la société. Nos aïeux étaient plus larges que nous en cette matière.

Mais c'est surtout lorsqu'il s'est agi du droit de traduction que votre représentant a dû, à cause de la position particulière de Genève, rompre une lance avec les défenseurs des privilèges littéraires. Ils réclamaient pour l'auteur d'un livre le droit exclusif de le traduire ou de le faire traduire. Il s'est efforcé, dans la dernière séance générale du Congrès, de démontrer ce que cette prétention avait d'exorbitant en soi et même d'agressif contre les États secondaires, qui ont toujours joui du droit de traduire chez eux, comme ils l'entendent, les livres en langue étrangère. Votre délégué a réclamé pour Genève, qui traduit beaucoup de l'anglais et passablement de l'allemand et de l'italien. Il a cité l'exemple de la *Bibliothèque Britannique*, continuée aujourd'hui sous le nom de *Bibliothèque Universelle*, qui seule a mis, pendant la période de la Révolution et de l'Empire, le monde continental en relation avec la science et la littérature de l'Angleterre. Ce véritable bienfait n'aurait pu être rendu à la civilisation, si les traducteurs des articles de ce recueil avaient dû, au préalable, obtenir l'autorisation des auteurs anglais et leur payer des indemnités.

Que sera-ce quand les nombreux traducteurs des deux sexes que nous avons à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel et ailleurs, devront commencer par aller, quelquefois au-delà des mers, et, qui pis est, par l'intermédiaire de courtiers littéraires, traiter préalablement avec les auteurs?

Au lieu de l'ancien système libéral de traduction, en vertu duquel chaque écrivain traduisait avec soin et affection le livre qui lui avait plu, que voyons-nous déjà aujourd'hui? Des traductions faites par des manœuvres aux ordres et aux gages de quelque grand éditeur, qui, ayant commencé par payer à l'auteur le droit de le traduire, n'a plus à donner au traducteur que le salaire d'un copiste! Votre délégué a cité des

exemples de bévues singulières qui résultaient de cette manière de faire, et il a réclamé la liberté du droit de traduction dans l'intérêt de la dignité des lettres, qui doit passer avant les intérêts des auteurs ou plutôt des éditeurs.

La même thèse a été soutenue avec énergie par les délégués des États secondaires, surtout par ceux de la Hollande.

Secondés vivement par M. Victor Foucher, rapporteur, qui a représenté les difficultés internationales qu'entraînerait le monopole des traductions exercé par les auteurs, les partisans de la liberté ont enfin obtenu que le privilège de l'auteur, pour faire traduire son livre, serait réduit à trois ans. Les vrais principes sur toute la matière, et les saines doctrines législatives et économiques, ont été défendues par de nombreux orateurs, entre autres par celui que nous venons de citer et par M. Wolowski, membre de l'Institut et professeur au Collège de France, avec une sûreté de vues, une fermeté de conviction et une supériorité de talent qui finiront certainement par l'emporter. C'est sous leur drapeau que votre délégué a combattu, et il croit avoir été dans le vrai. Plus on ira en avant, plus le vrai et grand public sera initié à ces débats, renfermés d'abord dans une enceinte où les intéressés seuls avaient été admis, et plus les principes libéraux en matière de propriété littéraire tendront à prévaloir sur une opinion dont le plus grand tort a été peut-être de se produire, involontairement sans doute, à une époque où se manifeste ailleurs une réaction contre les idées.

Ce qui doit entretenir notre espérance, c'est la permanence, décrétée par l'assemblée, du bureau qui, à Bruxelles, est chargé de continuer l'élaboration de la matière dans le sens de la majorité à laquelle votre représentant appartenait.

Tels sont, Messieurs, les objets d'une importance réelle à la discussion desquels votre délégué a cru devoir prendre

part dans la limite de son mandat et de ses facultés. Il s'estimerait heureux s'il obtenait votre approbation. Ce serait pour lui la plus belle confirmation de l'honneur insigne que vous lui avez fait en l'envoyant à Bruxelles en cette circonstance. Il ne terminera pas sans vous exprimer sa vive reconnaissance. Mais c'est aussi pour lui un devoir, avant de conclure, que de faire rejaillir sur l'*Institut Genevois* tout le mérite des égards particuliers et de l'accueil particulièrement cordial et bienveillant dont il a été l'objet avec tous les autres membres du Congrès.

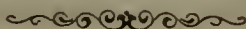
Toute la population de la capitale de la Belgique, depuis le souverain et la famille royale, ont manifesté pour les travaux du Congrès le plus vif intérêt. Sa Majesté le Roi des Belges et l'héritier du trône ont voulu assister à l'une des séances. Le ministre de l'Intérieur, l'honorable M. Rogier, en avait accepté la présidence honoraire, et il a suivi comme un simple membre toutes les discussions essentielles. Le Roi a invité à sa table tout le Bureau du Congrès et plusieurs de ses membres, parmi lesquels était votre représentant. La réception a été infiniment brillante, mais surtout honorable et flatteuse pour les gens de lettres, avec lesquels le roi des Belges et le comte de Flandres se sont entretenus individuellement des points qui les avaient particulièrement intéressés dans les discussions. Cet intérêt s'est manifesté presque immédiatement après la séparation du Congrès par la présentation qui a été faite aux Chambres du royaume de Belgique d'un projet de loi sur la matière, rédigé dans le sens des résolutions qui venaient d'être adoptées en principe.

D'autres Gouvernements suivent cet exemple¹, et celui de

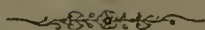
1. On lit dans le *Moniteur Savoisien*, du 18 Novembre : « Le ministère vient de nommer une commission chargée d'examiner la ques-

Genève, en particulier, a accompli, on peut le dire, un pas immense en faisant ratifier par le Grand Conseil de ce Canton la convention avec la France, dont il avait déjà pris l'initiative, et qui va entrer en voie d'exécution.

tion de la propriété artistique et littéraire, et de préparer un projet de loi sur ce sujet. Elle est composée de MM. le baron Jacquemoud, l'avocat Brofferio, le professeur Bosio, un maître de musique et deux chefs de division au ministère. »



PIECES ANNEXES.



**A Monsieur le Président et à Messieurs les Membres du Conseil
fédéral, à Berne.**

TIT.

Les soussignés, ayant appris que la question de la propriété littéraire internationale serait abordée dans la session actuelle, en vue d'un traité à ce sujet avec la France, prennent la liberté d'attirer l'attention des Hauts Conseils fédéraux sur les points suivants, qui leur paraissent d'une haute importance pour les Cantons où domine la langue française.

Le principal obstacle qui s'est opposé jusqu'à présent à l'essor de l'imprimerie et de la librairie dans les Cantons de langue française, git dans les droits considérables que leurs produits de ce genre ont à payer à l'entrée en France. Ces droits s'élèvent, avec les décimes additionnels, à 128 fr. 40 c. les 100 kilogrammes, ce qui équivaut presque à une prohibition, et nous ferme les marchés sur lesquels nos marchandises pourraient trouver l'écoulement le plus certain.

Nous estimons, en conséquence, qu'une forte diminution, si ce n'est même l'abolition complète de ces droits, doit être la condition essentielle d'un traité avec la France. Il nous semble juste de chercher autant que possible à rétablir l'égalité entre les deux pays et de demander à la France, en retour des garanties qui lui seront assurées sur les marchés de la Suisse, qu'elle nous ouvre les siens, comme elle l'a fait du reste dans ses traités avec plusieurs autres pays, notamment avec la Belgique. Ce sera d'ailleurs le plus sûr moyen de favoriser chez nous les progrès de l'imprimerie. La France ne doit pas tenir beaucoup

au maintien de ces droits, qui entraînent une foule de formalités gênantes et ne lui produisent qu'un revenu fort insignifiant. Nous croyons pouvoir affirmer que la librairie parisienne, placée, par sa centralisation, de manière à défier toute concurrence, les verrait supprimer avec plaisir, car déjà plus d'une fois elle s'est prononcée dans ce sens.

Enfin, nous insistons pour qu'il ne soit admis dans le traité aucune de ces entraves qui gênent inutilement la circulation des livres, telles que déclaration ou catalogue certifié à la sortie de France, visite de douane à l'entrée en Suisse, et pour qu'il soit établi un plus grand nombre de bureaux français par lesquels la librairie puisse entrer. ¹¹ nous semble, en particulier, tout-à-fait urgent de lui ouvrir ceux de Bellegarde pour Genève, et des Verrières pour Neuchâtel.

TIT.

Les soussignés espèrent que les Hauts Conseils fédéraux voudront bien prendre en considération la présente requête, et pleins de confiance dans la sagesse avec laquelle sera discutée une question qui touche à de si graves intérêts, ils vous prient d'agréer l'expression de leur parfaite estime et de leur respectueux dévouement.

Joël CHERBULIEZ, libraire à Genève.

JULLIEN frères, libraires à Genève.

Em. BEROUD, libraire à Genève.

P. CHAPOUTOT, libraire à Genève.

R.-L. DELAY, libraire à Genève.

G. BRIDEL, éditeur à Lausanne.

J. ALLENSPACH, libraire à Lausanne.

Samuel BLANC, libraire à Lausanne.

J. CHANTRENS, libraire à Lausanne.

Alex. MICHON, imprimeur-éditeur à Lausanne.

VEDEL fils, libraire à Lausanne.

Pour la librairie DESROGIS, à Genève :

Sophie JOLIMAY-DESROGIS.

Achille DE CHATEAUVIEUX, libraire à Genève.

RAMBOZ & SCHUCHARDT, imprimeurs à Genève.

Élie CAREY, imprimeur-éditeur à Genève.

L. BONNANT, imprimeur à Genève.

BLANCHARD, ARGAND & C^e, imprimeurs à Genève.
 Marc VANEY, imprimeur à Genève.
 Adèle HAUENRIESER, libraire à Lausanne.
 J. DURET-CORBAZ, libraire à Lausanne.
 MARTIGNIER & CHAYANNES, libraires à Lausanne.
 F. WEBER, libraire à Lausanne.
 MOSER & BRIDEL, imprimeurs à Lausanne.
 Albert LARPIN, imprimeur à Lausanne.
 Louis VINCENT, à Lausanne.
 CORBAZ & ROUILLER fils.
 L. MEYER & C^e, libraires à Neuchâtel.
 J.-J. KISSLING, libraire à Neuchâtel.
 Ch. LEIDECKER, libraire à Neuchâtel.
 GENTON, VORUZ & VINET, imprimeurs à Lausanne.
 FR. BLANCHARD, imprimeur-libraire à Lausanne.
 A. DELAFONTAINE, libraire à Lausanne.
 Ch. PACHE-SIMMEN, imprimeur à Lausanne.
 ATTINGER, imprimeur à Neuchâtel.



A Monsieur le Professeur GAULLIEUR, délégué de l'Institut national genevois au Congrès de la propriété littéraire de Bruxelles.

Rien de plus louable que le projet de faire respecter partout la propriété littéraire et artistique. Mais pour que les écrivains et les artistes jouissent pleinement du fruit de leurs travaux, il faut empêcher non-seulement toute atteinte à leur droit de propriété, mais, de plus, toute entrave à la publication et à la diffusion de leurs œuvres (nous ne voulons parler que de celles qui n'ont rien de contraire aux lois établies). Si la contre-façon porte à l'éditeur, ou peut-être à l'auteur, un préjudice matériel, tout ce qui gêne la diffusion d'une œuvre de l'esprit a le même effet, et, de plus, cause un tort inappréciable, non plus au libraire, au négociant, mais à l'auteur seul, à l'homme de talent, à

l'homme de génie, parce que, ses œuvres pouvant moins facilement se répandre, il lui est plus difficile d'acquérir cette renommée qui serait pour lui la meilleure des récompenses et le plus grand des encouragements. La contre-façon a du moins le mérite d'être une preuve de la bonté d'une œuvre et de faire connaître honorablement le nom de l'auteur. Les adversaires de la contre-façon proclament que les œuvres de l'esprit ne relèvent point de tel ou tel pays, mais qu'elles appartiennent au monde entier ; ils n'admettent pas la base sur laquelle la contre-façon repose, savoir la démarcation des pays ; ils seront donc conséquents en poursuivant, par exemple, l'abolition de ces droits qui, appliqués aux produits matériels, n'ont d'autre tort que d'être contraires aux saines doctrines économiques, mais qui, lorsqu'ils frappent les produits de la pensée, sont en désaccord avec le noble désir que les gouvernements ont à cœur aujourd'hui, de favoriser de tout leur pouvoir le développement de la vie intellectuelle.

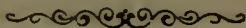
Si la France, qui se signale par ses généreux efforts pour faire tomber toutes les barrières établies par le moyen-âge entre les nations, impose encore sur les œuvres publiées en Suisse des droits d'entrée si forts qu'ils équivalent à peu près à une prohibition complète ; si le transit des livres pour la Belgique de Suisse par la France n'est pas possible ; si la circulation des épreuves de Suisse en France et retour n'est jamais autorisée par le ministère français, c'est, nous aimons à le croire, la faute d'anciens Règlements, qu'on a oublié, vu le peu d'importance de la Suisse, de mettre en harmonie avec les temps nouveaux. Toute autre explication est impossible : la conduite des éditeurs suisses n'ayant jamais pu indisposer la France, et la France ayant assez la conscience de sa force pour avoir honte de reculer devant une concurrence loyale. D'un autre côté, en établissant un tarif modéré, la France sera bien placée pour réclamer l'abaissement des droits que la Confédération suisse a mis en 1848 sur le papier et qui ont fermé complètement aux fabricants français l'un de leurs plus importants débouchés.

Il faut espérer que bientôt le caractère d'universalité des œuvres intellectuelles sera reconnu, non-seulement en principe, mais encore en pratique, et que toutes les nations admettront le principe de réciprocité pour tout ce qui concerne la publication, la diffusion et la protec-

tion des œuvres artistiques et littéraires, sous réserve, bien entendu, des lois de police particulières à chaque pays.

ÉDOUARD FICK,

Docteur en Droit et en Philosophie.



NOTE

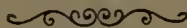
Communiquée par M. BURILLON, Graveur, à Genève.

Dans la décoration appliquée aux bijoux et à l'horlogerie, telle qu'elle se pratique à Genève, les peintres sur émail et les graveurs s'aident considérablement des estampes publiées en France.

Ces estampes, les peintres et les graveurs les reproduisent souvent soit en parties détachées, soit quelquefois en entier sur les objets qu'ils ont à décorer. La daguerréotypie surtout, depuis qu'on l'applique à la décoration de ces mêmes objets, ne laisse pas grand'chose à désirer comme reproduction.

Nous demandons si, dans le Projet de Convention qui se prépare entre la France et la Suisse pour la protection de la propriété littéraire et artistique, nous demandons, disons-nous, si ce genre de reproduction sera considéré comme *contrefaçon* ou comme une simple transposition d'un genre de travaux dans un autre qui, par sa *nature* et son peu d'importance, ne peut porter aucune atteinte à la propriété artistique¹.

1. D'après la première décision de la quatrième Section du Congrès de Bruxelles, cette question serait résolue affirmativement. (*Voyez ci-dessus.*)



NOMS DES ÉTATS DE LA SUISSE

**Qui ont adhéré au concordat relatif à la protection de la propriété
littéraire et artistique :**

Zurich, Berne, Uri, Unterwald-le-Haut, Unterwald-le-Bas, Glaris,
Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzel-Rhodes-Intérieures,
Grisons, Thurgovie, Tessin, Vaud et Genève.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME VIII

FORMANT LES NUMÉROS 16 ET 17 DU BULLETIN

DE L'INSTITUT GENEVOIS.

	PAGES.
Considérations sur les institutions politiques du moyen-âge, notamment sur les origines du système représentatif, par M. le Professeur Ed. Secretan, membre correspoudant à Lausanne	1 à 135
Compte-rendu de la dixième séance générale (24 Août 1858).	134 à 168
Nouvelle.....	169 à 212
Rapport présenté à l'Institut Genevois sur le Congrès de la propriété littéraire à Bruxelles, par M. le Professeur Gaulleux, délégué de l'Institut Genevois	213 à 248
Pièces annexes et Table des matières.....	249 à 255

FIN



S 1202 A

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

SÉANCES ET TRAVAUX DES CINQ SECTIONS :

1^o Des Sciences physiques et naturelles ; 2^o Des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire ; 3^o De Littérature ; 4^o Des Beaux-Arts ; 5^o D'Industrie et d'Agriculture.

TOMES IX et X.

GENÈVE,

CHEZ GEORG, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS,
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE.

1861



EXTRAIT

du Règlement général de l'Institut National genevois.

» ARTICLE 53. L'Institut publie un *Bulletin* et des *Mémoires*.

» ART. 54. Le *Bulletin* paraît à des époques indéterminées, qui n'excèdent cependant pas trois mois; les *Mémoires* forment chaque année un volume.

» ART. 55. Ces publications sont signées par le Secrétaire général.

» ART. 56. Le *Bulletin* renferme le sommaire des travaux intérieurs des cinq Sections. La publication en est confiée au Secrétaire général, qui le rédige avec la coopération des Secrétaires de chaque Section.

» ART. 57. Les *Mémoires in-extenso*, destinés au *Recueil* annuel, sont fournis par les Sections.

» Les *Mémoires* des trois catégories de membres de l'Institut (effectifs, honoraires, correspondants) sont admis dans le *Recueil*.

» ART. 58. A ce *Recueil* pourront être joints les gravures, lithographies, morceaux de musique, etc., dont la publication aura été approuvée par la Section des Beaux-Arts.

» ART. 59. Le *Recueil* des *Mémoires* sera classé en séries correspondantes aux cinq Sections de l'Institut, de manière à pouvoir être détachées au besoin et être acquises séparément.

» ART. 56. La publication du *Recueil* des *Mémoires* est confiée au Comité de gestion. »

Le Secrétaire général de l'Institut National Genevois,

A. FLAMMER.

TABLE DES MATIÈRES

DU VOLUME IX

FORMÉ DES TOMES IX ET X



N° 18. — MAI 1859

	PAGES
Liste chronologique des Syndics et des Secrétaires d'État de Genève jusqu'à l'an 1792	1
Tableau chronologique des principaux et des régents du Collège de Genève depuis sa fondation jusqu'à la fin de l'ancienne république	90
Notice sur la vie et les travaux de M. Joseph-Marie Girard.....	102
Rapport sur l'Exposition de produits agricoles d'Octobre 1858....	128
Résultat des concours de l'Exposition de produits agricoles de 1858.	140

N° 19. — MARS 1861

	PAGES
ARCHÉOLOGIE (Rapport de la Section d')	214
BERTHELIER D'OLIVET (Appréciations sur le).....	35 et 57
CÉRÉALES (Rapport sur la culture de diverses variétés de céréales, par M. J.-P. Duchosal)	75
CONCOURS ouvert en 1856-1857 (Rapport de la Section d'Industrie et d'Agriculture sur le).....	141
COPPONNEX (le dernier Seigneur de) par Jules Vuy.....	177

CHATEAU de Monétier d'Olivet (Appréciation sur le).....	33
DAMETH (5 fragments de l'ouvrage de M. le Professeur, intitulé le <i>Juste et l'Utile</i>)	43
ÉCORCES à tan (Documents sur une enquête relative à la consom- mation et à l'emploi des).....	137
EXPOSITION de produits agricoles de 1860 (Documents sur l')..	112
HISTOIRE de deux seigneurs anglais.....	46
GAULLIEUR (Appréciation du mérite scientifique et littéraire de M. Gaullieur, par Marc Viridet, Secrétaire général de l'Institut).	6
LISTE des prix d'honneur, primes et mentions honorables à l'Ex- position de 1860.....	119
LITTÉRATURE (Rapport sur la marche de la Section de Littéra- ture pendant les années 1858-1859).....	98
MARCHE de l'Institut genevois en 1859 (Rapport général sur la)	68
MÉMOIRE en réponse à une question posée par la Section d'In- dustrie et d'Agriculture, par M. Élie Ducommun... ..	143
MOUVEMENT commercial (Exposé du) résultant de la création du chemin de fer de Lyon à Genève, par M. F. Janin.....	51
OISEAUX (Inconvénients de la destruction de certains).....	210
OLIVET (Notice sur J.-F.), par M. Braillard.....	16
PAROLES d'adieu, par Benjamin Dufernex.....	111
PROFITS, par Dameth.....	48
PROCÈS-VERBAL de la séance du 5 Janvier 1860, de l'Institut na- tional genevois.....	1
PROGRAMME des Concours de littérature pour 1859-1860... ..	103
PROGRAMME de l'Exposition agricole de 1860... ..	113
STATISTIQUE de l'Exposition de 1858	70
» de l'Exposition de 1859.....	71
» » » » 1860.....	133
SERVICES que l'économie politique rend à la morale.....	45
TRAVAUX de la Section d'Industrie et d'Agriculture (Rapport de M. Marc Viridet sur les).....	14

